

*S
J
103
H24
V.120
84.3



JOURNAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES
DU
CANADA

Depuis le mercredi 27 février 1974, jusqu'au mercredi 8 mai 1974
inclusivement, durant la vingt-troisième année du règne
de notre Souveraine Dame la Reine Elizabeth II

DEUXIÈME SESSION DU VINGT-NEUVIÈME PARLEMENT DU CANADA

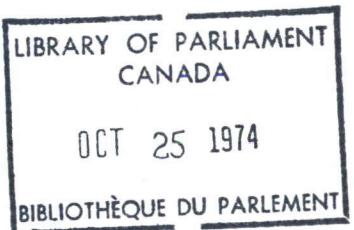
L'HONORABLE LUCIEN LAMOUREUX, ORATEUR

SESSION DE 1974

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT

IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1974

VOLUME CXX



120^e VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Proclamation relative à la convocation	vii
Journaux de la Chambre des communes	1
Proclamation relative à la dissolution	177
Liste des appendices aux Journaux	179
Procès-verbaux et témoignages des comités permanents non rapportés ou réputés rapportés à la Chambre des communes	181
Le Ministère et les secrétaires parlementaires	183
Les hauts fonctionnaires de la Chambre des communes	185
Liste alphabétique des comités permanents, spéciaux et mixtes	187
Liste alphabétique des députés et de leur circonscription électorale ...	189
Liste alphabétique des circonscriptions électorales et de leur député ..	193
Index	197



JULES LÉGER
[L.S.]
CANADA

ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos bien-aimés et fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, et à tous ceux que les présentes pourront de quelque manière concerner,

Salut:

PROCLAMATION

Le sous-procureur général
D. S. THORSON } **V**U le fait que Notre Parlement du Canada est prorogé jusqu'au mercredi vingt-septième jour de février 1974, les présentes commandent et enjoignent à vous et à chacun de vous ainsi qu'à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa, ledit mercredi vingt-septième jour de février 1974, à dix heures et demie du matin, pour l'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y étudier, délibérer et décider les questions qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront, par le Conseil commun du Canada, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de Notre Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

A NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre ville d'Ottawa, ce vingt-sixième jour de février en l'an de grâce mil neuf cent soixante-quatorze, le vingt-troisième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-registraire général du Canada
P. M. PITFIELD

DIEU SAUVE LA REINE

N° 1

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 27 FÉVRIER 1974

Onze heures du matin

Le Parlement ayant été convoqué pour aujourd'hui par proclamation du Gouverneur général pour l'expédition des affaires, les députés se réunissent.

PRIÈRE

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

le 27 février 1974

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale du Palais du Parlement à dix heures et quarante de l'avant-midi aujourd'hui, le 27 février 1974, et que lorsqu'on aura avisé Son Excellence que tout est prêt, elle se rendra à la Chambre du Sénat pour ouvrir officiellement la seconde session du vingt-neuvième Parlement du Canada.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Chef du Cabinet du Gouverneur général,
ESMOND BUTLER

L'honorable
Orateur de la Chambre des communes,
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la verge noire apporte le message suivant:

«M. l'Orateur, Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Sénat.»

En conséquence, la Chambre se rend au Sénat.

Au retour:

M. Trudeau, appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-1, Loi concernant la prestation des serments d'office, qui est lu une première fois.

M. l'Orateur fait connaître que, lorsque la Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Excellence le Gouverneur général, dans la salle des séances du Sénat, il a plus à Son Excellence de prononcer un discours devant les deux Chambres du Parlement. Afin d'éviter les erreurs, il en a obtenu le texte, qui est ainsi conçu:

Honorables Membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à la deuxième session de la vingt-neuvième Législature du Canada.

En vous adressant la parole pour la première fois, je tiens à vous dire à quel point je me sens honoré d'avoir été choisi comme représentant de Sa Majesté au Canada. Ainsi que je le rappelais au moment de mon installation, la haute charge qui m'incombe repose sur trois siècles et demi d'histoire. Je me plais à penser que j'aurai l'occasion de voyager un peu partout au Canada et de rencontrer des citoyens de toutes les couches de la société.

Nous aurons le plaisir, du 25 au 30 juin, de recevoir la visite de la reine mère, la reine Elizabeth, pour qui tous les Canadiens ont une vive affection. Sa Majesté viendra présenter leurs nouveaux drapeaux à deux régiments, le Toronto Scottish et le Black Watch, dont elle est colonel en chef.

* * *

Je vous parle à un moment où la situation économique internationale est gravement troublée, en raison de difficultés relatives à l'approvisionnement et aux prix de certains produits, notamment le pétrole.

La plupart des pays, tant les pays en voie de développement que les pays industrialisés, ont connu une expansion économique appréciable en 1973. Les perspectives économiques pour 1974 semblaient être, il n'y a pas tellement longtemps, fort encourageantes. Mais voilà que quelques-uns des grands pays producteurs décident de réduire leurs exportations de pétrole et d'en augmenter les prix, d'où un revirement subit de la situation.

Pour les pays en voie de développement, la hausse du prix du pétrole a, dans bien des cas, effacé la maigre marge qui leur permettait de poursuivre leur progrès économique et de mieux subvenir aux besoins de leurs populations croissantes. Quant aux pays industrialisés, dont le Canada est un des rares à jouir d'une quasi-autonomie en matière de pétrole, et d'énergie en général, plusieurs d'entre eux verront leur balance des paiements accuser un déficit considérable et devront trouver le moyen de le financer. En ce qui concerne le monde dans son ensemble, il pourrait se produire une réduction globale de la demande et, par conséquent, un ralentissement de l'activité économique.

Le Gouvernement estime qu'il importe au plus haut point de résoudre ces problèmes par une action concertée sur le plan international et par la coordination des politiques nationales. La conférence des principaux pays importateurs a été un premier pas dans ce sens. Elle sera suivie par des réunions des pays producteurs et des pays en voie de développement. Les Nations unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux seront également sollicités à cet égard.

Tout en cherchant une solution à ces questions d'économie internationale, les principaux pays consommateurs doivent reconnaître le désir légitime qu'éprouvent tous les pays producteurs d'utiliser leurs richesses naturelles pour faire progresser leur propre économie. Mais

les pays industrialisés, tout comme les pays du Tiers-Monde qui sont riches en ressources, doivent aussi prendre des mesures de plus en plus énergiques pour réduire les inégalités qui les séparent des autres pays moins développés et moins favorisés.

* * *

Bien que cet état de choses concernant la cherté du pétrole et les approvisionnements disponibles tienne en partie à des circonstances spéciales, il met en relief une situation qui, elle, a une portée beaucoup plus générale. Jointe à de très mauvaises récoltes en plusieurs pays, la croissance de la population mondiale a provoqué une hausse marquée du prix des aliments. Par suite d'un sursaut simultané de l'activité économique dans tous les pays industrialisés, les prix d'autres denrées augmentaient également sur les marchés internationaux. En outre, la cherté accrue des aliments et des biens de consommation a déterminé d'autres hausses de prix, ce qui a entraîné une poussée inflationniste généralisée.

Aucun pays n'a été épargné par l'augmentation des prix qui s'est produite en 1973, et qui d'ailleurs se poursuit en 1974. Le phénomène est mondial; il ne se limite pas à tel ou tel pays en particulier.

Tous les pays, y compris le Canada, ont rejeté le ralentissement délibéré de l'économie comme moyen de combattre l'inflation. Il y en a qui ont eu recours à la réglementation des prix et des revenus, mesure qui, de façon générale, n'a pas été efficace.

Plus étroitement qu'aucune autre peut-être, l'économie canadienne est liée au commerce et aux marchés internationaux. Les principales poussées inflationnistes sont venues de l'extérieur du pays. Dans ces conditions, il aurait été singulièrement inopportun d'appliquer une régie générale des prix et des revenus; c'est pourquoi le Gouvernement n'a pas voulu y recourir.

Le Gouvernement s'efforce de maintenir les revenus, la production et l'emploi à un haut niveau: c'est là une de ses principales responsabilités et un de ses objectifs prioritaires. Cette politique peut sûrement contribuer à surmonter quelques-unes des difficultés d'approvisionnement qui font monter les prix. Dans l'immédiat toutefois, pour lutter contre l'inflation, le Gouvernement entend intervenir, comme il l'a fait par le passé, et prendre des mesures précises visant à assurer un meilleur approvisionnement en certains biens et services, à protéger contre l'inflation ceux qui ne peuvent le faire eux-mêmes, à préserver les consommateurs des effets d'une augmentation soudaine et désastreuse du prix des principales denrées, et à empêcher tout groupe de personnes de profiter indûment de la situation actuelle aux dépens des autres.

* * *

En ce qui concerne le pétrole, le Gouvernement s'est préoccupé des difficultés que la hausse des prix a occasionnées aux citoyens, ainsi que de l'effet général de cette hausse sur l'économie. Néanmoins, pour que le Canada devienne autonome et soit protégé contre de soudaines diminutions de l'approvisionnement, il faut que les prix soient tels que s'en trouveront stimulées la prospection et la mise en valeur des ressources pétrolières non conventionnelles, comme celles des régions frontalières.

res. Le Gouvernement doit veiller à ce qu'une portion suffisante des capitaux produits par la hausse des prix soit appliquée à ces travaux. Il présentera un projet de loi concernant la création d'une société nationale des pétroles, laquelle veillera à intéresser davantage les Canadiens à ces travaux et à leur faire prendre une part accrue à d'autres initiatives semblables. Le Gouvernement a annoncé, de plus, le prolongement de l'oléoduc depuis les champs pétrolifères de l'Ouest jusque dans l'Est du Canada et la création d'un marché canadien unique qui assurera un débouché au pétrole produit au pays.

Dans la poursuite de ces objectifs à long terme, le Gouvernement a le devoir de gérer l'économie dans l'intérêt de tous les Canadiens et, en particulier, de tempérer les effets inflationnistes qui découlent de la crise du pétrole. Face à la nécessité générale de payer plus cher le pétrole et l'énergie, le Gouvernement a cherché, en collaboration avec les Provinces, à faire en sorte que cette difficile transition s'accomplisse de manière ordonnée, de façon à ne pas perturber inutilement l'activité économique, l'emploi et les prix. A cette fin, il doit s'assurer que le prix du pétrole produit au pays n'augmente pas à un taux déraisonnable; il doit voir aussi à ce que le prix du pétrole soit le même partout au Canada, sous réserve évidemment des frais de transport. On présentera des mesures législatives pour que le Gouvernement puisse assumer ses responsabilités à cet égard.

Les entretiens avec les Provinces sur tous les objectifs du Gouvernement et sur les meilleurs moyens de les atteindre se poursuivent. Le Gouvernement s'emploiera activement à conclure des arrangements qui lui permettront de remplir ses obligations d'une manière qui soit équitable tant à l'endroit des Provinces où se trouvent les principaux gisements de pétrole et de gaz, qu'à l'endroit de l'ensemble des consommateurs du pays.

* * *

Alors que, d'une part, on s'inquiète de plus en plus de la pénurie d'énergie, on constate, d'autre part, que de nombreuses régions du monde manquent de nourriture. Dans certains pays, la situation est devenue critique. Le Canada n'a pas connu de pénurie aussi grave, mais les pressions exercées par les marchés internationaux ont fait monter le prix de nos denrées alimentaires. Il est donc impérieux d'accroître la production dans notre pays. Le Gouvernement s'occupe de mettre au point une politique relative à l'alimentation et fondée sur les objectifs suivants:

—un approvisionnement sûr et suffisant en denrées alimentaires de qualité pour les habitants du Canada, dont le nombre va en augmentant et le niveau de vie en s'améliorant;

—des prix raisonnables:

—pour le consommateur, c'est-à-dire des prix qui n'obligeront pas les Canadiens à dépenser une fraction excessive de leur revenu pour se nourrir suffisamment et convenablement;

—pour le producteur, c'est-à-dire des prix qui fourniront un revenu suffisant pour encourager la production de denrées alimentaires qui peuvent être produites économiquement et efficacement au Canada;

—un approvisionnement constant et une production croissante des denrées alimentaires que le Canada peut offrir à des prix concurrentiels sur les marchés d'exportation, et des denrées qu'il distribue dans le cadre de programmes internationaux d'aide alimentaire.

A la lumière de ses objectifs, le Gouvernement réévaluera les programmes existants dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. Le Gouvernement consultera volontiers les Provinces, les groupes de consommateurs et les producteurs.

Le producteur doit recevoir un revenu raisonnable pour son travail. Sa confiance dans les perspectives à long terme du marché constitue un élément essentiel de la politique gouvernementale. Le producteur doit avoir accès à tous les marchés du Canada; il sera encouragé à contribuer à une exportation accrue de denrée alimentaires.

Le consommateur doit être sûr de recevoir pour son argent une contre-valeur équitable. Il doit être protégé contre les hausses soudaines du prix des denrées de première nécessité, hausses attribuables à la demande sur le marché international. Les garanties offertes aux producteurs contre les prix trop bas doivent avoir leur contrepartie dans des garanties visant à protéger les consommateurs contre les prix trop élevés.

* * *

A la longue, pour maintenir l'approvisionnement intérieur, il faut viser à l'utilisation maximale du sol canadien et tenir compte plus spécialement de la tendance à utiliser les terres arables à des fins non agricoles. Le Gouvernement a l'intention d'engager des pourparlers avec les Provinces puisque la question les intéresse vitalemment.

Pour assurer un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires, et à des prix raisonnables, vous serez saisis des mesures suivantes qui visent principalement à stimuler la production alimentaire:

—des prêts garantis et d'autres formes d'aide aux fermiers et aux pêcheurs pour leur permettre d'acheter ou de moderniser leur matériel;

—des modifications à la Loi sur les licences d'exportation et d'importation en vue de fournir au Gouvernement de meilleurs moyens de stabiliser le marché canadiens;

—l'accroissement de la main-d'œuvre dans le secteur de la production alimentaire;

—de l'aide à la construction de nouveaux entrepôts;

—des recherches visant à augmenter la production, à en améliorer la qualité et à en réduire les coûts;

—l'amélioration des installations portuaires destinées aux flottilles de pêche;

—des stimulants pour améliorer la prise par le Canada de réserves inexploitées de poissons;

—des paiements anticipés sur les récoltes pour que les producteurs puissent recevoir des versements en espèces en temps opportun;

—un plan de stabilisation agricole en vue de mieux rationaliser les décisions en matières de production;

—l'octroi de stimulants financiers suffisamment élevés pour encourager les jeunes fermiers à s'intéresser davantage à l'agriculture;

- de meilleurs services de formation vétérinaire;
- un programme d'assurance de mise en marché des grains des Prairies;
- l'amélioration des possibilités de transport ferroviaire pour le grain canadien;
- l'accroissement des réserves de grains de provende à des prix raisonnables;
- des stimulants visant à accroître l'élevage du bétail nécessaire aux marchés canadiens et aux marchés d'exportation.

Dans le cadre de sa politique économique, un des principaux moyens auxquels le Gouvernement recourt pour modérer l'inflation est l'accroissement de la production et des approvisionnements: de nombreuses mesures ont déjà été annoncées relativement à l'énergie et aux denrées alimentaires. Il va de soi que les Canadiens doivent renforcer leur économie de maintes autres façons afin d'améliorer les possibilités d'emploi et de maîtriser davantage leurs propres affaires économiques.

On proposera d'aider les petites entreprises en leur procurant des secours financiers et de meilleurs services d'experts-conseils grâce à la création d'une banque fédérale d'expansion des entreprises commerciales. On prendra des dispositions pour étendre davantage la transformation des matières premières au Canada. Dans ce contexte d'une transformation plus poussée des ressources canadiennes et compte tenu d'un meilleur accès aux marchés mondiaux, le Gouvernement encouragera le développement de l'industries pétrochimique. On proposera d'apporter des modifications à la Loi sur les banques afin de permettre aux Provinces d'accéder à la copropriété de banques. On proposera de modifier la Loi sur l'expansion des exportations pour favoriser encore davantage l'élargissement du commerce extérieur du Canada. On présentera des propositions afin d'assurer au Canada la haute main sur le secteur des systèmes informatiques. Vous serez appelés à étudier des amendements à la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, laquelle a pour but de stimuler la concurrence.

* * *

Le perfectionnement et l'utilisation des techniques s'intègrent aux efforts que le Gouvernement entend consacrer à l'amélioration du rendement de l'économie nationale. Des mesures seront prises afin d'augmenter les fruits de la recherche et du progrès industriels, ainsi que l'innovation technologique au Canada.

Les connaissances scientifiques et leur application sont indispensables pour permettre au Canada de relever les défis qui se posent à lui, y compris ceux qui se présentent dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie ou de l'industrie. Le but de la politique scientifique du Gouvernement est de favoriser l'acquisition ordonnée des connaissances scientifiques et l'usage planifié de la science et des techniques pour servir au mieux l'intérêt national. Le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie formulera une politique scientifique nationale et, à cet égard, son rôle consultatif sera accru et il jouira d'un plus grand pouvoir de coordination au sein du Gouvernement. On constituera deux nouveaux conseils habilités à accorder des subventions; l'un concernera les sciences sociales et les humanités et l'autre les sciences naturelles.

* * *

Le Gouvernement attache une grande importance à l'expansion régionale. C'est ainsi que bon nombre des mesures qui doivent être présentées au cours de cette session ont été discutées lors de la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest; elles profiteront à toutes les régions du Canada. Les transports notamment jouent un rôle capital dans l'expansion régionale. Dans une perspective plus large, des mesures seront prises pour faire en sorte que la capacité des transports au pays serve, sûrement et efficacement, les objectifs nationaux du Gouvernement. D'autres mesures seront prises pour mettre fin à toute distinction injuste en matière de tarifs ferroviaires. Une nouvelle politique portuaire sera élaborée afin d'établir au Canada une organisation d'ensemble efficace en ce qui concerne les ports, dans un cadre propre à assurer la plus grande participation locale possible à la gestion et à l'amélioration des ports.

On prendra d'autres mesures pour accroître la production et l'emploi en assurant aux travailleurs un meilleur accès aux emplois disponibles et aux employeurs, un meilleur accès à la main-d'œuvre canadienne. Ces mesures tiendront compte à la fois de la politique en matière d'emploi, de la politique en matière d'immigration et de l'activité de la Commission d'assurance-chômage. De concert avec les Provinces, le Gouvernement travaillera à l'élaboration, dans un contexte de sécurité sociale, d'une politique d'emploi, à l'échelle locale, à l'intention des personnes qui ont toujours beaucoup de mal à se trouver un emploi et à le garder. Dans le contexte d'une révision détaillée du programme mis sur pied à la lumière de l'expérience acquise au cours des dernières années, on présentera des modifications à la Loi sur l'assurance-chômage.

Au chapitre de la politique sociale, le Gouvernement, en collaboration avec les Provinces et les municipalités, joue un rôle fondamental dans la recherche d'une croissance urbaine mieux équilibrée et d'une amélioration de la qualité de la vie dans nos villes. De meilleurs moyens de transport en commun sont indispensables à la réalisation de ces objectifs urbains. On proposera des mesures en vue de créer un Centre national de développement des transports urbains qui sera chargé de coordonner la mise au point et la diffusion des nouvelles techniques requises dans ce domaine. Vous serez invités à examiner des mesures visant à aider les villes et les Provinces à déplacer les lignes et les terminus de chemin de fer et à remettre en valeur les secteurs ainsi dégagés, de façon à relever l'aspect d'un grand nombre de villes et de villages.

Le Gouvernement s'est toujours soucié de fournir aux Canadiens un logement convenable, dans un milieu accueillant et à un prix raisonnable; les crédits nécessaires à la réalisation de cet objectif font l'objet d'une révision. Il va proposer également d'accorder une aide importante aux programmes d'habitation pour les ruraux et les autochtones. Le programme d'aide concernant le traitement des eaux-vannes sera amélioré en vue d'augmenter le nombre des terrains desservis. Le Gouvernement proposera des mesures visant à accroître la protection offerte au consommateur sur le marché de l'habitation.

* * *

Le Gouvernement a pris de nombreuses initiatives pour améliorer la situation de la femme au Canada depuis le dépôt du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. Vous serez appelés à examiner des amendements aux statuts du Canada afin d'assurer l'égalité de traitement aux femmes. Le projet de loi qui sera déposé pour établir une Commission fédérale des intérêts et des droits de l'homme comportera des dispositions visant à protéger les femmes contre les distinctions injustes. Les règlements qui régissent les employés de l'État seront amendés pour en faire disparaître toute injustice fondée sur le sexe. On demandera aux sociétés de la Couronne de prendre des mesures concrètes pour favoriser la désignation et la promotion d'un plus grand nombre de femmes à des postes de responsabilité au sein de leur administration. Le Gouvernement entend que notre société soit exempte de toute disparité de traitement.

Les gouvernements fédéral et provinciaux sont convenus qu'il faudrait modifier de nouveau le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec pour hausser, après 1975, le niveau de revenu sur lequel les cotisations peuvent être prélevées, et augmenter les pensions qui seront versées. On déposera un projet de loi tendant à supprimer du Régime de pensions du Canada l'examen des moyens de subsistance qui est présentement requis dans le cas des personnes âgées de 65 à 69 ans. Enfin, les ministres fédéraux et provinciaux se sont mis d'accord pour que soient retranchées des Régimes de pensions du Canada et du Québec les dispositions en vertu desquelles le traitement réservé aux hommes et aux femmes n'est pas le même.

Vous serez invités à étudier d'autres mesures législatives.

* * *

Membres de la Chambre des communes,

Le Gouvernement se propose de présenter un budget au cours de la présente session.

Vous serez priés de voter les fonds requis pour les services et les paiements autorisés par le Parlement.

Honorables Membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Puisse la Divine Providence vous guider dans vos délibérations.

Sur motion de M. Trudeau, appuyé par M. MacEachen, il est résolu,—Que le discours du Trône, que Son Excellence a prononcé aujourd'hui devant les deux Chambres du Parlement, soit pris en considération, plus tard aujourd'hui.

M. Trudeau, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Liste, en français et en anglais, des mesures auxquelles Son Excellence le Gouverneur général a fait allusion dans le discours du Trône. (Document parlementaire n° 292-1/371).

Il est convenu,—Que ladite liste soit imprimée aux *Débats* de ce jour.

M. Trudeau, membre du Conseil privé de la Reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général. M. l'Orateur en donne lecture ainsi qu'il suit:

JULES LÉGER

Son Excellence le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes une copie authentique d'un décret du Conseil nommant l'honorable Allan Joseph MacEachen, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, l'honorable Charles Mills Drury, Président du Conseil du Trésor, l'honorable Jean Chrétien, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et l'honorable Donald Stovel Macdonald, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, pour agir avec l'Orateur de la Chambre des communes, à titre de commissaires, aux fins et en vertu des dispositions du chapitre H-9 des Statuts révisés du Canada, 1970, intitulé: Loi concernant la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général
Ottawa

Sur motion de M. Trudeau, appuyé par M. MacEachen, M. Gerald Laniel, député de la circonscription électorale de Beauharnois-Salaberry, est nommé vice-président des Comités pléniers.

Sur motion de M. Trudeau, appuyé par M. MacEachen, M. Prosper Boulanger, député de la circonscription électorale de Mercier, est nommé vice-président adjoint des Comités pléniers.

Sur motion de M. Trudeau, appuyé par M. MacEachen, à 12 h. 05 de l'après-midi, la séance est suspendue jusqu'à deux heures cet après-midi.

A deux heures de l'après-midi, la Chambre reprend sa séance.

Il est donné lecture de l'ordre relatif à la prise en considération du discours du Trône prononcé par Son Excellence le Gouverneur général du Canada devant les deux Chambres du Parlement.

M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke), propose,—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il s'élève un débat, et ledit débat est ajourné sur motion de M. Stanfield, appuyé par M. Wagner.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. l'Orateur.—Rapport (en français et en anglais) du Bibliothécaire parlementaire, conformément à l'article 2 du Règlement, concernant la Bibliothèque du Parlement (Document parlementaire n° 292-1/3).

Par M. Davis, membre du Conseil privé de la Reine.—Rapport (en français et en anglais) du ministère de l'Environnement, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Environnement, chapitre 14 (2^e supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/14).

Par M. Davis.—Rapport (en français et en anglais) de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 10 de la Loi sur la conservation des forêts des Rocheuses orientales, chapitre 59, Statuts du Canada, 1947. (Document parlementaire n° 292-1/124).

Par M. Davis.—Rapport (en français et en anglais) sur les opérations découlant de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux pour l'année terminée le 31 décembre 1973, conformément à l'article 10 de ladite loi, chapitre I-22, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/168).

Par M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine.—Rapport (en français et en anglais) exposant l'activité du ministère de l'Industrie et du Commerce pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 8 de la Loi sur le ministère de l'Industrie et du Commerce, chapitre I-11, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/12).

Par M. Gillespie.—Copie (en français et en anglais) d'un document relatif à l'adjonction du cacao à la liste de contrôle des importations, conformément à l'article 3 de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, chapitre 29 (2^e supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/175).

Par M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 décembre 1973, demandant copie de toutes les études qu'ont faites les ingénieurs sur le coût et le besoin de res-

tauration et/ou de réaménagement du *Cave and Basin* de Banff.—(Avis de motion portant production de documents n° 260). (Document parlementaire n° 292-3/260).

Par M. MacEachen.—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 décembre 1973, demandant copie des contrats conclus entre la société *Evergreen Development Ltd.*, Winnipeg (Manitoba) et le gouvernement ou l'un de ses ministères ou agences.—(Avis de motion portant production de documents n° 266).—Document parlementaire n° 292-3/266).

Par M. MacEachen.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 21 novembre 1973, (Question n° 1279), demandant: 1. Pour chaque circonscription fédérale et pour l'année 1973, quel est a) le nombre de demandes reçues dans le cadre du Programme des initiatives locales, b) le nombre de demandes approuvées, c) le nombre d'emplois créés par les projets approuvés, d) le montant total engagé dans les projets approuvés?

2. Quelles sont les circonscriptions comprises partiellement ou totalement dans les régions désignées ou spéciales? (Document parlementaire n° 292-2/1279A).

Par M. MacEachen.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1973, (Question n° 2272), demandant: Quels sont le nom, l'adresse et la circonscription électorale de tous les avocats attachés au ministère de la Justice pour les travaux juridiques du gouvernement dans la province de la Colombie-Britannique? (Document parlementaire n° 292-2/2272).

Par M. MacEachen.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1973, (Question n° 2276), demandant: Quels sont le nom, l'adresse et la circonscription électorale de tous les avocats attachés au ministère de la Justice pour les travaux juridiques du gouvernement dans la province de Québec? (Document parlementaire n° 292-2/2276).

Par M. MacEachen.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1973, (Question n° 2280), demandant: Quels sont le nom, l'adresse et la circonscription électorale de tous les avocats attachés au ministère de la Justice pour les travaux juridiques du gouvernement dans la province de l'Ontario? (Document parlementaire n° 292-2/2280).

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Sharp, à 3 h. 20 de l'après-midi, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 2 du Règlement.

N° 2

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 28 FÉVRIER 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Drury, membre du Conseil privé de la Reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

JULES LÉGER

Son Excellence le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des dépenses relatives aux sommes requises pour le service du Canada pour l'année se terminant le 31 mars 1975, et, conformément aux dispositions de l'«Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867», le Gouverneur général recommande les dites prévisions budgétaires à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Le budget des dépenses 1974-1975, est enregistré à titre de document parlementaire n° 292-1/132.

M. Breau, au nom de M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copie, en français et en anglais, d'une Convention entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Québec et la Commission hydroélectrique de Québec relative à la collaboration du gouvernement du Canada à l'établisse-

ment et à l'exploitation de l'Institut de Recherche de l'Hydro-Québec. (Document parlementaire n° 292-5/155).

M. Breau, au nom de M. Macdonald (Rosedale), dépose sur la Table,—Copie, en anglais, du rapport annuel de la Commission permanente d'ingénieurs aux gouvernements des États-Unis et du Canada, pour la période du 1^{er} octobre 1972 au 30 septembre 1973, relatif au traité sur le fleuve Columbia. (Document parlementaire n° 292-1/264).

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer

nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

M. Stanfield, appuyé par M. Wagner, propose l'amendement suivant,—Que les mots qui suivent soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de cette Chambre.»

Il s'élève un débat;

M. Fortin, appuyé par M. Lambert (Bellechasse), propose le sous-amendement suivant,—Qu'on remplace le point par une virgule et qu'on y ajoute ce qui suit:

«particulièrement en n'ayant pas prévu de mesures efficaces et immédiates pour enrayer la hausse du coût de la vie qui affecte gravement les citoyens à faibles et moyens revenus.»

Il s'élève un débat;

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, suivant l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine, —Copie d'accords entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Blairmore, Bonnyville, Brooks, Canmore, Claresholm, Drayton Valley, Fox Creek, Grimshaw, Innisfail, Peace River, Pincher Creek, Ponoka, Raymond, Rocky Mountain House, Slave Lake, Stony Plain, Valleyview, Vegreville, Vermilion, Wainwright et Whitecourt, les villes de Grande Prairie et Red Deer dans la province d'Alberta, conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Textes anglais). (Document parlementaire n° 292-1/266).

Par M. Allmand,—Copies d'accords entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Biggar, Lanigan et Maple Creek dans la province de la Saskatchewan, conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Textes anglais). (Document parlementaire n° 292-1/274).

A dix heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 3

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 1^{er} MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Chrétien, il est ordonné,—Qu'en conformité des dispositions de l'article 59 du Règlement, les prévisions budgétaires des sommes requises pour l'administration du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975 soient déferées aux divers comités permanents de la Chambre, comme suit:

Au Comité permanent de l'agriculture

Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, L30, 35 et 40—Ministère de l'Agriculture

Crédit 45—Commission canadienne du lait

Crédits 50 et 55—Office canadien des provenances

Crédit 60—Société du crédit agricole

Au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts

Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35—Secrétariat d'État

Crédit 40—Conseil des Arts du Canada

Crédits 45, 50 et 55—Société Radio-Canada

Crédits 10 et L15—Information Canada

Crédit 60—Compagnie des jeunes Canadiens

Crédit 65—Corporation du Centre national des Arts

Crédits 70 et L75—Office national du film

Crédit 80—Bibliothèque nationale

Crédits 85 et 90—Musées nationaux du Canada

Crédits 95, L100 et L105—Archives publiques

Crédit 15—Conseil de la Radio-Télévision canadienne

Au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale

Crédits 1, 5, 10, L15 et 20—Ministère des Affaires extérieures

Crédits 25, 30 et L35—Agence canadienne de développement international

Crédit 40—Commission mixte internationale

Crédits 1, 5, 10, 15 et 20—Ministère de la Défense nationale

Crédit 25—Construction de défense (1951) Limitée

Au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques

Crédits 1, L5, 10 et 15—Ministère des Finances
 Crédit 25—Département des assurances
 Crédit 30—Commission du tarif
 Crédits 1, 5, 10, L15, L20, L25, 30, 35 et 40—Ministère de l'Industrie et du Commerce
 Crédit 45—Conseil canadien des normes
 Crédit 50—Statistique Canada
 Crédit 20—Conseil économique du Canada
 Crédits 1 et 5—Ministère du Revenu national

Au Comité permanent des pêches et des forêts

Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30—Ministère de l'Environnement

Au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales

Crédits 1, 5, 10, 15, 20 et 25—Ministère de la Consommation et des Corporations
 Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 et 55—Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
 Crédits 60 et 65—Conseil de recherches médicales
 Crédits 1 et 5—Département d'État chargé des Affaires urbaines
 Crédits 10 et L15—Société centrale d'hypothèques et de logement
 Crédits 20, 25 et L30—Commission de la Capitale nationale
 Crédit 30—Commission de surveillance du prix des produits alimentaires

Au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien

Crédits 1, 5, 10, L15, L20, L25, 30, 35, 40, L45, L50, L55, L60, L65, L70, L75, 80, 85 et 90—Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
 Crédit L95—Commission d'énergie du Nord canadien

Au Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics

Crédits 1, 5, 10 et 15—Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources
 Crédits 20 et 25—Commission de contrôle de l'énergie atomique
 Crédits 30, 35, L40 et L45—Énergie atomique du Canada, Limitée
 Crédit 50—Office national de l'énergie
 Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, L30, 35 et 40—Ministère des Travaux publics

Au Comité permanent de la justice et des questions juridiques

Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25 et 30—Ministère de la Justice
 Crédit 1—Ministère du Solliciteur général
 Crédits 5, 10 et 15—Services correctionnels
 Crédits 20 et 25—Gendarmerie royale du Canada

Au Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration

Crédit 1—Ministère du Travail
 Crédit 30—Commission d'assurance-chômage
 Crédits 1, 5, 10, 15 et 20—Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration
 Crédit 25—Commission d'appel de l'immigration
 Crédit 5—Conseil canadien des relations du travail

Au Comité permanent de l'expansion économique régionale

Crédits 1, 5, 10, L15, L20 et L25—Ministère de l'Expansion économique régionale
 Crédits 30, 35 et 40—Société de développement du Cap-Breton

Au Comité permanent des transports et des communications

Crédits 1 et 5—Ministère des Communications
 Crédit L10—Société canadienne de télécommunications transmarines
 Crédits 1 et 5—Ministère des Postes
 Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, L30, 35, 40, 45, L50 et 55—Ministère des Transports
 Crédit 60—Administration de pilotage de l'Atlantique
 Crédits 70 et 75—Commission canadienne des transports
 Crédit 80—Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée
 Crédit 85—Administration de pilotage des Laurentides
 Crédits 90, 95 et L100—Conseil des ports nationaux
 Crédit L105—Société des transports du Nord Limitée
 Crédit 110—Administration de pilotage du Pacifique
 Crédits 115 et 120—Administration de la voie maritime du Saint-Laurent
 Crédit L65—Chemins de fer Nationaux du Canada

Au Comité permanent des privilèges et élections

Crédit 10—Directeur général des élections

Au Comité permanent des affaires des anciens combattants

Crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50 et 55—
Ministère des Affaires des anciens combattants

Au Comité permanent des prévisions budgétaires en général

Crédit 1—Gouverneur général et Lieutenants-gouverneurs

Crédit 1—Conseil privé

Crédit 15—Commissaire aux langues officielles

Crédit 25—Commission des relations de travail dans la Fonction publique

Crédit 1—Département d'État chargé de la Science et de la Technologie

Crédit 5—Conseil des Sciences du Canada

Crédit 110—Commission de la Fonction publique

Crédits 1, L5 et 10—Ministère des Approvisionnements et Services

Crédit 15—Les Arsenaux canadiens Limitée

Crédit 20—Auditeur général

Crédit 20—Corporation commerciale canadienne

Crédit 5—Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes

Crédits 1, 5, 10, 15 et 20—Conseil du Trésor

Crédits 25, 30 et 35—Conseil national de recherches du Canada

Au Comité permanent de la procédure et de l'organisation

Crédit 1—Le Sénat

Crédit 5—La Chambre des communes

Crédit 10—Bibliothèque du Parlement

Du consentement unanime, il est ordonné,—Que le vote par appel nominal pour disposer du sous-amendement à l'Adresse en réponse au discours du Trône ait lieu à 2 h. 45 cet après-midi.

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Avis de motion des voies et moyens relatif au Tarif des douanes. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/311).

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Stanfield, appuyé par M. Wagner,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de cette Chambre.»

Et sur la proposition de sous-amendement de M. Fortin, appuyé par M. Lambert (Bellechasse),—Qu'on remplace le point par une virgule et qu'on y ajoute ce qui suit:

«particulièrement en n'ayant pas prévu de mesures efficaces et immédiates pour enrayer la hausse du coût de la vie qui affecte gravement les citoyens à faibles et moyens revenus.»

Après plus ample débat, à 2 h. 45 de l'après-midi, M. l'Orateur interrompt les délibérations, en conformité des dispositions de l'ordre spécial adopté plus tôt aujourd'hui.

Cette proposition de sous-amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 1)

POUR

Messieurs

Alexander	Graffey	Madill
Alkenbrack	Hales	Marshall
Allard	Hamilton	Matte
Andre	(Swift Current- Maple Creek)	McCain
Arrol	Hargrave	McGrath
Baker	Hees	McKenzie
Balfour	Hellyer	McKinley
Bell	Higson	Mitges
Blenkarn	Holmes	Morgan
Boisvert	Horner	Muir
Caouette	(Battleford- Kindersley)	Munro
(Charlevoix)	Hueglin	(Esquimalt- Saanich)
Clark	Jarvis	Neil
(Rocky Mountain)	Jelinek	(Moose Jaw)
Clarke	Kempling	Oberle
(Vancouver Quadra)	Knowles	O'Sullivan
Coates	(Norfolk- Haldimand)	Paproski
Cossitt	Korchinski	Patterson
Crouse	Lambert	Reynolds
Danforth	(Edmonton-Ouest)	Rondeau
Darling	La Salle	Schumacher
Dick	Lawrence	Scott
Diefenbaker	MacDonald	Stanfield
Dinsdale	(Egmont)	Stevens
Dionne	MacDonald (M ^{11e})	Stewart
Ellis	(Kingston et les Îles)	(Marquette)
Epp	MacInnis	Tétrault
Fairweather	(Cape Breton- East Richmond)	Thomas
Fortin	MacLean	(Moncton)
Fraser	Macquarrie	Towers
Gauthier		Wagner
(Roberval)		Whittaker
Gillies		Woolliams
Godin		Yewchuk—83.

CONTRE

Messieurs

Allmand	Guay (Lévis)	Nesdoly
Andras	Guilbault	Nystrom
Barnett	Haidasz	Olaussen
Basford	Harding	Orlikow
Bécharé	Harney	Ouellet
Bégin (M ^{11e})	Herbert	Pelletier
Benjamin	Hopkins	(Hochelaga)
Blackburn	Howard	Pelletier
Blais	Isabelle	(Sherbrooke)
Blaker	Jamieson	Penner
Blouin	Jerome	Peters
Boulangier	Knight	Portelance
Breau	Knowles	Poulin
Brewin	(Winnipeg-	Prud'homme
Broadbent	Nord-Centre)	Railton
Buchanan	Lachance	Richardson
Caccia	Lajoie	Rodriguez
Cafik	Lalonde	Rompkey
Campbell	Lang	Rooney
Caron	Langlois	Rowland
Chrétien	Laniel	Roy
Clermont	Leblanc	(Laval)
Comtois	(Laurier)	Saltsman
Corbin	LeBlanc	Sauvé (M ^{me})
Corriveau	(Westmorland-	Sharp
Côté	Kent)	Smith
Cullen	Lefebvre	(Saint-Jean)
Cyr	Leggatt	Stanbury
Danson	Lessard	Stewart
Davis	Lewis	(Okanagan-
De Bané	L'Heureux	Kootenay)
Demers	Loiselle	Stewart
Douglas	MacDonald	(Cochrane)
Drury	(Cardigan)	Stollery
Dubé	Macdonald	Symes
Dupras	(Rosedale)	Thomas
Duquet	MacEachen	(Maison-
Ethier	MacGuigan	neuve-Rosemont)
Faulkner	MacInnis (M ^{me})	Trudeau
Fleming	Marceau	Trudel
Foster	Marchand	Turner
Fox	(Kamloops-	(London-
Gauthier	Cariboo)	Est)
(Ottawa-Vanier)	McRae	Turner
Gilbert	Morin (M ^{me})	(Ottawa-
Gillespie	Munroe	Carleton)
Gleave	(Hamilton-Est)	Watson
Goyer	Neale	Whicher
Gray	(Vancouver-	Yanakis—125.
Grier	Est)	
Guay	Nelson	
(Saint-Boniface)		

Le débat reprend sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Stanfield, appuyé par M. Wagner,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de cette Chambre.»

Le débat se poursuit;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Lambert (Edmonton-Ouest), Gillies et Bawden en remplacement de MM. Mitges, Woolliams et Schumacher sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Marceau en remplacement de M. Olivier sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

A retrancher de la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques les noms suivants: MM. Alkenbrack, Macquarrie, O'Sullivan, Beaudoin, Guay (Lévis), Lajoie, Prud'homme et Nelson.

M. Corbin en remplacement de M. Rooney sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Gauthier (Ottawa-Vanier) en remplacement de M. Herbert sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M^{11e} Bégin, MM. Gendron et Cullen en remplacement de M^{me} Morin, MM. De Bané et Bécharé sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Guay (Lévis) et Buchanan en remplacement de MM. Watson et L'Heureux sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Campbell et Blouin en remplacement de MM. Guay (Lévis) et Watson sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

M. Gauthier (Ottawa-Vanier) et M^{11e} Bégin en remplacement de MM. Lessard et Caccia sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. MacRae, L'Heureux, Demers et Côté en remplacement de MM. Fleming, Lajoie, Pelletier (Sherbrooke) et Dupont sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Turner (London-Est), Stollery et Olivier en remplacement de MM. Clermont, Prud'homme et Poulin sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

MM. Roy (Laval) et Caccia en remplacement de MM. Watson et Breau sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Breau, Rompkey, Gendron et Hopkins en remplacement de MM. Caccia, Danson, Blaker et Gauthier (Ottawa-Vanier) sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Duquet, Reid, Caccia et Jerome en remplacement de MM. Lajoie, Rooney, Leblanc (Laurier) et Danson sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

MM. Reid et Foster en remplacement de MM. Mac-kasey et Lessard sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

MM. Fleming, Clermont et Leblanc (Laurier) en remplacement de MM. Blaker, Penner et Rompkey sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

MM. Rompkey, Smith (Saint-Jean), De Bané et Dupont en remplacement de MM. Blais, Foster, Railton et LeBlanc (Westmorland-Kent) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Stewart (Cochrane), Campbell et Blouin en remplacement de MM. Loiselle, Comtois et Béchard sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. Turner (London-Est) et Whicher en remplacement de MM. Foster et Lessard sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

MM. McKinnon, Munro (Esquimalt-Saanich), Clarke (Vancouver Quadra), Madill et O'Connor en remplacement de MM. Hellyer, Ritchie, Arrol, Horner (Crowfoot) et Baldwin sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Grier en remplacement de M. Rose sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Nelson en remplacement de M. Knight sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) en remplacement de M. Barnett sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

M. Benjamin en remplacement de M. Howard sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Douglas en remplacement de M. Symes sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Harney et Orlikow en remplacement de MM. Broadbent et Gilbert sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Blackburn en remplacement de M. Leggatt sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. Broadbent en remplacement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Nystrom et Saltsman en remplacement de MM. Broadbent et Gilbert sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Douglas et Harney en remplacement de MM. Nelson et Barnett sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, suivant l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M^{me} Sauvé, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du département d'État chargé de la Science et de la Technologie, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 22 de la Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement, chapitre 14 (2^e supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/30).

Par M. Whelan, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission canadienne du lait, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 22 de la Loi sur la Commission canadienne du lait, chapitre C-7, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/90).

Par M. Whelan,—Rapport (en français et en anglais) de la Commission canadienne des grains, pour l'année 1972, conformément à l'article 14 de la Loi sur les grains du Canada, chapitre 7, Statuts du Canada, 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/153).

A 5 h. 12 de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 2 du Règlement.

N° 4

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 4 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, du rapport de la Commission du système métrique pour la période allant de juin 1971 au 31 mars 1973. (Document parlementaire n° 292-1/303).

M. Lang, au nom de M. Davis, appuyé par M. Dubé, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-2, Loi modifiant la Loi sur le développement de la pêche, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur le développement de la pêche de façon à prévoir des paiements faits conformément aux règlements pour la modification et la conversion de bateaux de pêche.

M. Lang, au nom de M. Davis, appuyé par M. Chrétien, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-3,

Loi ayant pour objet de protéger la santé et l'environnement contre le rejet de substances qui contaminent l'environnement, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure ayant pour objet de protéger la santé et l'environnement contre le rejet de substances qui contaminent l'environnement; prévoyant l'établissement d'une Commission d'étude sur les contaminants de l'environnement composée d'au moins trois personnes, l'établissement de comités consultatifs et la nomination d'inspecteurs ou d'analystes.

M. Gillespie, appuyé par M. Davis, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Stanfield, appuyé par M. Wagner,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de cette Chambre.»

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Hees, Hamilton (Swift Current-Maple Creek), McKinnon et Howie en remplacement de MM. Ritchie, MacLean, McCain et Haliburton sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Whicher en remplacement de M. Foster sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

MM. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain) et Ellis et remplacement de MM. Hamilton (Swift Current-Maple Creek) et Morgan sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Foster en remplacement de M. La Salle sur la liste des membres du Comité permanent de l'Agriculture.

M. Guilbault en remplacement de M^{lle} Bégin sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Blais en remplacement de M. Rompkey sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Lajoie en remplacement de M. McRae sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Fairweather en remplacement de M. Stewart (Marquette) sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, suivant l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Trudeau, membre du Conseil privé de la Reine,—Sommaire des arrêtés en conseil adoptés durant le mois de juillet 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/357).

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du ministre du Solliciteur général du Canada, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministre du Solliciteur général, chapitre S-12, S.R.C., 1970 (Document parlementaire n° 292-1/25).

Par M. Faulkner, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Corporation du Centre national des Arts y compris l'état financier pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 17 de la Loi sur le Centre national des Arts, chapitre N-2, S.R.C., 1970 (Document parlementaire n° 292-1/179).

Par M. Pelletier (Hochelaga), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du ministre des Communications, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 6 de la Loi sur le ministre des Communications, chapitre C-24, S.R.C., 1970 (Document parlementaire n° 292-1/22).

A 10 h. 23 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 2 du Règlement.

N° 5

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 5 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

L'honorable député de New Westminster (M. Leggatt) présente une pétition.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Stanfield, appuyé par M. Wagner,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse:

«Nous affirmons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de cette Chambre.»

Après plus ample débat, à 9 h. 30 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations, suivant les dispositions du paragraphe (4) de l'article 38 du Règlement.

Cette proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 2)

POUR

Messieurs

Alexander
Alkenbrack
Allard
Andre
Arrol
Atkey
Baker
Balfour
Bawden
Beattie
(Hamilton
Mountain)
Beaudoin
Bell
Blenkarn
Boisvert
Carter

Clark
(Rocky Mountain)
Clarke
(Vancouver
Quadra)
Coates
Cossitt
Crouse
Danforth
Darling
Dick
Diefenbaker
Dinsdale
Dionne
Ellis
Epp
Fairweather

Forrestall
Fortin
Frank
Fraser
Gauthier
(Roberval)
Gillies
Godin
Hales
Haliburton
Hamilton
(Qu'Appelle-
Moose Mountain)
Hamilton
(Swift Current-
Maple Creek)
Hargrave

Messieurs

Hees
Hellyer
Higson
Hollands
Holmes
Horner
(Crowfoot)
Horner
(Battleford-
Kindersley)
Howie
Hueglin
Jarvis
Kempling
Knowles
(Norfolk-
Haldimand)
Lambert
(Edmonton-
Ouest)
Laprise
La Salle
Lawrence
Lundrigan
MacDonald
(Egmont)
MacDonald (M^{11e})
(Kingston
et les îles)

MacInnis
(Cape Breton-
East Richmond)
MacKay
MacLean
Macquarrie
Madill
Marshall
Masniuk
Matte
Mazankowski
McCain
McCleave
McGrath
McKenzie
McKinley
McKinnon
Mitges
Morgan
Muir
Munro
(Esquimalt-
Saanich)
Murta
Neil
(Moose Jaw)
Nielsen
Nowlan

CONTRE

Messieurs

Allmand
Barnett
Basford
Béchar
Bégin (M^{11e})
Benjamin
Blackburn
Blais
Blouin
Boulanger
Breau
Brewin
Broadbent
Buchanan
Caccia
Cafik
Campbell
Caron
Chrétien
Clermont
Comtois
Corbin
Corriveau
Côté
Cullen
Cyr
Danson
Davis
De Bané
Demers
Douglas
Drury
Dubé
Dupont
Dupras
Duquet
Ethier
Faulkner
Firth
Fleming
Foster
Fox
Gauthier
(Ottawa-Vanier)
Gilbert

Gillespie
Gleave
Goyer
Gray
Grier
Guay
(Saint-Boniface)
Guay (Lévis)
Guilbault
Haidasz
Harding
Harney
Herbert
Hopkins
Howard
Isabelle
Jamieson
Knight
Knowles
(Winnipeg-
Nord-Centre)
Lachance
Lajoie
Lalonde
Lang
Langlois
Laniel
Leblanc
(Laurier)
LeBlanc
(Westmorland-
Kent)
Lefebvre
Leggatt
Lessard
Lewis
L'Heureux
Loiselle
MacDonald
(Cardigan)
Macdonald
(Rosedale)
MacEachen
MacGuigan
MacInnis (M^{me})

O'Connor
O'Sullivan
Paproski
Patterson
Reynolds
Ritchie
Roche
Rondeau
Rynard
Schellenberger
Schumacher
Scott
Skoreyko
Stackhouse
Stanfield
Stevens
Stewart
(Marquette)
Taylor
Tétrault
Thomas
(Moncton)
Towers
Wagner
Whittaker
Wise
Woolliams
Yewchuk—109.

Messieurs

Smith
(Saint-Jean)
Stanbury
Stewart
(Okanagan-
Kootenay)
Stewart
(Cochrane)
Stollery

Symes
Thomas
(Maison-
neuve-Rosemont)
Trudeau
Trudel
Turner
(London-
Est)

Turner
(Ottawa-
Carleton)
Watson
Whelan
Whicher
Yanakis—129.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. MacDonald (Egmont) en remplacement de M. Epp sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Nielsen, O'Sullivan et Blenkarn en remplacement de MM. MacLean, Oberle et Andre sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Schumacher en remplacement de M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain) sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. McGrath et Lawrence en remplacement de MM. O'Sullivan et Kempling sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Stevens, Kempling, Blenkarn, McGrath, Clermont, Portelance, Railton, Nielsen et Lawrence en remplacement de MM. Andre, Fraser, Bawden, Baldwin, Gendron, Cullen, Rompkey, McCain et Munro (Esquimalt-Saanich) sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Symes en remplacement de M. Douglas sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Béchar, M^{me} Morin, MM. Haliburton, McCain et Nielsen en remplacement de MM. Gendron, Walker, Howie, Forrestall et Hees sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. La Salle et Reid en remplacement de MM. Epp et Stewart (Okanagan-Kootenay) sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Hees, Stackhouse et Forrestall en remplacement de MM. Nielsen, Haliburton et McCain sur la liste des membres du Comité permanent ds affaires extérieures et de la défense nationale.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, suivant l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,
—Copie d'un accord entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Leaf Rapids, Manitoba, conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/270).

Par M. Andras, membre du Conseil privé de la Reine,
—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, chapitre M-1, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/17).

A 10 h. 02 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 6

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 6 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait savoir à la Chambre que le Greffier de la Chambre a déposé sur la Table le premier rapport du greffier des pétitions déclarant qu'il a examiné la pétition de Sharon Vance et de d'autres personnes, ayant trait au projet de transfert des terrains George Derby à la province de la Colombie-Britannique, et il constate que la pétition est conforme aux exigences du Règlement quant à sa forme.

M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, de la première et deuxième parties de l'Étude des transports publics de la région centre-ouest de l'Ontario—comté de Bruce par la Commission canadienne des transports en date de décembre 1973. (Document parlementaire n° 292-4/65).

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada,

Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Higson en remplacement de M. Paproski sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Knight en remplacement de M. Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Grier en remplacement de M. Symes sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Railton et Guay (Saint-Boniface) en remplacement de MM. Danson et Buchanan sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Penner en remplacement de M. Caccia sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Blais en remplacement de M. Penner sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Schellenberger et Dinsdale en remplacement de M¹¹⁰ MacDonald (Kingston et les Îles) et M. Taylor sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Buchanan en remplacement de M. Guay (Lévis) sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Howie en remplacement de M. Patterson sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Jamieson, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Loi sur les subventions au développement régional pour le mois de décembre 1973, conformément à l'article 16 de cette Loi, chapitre R-3, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/332).

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 2 du Règlement.

N° 7

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 7 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, du Règlement concernant l'acquisition d'entreprises commerciales canadiennes. (Document parlementaire n° 292-7/1).

M. Drury, membre du Conseil privé de la Reine, remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel message est lu par M. l'Orateur ainsi qu'il suit:

JULES LÉGER

Son Excellence le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le cahier supplémentaire des prévisions budgétaires (B) relatives aux sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, et, conformément aux dispositions de l'«Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867», le Gouverneur général recommande lesdites prévisions budgétaires à la Chambre des communes.

Résidence du Gouverneur général, Ottawa.

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Drury, le budget supplémentaire (B) est déferé au Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Le budget supplémentaire (B) pour l'année se terminant le 31 mars 1974, est enregistré à titre de document parlementaire n° 292-1/132A.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressée aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M¹¹° Bégin, MM. Nielsen, Ritchie, Danforth et Hargrave en remplacement de MM. Stollery, Coates, Muir, Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) et Nowlan sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Coates, Muir, Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) et Nowlan en remplacement de MM. Nielsen, Ritchie, Danforth et Hargrave sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) et Guilbault en remplacement de MM. Broadbent et Walker sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Stackhouse et Whittaker en remplacement de MM. Oberle et Rynard sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Caron en remplacement de M. Campbell sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Munro (Esquimalt-Saanich), McCain et Lessard en remplacement de MM. Holmes, Stackhouse et Cafik sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Pelletier (Sherbrooke) en remplacement de M. LaJoie sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Prud'homme et O'Connor en remplacement de M. Blaker et M¹¹° MacDonald (Kingston et les Îles) sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies d'accords entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Didsbury, Edson, Fort McMurray, Spruce Grove et Wetaskiwin dans la province d'Alberta, conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Textes anglais). (Document parlementaire n° 292-1/266A).

Par M. Allmand,—Copies d'accords entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Eston, Nipawin et Fort Qu'Appelle dans la province de la Saskatchewan, conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Textes anglais). (Document parlementaire n° 292-1/274A).

Par M. Lang, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais) de l'Ordonnance modificatrice n° 3 rendue par les juges le 12 février 1973 concernant les règles de la Cour fédérale ainsi que l'arrêté en conseil C.P. 1973-526, en date du 6 mars 1973, approuvant ladite ordonnance, conformément à l'article 46(5) de la Loi sur la Cour fédérale, chapitre 10 (2° Supplément), S.R.C., 1970, Statuts du Canada, 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/404).

Par M. Lang,—Copies (en français et en anglais) de l'Ordonnance modificatrice n° 4 rendue par les juges le 9 avril 1973 concernant les règles de la Cour fédérale ainsi que l'arrêté en conseil C.P. 1973-1068, en date du 8 mai 1973, approuvant ladite ordonnance, conformément à l'article 46(5) de la Loi sur la Cour fédérale, chapitre 10 (2° Supplément), S.R.C., 1970, Statuts du Canada, 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/404A).

Par M. Lang,—Copies (en français et en anglais) de l'Ordonnance modificatrice n° 5 rendue par les juges le 1^{er} février 1974 concernant les règles de la Cour fédérale ainsi que l'arrêté en conseil C.P. 1974-399, en date du 26 février 1974, approuvant ladite ordonnance, conformément à l'article 46(5) de la Loi sur la Cour fédérale, chapitre 10 (2° Supplément), S.R.C., 1970, Statuts du Canada, 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/404B).

Par M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais) de l'arrêté en conseil C.P. 1973-1825, en date du 29 juin 1973, modifiant le Tarif des honoraires des élections fédérales, établi par le décret en conseil C.P. 1971-785, en date du 23 avril 1971 dans la forme modifiée, conformément à l'article 61(2) de la Loi électorale du Canada, chapitre 14 (1^{er} Supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/402).

Par M. MacEachen,—Arrêté en conseil C.P. 1973-1826, en date du 29 juin 1973, modifiant le Tarif des honoraires d'élections aux conseils des Territoires du Nord-Ouest et du Territoire du Yukon, établi par le décret du conseil C.P. 1964-99, en date du 23 janvier 1964, dans sa forme modifiée, conformément à l'article 61(2) de la Loi électorale du Canada, chapitre 14, S.R.C. 1970 (1^{er} Supplément) (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/402A).

A 10 h. 05 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 8

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 8 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke).—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressée aux deux Chambres du Parlement.

Le débat se poursuit;

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

Sur motion de M. Drury, appuyé par M. Ouellet, il est ordonné,—

Que, nonobstant les dispositions de tout article du Règlement ou les coutumes de la Chambre, la version du bill intitulé: «Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débetures qu'émettra Air Canada», tel que rapporté avec amendements par le Comité permanent des transports et des communications au cours de la première session du 29^e Parlement ainsi que la version du bill intitulé: «Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux», tel que rapporté avec amendements par le Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien au cours de la première session du 29^e Parlement soient réputés avoir été déposés, lus une première fois, et dont l'impression en a été ordonnée, lu une deuxième fois, déferés à un Comité permanent qui est réputé en avoir fait rapport et, qu'il soit ordonné, que la Chambre procède à la prise en considération de ces bills, à l'étape du rapport, le ou après le 8 mars 1974.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, relativement au Bill C-5, Loi autorisant la prestation de

fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada.

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure visant à autoriser les Chemins de fer Nationaux du Canada à faire, en l'année civile 1973, des dépenses d'établissement, y compris des placements en valeurs de compagnies affiliées, n'excédant pas dans l'ensemble \$225,500,000; à permettre au réseau national de faire des dépenses d'établissement n'excédant pas dans l'ensemble \$75,000,000 (y compris le montant ne dépassant pas \$8,000,000 pour des embranchements) au cours des premiers six mois de l'année civile 1974 en vue de s'acquitter d'obligations contractées avant le 1^{er} janvier 1974; à conclure avant le 1^{er} juillet 1974, pour des montants n'excédant pas \$167,500,000, des contrats de matériel, d'additions et de transformations exigeant des paiements après l'année civile 1973; au cours de la période comprise entre le 1^{er} janvier 1973 et le 1^{er} juillet 1974, à emprunter soit à Sa Majesté, soit par voie d'émissions de valeurs garanties par Sa Majesté, un montant ne dépassant pas \$21,000,000 pour la construction d'embranchements; à autoriser Sa Majesté à consentir des prêts directement à Air Canada ou à garantir des valeurs émises par Air Canada, n'excédant pas \$140,000,000, en vue d'acquitter des obligations de la compagnie aérienne devenues échues et payables au cours de la période allant du 1^{er} janvier 1973 au 30 juin 1974; à autoriser la garantie par Sa Majesté de débentures n'excédant pas l'équivalent de £13,000,000 en dollars canadiens devant être émises par Air Canada au cours de la période comprise entre le 1^{er} juillet 1972 et le 31 décembre 1976 pour le paiement de certains systèmes de propulsion et pièces rapportées fournis en vertu de contrats conclus avant le 1^{er} juillet 1972; à autoriser Sa Majesté à continuer d'acheter, jusqu'au 31 décembre 1973, de la

Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada, des actions privilégiées à 4 pour cent pour un montant annuel n'excédant pas 3 pour cent des revenus bruts de la Compagnie; à porter à un milliard de dollars le maximum du remboursement pouvant être effectué en vertu de la Loi de 1955 sur le remboursement d'obligations des Chemins de fer Nationaux du Canada; à autoriser Sa Majesté à consentir des prêts à la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada et à Air Canada afin de pallier toute insuffisance de recettes d'exploitation jusqu'au 30 juin 1974, ces prêts devant être remboursés sur les revenus de la Compagnie des Chemins de fer et ceux d'Air Canada ou, si les revenus se révèlent insuffisants, au moyen de crédits subséquemment votés par le Parlement.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Andre, Fraser, Bawden, McCain et Munro (Esquimalt-Saanich) en remplacement de MM. Stevens, Kemping, Blenkarn, McGrath et Lawrence sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Holmes en remplacement de M. Munro (Esquimalt-Saanich) sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Darling, Frank, Ellis et Thomas (Moncton) en remplacement de MM. Blenkarn, Roche, Atkey et McGrath sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

A 5 h. 10 de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 2 du Règlement.

N° 9

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 11 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Gray, appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Stanbury, appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-8, Loi modifiant la Loi sur les douanes, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Chrétien, appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur le Yukon de façon à porter de sept à douze le nombre des membres du Conseil et à prévoir d'éventuelles augmentations du nombre de membres ne devant pas dépasser vingt, et modifiant la Loi sur les territoires du Nord-Ouest de façon à porter de quatorze à quinze le nombre de membres du Conseil.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux Ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 21(2) du Règlement:

Que les comptes publics pour les années financières terminées le 31 mars 1972 et le 31 mars 1973, rapports de l'Auditeur général y afférents et témoignages recueillis par le Comité au cours des sessions précédentes du Parlement, soient déferés au Comité permanent des comptes publics.—*Le président du Conseil privé.*

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux Ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 21(2) du Règlement:

Que le mode de rajustement de la représentation à la Chambre des communes, y compris la manière de déterminer le nombre de députés assigné à chaque province établie par l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, soit déferé au Comité permanent des privilèges et élections.—*Le président du Conseil privé.*

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Stollery, appuyé par M. Pelletier (Sherbrooke),—Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du Mérite militaire, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblée en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

Sur motion de M. Drury, appuyé par M. Turner (Ottawa-Carleton), il est ordonné,—Que ladite Adresse soit grossoyée et présentée à Son Excellence le Gouverneur général par M. l'Orateur.

Sur motion de M. Drury, appuyé par M. Turner (Ottawa-Carleton), il est ordonné, conformément à l'article 58 du Règlement,—Que la Chambre prenne en considération à sa prochaine séance les travaux relatifs aux subsides.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Rompkey et Gendron en remplacement de MM. Portelance et Clermont sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Stewart (Okanagan-Kootenay) en remplacement de M. Reid sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Walker et Stollery en remplacement de M^{me} Morin et M. Bécharde sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Caccia, Grier, Lambert (Bellechasse) et Lambert (Edmonton-Ouest) en remplacement de MM. Blais, Knight, Matte et Dinsdale sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Blaker en remplacement de M. Prud'homme sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Campbell en remplacement de M. Caron sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Cafik et Walker en remplacement de MM. Lessard et Guilbault sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Allard en remplacement de M. Latulippe sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

M. Godin en remplacement de M. Fortin sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Caouette (Charlevoix) en remplacement de M. Fortin sur la liste des membres du Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

M. Rondeau en remplacement de M. Caouette (Charlevoix) sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

M. Boisvert en remplacement de M. Caouette (Charlevoix) sur la liste des membres du Comité mixte permanent des impressions.

M. Fortin en remplacement de M. Allard sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Caouette (Charlevoix) en remplacement de M. Fortin sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

M. Matte en remplacement de M. Lambert (Bellechasse) sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Caouette (Charlevoix) en remplacement de M. Fortin sur la liste des membres du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

M. Caouette (Charlevoix) en remplacement de M. Godin sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Barnett en remplacement de M. Douglas sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Blouin, Smith (Saint-Jean), Blais, Bécharde, Caccia et Towers en remplacement de MM. Demers, Roy (Laval), Bécharde, Caccia, Smith (Saint-Jean) et Lawrence sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Godin en remplacement de M. Caouette (Charlevoix) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Korchinski en remplacement de M. Danforth sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Demers en remplacement de M. Blouin sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Yewchuk en remplacement de M. Wise sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Baker en remplacement de M. Lambert (Edmonton-Ouest) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Côté, Clarke (Vancouver Quadra), O'Sullivan et Oberle en remplacement de MM. Caccia, Towers, McGrath et Blenkarn sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Haliburton et Blenkarn en remplacement de MM. O'Sullivan et Nielsen sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

A 9 h. 46 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 10

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 12 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bills privés est présentée, suivant les dispositions de l'article 67(1) du Règlement.

M. Trudeau, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, du rapport du groupe d'étude du temps de crise en date du 15 octobre 1972 intitulé «Le renforcement du dispositif d'intervention en cas de crise au sein de l'administration fédérale du Canada». (Document parlementaire n° 292-7/2).

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: Le Feuilleton d'aujourd'hui renferme quelque cent soixante-trois bills émanant des honorables députés aux fins de dépôt et de première lecture au cours de la séance.

La Chambre se rappellera que depuis plusieurs années c'était la coutume de déposer ce genre de bills et leur faire franchir, en bloc, l'étape de la première lecture, du consentement unanime. Je présume que la Chambre consentira à suivre ce qu'on se plaît d'appeler la coutume en ce qui a trait à ces bills.

Au début on doit dire que la présidence a des réserves relativement à un certain nombre de ces bills soumis pour dépôt. Par exemple, le tout premier bill qui est soumis à l'examen de la Chambre est au nom de l'honorable dé-

puté d'Hamilton-Ouest (M. Alexander). Ce bill a été présenté l'an dernier dans les mêmes termes que ceux dans lesquels il revient aujourd'hui pour être soumis à l'examen de la Chambre.

Il fut alors déclaré irrecevable après une importante discussion de procédure de la part des honorables députés. J'ai mentionné ce bill parce qu'il est le premier à l'ordre du jour et que l'honorable député d'Hamilton-Ouest peut vouloir étudier la question dans l'intervalle. J'ai cru devoir en faire mention pour être juste à son égard. Il serait peut-être plus opportun de faire d'autres commentaires lors de la prise en considération des bills publics émanant des députés à la première heure réservée à cet effet.

En outre, on peut dire que ces dernières années certaines difficultés se sont fait sentir lorsqu'il s'est agi de grouper les bills émanant du gouvernement avec les bills publics émanant des honorables députés. Afin de faciliter la classification et la référence à ces deux classes de bills, on a l'intention à l'avenir de commencer avec la numérotation des bills publics émanant des honorables députés à C-101. Le bill traditionnel *pro forma* continuera de porter l'appellation C-1.

La numérotation des bills émanant du gouvernement commencera donc à C-2 et continuera ainsi jusqu'à 100. On croit savoir que tous les bills du gouvernement devant être déposés au cours de la présente session s'accommoderont de cette marge numérique.

Puis-je alors m'enquérir s'il y a consentement unanime afin que tous les bills émanant des honorables députés et qui figurent au Feuilleton de ce jour pour fins de dépôt soient réputés avoir été lus une première fois et avoir fait l'objet d'un ordre tendant à leur impression et à leur deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre, sous réserve, naturellement, d'un examen ultérieur quant à la régularité de chacun.

En conséquence, avec l'assentiment unanime, les bills ci-après sont réputés avoir été présentés, lus une première fois et avoir fait l'objet d'un ordre tendant à leur impression et à leur deuxième lecture à la prochaine séance de la Chambre:

Bill C-101, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation (projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols).—*M. Alexander*.

Bill C-102, Loi prévoyant la création de comités consultatifs d'aménagement d'aéroports ruraux.—*M. Howard*.

Bill C-103, Loi concernant la garantie d'approvisionnement en pièces de véhicules automobiles et d'instruments agricoles importés au Canada ou expédiés ou transportés d'une province à une autre.—*M. Nesdoly*.

Bill C-104, Loi modifiant le Code canadien du travail.—*M. Oberle*.

Bill C-105, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (congé).—*M. Stackhouse*.

Bill C-106, Loi créant le poste d'Ombudsman.—*M. Reid*.

Bill C-107, Loi modifiant la Loi électorale du Canada.—*M. Clark* (Rocky Mountain).

Bill C-108, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (cotisations et prestations des ménagères).—*M. Saltsman*.

Bill C-109, Loi prévoyant l'établissement d'une Commission fédérale d'enquête sur les transports (enquêtes impartiales en matière d'accidents de transport).—*M. Forrestall*.

Bill C-110, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (citoyen canadien de naissance).—*M^{me} MacInnis*.

Bill C-111, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (liste électorale permanente).—*M. Fleming*.

Bill C-112, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (annonces publicitaires au cours de programmes destinés aux enfants).—*M. McGrath*.

Bill C-113, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Stewart* (Cochrane).

Bill C-114, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (temps de diffusion égal aux partis de l'opposition).—*M. Orlikow*.

Bill C-115, Loi réglementant l'activité des démarcheurs parlementaires.—*M. Mather*.

Bill C-116, Loi concernant la semaine nationale d'appréciation de la jeunesse.—*M. Reynolds*.

Bill C-117, Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire.—*M. Rynard*.

Bill C-118, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (abolition du Sénat).—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-119, Loi concernant les corporations de la Couronne (non mandataires de Sa Majesté).—*M. Fortin*.

Bill C-120, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Leggatt*.

Bill C-121, Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales.—*M. Lambert* (Edmonton-Ouest).

Bill C-122, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (Capitale nationale du Canada).—*M. Isabelle*.

Bill C-123, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Stevens*.

Bill C-124, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne.—*M. Andre*.

Bill C-125, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer.—*M. Hales*.

Bill C-126, Loi modifiant la Loi sur les pêcheries.—*M. Barnett*.

Bill C-127, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation.—*M. Carter*.

Bill C-128, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada.—*M. Coates*.

Bill C-129, Loi concernant le commerce des animaux exotiques.—*M. Watson*.

Bill C-130, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.—*M. Whittaker*.

Bill C-131, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (minimum de résidence).—*M. Prud'homme*.

Bill C-132, Loi concernant la semaine nationale d'embauchage des handicapés.—*M. Atkey*.

Bill C-133, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (forme du bulletin de vote).—*M. Rowland*.

Bill C-134, Loi prévoyant la protection des animaux domestiques pendant leur transport.—*M. O'Sullivan*.

Bill C-135, Loi concernant la représentation accrue des territoires du Nord-Ouest.—*M. Firth*.

Bill C-136, Loi modifiant la Loi sur la marine marchande du Canada (cabotage).—*M. Neale* (Vancouver-Est).

Bill C-137, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (déviations, changements et déplacements).—*M. Knight*.

Bill C-138, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion.—*M. McKenzie*.

Bill C-139, Loi modifiant la Loi sur les normes des prestations de pension.—*M. Guay* (Saint-Boniface).

Bill C-140, Loi établissant le Code national du contrôle des bruits.—*M. Grier*.

Bill C-141, Loi concernant l'importation d'animaux dangereux.—*M. Stackhouse*.

Bill C-142, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation.—*M. Fleming*.

Bill C-143, Loi relative aux bruits industriels.—*M. Mather*.

Bill C-144, Loi désignant le parc Major's Hill.—*M. Stewart* (Cochrane).

Bill C-145, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (personne dont le nom ne figure pas sur la liste électorale).—*M. Howard*.

Bill C-146, Loi concernant les emplois au gouvernement du Canada qui ne sont pas du ressort de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique.—*M. Orlikow*.

Bill C-147, Loi modifiant le Code canadien du travail (distinction injuste en matière d'âge ou de sexe).—*M. Forrestall*.

Bill C-148, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada.—*M. Saltsman*.

Bill C-149, Loi concernant l'étiquetage des produits domestiques dangereux.—*M. Mather*.

Bill C-150, Loi prévoyant l'établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska).—*M. Reynolds*.

Bill C-151, Loi créant le poste de commissaire parlementaire.—*M. Reynolds*.

Bill C-152, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965, en ce qui a trait au quorum de la Chambre des communes.—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-153, Loi concernant la nomination de l'Orateur de la Chambre des communes comme député de la circonscription électorale de la Colline du Parlement.—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-154, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (article 239).—*M. Lambert* (Edmonton-Ouest).

Bill C-155, Loi concernant le plateau continental.—*M. McGrath*.

Bill C-156, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (publication de résultats de sondages électoraux).—*M. Coates*.

Bill C-157, Loi concernant les terres des Indiens en Colombie-Britannique.—*M. Howard*.

Bill C-158, Loi concernant la divulgation de leurs intérêts financiers par les sénateurs, les députés et certaines autres personnes.—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-159, Loi concernant l'aéroport international d'Ottawa.—*M. Isabelle*.

Bill C-160, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Consommation et des Corporations.—*M. Mather*.

Bill C-161, Loi modifiant la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage.—*M. Oberle*.

Bill C-162, Loi modifiant le Code criminel (détention préventive).—*M. Orlikow*.

Bill C-163, Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada (déclarations incriminantes).—*M. Orlikow*.

Bill C-164, Loi modifiant la Loi des aliments et drogues.—*M. Mather*.

Bill C-165, Loi modifiant le Code canadien du travail.—*M. Barnett*.

Bill C-166, Loi modifiant le Code canadien du travail (augmentation du salaire horaire minimum).—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-167, Loi modifiant le Code criminel (communications téléphoniques harcelantes).—*M. Mather*.

Bill C-168, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière (commissaire du Parlement à l'administration).—*M. Reynolds*.

Bill C-169, Loi visant à établir un numéro de téléphone universel à composer en cas d'urgence.—*M. Mather*.

Bill C-170, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Neale* (Vancouver-Est).

Bill C-171, Loi modifiant la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques.—*M. Howard*.

Bill C-172, Loi modifiant la Loi sur les stupéfiants.—*M. Reynolds*.

Bill C-173, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (mêmes exigences de résidence appliquées aux aubains conjoints de Canadiens).—*M^{me} MacInnis*.

Bill C-174, Loi concernant un projet d'association entre le Canada et les îles Turks et Caicos.—*M. Saltsman*.

Bill C-175, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Justice (rapport annuel).—*M. Fortin*.

Bill C-176, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Barnett*.

Bill C-177, Loi concernant les passeports délivrés aux femmes mariées.—*M^{me} MacInnis*.

Bill C-178, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse.—*M. Reynolds*.

Bill C-179, Loi modifiant la Loi sur l'Immigration.—*M. Benjamin*.

Bill C-180, Loi modifiant la Loi nationale sur les transports.—*M. Knight*.

Bill C-181, Loi modifiant la Loi sur les banques (réglementation de l'excédent du taux d'intérêt sur les prêts sur le taux d'intérêt sur les dettes payables par une banque).—*M. Saltsman*.

Bill C-182, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (forme du bulletin de vote).—*M. Howard*.

Bill C-183, Loi modifiant la Loi sur l'étiquetage des textiles (interdictions et étiquettes).—*M^{me} MacInnis*.

Bill C-184, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique.—*M. Orlikow*.

Bill C-185, Loi garantissant davantage le droit du libre accès aux documents et renseignements publics relatifs à l'administration du gouvernement (communication de renseignements administratifs).—*M. Mather*.

Bill C-186, Loi modifiant le Code criminel (sécurité des pneumatiques).—*M. Mather*.

Bill C-187, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-chômage.—*M. Thomas* (Moncton).

Bill C-188, Loi prévoyant l'établissement de l'Administration de la route Alaska-Yukon (Route de l'Alaska).—*M. Oberle*.

Bill C-189, Loi concernant la protection des dossiers des entreprises canadiennes.—*M. Mather*.

Bill C-190, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Douglas*.

Bill C-191, Loi réglementant le commerce.—*M. Saltsman*.

Bill C-192, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Wooliams*.

Bill C-193, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer.—*M. Schumacher*.

Bill C-194, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises.—*M. Howard*.

Bill C-195, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions.—*M. Howard*.

Bill C-196, Loi concernant la divulgation des dossiers de solvabilité.—*M. McGrath*.

Bill C-197, Loi modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de la pêche.—*M. Howard*.

Bill C-198, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Howard*.

Bill C-199, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 (représentation du Yukon et des territoires du Nord-Ouest au Sénat).—*M. Nielsen*.

Bill C-200, Loi modifiant la Loi sur les enquêtes (publication des rapports).—*M. Alexander*.

Bill C-201, Loi modifiant la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes.—*M. Stewart* (Cochrane).

Bill C-202, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Olausen*.

Bill C-203, Loi concernant la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement.—*M. Fleming*.

Bill C-204, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté).—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-205, Loi modifiant la Loi sur les stupéfiants.—*M. Poulin*.

Bill C-206, Loi modifiant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles (tracteurs de ferme).—*M. Rowland*.

Bill C-207, Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux).—*M. Mather*.

Bill C-208, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Stackhouse*.

Bill C-209, Loi modifiant le Code criminel (jeunes contrevenants).—*M. Woolliams*.

Bill C-210, Loi concernant les denrées périssables emballées.—*M. Mather*.

Bill C-211, Loi concernant les renseignements confidentiels des banques de données.—*M. Knight*.

Bill C-212, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Blenkarn*.

Bill C-213, Loi modifiant la Loi sur la sécurité des véhicules automobiles (ceintures de sécurité).—*M. Mather*.

Bill C-214, Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Banque du Canada.—*M. Caouette* (Témiscamingue).

Bill C-215, Loi modifiant la Loi sur la protection des eaux navigables.—*M. Barnett*.

Bill C-216, Loi modifiant la Loi sur l'immigration (arriération mentale).—*M. Mather*.

Bill C-217, Loi concernant la vente de pièces pyrotechniques aux mineurs.—*M. Stackhouse*.

Bill C-218, Loi concernant le creusement dans les cimetières d'Indiens ou d'Inuits.—*M. Harney*.

Bill C-219, Loi modifiant le Code criminel (suppression des numéros de série des véhicules à moteur).—*M. Mather*.

Bill C-220, Loi modifiant la Loi sur l'identification des criminels.—*M. Blais*.

Bill C-221, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne.—*M. Jarvis*.

Bill C-222, Loi modifiant la Loi sur la revision des limites des circonscriptions électorales (règles).—*M. Reid*.

Bill C-223, Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits.—*M. Stevens*.

Bill C-224, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 (durée du mandat de la Chambre des communes).—*M. Rowland*.

Bill C-225, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.—*M. Marshall*.

Bill C-226, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.—*M. Howard*.

Bill C-227, Loi modifiant la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers.—*M. Baldwin*.

Bill C-228, Loi interdisant de tuer des ours polaires au Canada.—*M. Reynolds*.

Bill C-229, Loi modifiant le Code canadien du travail (vacances annuelles de trois semaines après trois ans).—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-230, Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (recours de simples citoyens).—*M. Morgan*.

Bill C-231, Loi prévoyant la tenue d'un plébiscite national sur la suppression des dispositions relatives à l'avortement que comporte le Code criminel du Canada.—*M. Reynolds*.

Bill C-232, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Environnement (pêches).—*M. McGrath*.

Bill C-233, Loi concernant la sécurité des bateaux.—*M. Mather*.

Bill C-234, Loi modifiant la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique (distinction injuste en matière d'âge).—*M. Forrestall*.

Bill C-235, Loi visant à restreindre l'usage du tabac.—*M. Mather*.

Bill C-236, Loi modifiant la Loi sur le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (handicapés).—*M. Atkey*.

Bill C-237, Loi modifiant la Loi sur l'Office national de l'énergie.—*M. Andre*.

Bill C-238, Loi sur l'obligation de placer les drapeaux du Canada dans les deux Chambres du Parlement.—*M. Schumacher*.

Bill C-239, Loi concernant la tête de sir John A. Macdonald.—*M. Macquarrie*.

Bill C-240, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 (durée du mandat de la Chambre des communes).—*M^{me} MacInnis*.

Bill C-241, Loi modifiant la Loi sur la mer territoriale et les zones de pêche.—*M. Nelson*.

Bill C-242, Loi prévoyant un emblème national pour le Canada.—*M. Darling*.

Bill C-243, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (vote par procuration).—*M. Horner* (Crowfoot).

Bill C-244, Loi modifiant le Code criminel (avortement).—*M^{me} MacInnis*.

Bill C-245, Loi modifiant la Loi sur les postes.—*M. Clarke* (Vancouver Quadra).

Bill C-246, Loi prévoyant la tenue d'un plébiscite national sur l'abolition de la peine capitale.—*M. Reynolds.*

Bill C-247, Loi créant l'Administration du passage de Terre-Neuve.—*M. Marshall.*

Bill C-248, Loi concernant l'assistance aux voyageurs qui ne fument pas.—*M. Mather.*

Bill C-249, Loi modifiant la Loi sur les Indiens (âge ouvrant droit au vote).—*M. Foster.*

Bill C-250, Loi modifiant la Loi électorale du Canada.—*M. Nesdoly.*

Bill C-251, Loi modifiant le Code criminel (avertissement sur les contenants de boissons alcooliques).—*M. Mather.*

Bill C-252, Loi modifiant le Code criminel (peine pour vol de bestiaux).—*M. Marchand* (Kamloops-Cariboo).

Bill C-253, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne.—*M. Fairweather.*

Bill C-254, Loi modifiant la Loi sur les Commissions de port.—*M. Reynolds.*

Bill C-255, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion.—*M. Mather.*

Bill C-256, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Cafik.*

Bill C-257, Loi modifiant la Loi sur les petits prêts.—*M. Rowland.*

Bill C-258, Loi concernant le droit qu'a le public à l'information relativement aux affaires publiques.—*M. Baldwin.*

Bill C-259, Loi modifiant le Code canadien du travail (disposition créant dix jours fériés payés).—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre).

Bill C-260, Loi modifiant le Code criminel.—*M. Ellis.*

Bill C-261, Loi modifiant la Loi sur le casier judiciaire.—*M. Reynolds.*

Bill C-262, Loi créant l'Administration nationale de transport urbain.—*M. Stevens.*

Bill C-263, Loi modifiant la Loi sur les Indiens.—*M^{me} Morin.*

M. Gillespie, appuyé par M. Chrétien, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-10, Loi modifiant la Loi sur l'expansion des exportations, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur l'expansion des exportations de façon à porter de \$125,000,000 à \$400,000,000 le capital-actions autorisé de la Société et à permettre au ministre désigné de souscrire des actions dont le paiement doit être tiré sur le Fonds du revenu consolidé; de façon à permettre à la Société d'emprunter jusqu'à dix fois le total obtenu en ajoutant le capital autorisé au montant crédité au compte de l'excédent de capital; de façon à étendre la définition des expressions «client étranger», «effet» et «investissement dans un pays étranger» aux fins de la loi; de façon à porter de \$500,000,000 à \$750,000,000 le montant maxi-

imum de la responsabilité éventuelle de la Société en vertu des articles 24 et 25 de la Loi et des articles 13 et 13A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation; de façon à porter de \$500,000,000 à \$750,000,000 le montant maximum de la responsabilité éventuelle de la Société en vertu de l'article 27 de la loi et de l'article 21 de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation; de façon à permettre à la Société de conclure des accords en vue d'acheter ou de vendre des effets après la conclusion d'un accord de prêt mais non après que le premier remboursement du principal a été effectué; de façon à porter de \$1,500,000,000 à \$4,250,000,000 le montant maximum de la responsabilité des clients étrangers envers la Société en vertu de l'article 29 de la loi ou de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, au titre du remboursement du principal de l'ensemble des prêts, et la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des prêts qu'elle a convenu de faire et des effets qu'elle a convenu de garantir, et de façon à prévoir un moyen d'établir la responsabilité aux termes d'un prêt; de façon à porter de \$450,000,000 à \$850,000,000 le montant maximum de la responsabilité des clients étrangers envers la Société en vertu de l'article 31 de la loi, au titre du remboursement du principal de l'ensemble des prêts, et la responsabilité éventuelle de la Société aux termes des prêts qu'elle a convenu de faire et des effets qu'elle a convenu de garantir, et de façon à prévoir un moyen d'établir la responsabilité aux termes d'un prêt; de façon à permettre à la Société de conclure des contrats de réassurance de la façon prescrite et à prévoir que le montant maximum de la responsabilité de la Société aux termes de contrats d'assurance et de réassurance ne doit pas dépasser \$250,000,000; et de façon à prévoir d'autres dispositions connexes et résultantes.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Marshall, appuyé par M. Lambert (Edmonton-Ouest), propose,—Que la Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas reporté la date limite du 31 mars 1974 prévue par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants et demande au gouvernement d'envisager la prise de mesures immédiates en vue de reporter cette date limite.

Après débat, à 9 h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations suivant les dispositions du paragraphe (9) de l'article 58 du Règlement.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 3)

POUR

Messieurs

Alexander
Alkenbrack
Allard
Andre
Arrol
Atkey
Baker
Baldwin
Balfour
Bawden

Beattie
(Hamilton
Mountain)
Beatty
(Wellington-
Grey-Dufferin-
Waterloo)
Bell
Blenkarn
Boisvert

Caouette
(Charlevoix)
Carter
Clark
(Rocky Mountain)
Clarke
(Vancouver
Quadra)
Coates
Cossitt

Messieurs

Crouse	Kempling
Danforth	Knowles
Darling	(Norfolk-
Dick	Haldimand)
Dinsdale	Korchinski
Dionne	Lambert
Ellis	(Edmonton-
Epp	Ouest)
Fairweather	Laprise
Fortin	La Salle
Frank	Latulippe
Fraser	Lawrence
Gillies	MacDonald
Godin	(Egmont)
Graffey	MacDonald (M ^{11*})
Hales	(Kingston
Haliburton	et les îles)
Hamilton	MacKay
(Qu'Appelle-	MacLean
Moose Mountain)	Macquarrie
Hargrave	Madill
Hees	Marshall
Hellyer	Masniuk
Higson	Matte
Hollands	Mazankowski
Holmes	McCain
Horner	McCleave
(Crowfoot)	McGrath
Horner	McKenzie
(Battleford-	McKinley
Kindersley)	McKinnon
Howie	Mitges
Hueglin	Morgan
Hurlburt	Muir
Jarvis	Munro
	(Esquimalt-
	Saanich)

CONTRE

Messieurs

Allmand	Duquet	Leblanc
Andras	Ethier	(Laurier)
Barnett	Faulkner	LeBlanc
Basford	Firth	(Westmorland-
Beaudoin	Fleming	Kent)
Béchar	Foster	Lefebvre
Bégin (M ^{11*})	Fox	Leggatt
Benjamin	Gauthier	Lessard
Blackburn	(Ottawa-Vanier)	Lewis
Blais	Gilbert	L'Heureux
Blaker	Gillespie	Loiselle
Blouin	Gleave	MacDonald
Boulanger	Goyer	(Cardigan)
Breau	Grier	Macdonald
Brewin	Guay	(Rosedale)
Broadbent	(Saint-Boniface)	MacEachen
Buchanan	Guay (Lévis)	MacGuigan
Caccia	Guilbault	MacInnis (M ^{11*})
Campbell	Haidasz	Mackasey
Caron	Harding	Marceau
Chrétien	Herbert	Marchand
Clermont	Hopkins	(Kamloops-
Comtois	Howard	Cariboo)
Corbin	Isabelle	Mather
Corriveau	Jamieson	McRae
Côté	Jerome	Morin (M ^{11*})
Cullen	Knight	Neale
Cyr	Knowles	(Vancouver-
Danson	(Winnipeg-	Est)
Davis	Nord-Centre)	Nelson
De Bané	Lachance	Nesdoly
Demers	Laflamme	Nystrom
Douglas	Lajoie	Olaussen
Drury	Lalonde	Olivier
Dubé	Lang	Orlikow
Dupont	Langlois	Ouellet
Dupras	Laniel	Pelletier
		(Hochelaga)

Messieurs

Pelletier	Roy	Thomas
(Sherbrooke)	(Laval)	(Maison-
Penner	Sauvé (M ^{11*})	neuve-Rosemont)
Portelance	Sharp	Trudeau
Poulin	Smith	Trudel
Prud'homme	(Saint-Jean)	Turner
Railton	Stanbury	(London-
Reid	Stewart	Est)
Richardson	(Okanagan-	Turner
Rompkey	Kootenay)	(Ottawa-
Rooney	Stewart	Carleton)
Rose	(Cochrane)	Walker
Rowland	Stollery	Watson
Roy	Symes	Whicher
(Timmins)		Yanakis—129.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65 (4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Wagner, Stackhouse, Macquarrie, Munro (Esquimalt-Saanich), Guilbault, Fairweather, Nielsen et Loiselle en remplacement de MM. Holmes, Baker, Haliburton, Oberle, Côté, Clarke (Vancouver Quadra), Blenkarn et Guilbault sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. McCain en remplacement de M. Frank sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Orlikow en remplacement de M. Saltsman sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Nielsen, Dupont et Prud'homme en remplacement de MM. Ritchie, Olivier et Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

MM. Hueglin et Roy (Laval) en remplacement de MM. Stevens et Loiselle sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Nielsen en remplacement de M. MacDonald (Egmont) sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Stevens en remplacement de M. McCain sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Schellenberger en remplacement de M. Higson sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. Roy (Laval) et Olivier en remplacement de MM. Prud'homme et Dupont sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. Stewart (Okanagan-Kootenay) en remplacement de M. Stewart (Cochrane) sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

MM. Caron et Haliburton en remplacement de MM. Dupont et MacInnis (Cape Breton-East Richmond) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Ellis en remplacement de M. McCain sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. MacLean et McCain en remplacement de MM. Forrestall et Stewart (Marquette) sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Rynard en remplacement de M. McCain sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Stevens et Dinsdale en remplacement de MM. Hueglin et Wagner sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Epp, Darling et Leblanc (Laurier) en remplacement de MM. Dick, MacKay et De Bané sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Brewin en remplacement de M. Harney sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. De Bané en remplacement de M. Leblanc (Laurier) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Rompkey, Roy (Timmins), Howard, Hurlburt, Rose, Blouin et Watson en remplacement de MM. Mackasey, Blouin, Rose, McKenzie, Howard, Lessard et

Rompkey sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. l'Orateur,—Compte rendu (en français et en anglais) des délibérations de la Commission de l'Économie interne, pour la période allant du 5 janvier 1973 au 8 janvier 1974 en conformité des dispositions de l'article 78 du Règlement. (Document parlementaire n° 292-1/2).

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copie d'un accord entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Beauséjour, Carman, Flin Flon, Gillam, Minnedosa, Neepawa, Russell, Virden et Winnipeg Beach (Manitoba), conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/270A).

A 10 h. 14 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 11

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 13 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur fait savoir à la Chambre que le Greffier de la Chambre a déposé sur la Table le premier rapport de l'examineur des pétitions introductives de bills privés, relativement à un certain bill présenté par Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America, dont voici le texte:

Conformément au paragraphe 2 de l'article 97 du Règlement, l'Examineur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de faire connaître que les requérants suivants ont observé les prescriptions de l'article 93 du Règlement:

Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America, de la cité de Kitchener (Ontario), demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en société pour obtenir des pouvoirs plus vastes qui lui permettront d'effectuer des placements dans des valeurs et des biens immobiliers et pleins pouvoirs pour désigner les administrateurs habilités à signer pour elle les actes translatifs de propriété et les documents.

Le Greffier de la Chambre dépose sur la Table le bill privé suivant:

Bill C-264, Loi modifiant la Loi constituant en société la Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America.—*M. Railton*.

Le bill est réputé avoir été lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 100(1) du Règlement.

M. MacEachen, appuyé par M. Dubé, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-11, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Recommandation

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure portant de cent dix à cent douze le nombre maximum de sénateurs.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les vingt questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 43—*M. Cossitt*

1. Quand le gouvernement et la Commission de la Fonction publique se sont-ils rendus compte que M. André Roy était sous le coup d'une accusation de participation aux activités terroristes du FLQ au moment où il a été embauché par le Secrétariat d'État?

2. Quel(s) employé(s) du gouvernement ou de la Commission de la Fonction publique a (ont) découvert ces renseignements, qu'en a-t-il (ont-ils) fait et a-t-il (ont-ils) pris sur-le-champ des mesures concrètes?

3. Quelle somme exacte, en dollars et en cents, M. Roy a-t-il reçue depuis le 4 avril 1972, date de son embauchage au Secrétariat d'État et, quelle somme exacte recevra-t-il au cours de l'année civile 1973, s'il demeure l'employé du gouvernement?

4. Quels sont le nom et l'adresse de toutes les personnes qui ont recommandé d'employer M. Roy, soit par oral, soit par écrit et à qui ces recommandations ont-elles été faites?

5. Le gouvernement ou la Commission de la Fonction publique étaient-ils au courant des accusations portées contre M. Roy de participation aux activités du FLQ au moment où M^{me} André Roy a été embauchée par le gouvernement le 20 novembre 1972?

6. Quelles sont la description de fonctions de M^{me} André Roy, le nom et le poste de la personne de qui elle relève directement et, en résumé, ses fonctions quotidiennes précises? (Document parlementaire n° 292-2/43).

N° 55—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province de l'Alberta dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2273 de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/55).

N° 56—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province de la Saskatchewan dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2274 de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/56).

N° 60—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province du Nouveau-Brunswick dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2278 de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/60).

N° 91—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de Terre-Neuve et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux? (Document parlementaire n° 292-2/91).

N° 93—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de la Nouvelle-Écosse et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux?—(Document parlementaire n° 292-2/93).

N° 94—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de Québec et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux?—(Document parlementaire n° 292-2/94).

N° 95—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de l'Ontario et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux?—(Document parlementaire n° 292-2/95).

N° 96—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de la Saskatchewan et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux?—(Document parlementaire n° 292-2/96).

N° 97—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de l'Alberta et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux?—(Document parlementaire n° 292-2/97).

N° 98—*M. Cossitt*

Quels sont le nom et l'adresse de tous les avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement au cours de la dernière année financière dans la province de la Colombie-Britannique et quelle somme totale a-t-on versée à chacun d'entre eux?—(Document parlementaire n° 292-2/98).

N° 117—*M. McKinnon*

Au sujet des quatre destroyers porte-hélicoptères DDH 280, a) quel a été le coût des navires à la livraison par les chantiers, b) quels ont été les frais supplémentaires au cours et par suite des essais en mer, c) si des dépenses en immobilisations ont été faites, quels en ont été le montant

et l'objet, d) quels ont été les frais globaux pour mettre les quatre DDH 280 en plein état de fonctionnement?—(Document parlementaire n° 292-2/117).

*N° 161—*M. Forrestall*

1. Quels hauts fonctionnaires ou représentants du gouvernement ont été témoins de la mise à la ferraille du *Bonaventure*, navire côtier de S.M.?

2. Le gouvernement connaît-il le lieu de résidence de M. N. W. Kennedy, dont les hauts fonctionnaires du gouvernement disent qu'il est «l'un des meilleurs courtiers maritimes du monde» et, dans l'affirmative, où travaille-t-il actuellement?

3. Quelles mesures particulières le gouvernement a-t-il prises afin de s'assurer que la ou les personnes qui ont acheté le *Bonaventure* l'ont bien fait mettre au rebut?

4. Dans le contrat d'achat du *Bonaventure*, quelles étaient les garanties pour que l'acheteur ne le revende pas à une puissance étrangère ou à une entreprise installée à l'étranger à moins que celles-ci n'aient l'intention précise de faire du *Bonaventure* de la ferraille ou du matériel récupéré?

5. Ces garanties étaient-elles applicables et de quelle façon furent-elles appliquées?

6. Depuis la vente du *Bonaventure*, quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer que les ventes futures de pièces lourdes d'équipement militaire inutilisées par les Forces armées canadiennes demeurent sous le contrôle absolu du gouvernement jusqu'à ce que toutes les clauses du contrat aient été exécutées?—(Document parlementaire n° 292-2/161).

N° 242—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le Conseil des Arts du Canada a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense?—(Document parlementaire n° 292-2/242).

N° 245—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère de l'Environnement a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense?—(Document parlementaire n° 292-2/245).

N° 287—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 (à ce jour) quelle somme totale la Commission de la Fonction publique a-t-elle consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?—(Document parlementaire n° 292-2/287).

N° 291—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère du Secrétariat d'État a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?—(Document parlementaire n° 292-2/291).

N° 365—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1971-1972 et 1972-1973, combien le ministère des Travaux publics a-t-il dépensé en tout: a) à l'étranger, b) au Canada, c) dans chacune des dix provinces, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest?

2. a) Au 31 mars 1973, quel était l'effectif global du ministère des Travaux publics, b) combien de ces employés sont considérés comme relevant du bureau principal et travaillent (i) du côté québécois de la Capitale nationale (ii) du côté ontarien de la Capitale nationale, c) combien d'employés le ministère a-t-il dans chacune des dix provinces, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest?—(Document parlementaire n° 292-2/365).

N° 372—*M. Clarke (Vancouver Quadra)*

1. Quand les titres de la propriété connue sous le nom de *Granville Island* de la ville de Vancouver ont-ils été transférés à la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Comment s'appelait celui qui a effectué le transfert?

3. Combien a coûté le transfert de cette propriété?

4. La propriété *Granville Island* a-t-elle été transférée toute entière et quelle est la superficie du terrain transféré?

5. Quand et à quel prix le cédant avait-il acquis cette propriété?

6. Une partie de cette superficie résultait-elle du remblayage de *False Creek* avec des déblais et, dans l'affirmative, a) quand ces travaux de remblayage ont-ils eu lieu, b) quelle superficie a été ainsi aménagée?

7. Étant donné que l'étude faite en octobre 1972 offrait plusieurs choix, quels projets le gouvernement envisage-t-il actuellement pour l'avenir de cette propriété?

8. Y a-t-il ici des logements ou des hypothèques en cause et, dans la négative, pourquoi cette propriété a-t-elle été transférée?

9. Le ministère d'État chargé des Affaires urbaines a-t-il déclaré que *Granville Island* serait désignée à l'usage du public et aux fins de rénovation, en même temps que les autres propriétés que la ville possède ou détient privément dans la région de *False Creek* et, dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il songé à céder *Granville Island* à la ville de Vancouver, par don ou par bail, de sorte que l'expansion puisse suivre son cours avec le minimum de bureaucratie et de confusion?

10. Certains baux comptent-ils encore 20 ans ou plus avant leur échéance et, dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement a-t-il déjà embauché un directeur des travaux?

11. Quelle expérience ou compétence possède M. Russel Brink pour se qualifier à titre de directeur des travaux?

12. Le concours réglementaire a-t-il eu lieu pour décider du candidat le plus méritant pour ce poste et, dans la négative, comment M. Russel Brink a-t-il été choisi?

13. Comment le traitement du directeur des travaux a-t-il été fixé à \$25,000 par année?

14. Quels autres frais concernant surtout le personnel de soutien et d'autres titres, ont été prévus pour la direction de ce projet?

15. Qui verra à la surveillance des arbres nouvellement plantés pour protéger l'investissement de \$19,000 provenant des deniers publics?—(Document parlementaire n° 292-2/372).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre copie a) d'une liste des personnes (et leurs antécédents) invitées à assister à la conférence économique nationale parrainée par le Conseil économique du Canada, b) d'une liste des Comités qui ont présenté des rapports lors de la conférence et du sujet de chacun des rapports, c) du nom du président et des membres de chacun des Comités, d) des études déposées par chacun des Comités à la conférence.—(Avis de motion portant production de documents n° 11—M. Orlikow).

Il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre copie du rapport présenté au gouverneur en Conseil par la Commission canadienne des transports le 30 avril 1971, portant sur l'application de l'article 278 (anciennement l'article 336) de la Loi sur les chemins de fer.—(Avis de motion portant production de documents n° 17—M. Mazankowski).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques du Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel.

M. Gray, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il s'élève un débat;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 60(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Orlikow en remplacement de M. Brewin sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Mackasey et Loisselle en remplacement de MM. Watson et Roy (Timmins) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M¹¹° MacDonald (Kingston et les Îles) et M. Graffey en remplacement de MM. Macquarrie et Whittaker sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Clark (Rocky Mountain) en remplacement de M. Coates sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1974, demandant copie a) d'une liste des personnes (et leurs antécédents) invitées à assister à la conférence économique nationale parrainée par le Conseil économique du Canada, b) d'une liste des Comités qui ont présenté des rapports lors de la conférence et du sujet de chacun des rapports, c) du nom du président et des membres de chacun des Comités, d) des études déposées par chacun des Comités à la conférence.—(Avis de motion portant production de documents n° 11). (Document parlementaire n° 292-3/11).

Par M. MacEachen,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 mars 1974, demandant copie du rapport présenté au gouverneur en Conseil par la Commission canadienne des transports le 30 avril 1971, portant sur l'application de l'article 278 (anciennement l'article 336) de la Loi sur les chemins de fer.—(Avis de motion portant production de documents n° 17). (Document parlementaire n° 292-3/17).

Deuxième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 67(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition de la requérante dont le nom suit, déposée le mardi 12 mars 1974, est conforme aux prescriptions de l'article 67 du Règlement:

Eastern Canada Synod of the Lutheran Church in America, de la cité de Kitchener (Ontario), demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en société pour obtenir des pouvoirs plus vastes qui lui per-

mettront d'effectuer des placements dans des valeurs et des biens immobiliers et pleins pouvoirs pour désigner les administrateurs habilités à signer pour elle les actes translatifs de propriété et les documents.—*M. Hymmen*.

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 12

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 14 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, de la première partie d'un rapport, par M. J. Finkelman, C.R., président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, intitulé «Employeur—Employés—Relations de travail dans la Fonction publique du Canada—Propositions de modification législative». (Document parlementaire n° 292-4/66).

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills privés)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des bills privés en général

et du Règlement du Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique.

M. Railton, appuyé par M. Foster, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration du Bill C-104, Loi modifiant le Code canadien du travail.

M. Oberle, appuyé par M. McKinley, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le débat se poursuit.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Masniuk en remplacement de M. Scott sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

M. McGrath en remplacement de M. Jarvis sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Orlikow en remplacement de M^{me} MacInnis sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Carter en remplacement de M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek) sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Symes en remplacement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Knowles (Norfolk-Haldimand), Schumacher et Ritchie en remplacement de MM. Hamilton (Swift Current-Maple Creek), Whittaker et Murta sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Dupont en remplacement de M. Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M^{me} MacInnis en remplacement de M. Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Clarke (Vancouver Quadra), Frank, Cullen, Atkey, Madill, Fleming et Trudel en remplacement de MM. Munro (Esquimalt-Saanich), Fairweather, Clermont, Macquarrie, Stackhouse, Demers et Blais sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Dupont et Guilbault en remplacement de MM. Roy (Laval) et Walker sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Lambert (Edmonton-Ouest), Blenkarn, Gillies, Kempling, Hellyer, L'Heureux, Demers et Comtois en remplacement de MM. Atkey, Madill, Frank, McGrath, Dinsdale, Béchar, Fleming et Cullen sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Saltsman, Frank et Breau en remplacement de M^{me} MacInnis, MM. Nielsen et Langlois sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Langlois en remplacement de M. Breau sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Gray, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de la Consommation et des Corporations pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 10 de la Loi sur le ministère de la Consommation et des Corporations, chapitre C-27, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/7).

Par M. Gray,—Rapport (en français et en anglais) sur les opérations du Registraire général du Canada, comme registraire aux termes de la Loi sur les syndicats ouvriers, pour l'année terminée le 31 décembre 1973, conformément à l'article 30 de cette Loi, chapitre T-11, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/411).

Par M. Gray,—Copies (en français et en anglais) de l'État détaillé des cautionnements enregistrés au Bureau du registraire général du Canada, pour la période allant du 1^{er} avril 1973 au 26 février 1974, conformément à l'article 32 de la Loi sur les fonctionnaires publics, chapitre P-30, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/412).

A 10 h. 28 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 13

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 15 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE.

M. Andras, appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-12, Loi établissant un Conseil canadien de la main-d'œuvre et de l'immigration, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure établissant un Conseil canadien de la main-d'œuvre et de l'immigration composé de dix-neuf membres; prévoyant la rémunération et le remboursement de dépenses du président, et dans le cas d'un membre, sauf le président, le remboursement de ses frais et le paiement d'allocations ainsi que le paiement d'une rémunération pour quelque fonction qu'il accomplit, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour le compte du Conseil en plus de ses devoirs ordinaires à titre de membre du Conseil; prévoyant l'établissement de comités régionaux et locaux de la main-d'œuvre et le paiement à leurs membres de rémunérations et d'allocations; prévoyant la possibilité de procurer au Conseil ou à tout comité du personnel hors des cadres de la Fonction publique du Canada.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Grier, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Que la Chambre demande au gouvernement d'envisager la présentation immédiate de mesures législatives destinées à contrôler de façon sélective le prix des produits essentiels et à donner au gouvernement ou à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix injustifiables.

Il s'élève un débat;

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un document intitulé: «L'Inondation envisagée de la vallée de la Skagit». (Document parlementaire n° 292-7/3).

Le débat reprend sur la motion de M. Grier, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),—Que la Chambre demande au gouvernement d'envisager la pré-

sentation immédiate de mesures législatives destinées à contrôler de façon sélective le prix des produits essentiels et à donner au gouvernement ou à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix injustifiables.

Après plus ample débat, les délibérations relatives à cette motion sont terminées.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Clermont, Béchar, Fox, Orlikow, Blaker, Dinsdale, Nielsen, Jarvis et Hurlburt en remplacement de MM. Comtois, L'Heureux, Trudel, Saltsman, Demers, Clarke (Vancouver Quadra), Hellyer, Gillies et Stevens sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Guay (Lévis) en remplacement de M. Guay (Saint-Boniface) sur la liste des membres du Comité

permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Jamieson, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du ministère de l'Expansion économique régionale pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 22 de la Loi sur le ministère de l'Expansion économique régionale, chapitre R-4, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/28).

A cinq heures de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 14

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 18 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Chrétien, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-13, Loi pour permettre la constitution de banques par lettres patentes et pour permettre aux gouvernements provinciaux de détenir des actions du capital des banques et d'exercer les droits de vote qu'elles comportent, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. MacEachen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-14, Loi modifiant la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure

a) modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles de façon à faire des Bureaux du Trésor de l'Alberta des prêteurs reconnus en vertu de la loi; de façon à élargir, de la manière prescrite, la définition de

prêt «pour améliorations agricoles»; de façon à porter de \$25,000 à \$50,000 le solde maximal dû par un seul emprunteur et à supprimer les restrictions particulières aux prêts destinés à l'achat de terrains et aux prêts destinés à d'autres fins; de façon à prévoir, de la manière prescrite, des prêts consentis à des coemprunteurs; et de façon à prolonger l'application de la loi du 1^{er} juillet 1974 au 30 juin 1977 et à limiter l'obligation globale du Ministre pendant cette période à \$1,100,000,000 pour des prêts consentis par des banques et à \$300,000,000 pour des prêts consentis par d'autres prêteurs reconnus;

b) modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises de façon à faire des Bureaux du Trésor de l'Alberta des prêteurs reconnus en vertu de la loi; de façon à rendre les nouvelles entreprises admissibles aux prêts et à élargir la définition de «prêt destiné à l'amélioration d'entreprises» de manière à y inclure un prêt consenti pour financer l'achat de terrains nécessaires à l'exploitation d'une entreprise commerciale; de façon à élargir le sens de l'expression «petite entreprise commerciale» de la manière y indiquée; de façon à porter de \$25,00 à \$50,000 le solde maximal dû par un seul emprunteur; et de façon à prolonger l'application de la loi du 1^{er} juillet 1974 au 30 juin 1977 et à limiter l'obligation globale du Ministre pendant cette période de \$250,000,000 pour des prêts consentis par des banques et à \$100,000,000 pour des prêts consentis par d'autres prêteurs reconnus; et

c) modifiant la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche de façon à porter de \$25,000 à \$50,000 le solde

maximal dû par un seul emprunteur, de façon à porter de \$20,000,000 à \$25,000,000 la limite de l'obligation globale du Ministre au titre des prêts garantis pour la période se terminant le 30 juin 1974; et de façon à prolonger l'application de la loi du 1^{er} juillet 1974 au 30 juin 1977 et à limiter l'obligation globale du Ministre pendant cette période à \$60,000,000 pour des prêts consentis par des banques et à \$10,000,000 pour des prêts consentis par d'autres emprunteurs reconnus.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les cinq questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 147—*M. Marshall*

1. Combien de cas de CACF/AACF les autorités du district de chacune des provinces ont-elles étudiés et combien d'argent chacune des provinces a-t-elle déboursé?

2. Combien d'employés les divers bureaux de district administrant les CACF/AACF comptent-ils dans chacune des provinces?

3. Quelles normes sont employées pour recruter du personnel dans ces divers bureaux de district? (Document parlementaire n° 292-2/147).

N° 218—*M. Forrestall*

1. Depuis la mise en œuvre des projets fédéraux à forte proportion de main-d'œuvre (FLIP), pour chaque année d'exploitation, y compris l'année financière 1973-1974, quelle a été la répartition des fonds a) par ministère fédéral participant, b) par province, c) par projet financé, d) par année?

2. Au sein de chaque ministère et pour chaque projet combien d'emplois ont été créés ou maintenus par ce Programme?

3. Quels sont les critères généraux d'acceptation des projets, ceux-ci diffèrent-ils d'un ministère à l'autre et, dans l'affirmative, à quels égards?

4. Quelle a été la date limite de présentation des projets et au cours de chaque année, quels ont été les dates de début et de fin du Programme? (Document parlementaire n° 292-2/218).

N° 264—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 (à ce jour) quelles sommes le ministère des Transports a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/264).

N° 270—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 (à ce jour) quelle somme totale la Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle consacrée annuelle-

ment à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/270).

N° 342—*M. Clark* (Rocky Mountain)

1. Avec quelles sociétés le gouvernement du Canada a-t-il signé des contrats pour le ravitaillement a) des vols d'Air Canada, b) des aéroports du ministère des Transports?

2. a) Quelle est la durée de chaque contrat, b) à quelle date chaque contrat se termine-t-il, c) quels contrats sont (i) mis en adjudication (ii) accordés d'une autre façon, d) dans chaque cas où il n'y a pas de mise en adjudication, de quelle façon accorde-t-on le contrat? (Document parlementaire n° 292-2/342).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien du Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada.

M. Chrétien, appuyé par *M. MacEachen*, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

Après débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

M. Stackhouse, appuyé par *M. Arrol*, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait, soit par législation ou tout autre moyen, assumer la gestion directe de l'immeuble connu sous le nom Rochdale College (Toronto), expulser les occupants actuels et négocier l'utilisation constructive du point de vue social de l'immeuble—(Avis de motion n° 1).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien du Bill C-11, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965.

M. MacEachen, appuyé par M. Macdonald (Rosedale), propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

La motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Caccia et Demers en remplacement de MM. Fox et Blaker sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Walker et Roy (Laval) en remplacement de MM. Guilbault et Dupont sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Symes en remplacement de M. Grier sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Douglas en remplacement de M. Barnett sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Knight en remplacement de M. Symes sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain), Balfour, Stevens et Andre en remplacement de MM. Kempling, Frank, Blenkarn et Lambert (Edmonton-Ouest) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies d'accords entre le gouvernement du Canada et de Uranium City & District (Saskatchewan), conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970 (Textes anglais). (Document parlementaire n° 292-1/274B).

Par M. Allmand,—Copie de l'accord entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Liverpool, Nouvelle-Écosse, conformément au paragraphe (3) de l'article 20 de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970 (Texte anglais). Document parlementaire n° 292-1/275).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi modifiant la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 35 de cette Loi, chapitre 25 (1^{er} Supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/173).

A 10 h. 06 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 15

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 19 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Matte, appuyé par M. Caouette (Charlevoix), propose,—Que cette Chambre déplore que le gouvernement n'ait pris aucune mesure concrète afin de réaliser un système de revenu minimum annuel garanti pour vaincre la pauvreté au Canada et permettre ainsi à chaque Canadien de faire face aux problèmes de la hausse des prix et combattre efficacement l'inflation.

Après débat, les délibérations relatives à ladite motion sont terminées.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Atkey en remplacement de M. Stevens sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Portelance et Smith (Northumberland-Miramichi) en remplacement de MM. Gendron et Breau sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Douglas et Symes en remplacement de MM. Orlikow et Grier sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Lajoie en remplacement de M. Marchand (Kamloops-Cariboo) sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Hellyer en remplacement de M. Muir sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Breau, Bawden, Ritchie et McRae en remplacement de MM. Caccia, Nielsen, Jarvis et Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Loiselle et Stewart (Okanagan-Kootenay) en remplacement de MM. McRae et Smith (Northumberland-Miramichi) sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Harney et Blackburn en remplacement de MM. Douglas et Symes sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Douglas et Symes en remplacement de MM. Blackburn et Harney sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Olivier en remplacement de M. Béchard sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Davis, membre du Conseil privé de la Reine,— Rapport (en français et en anglais) de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, pour l'année terminée le 30 avril 1973, conformément à l'article 33 de la Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce, chapitre F-13, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/294).

A 10 h. 20 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 16

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 20 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un accord général sur les tarifs douaniers et le commerce—Arrangement concernant le commerce international des textiles en date du 20 décembre 1973. (Document parlementaire n° 292-6/11).

A l'appel de l'avis inscrit au nom de l'honorable député de Burnaby-Richmond-Delta (M. Reynolds), sous la rubrique *Dépôt de bills*, aux *Affaires courantes ordinaires*, demandant la permission de présenter le bill intitulé: Loi modifiant la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: J'aimerais me reporter maintenant au premier des trois bills inscrits au nom de l'honorable député de Burnaby-Richmond-Delta (M. Reynolds). Lorsque le bill tendant à modifier la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants, inscrit à son nom, a été appelé hier à l'ordre du jour, l'honorable député est venu à l'aide de la présidence qui s'interrogeait sur l'acceptabilité de ce bill au point de vue de la procédure. La Présidence sait gré à l'honorable député de l'aide qu'il lui a fournie; elle a par ailleurs étudié sa demande avec le plus grand soin. Cependant, même si elle a dûment tenu compte des allégations du député, la présidence

estime que l'adoption du bill que l'honorable député propose entraînerait la création pour le Trésor d'une nouvelle charge directe.

Selon l'honorable député, cette mesure n'entraînerait pas de frais supplémentaires pour le gouvernement, puisque des crédits suffisants sont déjà disponibles depuis 1964 en vertu de la loi proprement dite. C'est là, bien sûr, un argument très intéressant qui m'a donné à réfléchir. la faille dans l'argument de l'honorable député.

La présidence comprend que la recommandation qui accompagnait la loi originale de 1964 était formulée en termes généraux et pourrait ne pas avoir empêché en cette occasion une modification du genre de celle que l'on propose maintenant. Je ne pense pas que l'on puisse soutenir qu'une proposition financière qui aurait pu être recevable à titre d'amendement en 1964 lorsque la loi originale a été présentée, puisse maintenant être présentée en vertu d'une recommandation qui n'avait de sens que par rapport au régime initial de prêts aux étudiants.

Je réfère l'honorable député au 1^{er} paragraphe de l'article 62 du Règlement qui stipule ce qui suit: «La Chambre ne peut adopter ou approuver ni crédit, ni résolution, ni adresse, ni projet de loi portant affectation d'une partie des recettes publiques, ni aucune taxe ou impôt, à une fin qui n'a pas été antérieurement recommandée à la

Chambre par un message du Gouverneur général au cours de la session... »

Et voici les termes essentiels: «... pendant laquelle ce crédit, cette résolution, cette adresse ou ce projet de loi est proposé.»

En d'autres termes, il est stipulé que la recommandation dont était saisie la Chambre en 1964 n'avait de vigueur et de sens pour cette session-là. Il ne serait pas acceptable, quant à la procédure, de soutenir que cette même recommandation pourrait être valable dix ans plus tard pour une proposition qui aurait pour effet de créer une nouvelle charge, et à mon avis une charge directe et importante, pour le trésor public.

Il est stipulé que même le gouvernement serait tenu de produire une autre recommandation pour appuyer un bill du genre de celui que propose l'honorable député.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les cinq questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 35—*M. Mather*

Le ministère des Approvisionnements et Services achetant chaque année pour plus d'un milliard de dollars de biens et services, à combien s'élèvent les commandes placées en Colombie-Britannique?—(Document parlementaire n° 292-2/35).

N° 271—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère des Communications a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?—(Document parlementaire n° 292-2/271).

N° 277—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis?—(Document parlementaire n° 292-2/277).

N° 312—*Mr. Broadbent*

1. Quels sont les organismes ou sociétés qui ont reçu des subventions en vertu de chacun des programmes suivants au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour,

a) Loi sur les subventions au transport des marchandises dans la région atlantique, b) subventions à la recherche en matière de transport (CCT), c) Loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes, d) Loi nationale sur les transports, e) subventions de fonctionnement aux transporteurs aériens régionaux, f) caisse des passages à niveau, g) subsides aux services de cabotage par navires à vapeur?

2. Dans chaque cas, quelles étaient les sommes en cause?

3. Quels étaient les objectifs des programmes susmentionnés?

4. Le ministère des Transports ou la Commission canadienne des transports ont-ils effectué une étude d'appréciation des programmes susmentionnés et, dans l'affirmative, à quand remonte le dernier rapport?—(Document parlementaire n° 292-2/312).

N° 318—*M. Grier*

Quelle est la valeur totale des contrats civils et de défense accordés par le ministère des Approvisionnements et Services, aux termes des contrats régis par ce ministère et de ceux qui lui ont été délégués par d'autres ministères ou organismes du gouvernement au cours des années financières 1968-1969 jusqu'à 1973-1974 à ce jour, aux sociétés suivantes: *Ayer & Sons Ltd.*; *Avis Transport of Canada Ltd.*; *ABCO Ltd.*; *Bata Ltd.*; *British Columbia Telephone Ltd.*; *Bell-Northern Research Ltd.*; *British Columbia Packers Ltd.*; *Bombardier Ltée*; *Canron Ltd.*; *CAE Industries Ltd.*; La Compagnie des Ciments du Saint-Laurent; *Consumers Glass Ltd.*; *Crang & Ostiguy Inc.*; *Canada Steamship Lines Ltd.*; *Casgrain & Co. Ltée*; *Cleyn & Tinker Ltd.*; *Delta Electric Ltd.*; *Douglas Aircraft Company of Canada Ltd.*; *Dome Petroleum Ltd.*; *FPE-Pioneer Electric Ltd.*; *GSW Ltd.*; *Geosearch Consultants Ltd.*; *Hoffman-La Roche Ltée*; *Les Industries Aird Ltée*; *ITL Industries Ltd.*; *Interprovincial Steel & Pipe Corp Ltd.*; *Kenting Ltd.*; *Maislin Transport Ltd.*; *Mannix Co. Ltd.*; *Noranda Mines Ltd.*; *P.S. Ross & Partners*; *Pacific Truck and Trailer Ltd.*; *Spiroll Corp. Ltd.*; *Standard Brands Ltd.*; *Trimac Ltd.*; *Western Construction & Engineering Research Ltd.*; *Wright Engineers Ltd.*? (Document parlementaire n° 292-2/318).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Munro (Hamilton-Est), il est ordonné,—Que les comptes publics pour les années financières terminées le 31 mars 1972 et le 31 mars 1973, rapports de l'Auditeur général y afférents et témoignages recueillis par le Comité au cours des

sessions précédentes du Parlement, soient déferés au Comité permanent des comptes publics.

Sur motion de M. MacEachen, appuyé par M. Drury il est ordonné,—Que le mode de rajustement de la représentation à la Chambre des communes, y compris la manière de déterminer le nombre de députés assigné à chaque province établie par l'article 51 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, soit déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le débat se poursuit;

Le Sénat transmet un message dont voici le texte:

Il est ordonné,—Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau pour l'informer que les honorables sénateurs Bélisle, Cameron, Choquette, Côté, Forsey, Fournier (*de Lanau-dière*), Fournier (*Madawaska-Restigouche*), Heath, Hicks, Macdonald, McIlraith, O'Leary, Quart, Riel, Rowe et Yuzyk, ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat, comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Le Sénat transmet un message dont voici le texte:

Il est ordonné,—Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que les honorables sénateurs Asselin, Beaubien, Bonnell, Bourque, Duggan, Fournier (*Restigouche-Gloucester*), Gouin, Greene, Heath, Macdonald, McGrand, Michaud, Neiman, O'Leary, Riley et Sullivan, ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet des dites impressions du Parlement.

Le Sénat transmet un message dont voici le texte:

Il est ordonné,—Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que l'honorable Président, les honorables sénateurs Carter, Forsey, Inman, Norrie, O'Leary et Quart, ont été constitués en un comité chargé de diriger la gestion du Restaurant du Parlement en ce qui concerne les intérêts du Sénat, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Le Sénat transmet un message dont voici le texte:

Il est ordonné,—Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers au bureau, pour l'informer que les honorables sénateurs Flynn, Forsey, Godfrey, Lafond, Riel, Robichaud, Thompson et Walker, ont été désignés pour agir comme représentants du Sénat au sein du Comité mixte des deux Chambres au sujet des règlements et autres textes réglementaires.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres de comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Caccia, Roy (Laval), Frank, Epp, Hollands et Alexander en remplacement de MM. Breau, McRae, Andre, Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain), Balfour et Bawden sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. McRae et Breau en remplacement de MM. Loiselle et Stewart (Okanagan-Kootenay) sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Béchard en remplacement de M. Olivier sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo) en remplacement de M. Lajoie sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Stollery en remplacement de M. Guilbault sur la liste des membres du Comité permanent de la radio-diffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Scott en remplacement de M. Kempling sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

M. MacKenzie en remplacement de M. Frank sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

M¹⁰ MacDonald (Kingston et les Îles) en remplacement de M. Schellenberger sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Hurlburt en remplacement de M. Masniuk sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. MacGuigan, Portelance, Ethier, Blackburn, Ellis, Mackasey et Beattie (Hamilton Mountain) en remplacement de MM. Herbert, Béchard, Roy (Laval), Douglas, Dinsdale, Langlois et Hurlburt sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Haliburton en remplacement de M. Munro (Esquimalt-Saanich) sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Guilbault et Danson en remplacement de MM. Marceau et Roy (Timmins) sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M^{me} MacInnis et M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) en remplacement de MM. Orlikow et Symes sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Douglas en remplacement de M. Knight sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Barnett, Masniuk et Frank en remplacement de MM. Howard, Hurlburt et Darling sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Marceau en remplacement de M. Railton sur la liste des membres du Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

MM. Stollery et Harney en remplacement de MM. Demers et Symes sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies d'un accord entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Olds (Alberta), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970 (texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/266B).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du Gouverneur de la Banque du Canada et relevé des comptes, pour l'année terminée le 31 décembre 1973, conformément à l'article 26(3) de la Loi sur la Banque du Canada, chapitre B-2, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/65).

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 17

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 21 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur dépose sur la Table,—Copies en français et en anglais, du rapport du Commissaire aux langues officielles, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 34(1) de la Loi sur les langues officielles, chapitre O-2, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/301).

M. Jerome, du Comité permanent de la justice et des questions juridiques, présente le premier rapport dudit Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 18 mars 1974, le Comité a étudié le Bill C-11, Loi modifiant les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965 et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce bill (*fascicule n° 2*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 1 aux Journaux.)

M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies d'instruments diplomatiques, ainsi qu'il suit:

(1) Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, faite à Genève, le 9 juillet 1948. En vigueur pour le Canada le 23 mars 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/20).

(2) Convention concernant l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, faite à Genève, le 29 juin 1951. En vigueur pour le Canada le 16 novembre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/20A).

(3) Protocole concernant l'accord relatif au Commerce international des textiles de coton, fait à Genève, le 1^{er} mai 1967. En vigueur pour le Canada le 1^{er} octobre 1967. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/168).

(4) Protocole de la Convention internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest concernant la représentation dans les Sous-Commissions et les mesures de réglementation, fait à Washington, le 1^{er} octobre 1969. En vigueur pour le Canada le 15 décembre 1971. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/169).

(5) Arrangement concernant certains produits laitiers (Lait écrémé en poudre), fait à Genève, le 12 janvier

1970. En vigueur pour le Canada le 14 mai 1970. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/170).

(6) Protocole concernant l'accord relatif au Commerce international des textiles de coton du 1^{er} octobre 1970 au 30 septembre 1973, fait à Genève, le 15 juin 1970. En vigueur pour le Canada le 8 octobre 1970. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/168A).

(7) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le Secrétaire général des Nations Unies constituant un accord relatif à la continuité des droits de pension entre le gouvernement du Canada et la caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, New York, le 16 juillet et le 14 décembre 1970. En vigueur le 14 décembre 1970, applicable à compter du 11 décembre 1970. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/171).

(8) Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la coopération en matière de pêches dans le Nord-Est de l'océan Pacifique au large de la côte du Canada, fait à Moscou, le 22 janvier 1971. En vigueur le 19 février 1971. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/147).

(9) Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur les règles provisoires de navigation et de sécurité des pêches dans le Nord-Est de l'océan Pacifique au large de la côte du Canada, fait à Moscou, le 22 janvier 1971. En vigueur le 15 avril 1971. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/147A).

(10) Protocole portant un amendement à la Convention relative à l'Aviation civile internationale (Article 50(a)), fait à New York, le 12 mars 1971. En vigueur pour le Canada le 16 janvier 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/41).

(11) Accord modifiant l'article 56 de l'accord du 3 août 1959 complétant la Convention entre les États Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut de leurs Forces, en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne, fait à Bonn, le 21 octobre 1971. En vigueur pour le Canada le 18 janvier 1974. (Textes français et anglais). (Document parlementaire 292-6/21).

(12) Accord de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement Impérial d'Iran concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, fait à Ottawa, le 7 janvier 1972. En vigueur le 10 avril 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/93).

(13) Protocole prolongeant de nouveau certaines dispositions de l'accord commercial conclu entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, signé à Ottawa le 29 février 1956, fait à Moscou, le 7 avril 1972. En vigueur provisoirement le 7 avril 1972. En vigueur définitivement le 15 janvier 1974. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/148).

(14) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Guatemala afin de permettre aux stations radio d'amateur du Canada et du Guatemala d'échanger des messages ou d'autres communications émanant de tierces parties ou destinés à des tierces parties, fait à Guatemala City, le 8 novembre 1972. En vigueur le 8 décembre 1972. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/114).

(15) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques modifiant l'accord du transport aérien du 11 juillet 1966 entre les deux pays tel que modifié en 1967, fait à Moscou, le 19 janvier et le 1^{er} février 1973. En vigueur le 1^{er} février 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/144).

(16) Accord de commerce entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Bulgarie, fait à Sofia, le 12 février 1973. En vigueur provisoirement le 12 février 1973. A compter du 8 octobre 1969. En vigueur définitivement le 7 janvier 1974. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/81).

(17) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques sur la coopération en matière de pêches entre les deux pays, signé le 22 janvier 1971 et fait à Ottawa, le 15 février 1973. En vigueur le 19 février 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/147B).

(18) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Indonésie constituant un accord concernant les investissements canadiens en Indonésie assurés par le gouvernement du Canada par son agent, la Société pour l'expansion des exportations, fait à Jakarta, le 16 mars 1973. En vigueur le 24 octobre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/158).

(19) Accord financier de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth, fait à Londres, le 30 mars 1973. En vigueur pour le Canada le 1^{er} avril 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/172).

(20) Accord mettant fin aux accords relatifs aux services télégraphiques du Commonwealth, fait à Londres, le 30 mars 1973. En vigueur pour le Canada le 1^{er} avril 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/172A).

(21) Protocole concernant les matières grasses laitières, fait à Genève, le 2 avril 1973. En vigueur pour le Canada le 7 décembre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/11A).

(22) Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste Tchèque et slovaque concernant le règlement de questions financières, fait à Ottawa, le 18 avril 1973. En vigueur le 22 juin 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/87).

(23) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique

constituant un accord prolongeant l'accord du 12 mai 1958, déjà prolongé, le 30 mars 1968, relatif à l'organisation et au fonctionnement du NORAD, fait à Washington, le 10 mai 1973. En vigueur le 10 mai 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/139).

(24) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine réglant et soldant les prêts contractés par la *Chinese Ming Sung Industrial Co. Ltd.*, avec les banques canadiennes le 30 octobre 1946, fait à Pékin, le 4 juin 1973. En vigueur le 4 juin 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/84).

(25) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un accord en vue de faciliter le projet conjoint intitulé «L'Année internationale de recherche dans les Grands Lacs», fait à Ottawa le 24 mai et le 7 juin 1973. En vigueur le 7 juin 1973 à compter du 1^{er} avril 1972. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/140).

(26) Accord relatif aux transports aériens civils entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Ottawa, le 11 juin 1973. En vigueur le 11 juin 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/84A).

(27) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Islande constituant un accord réciproque sur l'exploitation de radio-amateurs, fait à Ottawa, le 22 mai et le 13 juin 1973. En vigueur le 13 juin 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/73).

(28) Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique relativement aux privilèges réciproques de pêche dans certaines régions sises au large de leurs côtes, fait à Ottawa, le 15 juin 1973. En vigueur le 16 juin 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/132).

(29) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne constituant un accord concernant l'utilisation du polygone de recherche Churchill, fait à Ottawa, les 7 et 29 juin 1973. En vigueur le 1^{er} juillet 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/88).

(30) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un accord concernant l'utilisation du polygone de recherche Churchill, fait à Ottawa, le 29 juin 1973. En vigueur le 1^{er} juillet 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/141).

(31) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique régissant l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les États-Unis d'Amérique, fait à Ottawa, le 29 juin 1973. En vigueur le 1^{er} juillet 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/141A).

(32) Accord général de coopération entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Haïti, fait à Port-au-Prince, le 12 juillet 1973. En vigueur le 12 juillet 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/89).

(33) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine constituant un accord concernant le dépôt réciproque des marques de commerce, fait à Pékin, le 16 juillet 1973. En vigueur le 16 juillet 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/84B).

(34) Échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande constituant un accord sur les tarifs et les marges de préférence, fait à Ottawa et Wellington (Nouvelle-Zélande) le 26 juillet 1973. En vigueur le 26 juillet à compter du 1^{er} février 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/121).

(35) Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un accord concernant l'administration au Canada de l'impôt sur le revenu des employés du gouvernement des États-Unis au Canada qui y sont assujettis, fait à Ottawa, le 1^{er} août et le 17 septembre 1973. En vigueur le 17 septembre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/141B).

(36) Accord de commerce entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 13 octobre 1973. En vigueur le 13 octobre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/84C).

(37) Échange de lettres entre le gouvernement du Canada et le gouvernement d'Australie constituant un accord modifiant l'accord de commerce fait le 12 février 1960 et fait à Ottawa et Canberra, les 24 et 25 octobre 1973. En vigueur le 25 octobre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/72).

(38) Accord à long terme sur les céréales entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République populaire de Pologne, fait à Ottawa, le 12 décembre 1973. En vigueur le 12 décembre 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-6/123).

M. Buchanan, appuyé par M. Cullen, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-265, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (liste électorale permanente), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Lewis, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-

Nord-Centre), propose,—Que la Chambre exprime l'avis que tous les moyens de transport nationaux devraient être intégrés dans un service d'utilité public de manière à répondre aux besoins de transport du Canada au lieu d'être soumis à des considérations de concurrence et de profits, pour permettre au Parlement de s'attaquer efficacement aux problèmes de l'injustice des tarifs-marchandises, de l'abandon des services ferroviaires, de l'insuffisance du matériel ferroviaire, des services-voyageurs inadéquats et des transports dans les villes et dans les régions du Nord;

Que la Chambre exprime également l'avis qu'à cette fin, le Canadien Pacifique, y compris ses filiales, devrait devenir la propriété de l'État et que les deux réseaux nationaux devraient être entièrement soumis au contrôle de l'État;

Et, qu'en outre, pour faire face à l'état d'urgence actuel dans le transport des grains et des autres produits, la Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait envisager la nomination immédiate d'un contrôleur des transports avec pleine autorité pour répartir et contrôler le matériel roulant.

Après débat, les délibérations relatives à cette motion sont terminées.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Grier, Broadbent, Langlois, Roy (Laval), DeBané, Béchar, McGrath et Clarke (Vancouver Quadra) en remplacement de MM. Blackburn, Harney, MacGuigan, Portelance, Ethier, Stollery, Alexander et Beattie (Hamilton Mountain) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Cullen en remplacement de M. Loisel sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

MM. Stewart (Marquette), Macquarrie, Hurlburt et Graftey en remplacement de MM. Higson, Marshall, Graftey et Ritchie sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. McKenzie, Jarvis, Loisel, Cullen, Buchanan et Breau en remplacement de MM. Schumacher, Munro

(Esquimalt-Saanich), McRae, Breau, Rompkey et Portelance sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Munro (Esquimalt-Saanich) en remplacement de M. Nowlan sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

MM. Peters, Knight, Demers, Herbert, Whittaker, Alkenbrack, McKinley, Horner (Battleford-Kindersley) et Guay (Saint-Boniface) en remplacement de MM. Grier, Broadbent, De Bané, Mackasey, Epp, Ellis, Ritchie, Stevens et Caccia sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Murta, Hurlburt, Hamilton (Swift Current-Maple Creek) et Campbell en remplacement de MM. Schellenberger, Knowles (Norfolk-Haldimand), Hargrave et Ethier sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Stevens, Mazankowski, MacKay, Hurlburt, McCain, Stewart (Marquette) et Mackasey en remplacement de MM. Whittaker, Hollands, Frank, Clarke (Vancouver Quadra), Alkenbrack, Horner (Battleford-Kindersley) et Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Lajoie et Oberle en remplacement de MM. Pelletier (Sherbrooke) et Dinsdale sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Munro (Esquimalt-Saanich) en remplacement de M. Haliburton sur la liste du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Harney et Grier en remplacement de MM. Peters et Knight sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Loisel en remplacement de M. Guay (Saint-Boniface) sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

M. Marceau en remplacement de M. Danson sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Ethier en remplacement de M. Campbell sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Orlikow, Symes, Ethier, La Salle, O'Sullivan, Kempling, M^{11e} Bégin et M. Orlikow en remplacement de MM. Symes, Orlikow, M^{11e} Bégin, MM. Nowlan, Jarvis, Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo), Stollery et Symes sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

A 10 h. 20 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 18

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 22 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Gillespie, member du Coonseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, des Principes directeurs concernant les entreprises immobilières relatifs à la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. (Document parlementaire n° 292-7/1A).

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. La Salle, appuyé par M. Baker, propose,—Que cette Chambre, tenant compte de la nécessité d'une réforme de notre industrie laitière troublée, exige du

gouvernement qu'il présente immédiatement sa politique en matière de produits laitiers et qu'il annonce de plus une augmentation de deux dollars au prix payé le cent livres de lait.

Après débat, les délibérations relatives à cette motion sont terminées.

A cinq heures de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 19

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 25 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Reynolds, appuyé par M. Baldwin, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-266, Loi interdisant l'importation de produits de l'Union sud-africaine, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. McKinnon, appuyé par M. Munro (Esquimalt-Saanich), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-267, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (nomination des sénateurs), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. McKinnon, appuyé par M. Munro (Esquimalt-Saanich), présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-268, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (durée du mandat des sénateurs), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les huit questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 181—*M. Forrestall*

1. a) Combien d'employés civils travaillaient au ministère de la Défense nationale, b) combien remplissaient des postes de cadres de la catégorie 1 et plus au 31 mars 1973, c) quel était le niveau de traitement pour chaque catégorie à cette date?

2. Combien de fonctionnaires travaillaient dans les ministères suivants au 31 mars 1973 a) Affaires extérieures, b) Santé nationale et Bien-être social, c) Transports?

3. Combien de fonctionnaires de ces ministères remplissaient des postes de cadres de la catégorie 1 et plus ou l'équivalent et quel était le niveau de traitement pour chaque catégorie à cette date? (Document parlementaire n° 292-2/181).

N° 203—*M. Forrestall*

1. Quel est précisément, pour les cinq prochaines années et par type (catégorie opérationnelle), le Programme des dépenses et les projets de construction de navires financés par le ministère des Transports et figurant dans l'additif au budget d'équipement du Programme des transports par eau du ministère des Transports en date du 31 décembre 1973 en vue de leur a) utilisation au nord du 60° parallèle, b) au sud du 60° parallèle?

2. En ce qui concerne la réponse à la question n° 2335, pourquoi l'additif au budget en date du 31 décembre 1972 a-t-il été déposé pendant la première session du 29^e Parlement, soit le 9 janvier 1974?

3. Quelle est la nature exacte de l'additif au budget du Ministère en ce qui concerne a) l'exactitude des prévisions de dépenses, b) l'approbation du Conseil du Trésor relative au financement mentionné, c) l'approbation donnée par le Cabinet à ce financement, d) les autres paramètres généraux, notamment la période de planification en cause? (Document parlementaire n° 292-2/203).

N° 207—*M. Forrestall*

1. Quel est le montant des sommes et du taux d'intérêt versés au Compte de pension de retraite de la Fonction publique, chaque trimestre depuis 1965?

2. Pour la même période, quel est le montant des nouveaux placements effectués dans le cadre du compte et les intérêts perçus? (Document parlementaire n° 292-2/207).

N° 224—*M. Stevens*

1. Quels sont le nom et l'adresse des sociétés figurant sur la liste actuelle de sociétés d'experts-conseils admissibles à fournir des services professionnels à l'Agence canadienne de développement international?

2. Depuis 1968, a) quels sont le nom et l'adresse des sociétés radiées de la liste, b) quels sont les noms ajoutés à la liste actuelle?

3. En ce qui concerne chacune des sociétés d'experts-conseils a) figurant sur la liste actuelle de l'ACDI et b) radiées de cette liste actuelle, quel est le total des sommes versées à chacune de ces sociétés pour services rendus à l'ACDI depuis 1968?

4. Pour chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972 et jusqu'à aujourd'hui, quel pourcentage des frais déboursés par l'ACDI dans le cadre des projets d'immobilisations en cours ou en perspective représente les sommes versées pour les services professionnels de l'extérieur rendus répartis entre les experts-conseils, les architectes, les ingénieurs, les entrepreneurs, les avocats, les directeurs de projets et les autres professionnels? (Document parlementaire n° 292-2/224).

N° 297—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le Conseil du Trésor a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjudgés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/297).

N° 349—*M. Clark (Rocky Mountain)*

1. Pour chacune des dix dernières années, combien de candidats heureux à des bourses d'études ou à d'autres formes d'aide a) du Conseil national des recherches,

b) du Conseil des Arts du Canada, avaient le statut d'immigrant reçu au moment de leur demande?

2. a) Combien de ces candidats heureux ne sont pas par la suite devenus citoyens canadiens, b) combien a-t-on versé, en dollars, sous forme de bourses d'études ou d'autre aide, pendant les dix dernières années, à des candidats heureux possédant le statut d'immigrant reçu mais qui ne sont pas devenus citoyens canadiens par la suite? (Document parlementaire n° 292-2/349).

N° 374—*M. Rodriguez*

1. Quelles sont les sociétés qui ont reçu des subventions dans le cadre du Programme de remise des droits de douane aux fabricants de véhicules automobiles (MVM), durant chacune des années financières depuis la mise en marche du Programme jusqu'à ce jour et quels ont été les montants remis dans chaque cas?

2. Quelles sont les sociétés qui ont reçu des subventions ou des remises de taxes et de droits sur les pièces de véhicules automobiles importées au Canada durant chacune des années financières, de 1961-1962 à 1973-1974 à ce jour, et quels ont été les montants versés et les programmes appliqués dans chaque cas? (Document parlementaire n° 292-2/374).

*N° 375—*M. Orlikow*

1. Qui sont les membres du Groupe consultatif de la rémunération du personnel de direction dans la Fonction publique qui s'occupent des traitements des hauts fonctionnaires, et quels sont les antécédents et les aptitudes de chacun?

2. Quel soutien le Comité a-t-il reçu éventuellement en matière de personnel?

3. Combien de fois le Comité s'est-il réuni avant de présenter son rapport au gouvernement?

4. Le Comité avait-il fait préparer des études comparées des salaires accordés aux hauts fonctionnaires et aux cadres du secteur privé?

5. Le Comité avait-il fait préparer des études relatives aux salaires accordés aux cadres du secteur privé et a-t-on fourni ces renseignements au gouvernement?

6. Le Comité de gestion des hauts fonctionnaires a-t-il fait des recommandations au Comité? (Document parlementaire n° 292-2/375).

M. Foster, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Woolliams, appuyé par M. Hales, propose,— Que la Chambre examine maintenant le dossier, les objectifs et les programmes du département d'État chargé des Affaires urbaines à la lumière des besoins urgents des centres urbains au Canada.

Après débat, les délibérations relatives à cette motion sont terminées.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Broadbent en remplacement de M. Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Gendron en remplacement de M. Corbin sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Munro (Esquimalt-Saanich) et Morgan en remplacement de MM. Thomas (Moncton) et Scott sur la liste des membres du Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

MM. Clark (Rocky Mountain), Ritchie, Nielsen et Baker en remplacement de MM. McKinley, Mazankowski, MacKay et Stewart (Marquette) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Danforth en remplacement de M. Schumacher sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Prud'homme en remplacement de M. Fox sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Roy (Laval), Caccia et Breau en remplacement de MM. Mackasey, Guay (Saint-Boniface) et Demers sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Stollery et Caccia en remplacement de MM. Clermont et Marceau sur la liste des membres du Comité permanent des bills privés en général et du Règlement.

M. Morgan en remplacement de M. Clark (Rocky Mountain) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Basford, membre du Conseil privé de la Reine, — Rapport (en français et en anglais) de la Société centrale d'hypothèques et de logement ainsi que les états financiers pour l'année terminée le 31 décembre 1973, conformément à l'article 33(3) de la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement, chapitre C-16, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/108).

Par M. Lang, membre du Conseil privé de la Reine, — Rapport (en français et en anglais) sur les activités de la Commission de révision de l'impôt, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 17 de la Loi sur la Commission de révision de l'impôt, chapitre 11, Statuts du Canada, 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/297).

A 10 h. 20 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 20

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 26 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Duquet, du Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, présente le premier rapport dudit Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 14 mars 1974, le Comité a étudié le Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce Bill (*fascicule n° 1*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 2 aux Journaux.*)

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération des travaux des subsides.

En conformité des dispositions de l'article 58 du Règlement, M. Woolliams, appuyé par M. Hales, propose,— Que la Chambre rejette le Programme de projets témoins urbains de \$100 millions le considérant comme une manœuvre de diversion totalement inefficace pour résoudre la crise actuelle du logement, et qu'elle déclare

en conséquence qu'elle n'a pas confiance dans le gouvernement.

Il s'élève un débat;

Ce jour étant le septième et dernier jour prévu pour la période se terminant le 26 mars 1974, à 9 h. 45 du soir, M. l'Orateur interrompt les délibérations suivant les dispositions du paragraphe (10) de l'article 58 du Règlement.

La motion, mise aux voix, est rejetée, par le vote suivant:

(Vote n° 4)

POUR

Messieurs

Alexander
Alkenbrack
Andre
Arrol
Atkey
Baker
Baldwin
Balfour
Bawden
Beattie
(Hamilton
Mountain)

Beatty
(Wellington-
Grey-Dufferin-
Waterloo)
Bell
Clark
(Rocky Mountain)
Clarke
(Vancouver
Quadra)
Cossitt
Danforth

Darling
Dick
Dinsdale
Ellis
Epp
Fairweather
Fortin
Frank
Fraser
Gillies
Godin
Graftey

Hales	La Salle	Neil	Smith	Symes	Turner
Haliburton	Latulippe	(Moose Jaw)	(Saint-Jean)	Tétrault	(Ottawa-
Hamilton	Lawrence	Nielsen	Stanbury	Thomas	Carleton)
(Qu'Appelle-	Lundrigan	O'Connor	Stewart	(Maison-	Walker
Moose Mountain)	MacDonald	O'Sullivan	(Okanagan-	neuve-Rosemont)	Watson
Hamilton	(Egmont)	Paproski	Kootenay)	Trudeau	Whelan
(Swift Current-	MacDonald (M ^{11e})	Patterson	Stewart	Trudel	Whicher
Maple Creek)	(Kingston and	Reilly	(Cochrane)	Turner	Yanakis—140.
Hargrave	et les Îles)	Ritchie	Stollery	(London-Est)	
Hees	MacKay	Roche			
Hellyer	MacLean	Rodriguez			
Higson	Macquarrie	Rynard			
Hollands	Madill	Schellenberger			
Holmes	Marshall	Schumacher			
Horner	Masniuk	Scott			
(Battleford-	Mazankowski	Stackhouse			
Kindersley)	McCain	Stanfield			
Howie	McCleave	Stevens			
Hueglin	McGrath	Stewart			
Hurlburt	McKenzie	(Marquette)			
Jarvis	McKinley	Thomas			
Jelinek	McKinnon	(Moncton)			
Kempling	Mitges	Towers			
Knowles	Morgan	Wagner			
(Norfolk-	Munro	Whittaker			
Haldimand)	(Esquimalt-	Wise			
Korchinski	Saanich)	Wooliams			
Lambert	Murta	Yewchuk—96.			
(Edmonton-Ouest)					

CONTRE

Messieurs

Allard	Fox	Macdonald
Allmand	Gauthier	(Rosedale)
Andras	(Ottawa-Vanier)	MacEachen
Barnett	Gendron	MacGuigan
Basford	Gilbert	MacInnis (M ^{me})
Beaudoin	Gillespie	Marceau
Béchar	Goyer	Marchand
Bégin (M ^{11e})	Gray	(Kamloops-
Benjamin	Grier	Cariboo)
Blackburn	Guay	Matte
Blaker	(Saint-Boniface)	McRae
Blouin	Guay (Lévis)	Morin (M ^{me})
Boisvert	Guilbault	Munro
Boulangier	Haidasz	(Hamilton-Est)
Breau	Harding	Neale
Brewin	Harney	(Vancouver-Est)
Broadbent	Herbert	Nelson
Buchanan	Hopkins	Nesdoly
Caccia	Howard	Nystrom
Cafik	Isabelle	Olaussen
Campbell	Jamieson	Olivier
Caouette	Jerome	Orlikow
(Charlevoix)	Knight	Ouellet
Caron	Knowles	Pelletier
Chrétien	(Winnipeg-	(Hochelaga)
Clermont	Nord-Centre)	Pelletier
Comtois	Lachance	(Sherbrooke)
Corbin	Lafamme	Penner
Corriveau	Lajoie	Peters
Côté	Lalonde	Portelance
Cullen	Lambert	Poulin
Cyr	(Bellechasse)	Prud'homme
Danson	Lang	Railton
Davis	Langlois	Reid
De Bané	Laniel	Richardson
Demers	Leblanc	Rompkey
Dionne	(Laurier)	Rondeau
Douglas	LeBlanc	Rooney
Drury	(Westmorland-	Rose
Dubé	Kent)	Rowland
Dupont	Lefebvre	Roy
Dupras	Leggatt	(Timmins)
Duquet	Lessard	Roy
Ethier	L'Heureux	(Laval)
Faulkner	Loiselle	Saltsman
Firth	MacDonald	Sauvé (M ^{me})
Fleming	(Cardigan)	Sharp
Foster		

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que le Budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, déposé à la Chambre le 7 mars 1974 soit agréé.

Un rappel au Règlement est soulevé par l'honorable député du Yukon (M. Nielsen) relativement à l'à-propos d'inclure le crédit 25b concernant la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires dans le Budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: S'il n'y a plus d'argument pour ou contre le point soulevé par l'honorable député du Yukon (M. Nielsen), je suis prêt à rendre une décision. L'honorable député du Yukon a proposé l'année dernière un argument semblable lors de l'étude des subsides. A cette occasion, son argument se rapportait à des crédits d'un dollar. L'honorable député s'en souviendra puisqu'il a cité en partie une décision par laquelle je convenais avec lui que les crédits d'un dollar auxquels il faisait alors allusion étaient, à mon avis, des crédits législatifs et, par conséquent, ne pouvaient pas être présentés à la Chambre.

Je dois dire à l'honorable député que la situation n'est pas aussi claire dans mon esprit, aujourd'hui, qu'elle ne l'était la dernière fois, ou qu'elle semblait l'être à l'honorable député. Je conviens avec lui que le Parlement ne saurait légiférer par des crédits, mais si je considère ce crédit en particulier, je ne vois pas quelle loi il est censé modifier ou comment il essaie d'établir un principe législatif, ou de légiférer, pour m'exprimer plus simplement.

J'aimerais que d'autres honorables députés appuient l'honorable député pour l'aider à établir qu'il s'agit là d'un crédit législatif. Mais il me serait très difficile de convenir avec lui qu'il s'agit de prime abord, de rien d'autre qu'un article du Budget. L'honorable député pense peut-être répliquer qu'il pourrait s'agir d'un Budget principal plutôt que d'un Budget supplémentaire. Ce ne serait peut-être pas la bonne façon de procéder s'il s'agissait d'un Budget principal plutôt que d'un Budget supplémentaire, mais je ne peux en conclure qu'il s'agit d'un article législatif et je ne peux donc soumettre la question à la Chambre.

J'en serais venu à une autre conclusion si l'honorable député avait pu me convaincre qu'il avait raison, mais en toute justice envers la Chambre, je ne pense pas que je

puisse être d'accord avec l'affirmation de l'honorable député.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que le Budget supplémentaire (B) pour l'année financière se terminant le 31 mars 1974, déposé à la Chambre le 7 mars 1974, soit agréé.

La motion, mise aux voix, est agréée.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que le Bill C-15, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1974, soit maintenant lu une première fois et imprimé.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu une première fois et l'impression en est ordonnée.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ledit bill est lu une deuxième fois, étudié en Comité plénier, rapporté sans amendement et agréé à l'étape du rapport.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que ledit bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le bill est lu une troisième fois et adopté.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que les crédits provisoires soient adoptés, à savoir:

Qu'une somme n'excédant pas \$3,138,241,654.50, soit l'ensemble

a) des trois douzièmes du total de tous les postes énoncés au budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1975, présenté à la Chambre des communes au cours de la présente session \$2,938,230,154.50;

b) des huit douzièmes du montant total du poste 25, Finances, et du poste L20, Industrie et Commerce, énoncés à l'Annexe A, \$19,731,333.33;

c) des six douzièmes du montant total du poste 40, Transports, et du poste 10, conseil du Trésor, énoncés à l'annexe B, \$29,287,000;

d) des cinq douzièmes du montant total du poste L105, Transports, énoncés à l'annexe C, \$5,625,000;

e) des quatre douzièmes du montant total du poste 20, Affaires extérieures, et du poste 10, Affaires urbaines, énoncés à l'annexe D, \$47,880,000;

f) des trois douzièmes du montant total du poste 25, Énergie, Mines et Ressources, du poste 15, Environnement, et des postes 35, 45 et 80, Transports, énoncés à l'annexe E, \$31,388,500;

g) des deux douzièmes du montant total du poste 10, Finances, du poste 50, Secrétariat d'État, et du poste 5, conseil du Trésor, énoncés à l'annexe F, \$36,462,000;

h) du douzième du montant total du poste 30, Consommation et Corporations, des postes L75 et 90, Affaires indiennes et Nord canadien, du poste 10, Main-d'œuvre et Immigration, du poste 65, Santé nationale et Bien-être social, du poste 65, Secrétariat d'État, des postes 1 et 10, Approvisionnements et Services, et des postes 60, 85 et 110, Transports, énoncés à l'annexe G, \$29,637,666.67;

soit accordée à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

La motion, mise aux voix, est agréée.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que le Bill C-16, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1975, soit maintenant lu une première fois et imprimé.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le bill est lu une première fois et l'impression en est ordonnée.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le bill est lu une deuxième fois, étudié en Comité plénier, rapporté sans amendement et agréé à l'étape du rapport.

M. Drury, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que le bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

La motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le bill est lu une troisième fois et adopté.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Hargrave, Horner (Crowfoot) et Whittaker en remplacement de MM. Hurlburt, Horner (Battleford-Kindersley) et Ritchie sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. McRae, Schumacher, Ritchie et Hueglin en remplacement de MM. Loisel, Fraser, Nielsen et Ellis sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Dinsdale en remplacement de M. Oberle sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Hales en remplacement de M. Bawden sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Hueglin et Rynard en remplacement de MM. Rynard et Hueglin sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Laflamme en remplacement de M. Prud'homme sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Haliburton en remplacement de M. Crouse sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Hueglin, Haliburton et Whittaker en remplacement de MM. McCain, MacLean et Crouse sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Rompkey et Gendron en remplacement de MM. Buchanan et Railton sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Danson en remplacement de M. Railton sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Ellis en remplacement de M. Hueglin sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Demers et Caccia en remplacement de MM. Breaux et Guay (Saint-Boniface) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Ritchie et Leblanc (Laurier) en remplacement de MM. Forrestall et Lachance sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

MM. Comtois et Trudel en remplacement de MM. Cyr et Pelletier (Sherbrooke) sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Pelletier (Sherbrooke) en remplacement de M. Watson sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Andras, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Direction des rentes sur l'État, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 16 de la Loi relative aux rentes sur l'État, chapitre G-6, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/57).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du surintendant des assurances du Canada, Volume III, États annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuels, pour l'année terminée le 31 décembre 1972, conformément à l'article 8 de la Loi sur le département des assurances, chapitre I-17, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/167).

A 10 h. 50 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 21

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 27 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les huit questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 81—*M. Cossitt*

1. Quels sont les articles facultatifs de la Cadillac du Premier ministre et quel est le prix de chacun?
2. Quel est le prix brut du véhicule avant d'y ajouter les suppléments?
3. Quelle distance en milles indique l'odomètre du véhicule le jour même où on répond à cette question et quelle est cette date?
4. Combien a-t-on acheté de gallons d'essence pour ce véhicule depuis son acquisition? (Document parlementaire n° 292-2/81).

N° 134—*M. Laprise*

1. Depuis le début du Programme Nouveaux-Horizons, a) quel sont le nom et le numéro de chaque projet de la circonscription électorale d'Abitibi, b) quels sont ceux qui ont été acceptés, c) à quelle date, d) pour quel montant chacun?
2. Quelles sont les raisons du refus des autres projets? (Document parlementaire n° 292-2/134).

N° 223—*M. Stevens*

1. Quelles sont, depuis sa création, les sommes que le ministère de l'Expansion économique régionale a versées aux journaux et aux sociétés qui les contrôlent?
2. Quels sont les journaux qui ont reçu ces subventions a) directement, b) indirectement et à combien s'élevaient-elles? (Document parlementaire n° 292-2/223).

N° 275—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère des Affaires extérieures a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?
2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?
3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/275).

N° 281—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère du Travail a-t-il consacrée annuellement à des contrats

adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/281).

N° 361—*M^{lle} MacDonald* (Kingston et les Îles)

1. Quelle somme d'argent le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a-t-il affecté à la construction d'une école sur la réserve des Indiens Tobiques?

2. Y a-t-il eu des consultations avec les Indiens de Maliseet afin d'assurer qu'ils approuvent les plans et la construction de l'école proposée, conformément à la nouvelle politique du gouvernement préconisant le contrôle par les Indiens de leur propre éducation?

3. a) A quelles dates ce genre de consultations a-t-il eu lieu, b) qui y a pris part au nom (i) du ministère (ii) de la bande des Indiens Tobiques?

4. A-t-on choisi un architecte et, dans l'affirmative, quel est son nom?

5. Les plans de l'école de la réserve sont-ils terminés?

6. a) Les Indiens Maliseet ont-ils fait des recommandations qui ne sont pas encore incluses dans les plans de l'école, b) le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et l'architecte sont-ils en train d'étudier ces propositions et, dans la négative, pour quelle raison?

7. Le contrat rédigé par le ministère et l'architecte à l'éducation des Indiens à l'école comprend-il un article précisant qu'il devra y avoir des consultations avec la bande des Indiens Tobiques?

8. a) Quelles années comprendra l'école de la réserve des Indiens Tobiques, b) a-t-on pris cette décision en consultation avec le Conseil de la bande?

9. a) Le ministère avait-il antérieurement conçu un plan directeur, relativement à l'éducation des Indiens de cette réserve, conjointement avec le système des écoles publiques de Perth-Andover, b) à partir de quelle année ces Indiens devront-ils transférer au système des écoles publiques de Perth-Andover en vue de poursuivre leurs études une fois l'école de la réserve des Indiens Tobiques sera construite; c) quelle somme le gouvernement contribue-t-il à l'extension de l'école secondaire publique de Perth-Andover en vue des cours commerciaux et de métiers?

10. a) Que signifie l'expression «capitiaux d'amorçage» à l'éducation des Indiens aux ententes entre le ministère et les bandes indiennes désirant construire des écoles sur les réserves, b) les capitaux d'amorçage seront-ils utilisés en tant que frais de premier établissement ou en tant que frais de fonctionnement et d'entretien, c) la bande indienne concernée peut-elle faire une demande de capitaux d'amorçage?

11. a) A combien ce chiffrent les capitaux d'amorçage du contrat de l'école de la bande des Indiens Tobiques, b) quelle partie des capitaux d'amorçage (en dollars) affectée à l'école de la bande des Indiens Tobiques sera destinée (i) aux honoraires de l'architecte (ii) à la consultation avec les Indiens (iii) à l'étude préliminaire

des Indiens Maliseet à l'éducation des Indiens à une école?

12. La balance inutilisée sera-t-elle ajoutée aux fonds du Conseil de la bande des Indiens Tobiques ou sera-t-elle retournée au ministère? (Document parlementaire n° 292-2/361).

N° 366—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1971-1972 et 1972-1973, combien le ministère de l'Expansion économique régionale a-t-il dépensé en tout: a) à l'étranger, b) au Canada, c) dans chacune des dix provinces, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest?

2. a) Au 31 mars 1973, quel était l'effectif global du ministère de l'Expansion économique régionale, b) combien de ces employés sont considérés comme relevant du bureau principal et travaillent (i) du côté québécois de la Capitale nationale (ii) du côté ontarien de la Capitale nationale, c) combien d'employés le ministère a-t-il dans chacune des dix provinces, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest? (Document parlementaire n° 292-2/366).

N° 416—*M. Mazankowski*

1. Depuis l'année 1919 inclusivement, de combien de conventions, d'ententes et de traités internationaux le Canada a-t-il été signataires?

2. Combien de ces conventions, ententes et traités internationaux a) le Canada a-t-il ratifiés, b) ont été adoptés par une résolution des deux Chambres du Parlement, c) sont entrés en vigueur au Canada et devant la cour par l'adoption d'une loi du Parlement?

3. Les tribunaux du Canada interprètent-ils les conventions, les ententes et les traités internationaux qui n'ont pas acquis force de loi, en vertu d'une loi du Parlement et, dans l'affirmative, a) quels tribunaux, b) en vertu de quelle autorité?

4. Comment applique-t-on un traité, une convention ou une entente entre le Canada et tout autre État ou groupe d'États, que seul le Canada a signé et qui a été ratifié par une résolution des deux Chambres du Parlement?

5. Comment applique-t-on le traité de Chicago de 1944, en vertu duquel les Nations Unies ont établi l'OACI à Montréal?

6. Au cours de la visite royale de 1973, Sa Majesté la Reine a-t-elle déclaré: «Soyez assuré que mon gouvernement du Canada reconnaît l'importance de se conformer entièrement à l'esprit et à la lettre de vos traités». (Document parlementaire n° 292-2/416).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen.—Que le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le débat se poursuit;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Nelson et Mather en remplacement de MM. Harney et Grier sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Wise en remplacement de M. Danforth sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Fox en remplacement de M. Laflamme sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Roy (Laval) en remplacement de M. Dupont sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

MM. Hales, Schumacher et Darling en remplacement de MM. Nielsen, Baker et McGrath sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. McKenzie en remplacement de M. Blenkarn sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. McKinnon en remplacement de M. McCain sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Goyer, membre du conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) du Séquestre des biens ennemis, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 3 de la Loi sur le commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires), chapitre 24, Statuts du Canada, 1947. (Document parlementaire n° 292-1/118).

Par M. Gray, membre du conseil privé de la Reine, —Copies (en français et en anglais) de la liste des commissions délivrées durant l'année civile 1973, conformément à l'article 4 de la Loi sur les fonctionnaires publics, chapitre P-30, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/413).

Par M. Macdonald (Rosedale), membre du conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 5 de la Loi sur le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, chapitre E-6, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/9).

Par M. Marchand (Langelier), membre du conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) de la Commission canadienne des transports, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 28(2) de la Loi nationale sur les transports, chapitre N-17, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/105).

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 22

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 28 MARS 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. MacDonald (Cardigan), appuyé par M. Dubé, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à plus tard aujourd'hui.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants de façon à porter du 31 mars 1974 au 31 mars 1975 la date limite jusqu'à laquelle le Directeur des terres destinées aux anciens combattants peut accepter des demandes de vente, d'avance, de prêt ou d'octroi en vertu des Parties I, II et III de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, de la part des anciens combattants qui ne sont pas liés au Directeur par un contrat en vigueur le jour de la réception des demandes.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des affaires des anciens combattants du Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

M. MacDonald (Cardigan), appuyé par M. Dubé, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des affaires des anciens combattants.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et du consentement unanime, déferé à un Comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en Comité.

A cinq heures de l'après-midi, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un télex du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à l'industrie pétrolière, relativement au prix du pétrole canadien, en date du 28 mars 1974. (Document parlementaire n° 292-7/4).

M. Macdonald (Rosedale), dépose sur la Table,—Avis de motion des voies et moyens concernant l'exportation du pétrole du Canada. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/310).

En conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 60 du Règlement, M. Macdonald (Rosedale), désigne le vendredi 29 mars 1974 pour l'étude d'une motion des voies et moyens déposée sur la Table plus tôt aujourd'hui.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills privés)

Le Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique, rapporté sans amendement par le Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, est agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des transports et des communications du Bill C-102, Loi prévoyant la création de comités consultatifs d'aménagement d'aéroports ruraux.

M. Howard, appuyé par M. Peters, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des transports et des communications.

Il s'élève un débat;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté les bills suivants:

Bill C-15, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1974;

Bill C-16, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

le 28 mars 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que le Très honorable Bora Laskin, C.P., Juge en Chef du Canada, en sa qualité de suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 28 mars

1974, 5 h. 45 de l'après-midi afin de donner la sanction royale à certains projets de loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire administratif du Gouverneur général,
ANDRÉ GARNEAU

L'honorable

Le Président de la Chambre des communes

Un message est reçu du Très honorable Bora Laskin, C.P., juge en Chef du Canada, en sa qualité de suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait connaître qu'il s'est adressé au Très honorable suppléant de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

«Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au Gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

«Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur les bills suivants:

«Bill C-15, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1974.

«Bill C-16, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1975.

«Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner.»

Sur ce, le greffier du Sénat, d'ordre du suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, s'est ainsi exprimé:

«Au nom de Sa Majesté, le Très honorable suppléant de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills.»

Bill C-15, Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits.—Chapitre n° 1.

Bill C-16, Loi n° 2 de 1974 portant affectation de crédits.—Chapitre n° 2.

La Chambre reprend l'étude en Comité plénier du Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, qui est rapporté avec un amendement et agréé, tel que modifié, à l'étape du rapport.

M. MacDonald (Cardigan), appuyé par M. Lalonde, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Après débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une troisième fois et adopté.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, la motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Knight, Grier, Clarke (Vancouver Quadra), Roy (Timmins) et Breau en remplacement de MM. Nelson, Mather, Schumacher, Béchard et Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Howard, Orlikow et Ritchie en remplacement de MM. Firth, Howard et Masniuk sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Hurlburt et Horner (Battleford-Kindersley) en remplacement de MM. McCain et Horner (Crowfoot) sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Patterson en remplacement de M. Fraser sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

M. Corriveau en remplacement de M. Guay (Saint-Boniface) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. Fleming, MacLean et Pelletier (Sherbrooke) en remplacement de MM. Hopkins, Whittaker et Comtois sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Balfour en remplacement de M. Schumacher sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Barnett et Roche en remplacement de MM. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) et MacDonald (Egmont) sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

M. Orlikow en remplacement de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Hamilton (Swift Current-Maple Creek) en remplacement de M. Muir sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Howard en remplacement de M. Leggatt sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Grier, McKenzie, Clarke (Vancouver Quadra), Morgan, Balfour, Caron, Smith (Saint-Jean), Buchanan et Arrol en remplacement de MM. Nystrom, Blenkarn, Gillies, Hales, Lambert (Edmonton-Ouest), Breau, Buchanan, Smith (Saint-Jean) et Balfour sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Baker en remplacement de M. Roche sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

M. Hueglin en remplacement de M. Macquarrie sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Hopkins et La Salle en remplacement de M. Blais et Haliburton sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Lambert (Edmonton-Ouest) et Gillies en remplacement de MM. Arrol et Clarke (Vancouver Quadra) sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Trudel et Railton en remplacement de MM. Rompkey et Gendron sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Dupont en remplacement de M. Hopkins sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies d'un accord entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Lac La Biche (Alberta), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/266C).

Par M. Allmand,—Copies d'accords entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Carberry, Dauphin, Gimli, Killarney, Roblin, Selkirk, Souris, Swan River (Manitoba), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/270B).

Par M. Chrétien, membre du Conseil privé de la Reine,—Budget d'établissement de la Commission d'énergie du Nord canadien pour l'année financière se terminant le

31 mars 1975, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970, ainsi que copie de l'arrêté en conseil C.P. 1974-596, en date du 14 mars 1974, approuvant ledit budget. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/198).

Par M. Drury, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Loi sur la pension du service public pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément aux articles 36 et 49 de cette Loi, chapitre P-36, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/220).

Par M. Drury,—Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 11 de cette Loi, chapitre 43, (1^{er} Supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/366).

Par M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine,—Copie (en anglais) du budget d'établissement de l'Énergie atomique du Canada, Limitée pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970, et copies (en français et en anglais) de l'arrêté en conseil C.P. 1974-506, en date du 8 mars 1974, approuvant ce budget. (Document parlementaire n° 292-1/63).

Par M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) concernant les exemptions autorisées par le ministre des Transports, aux termes des articles 109, 110, 132 et 133 de la Loi sur la marine marchande du Canada, dans les cas où l'on n'a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés, au cours de l'année civile 1973, conformément à l'article 134(2) de cette Loi, chapitre S-9, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/239).

Par M. Marchand (Langelier),—Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi dérogatoire sur les conférences maritimes, pour l'année terminée le 31 décembre 1973, conformément à l'article 12 de cette Loi, chapitre 39 (1^{er} Supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/367).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et de la Loi sur l'Association internationale de développement, pour l'année civile 1973, conformément aux articles 7 et 5 des Lois susmentionnées, chapitre B-9 et I-21 respectivement, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/74).

A 10 h. 28 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 23

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 29 MARS 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Rapport provisoire, en français et en anglais, sur les mesures fiscales relatives aux sociétés, par le Comité d'études des mesures fiscales, en date de mars 1974. (Document parlementaire n° 292-4/67).

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) appuyé par M. Douglas, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-269, Loi modifiant la Loi sur les chemins de fer (billets de demi-tarif pour les personnes âgées), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération de la motion des voies et moyens concernant l'exportation du pétrole du Canada (document parlementaire n° 292-1/310), dont avis a été déposé sur la Table, le jeudi 28 mars 1974.

M. Dubé, au nom de M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. Sharp, propose,—Que cette motion soit maintenant agréée.

La motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le débat se poursuit;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

M. Godin, appuyé par M. Latulippe, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité d'accorder un dégrèvement d'impôt sur le revenu équivalant au montant payé en intérêt sur l'hypothèque d'une maison familiale et au montant des taxes municipales et scolaires, le tout jusqu'à concurrence de \$1,000 par année. (Avis de motion n° 2).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65 (4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Crouse et McCain en remplacement de MM. Hueglin et Haliburton sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Crouse en remplacement de M. Haliburton sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

M. Guay (Saint-Boniface) en remplacement de M. Corriveau sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) de la Société d'assurance-dépôts du Canada, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 46 de la Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada, chapitre C-3, S.R.C., 1970, ainsi que les comptes et les états financiers. (Document parlementaire n° 292-1/78).

A cinq heures de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 24

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 1^{er} AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Hees, appuyé par M. Kempling, il est résolu,—Que, à l'occasion du cinquantième anniversaire de fondation de l'Aviation royale canadienne, tous les députés de cette Chambre se joignent pour présenter leurs hommages et leurs félicitations aux membres anciens et présents de ce service pour leur contribution à faire de l'aviation une force inégalée dans le monde et, ce faisant, ont fait rejaillir l'honneur et la gloire sur eux-mêmes ainsi que sur leur patrie.

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un rapport préliminaire intitulé: «Investissements privés et publics au Canada—1974». (Document parlementaire n° 292-1/213).

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les six questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 25—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)

1. Combien de membres retraités de la Gendarmerie royale du Canada touchent une pension, y compris leur

pension de base et tout supplément, dans les limites ci-après: a) moins de \$20 par mois, b) \$20 à \$29.99 par mois, c) \$3 à \$39.99 par mois, d) \$40 à \$49.99 par mois, e) \$50 à \$59.99 par mois, f) \$60 à 69.99 par mois, g) \$70 à \$79.99 par mois, h) \$80 à \$89.99 par mois, i) \$90 à \$99.99 par mois, j) \$100 à \$149.99 par mois, k) \$150 à \$199.99 par mois, l) \$200 à \$249.99 par mois, m) \$250 à \$299.99 par mois, n) \$300 par mois et plus?

2. Combien de veuves de membres de la GRC ou de membres retraités de la GRC touchent une pension, y compris leur pension de base et tout supplément, dans chacune des limites indiquées dans la question ci-dessus?

3. Quel est le nombre de membres retraités de la GRC et quel est le nombre de veuves de membres de la GRC, ou de membres retraités de la GRC, qui résident actuellement dans chaque province?

4. A l'égard de combien d'orphelins de membres de la GRC, paie-t-on des pensions et quel en est le montant moyen? (Document parlementaire n° 292-2/25).

N° 29—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)

1. De 1959 à 1973 inclusivement, a) combien de membres des Forces armées canadiennes, par année, ont commencé à toucher des prestations de retraite en vertu de

la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, b) combien de veuves, par année, ont commencé à toucher des prestations en vertu de cette même loi?

2. De 1959 à 1973 inclusivement, a) combien de membres des Forces armées canadiennes, par année, b) combien de veuves de membres des Forces armées canadiennes, par année, ont cessé de toucher des prestations en vertu de la Loi sur la pension de retraite des Forces armées par suite du décès du prestataire?

3. De 1946 à 1973 inclusivement, combien de membres du personnel des Forces armées ont participé au régime de pensions ou au compte des annuités aux termes de l'ancienne partie V ou aux termes de la présente Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes? (Document parlementaire n° 292-2/29).

N° 100—*M. Cossitt*

1. Quels sont le nom et l'adresse de chacune des agences de publicité dont s'est servi le ministère de la Consommation et des Corporations depuis l'entrée en fonction du ministre actuel?

2. a) Quels montants en contrats de publicité ont été accordés à de tels organismes pendant ce laps de temps, à quelles dates ces contrats ont-ils été accordés et dans chaque cas, a-t-on procédé par soumission ou par toute autre forme d'adjudication et, dans la négative, qui a autorisé dans chaque cas la dépense des deniers publics sans soumission ni adjudication, b) dans chaque cas, quel était l'objet général du contrat de publicité?

3. Quels sont le nom et l'adresse de chacune des agences de publicité dont s'est servi le ministère de la Consommation et des Corporations pendant le mandat du prédécesseur du ministre actuel et, si une de ces agences n'a pas été utilisée depuis le changement de ministres, pourquoi et qui en a décidé ainsi? (Document parlementaire n° 292-2/100).

N° 11—*M. McKinnon*

De 1960 à 1973, a) quel a été le budget annuel de l'Office national du film, b) quelles ont été ses recettes annuelles provenant de ventes, c) combien d'employés l'Office a-t-il eu chaque année et, parmi ceux-ci, combien travaillaient à la division des ventes? (Document parlementaire n° 292-2/110).

N° 261—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère des Approvisionnements et Services a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/261).

N° 286—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère des

Postes a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/286).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Après plus ample débat, la motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, le bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il est donné lecture de l'ordre relatif à l'étude, à l'étape du rapport du Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débetures qu'émettra Air Canada, rapporté avec des amendements par le Comité permanent des transports et des communications.

M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley, propose,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débetures qu'émettra Air Canada, en retranchant le montant «\$225,500,000» aux lignes 4, 5 et 18 de la page 2 et en le remplaçant par «\$211,021,000» et en retranchant les lignes 14 et 15 de la page 2.

M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley, propose,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin

1974, ainsi que la garantie par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 23 de la page 2 et en la remplaçant par ce qui suit:

«des embranchements, mais excluant tout montant à l'égard d'hôtels ou de La Tour CN Ltée, en l'année civile».

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

M. Whittaker, appuyé par M. Towers, propose.—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement étudie la possibilité d'apporter une modification à la Loi sur la sécurité de la vieillesse afin d'assurer qu'en ce qui concerne les anciens combattants canadiens qui comptent des années de service outre-mer, ce service entre en ligne de compte aux fins de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, comme s'ils avaient séjourné au Canada, qu'ils aient ou non résidé en tout temps au Canada après leur licenciement.—(Avis de motion n° 3).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

L'étude reprend à l'étape du rapport du Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, rapporté avec des amendements par le Comité permanent des transports et des communications.

Le débat reprend sur la motion de M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant le montant «\$225,500,000» aux lignes 4, 5 et 18 de la page 2 et en le remplaçant par «\$211,021,000» et en retranchant les lignes 14 et 15 de la page 2.

Et sur la motion de M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la

prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 23 de la page 2 et en la remplaçant par ce qui suit:

«des embranchements, mais excluant tout montant à l'égard d'hôtels ou de La Tour CN Ltée) en l'année civile».

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Hopkins en remplacement de M. Fleming sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Bécharde et Roy (Laval) en remplacement de MM. Roy (Timmins) et Breau sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Stollery en remplacement de M. Ethier sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Lachance en remplacement de M. Leblanc (Laurier) sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Breau en remplacement de M. Caron sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Balfour et Andre en remplacement de MM. Hurlburt et McKinnon sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Fraser en remplacement de M. Patterson sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

M. Douglas et Symes en remplacement de MM. Knight et Grier sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Saltsman et Nystrom en remplacement de MM. Grier et Broadbent sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Smith (Saint-Jean) en remplacement de M. Langlois sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Andras, membre du Conseil privé de la Reine,— Rapport (en français et en anglais) indiquant tous les permis du ministre délivrés durant l'année civile 1973, conformément au paragraphe (5) de l'article 8 de la Loi sur l'immigration, chapitre I-2, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/158).

Par M. Davis, membre du Conseil privé de la Reine,— Copies (en français et en anglais) du budget des immobilisations de l'Office canadien du poisson salé pour l'année financière terminée le 31 mars 1975 et de l'arrêté en conseil C.P. 1974-591, en date du 14 mars 1974,

approuvant ce budget, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/368A).

Par M. Jamieson, membre du Conseil privé de la Reine,— Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Loi sur les subventions au développement régional pour le mois de janvier 1974, conformément à l'article 16 de cette Loi, chapitre R-3, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/322).

Par M. Whelan, membre du Conseil privé de la Reine,— Rapport (en français et en anglais) de l'Office canadien des provendes pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1973, conformément à l'article 22 de la Loi sur l'aide à l'alimentation des animaux de ferme, chapitre L-9, S.R.C., 1970, y compris les comptes et les états financiers. (Document parlementaire n° 292-1/94).

A 10 h. 21 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 25

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 2 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. l'Orateur dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un extrait du procès-verbal d'une réunion des commissaires de l'Économie interne, tenue le lundi 1^{er} avril 1974, concernant la révision des traitements des employés de la Chambre des communes. (Documents parlementaire n° 292-1/1).

M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-18, Loi imposant des redevances sur les exportations de pétrole brut et de certains produits pétroliers, prévoyant une indemnité au titre de certains coûts d'importation du pétrole et réglémentant le prix du pétrole brut canadien dans le commerce interprovincial et le commerce d'exportation, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure concernant l'administration du commerce interprovincial et le commerce d'exportation et d'importation du pétrole et des produits pétroliers, y compris le contrôle des prix du pétrole ca-

nadien; prévoyant, suivant les modalités prescrites, le versement, par prélèvement sur le Fonds du revenu consolidé, d'une indemnité compensatrice aux importateurs admissibles pour le pétrole brut et les produits pétroliers que définissent les règlements, ainsi que le versement d'une indemnité compensatrice supplémentaire dans les cas particuliers y décrits; et prévoyant des dispositions transitoires de la manière prescrite à l'égard d'indemnités versées à des importateurs admissibles.

Le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, rapporté avec des amendements par le Comité permanent des transports et des communications, est étudié de nouveau à l'étape du rapport.

Sur ce, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974,

ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant le montant «\$225,500,000» aux lignes 4, 5 et 18 de la page 2 et en le remplaçant par «\$211,021,000» et en retranchant les lignes 14 et 15 de la page 2.

Et sur la motion de M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 23 de la page 2 et en la remplaçant par ce qui suit:

«des embranchements, mais excluant tout montant à l'égard d'hôtels ou de La Tour CN Ltée, en l'année civile».

Après plus ample débat, les motions, mises aux voix, sont rejetées, sur division.

Du consentement unanime, la motion numéro (3) inscrite au nom de M. MacKay, ainsi qu'il suit: Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en insérant après la ligne 6 de l'article 7, à la page 5, ce qui suit:

«(3) Un prêt consenti en vertu du paragraphe (1) est soumis à la condition que le premier rapport annuel d'Air Canada établi après la fin de la période indiquée à ce paragraphe, doit comprendre, à l'égard de chacun des administrateurs et cadres d'Air Canada, le montant qui lui a été versé sous forme de salaire, d'autres rémunérations et frais, les modalités de la durée de son mandat et les devoirs de sa charge.»

et par la numérotation des autres paragraphes en conséquence; et

La motion numéro (5) inscrite au nom de M. MacKay, ainsi qu'il suit: Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en insérant après la ligne 15 de la page 7, ce qui suit:

«(2) Un prêt consenti en vertu du paragraphe (1) est soumis à la condition que le premier rapport annuel de la Compagnie du National établi après la fin de la période indiquée à ce paragraphe, doit comprendre, à l'égard de chacun des administrateurs et cadres de la Compagnie du National, le montant qui lui a été versé sous forme de salaire, d'autres rémunérations et frais, les modalités de la durée de son mandat et les devoirs de sa charge.»

et par la numérotation des autres paragraphes en conséquence; et

La motion numéro (6) inscrite au nom de M. MacKay, ainsi qu'il suit: Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 7 de l'article 13 à la page 9 et la remplaçant par ce qui suit:

«de l'année financière 1972 de la».

sont réservées.

M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley, propose,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 45 de la page 5 et en la remplaçant par ce qui suit:

«ne doit pas dépasser \$133,300,000; et».

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques du Bill C-103, Loi concernant la garantie d'approvisionnement en pièces de véhicules automobiles et d'instruments agricoles importés au Canada ou expédiés ou transportés d'une province à une autre.

M. Nesdoly, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

L'étude reprend à l'étape du rapport du Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, rapporté avec des amendements par le Comité permanent des transports et des communications.

Le débat reprend sur la motion de M. Blenkarn, appuyé par M. McKinley,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 45 de la page 5 et en la remplaçant par ce qui suit:

«ne doit pas dépasser \$133,300,000; et».

Après plus ample débat, la motion, mise aux voix, est rejetée, sur division.

M. Blenkarn, au nom de M. MacKay, appuyé par M. McKinley, propose,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en insérant après la ligne 6 de l'article 7, à la page 5, ce qui suit:

«(3) Un prêt consenti en vertu du paragraphe (1) est soumis à la condition que le premier rapport annuel d'Air Canada établi après la fin de la période indiquée à ce paragraphe, doit comprendre, à l'égard de chacun des administrateurs et cadres d'Air Canada, le montant qui lui a été versé sous forme de salaire, d'autres rémunérations et frais, les modalités de la durée de son mandat et les devoirs de sa charge.»

et par la numérotation des autres paragraphes en conséquence.

M. Blenkarn, au nom de M. MacKay, appuyé par M. McKinley, propose,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en insérant après la ligne 15 de la page 7, ce qui suit:

«(2) Un prêt consenti en vertu du paragraphe (1) est soumis à la condition que le premier rapport annuel de la Compagnie du National établi après la fin de la période indiquée à ce paragraphe, doit comprendre, à l'égard de chacun des administrateurs et cadres de la Compagnie du National, le montant qui lui a été versé sous forme de salaire, d'autres rémunérations et frais, les modalités de la durée de son mandat et les devoirs de sa charge.»

et par la numérotation des autres paragraphes en conséquence.

Il s'élève un débat;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR ADJOINT

M. L'ORATEUR ADJOINT: Je remercie l'honorable député de Mississauga (M. Blenkarn) et l'honorable ministre des Finances (M. Turner) de leur apport à la discussion de la question relative au Règlement que la présidence a soulevée hier au sujet de la recevabilité des motions n^{os} 3 et 5.

Ces deux motions rendraient conditionnelles les garanties proposées et introduiraient certaines exigences qui, de l'avis de la présidence, ne seraient pas conformes à l'intention du bill et porteraient sur le contexte et la forme du rapport annuel de la compagnie.

L'honorable député de Mississauga a soutenu que des conditions de cette nature auraient dû figurer dans le bill en premier lieu, qu'elles ne modifient pas la recommandation royale et qu'elles sont des mesures de régie interne. Mais il reste que ces conditions s'éloigneraient beaucoup de la mesure à l'étude telle qu'approuvée par la Chambre lors de la deuxième lecture. Je crois qu'elles sont étrangères à l'intention du bill. Je pourrais peut-être citer le passage suivant de la 18^e édition de May, page 508, paragraphe (1): «Un amendement est irrecevable s'il est étranger à la question en cause, s'il dépasse la portée du bill...»

Voilà pourquoi j'estime que les motions n^{os} 3 et 5, sous la forme qu'elles revêtent à l'étape du rapport, ne sauraient être présentées à la Chambre.

M. Blenkarn, au nom de M. MacKay, appuyé par M. McKinley, propose,—Qu'on modifie le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada, en retranchant la ligne 7 de l'article 13 à la page 9 et la remplaçant par ce qui suit:

«de l'année financière 1972 de la».

Il s'élève un débat;

DÉCISION DE M. L'ORATEUR ADJOINT

M. L'ORATEUR ADJOINT: Je remercie l'honorable député de Mississauga (M. Blenkarn) et l'honorable ministre des Finances (M. Turner) de m'avoir donné leurs avis, lesquels sont précieux pour la présidence.

La présidence doit maintenant voir si son objection était fondée. Il s'agit de savoir si l'on peut amender l'article 13 du bill en biffant les lignes 6 et 7 de la page neuf et en les remplaçant par «l'année financière 1972».

Il est clair, je crois, et tous les honorables députés reconnaissent que le droit existe d'amender des dispositions particulières d'un bill qui portent sur des dépenses prévues afin de les réduire. Les honorables députés ont le droit de le faire, cela me semble indiscutable. Toutefois, je ne crois pas que ce soit là une question que je doive trancher moi-même en ce moment.

Le projet de loi approuvé à l'étape de la deuxième lecture prévoit la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974 et garantir certaines valeurs pour l'obtention de ces fonds. L'amendement de l'honorable député de Central Nova (M. MacKay) défendu par l'honorable député de Mississauga renierait, d'après la présidence, le principe dont s'inspire le bill accepté par la Chambre à l'étape de la deuxième lecture. Je citerai à l'honorable député de Mississauga le paragraphe (5) de la 18^e édition de May à la page 509 où on trouve ce qui suit:

«Un amendement qui équivaut à la négation du bill ou qui prend le contre-pied du principe du bill adopté en deuxième lecture est irrecevable.»

A mon avis, la substitution d'une année quelconque à une autre période de temps rend l'amendement inacceptable et je dois donc déclarer qu'il est irrecevable.

Sur motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Sharp, ce bill est agréé, sur division, à l'étape du rapport.

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Sharp, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Il s'élève un débat;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, ladite motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Breau en remplacement de M. Demers sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Blenkarn, Whicher, Hollands et McCain en remplacement de MM. Ellis, Mackasey, Hurlburt et Mazankowski sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Oberle en remplacement de M. Dinsdale sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Symes, M^{me} Morin et M. Roy (Timmins) en remplacement de MM. Rose, Blaker et Guilbault sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Leblanc (Laurier), McCain et Buchanan en remplacement de MM. Jerome, Munro (Esquimalt-Saanich) et Lachance sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Cyr en remplacement de M. Langlois sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Mackasey en remplacement de M. Whicher sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Blaker en remplacement de M^{me} Morin sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Jerome, Lachance et Munro (Esquimalt-Saanich) en remplacement de MM. Leblanc (Laurier), Buchanan et McCain sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

MM. Mazankowski et Ellis en remplacement de MM. McCain et Hollands sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Yewchuk en remplacement de M. Hurlburt sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Schellenberger en remplacement de M. Hurlburt sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Roy (Timmins), Gendron, M^{me} Morin, MM. Alford et Schumacher en remplacement de MM. Trudel, Cullen, Breau, Tétrault et Bawden sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement, savoir:

Par M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport supplémentaire (en français et en anglais) concernant les exemptions autorisées par le ministre des Transports, aux termes des articles 109, 110, 132 et 133 de la Loi sur la marine marchande du

Canada, dans les cas où l'on n'a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés, au cours de l'année terminée le 31 décembre 1973, conformément à l'article 134(2) de cette Loi, chapitre S-9, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/239A).

A 10 h. 25 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 26

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 3 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Laflamme, du Comité permanent des privilèges et élections, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi le 1^{er} mars 1974, le Comité a étudié le crédit 10—Directeur général des élections sous la rubrique Conseil privé du Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et a convenu d'en faire rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1 et 2*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 3 aux Journaux*).

M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, de la deuxième partie d'un rapport, par M. J. Finkelman, C.R., président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, intitulé «Employeur—Employés—Relations de travail dans la Fonction publique du Canada—Propositions de modification législative». (Document parlementaire n° 292-4/66A).

M. Reilly, appuyé par M. Baker, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-270, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique (décisions arbitrales), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Rose, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-271, Loi modifiant la Loi sur l'intérêt, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 236—*M. Olausson*

1. Quel était le total, en dollars et en pourcentage du montant global des bénéfices après impôt, des dividendes versés par les sociétés canadiennes aux sociétés mères et filiales étrangères ainsi que des bénéfices versés par les filiales non incorporées de sociétés étrangères au Canada, par année, de 1965 à 1972 pour chacun des 37 groupes industriels et selon la taille de l'actif a) inférieur à 1 million de dollars, b) de 1 million de dollars à \$4,999,999,

c) de 5 millions de dollars à \$9,999,999, d) de 10 millions de dollars à \$24,999,999, e) de 25 millions de dollars et plus?

2. Quel était le total des subventions versées chaque année, de 1965 à 1972, aux sociétés étrangères, pour chacun des groupes industriels et selon la taille de l'actif? (Document parlementaire n° 292-2/236).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Sharp.—Que le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débetures qu'émettra Air Canada, soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Après plus ample débat, la motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

En conséquence, le bill est lu une troisième fois et adopté, sur division.

Le Sénat transmet un message à la Chambre pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.

Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

le 3 avril 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Wishart F. Spence, O.B.E., LL.M., Juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 3 avril 1974, à 5 h. 45 de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à certains projets de loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire administratif du Gouverneur général,
ANDRÉ GARNEAU

L'honorable

Le Président de la Chambre des communes

Un message est reçu de l'honorable Wishart F. Spence, O.B.E., LL.M., juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable suppléant de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Bill C-17, Loi modifiant la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants.—Chapitre n° 3.

Bill C-264, Loi concernant le Synode de l'Est du Canada de l'Église Luthérienne d'Amérique.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. McGrath en remplacement de M. La Salle sur la liste des membres du Comité permanent de la radio-diffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Orlikow et Neale (Vancouver-Est) en remplacement de MM. Douglas et Symes sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Firth en remplacement de M. Barnett sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Knight, Leggatt, Prud'homme et Lachance en remplacement de MM. Howard, Gilbert, Blaker et Marceau sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

M. Herbert en remplacement de M. Roy (Timmins) sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Langlois et Demers en remplacement de MM. Smith (Saint-Jean) et Breau sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport annuel (en français et en anglais) de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 115 de la Loi sur les relations de travail dans la Fonction publique, chapitre P-35, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/219).

Par M. Marchand (Langelier) membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais) de l'état financier sur l'exploitation et l'entretien, de même qu'un état montrant les immobilisations nettes pour l'année civile 1973, en vertu du chapitre 56, Statuts

du Canada 1960-1961, concernant la construction, par la Compagnie des Chemins de fer Nationaux du Canada, d'une ligne ferroviaire à partir d'un point situé à proximité de Grimshaw, (Alberta), vers le nord jusqu'au Grand Lac des Esclaves, dans les Territoires du Nord-Ouest, conformément à l'article 9 de cette Loi. (Document parlementaire n° 292-1/99).

A 6 h. 07 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 27

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 4 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Rose, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-272, Loi concernant le contrôle de la participation canadienne au football professionnel international, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Danson, appuyé par M. Corbin, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-273, Loi concernant l'exécution interprovinciale des ordonnances de pension alimentaire, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. L'ORATEUR: La Présidence est d'avis que la recommandation qui figure à l'avis de dépôt de bill intitulé: «Loi modifiant le Régime de pensions du Canada» contient une disposition qui nécessite l'obtention d'une nouvelle recommandation. Avec la permission de la Chambre, il est suggéré que la recommandation présente soit remplacée par une nouvelle qui paraîtra au Feuilleton de demain. Entre-temps, l'avis de dépôt de ce bill est réservé jusqu'à demain.

Il est donné lecture de l'ordre relatif à l'étude, à l'étape du rapport du Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, rapporté avec des amendements par le Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Chrétien, appuyé par M. Haidasz, propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, par l'adjonction, immédiatement après la ligne 6 de la page 3, du nouveau paragraphe suivant:

«2.1 Abroger le paragraphe 6(3) de ladite Loi et le remplacer par le suivant:

(3) Le gouverneur en conseil peut autoriser le Ministre à acheter, exproprier ou acquérir autrement des terres ou droits sur des terres, aux fins d'un parc.»

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

Du consentement unanime, la motion numéro (2) inscrite au nom de M. Barnett, ainsi qu'il suit: Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, en y insérant le nouvel article 3 comme suit:

«3. Le paragraphe 6(3) de ladite loi est modifié par le retranchement des mots «y compris les terres des Indiens ou de toutes autres personnes,» »,

par le changement de la numérotation du présent article 3 du bill qui devient l'article 4 et par le changement de la numérotation des autres articles en conséquence, est retirée.

M. Chrétien, appuyé par M. Haidasz, propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, à l'article 10;

a) en retranchant les lignes 6 et 7 de la page 5 et en les remplaçant par ce qui suit:

«10. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur»

b) en retranchant les lignes 23 à 49 inclusivement de la page 6.

M. Chrétien, appuyé par M. Haidasz, propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux,

a) en retranchant les lignes 1 et 2 de la page 7 et en les remplaçant par ce qui suit:

«11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le gouverneur»

b) en retranchant les lignes 1 à 26 inclusivement de la page 8.

Après débat, ces motions, mises aux voix, sont agréées, sur division.

M. Chrétien, appuyé par M. MacEachen, propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, à l'article 11;

a) en retranchant les lignes 3 et 4 de la page 7 et en les remplaçant par ce qui suit:

«en conseil peut, après consultation du Conseil du territoire du Yukon ou par le»

b) en retranchant la ligne 20 de la page 7 et en la remplaçant par ce qui suit:

«rièvement à la consultation prévue au».

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée, par le vote suivant:

(Vote n° 5)

POUR

Messieurs

Allmand	Comtois	Gauthier
Andras	Corbin	(Ottawa-Vanier)
Barnett	Côté	Gendron
Basford	Cyr	Gillespie
Béchar	Danson	Gleave
Bégin (M ^{11e})	Davis	Goyer
Benjamin	De Bané	Gray
Blaker	Demers	Grier
Blouin	Douglas	Guay
Boulanger	Drury	(Saint-Boniface)
Brewin	Dubé	Guilbault
Broadbent	Dupont	Haidasz
Euchanan	Dupras	Harding
Caccia	Ethier	Herbert
Cafik	Faulkner	Isabelle
Campbell	Firth	Jamieson
Caron	Fleming	Jerome
Chrétien	Foster	Knight
Clermont	Fox	

Messieurs

Knowles	Marchand	Smith
(Winnipeg	(Langelier)	(Saint-Jean)
Nord-Centre)	Marchand	Stanbury
Lachance	Kamloops-	Stewart
Lalonde	Cariboo)	(Okanagan-
Lang	McRae	Kootenay)
Laniel	Morin (M ^{me})	Stewart
Leblanc	Munro	(Cochrane)
(Laurier)	(Hamilton-Est)	Stollery
LeBlanc	Nelson	Symes
(Westmorland-	Nesdoly	Thomas
Kent)	Nystrom	(Maisonneuve-
Lefebvre	Olaussen	Rosemont)
Leggatt	Orlikow	Trudeau
Lessard	Penner	Trudel
Lewis	Peters	Turner
L'Heureux	Poulin	(London-Est)
Loiselle	Prud'homme	Turner
MacDonald	Reid	(Ottawa-
(Cardigan)	Richardson	Carleton)
Macdonald	Rose	Walker
(Rosedale)	Saltsman	Watson
MacEachen	Sauvé (M ^{me})	Whelan
MacGuigan	Sharp	Whicher
MacInnis (M ^{me})	Smith	Yanakis—111.
Mackasey	(Northumberland-	
Marceau	Miramichi)	

CONTRE

Messieurs

Alexander	Hamilton	Masniuk
Andre	(Qu'Appelle-	Matte
Arrol	Moose Mountain)	Mazankowski
Baker	Hamilton	McCain
Baldwin	(Swift Current-	McCleave
Balfour	Maple Creek)	McGrath
Beattie	Hargrave	McKenzie
(Hamilton	Hees	McKinley
Mountain)	Higson	McKinnon
Bell	Hollands	Muir
Blenkarn	Holmes	Murta
Boisvert	Horner	Neil
Caouette	(Crowfoot)	(Moose Jaw)
(Charlevoix)	Horner	Nielsen
Carter	(Battleford-	Oberle
Clark	Kindersley)	O'Sullivan
(Rocky Mountain)	Jarvis	Paproski
Clarke	Jelinek	Patterson
(Vancouver	Kemping	Reilly
Quadra)	Knowles	Reynolds
Coates	(Norfolk-	Ritchie
Crouse	Haldimand)	Rondeau
Danforth	Korchinski	Schellenberger
Darling	Latulippe	Schumacher
Dick	Lawrence	Stackhouse
Diefenbaker	MacDonald	Stanfield
Dinsdale	(Egmont)	Stevens
Ellis	MacDonald (M ^{11e})	Stewart
Epp	Kingston et	(Marquette)
Fairweather	les Îles)	Tétrault
Forrestall	MacKay	Thomas
Fortin	MacLean	(Moncton)
Frank	Macquarrie	Towers
Gillies	Madill	Wagner
Godin	Marshall	Whittaker
		Wise
		Yewchuk—86.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des privilèges et élections du Bill C-105, Loi modifiant la Loi électorale du Canada (congé).

M. Stackhouse, appuyé par M. Bell, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

L'étude reprend à l'étape du rapport du Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, rapporté avec des amendements par le Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Barnett, appuyé par M. Chrétien, propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, en retranchant les lignes 7 à 18 inclusivement à la page 7 et en les remplaçant par ce qui suit:

«titre de réserve pour un parc national du Canada, en attendant un accord sur tout droit, titre ou intérêt des autochtones, les terres décrites aux Parties I, II ou III de l'annexe V de la présente loi ou des terres situées à l'intérieur des limites des terres décrites aux Parties I, II ou III de cette annexe, et sur proclamation faite en vertu du présent article, nonobstant toute autre loi du Parlement du Canada, et sous réserve de l'exercice sur ces terres, par les autochtones du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, d'activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage, la *Loi sur les parcs nationaux* s'applique à la réserve ainsi mise à part.»—(Motion n° 6).

M. Chrétien, appuyé par M. Turner (Ottawa-Carleton), propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, à l'article 11;

a) en retranchant les lignes 6 à 18 inclusivement de la page 7 et en les remplaçant par ce qui suit:

«le cas, par proclamation, mettre à part, à titre de réserve pour un parc national du Canada, en attendant un accord sur tout droit, titre ou intérêt des autochtones, les terres décrites aux Parties I, II ou III de l'annexe V de la présente Loi ou des terres situées à l'intérieur des limites des terres décrites aux Parties I, II ou III de cette annexe et, sur proclamation faite en vertu du présent article, nonobstant toute autre loi du Parlement du Canada, et sous réserve de l'exercice sur ces terres, par les autochtones du territoire du Yukon ou des territoires du Nord-Ouest, d'activités traditionnelles de chasse, de pêche et de piégeage, la *Loi sur les parcs nationaux* s'applique à la réserve ainsi mise à part de la même façon qu'elle s'applique à un parc, selon la définition qu'elle en donne.»

b) en retranchant les lignes 43 à 49 inclusivement de la page 7 et en les remplaçant par ce qui suit:

«Proclamation ultérieure

(3) A la suite d'un règlement concernant tout droit, titre ou intérêt des autochtones sur des terres mises à part à titre de réserve par une proclamation faite en vertu du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par une proclamation ultérieure, mettre à part la totalité ou une partie de ces terres à titre de parc national du Canada et, sur proclamation faite en vertu du présent paragraphe, nonobstant toute autre loi du Parlement du Canada, mais sous réserve des modalités de tout règlement semblable, la *Loi sur les parcs nationaux* s'applique au parc national du Canada ainsi mis à part de la même façon qu'elle s'applique à un parc selon la définition qu'elle en donne.»—(Motion n° 7).

M. Barnett, appuyé par M. Chrétien, propose,—Qu'on modifie le Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux, en retranchant le paragraphe (3) à l'article 11 et en le remplaçant par ce qui suit:

«(3) A la suite d'un accord sur tout droit, titre ou intérêt des autochtones sur les terres visées au paragraphe (1), et sous réserve des modalités de cet accord, le gouverneur en conseil peut, par proclamation supplémentaire, mettre à part ces terres ou des parties de ces terres à titre de parc national du Canada.»—(Motion n° 8).

Après débat, la motion numéro (7), mise aux voix, est agréée. Les motions numéros (6) et (8) sont réputées rejetées.

Sur motion de M. Chrétien, appuyé par M. Allmand, ce bill, tel que modifié, est agréé à l'étape du rapport.

M. Chrétien, appuyé par M. Allmand, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une troisième fois et adopté.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, la motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Reilly et Trudel en remplacement de MM. Andre et Langlois sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Peters en remplacement de M. Rodriguez sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Alkenbrack et Marceau en remplacement de MM. O'Connor et Prud'homme sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Frank et McCain en remplacement de MM. La Salle et Frank sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Epp et Dupont, en remplacement de MM. Frank et Olivier sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. Reynolds en remplacement de M. Stewart (Marquette) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Prud'homme en remplacement de M. Lachance sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Stevens et Hollands en remplacement de MM. Ellis et Blenkarn sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. MacGuigan, Masniuk, Darling et Watson en remplacement de MM. Pelletier (Sherbrooke), Clark (Rocky Mountain), Neil (Moose Jaw) et Lajoie sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Holmes en remplacement de M. O'Connor sur la liste des membres du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

M. O'Connor en remplacement de M. Holmes sur la liste des membres du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

MM. Guay (Saint-Boniface) et Kempling en remplacement de MM. Loïselle et Scott sur la liste des membres du Comité permanent des affaires des anciens combattants.

M. Dinsdale en remplacement de M. Oberle sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement, savoir:

Par M. Trudeau, membre du Conseil privé de la Reine, —Sommaire des arrêtés en conseil adoptés durant le mois d'août 1973. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/358).

A 10 h. 25 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 28

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 5 AVRIL 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Cyr, au nom de M. Buchanan, du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 18 mars 1974, le Comité a étudié le Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada, et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules n° 2, 6 et 7*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 4 aux Journaux*).

M. Stollery, au nom de M. Portelance, du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 1^{er} mars 1974, le Comité a étudié les crédits 1, 5, 10 et 20 sous la rubrique Main-d'œuvre et Immigration du Budget

des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975 et a convenu d'en faire rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1, 2 et 3*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 5 aux Journaux*).

En conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 60 du Règlement, M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, désigne le lundi 8 avril 1974 pour l'étude d'une motion des voies et moyens déposée sur la Table le 1^{er} mars 1974.

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Stevens, appuyé par M. MacDonald (Egmont), il est résolu,—Que, au nom de tous les Canadiens, la Chambre exprime ses plus vives condoléances et sa profonde tristesse à la famille du regretté A. Y. Jackson, le dernier membre de l'illustre *Groupe des Sept*, dont le décès vient mettre fin à une époque unique dans l'histoire artistique et culturelle au Canada.

M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'une note du Canada, en date du 25 mars 1974, au Secrétaire d'État des États-Unis, au sujet de la circulation des pétroliers au large de la côte ouest dans la région du détroit du Puget Sound. (Document parlementaire n° 292-6/133).

M. Goyer, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copie d'un télégramme, en date du 9 novembre 1973, à la «Canadian Fuel Marketers Ltd.» Don Mills (Ontario), au sujet de l'achat de pétrole de la Roumanie (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-7/4A).

M. Lalonde, appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant le Régime de pensions du Canada; de façon à prévoir, suivant les modalités prescrites, le remboursement de contributions à un cotisant qui, appartenant à une secte religieuse reconnue en tout ou en partie, a choisi de ne pas verser de contributions; de façon à prévoir le paiement d'intérêt à un taux prescrit à l'égard d'un plus-payé; de façon à prévoir le paiement des frais judiciaires de l'intimé lors d'un appel interjeté par le Ministre devant la Commission d'appel des pensions; de façon à prévoir de la manière indiquée un nouveau mode de calcul de maximum des gains annuels ouvrant droit à pension pour l'année 1976 et les années subséquentes et une réduction, de 12 pour cent à 10 pour cent, de l'exemption de base pour 1975 et les années suivantes; de façon à assurer l'égalité des sexes dans le cadre de la loi; de façon à prévoir suivant les modalités prescrites le paiement au gouvernement d'une province de prestations d'assistance sociale versées à une personne qui acquiert subséquentement droit aux prestations prévues par la loi; de façon à supprimer, pour les personnes âgées de 65 à 70 ans, l'obligation d'être retraitées pour avoir droit aux prestations prévues par la loi; de façon à prévoir le paiement des sommes que la Couronne fédérale est tenue de verser au titre des cotisations de l'employé mais qui n'ont pas été déduites et, en application d'un accord, le paiement aux autorités provinciales des sommes que la Couronne fédérale est tenue de verser au titre des cotisations de l'employé à l'égard d'un emploi désigné dans l'accord mais qui n'ont pas été déduites; de façon à limiter, de la manière indiquée, les personnes exclues de la définition de «enfant d'un cotisant invalide» et de «orphelin»; et de façon à prévoir des dispositions résultantes, correspondantes et transitoires.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des pêches et des forêts du Bill C-2, Loi modifiant la Loi sur le développement de la pêche.

M. MacEachen, au nom de M. Davis, appuyé par M. Drury, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des pêches et des forêts.

Après débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déferé à un Comité plénier, rapporté sans amendement, agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement).

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des privilèges et élections du Bill C-107, Loi modifiant la Loi électorale du Canada.

M. Clark (Rocky Mountain), appuyé par M. Patterson, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des privilèges et élections.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés, est expirée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Clark (Rocky Mountain), Neil (Moose Jaw), Darling et Barnett en remplacement de MM. Masniuk, Darling, Ritchie et Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Grier et Railton en remplacement de MM. Harney et Cullen sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. O'Connor en remplacement de M. Alkenbrack sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

A cinq heures de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 29

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 8 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Isabelle, du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi le 1^{er} mars 1974, le Comité a étudié les crédits 60 et 65 ayant trait au Conseil des recherches médicales pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et est convenu d'en faire rapport à la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1 à 6 inclusivement*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 6 aux Journaux.)

M. Knight, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-274, Loi modifiant la Loi sur les subventions au développement régional, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Knight, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-275, Loi modifiant la Loi sur les subventions au développement régional, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Knight, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-276, Loi modifiant la Loi stimulant la recherche et le développement scientifiques, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Gillespie, appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-20, Loi établissant la Banque fédérale de développement, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure constituant en société de la Couronne la Banque fédérale de développement et définissant ses objets et pouvoirs; prévoyant la composition de son conseil d'administration et fixant le traitement du président; établissant des comités consultatifs régionaux pour chacune des régions du Canada que désigne le gouverneur en conseil; prévoyant, de la manière prescrite, le remboursement des frais des membres du conseil et de chacun des comités établis ainsi que le versement de jetons de présence aux dix membres du conseil de la corporation et aux neuf membres de chacun des comités; prévoyant que la corporation peut, de la manière prescrite, prêter de l'argent ou garantir un prêt d'argent, effectuer des placements ou acquérir des biens; prévoyant le versement à la corporation, par prélèvement sur le Fonds du revenu consolidé, d'un montant n'excédant pas \$200,000,000 moins les sommes à déduire de la manière prescrite; fixant, de la manière prescrite, le capital de la corporation; prévoyant que la corporation peut émettre et vendre des titres de créance et emprunter au Fonds du revenu consolidé, sous réserve que la somme du passif réel et du passif éventuel ne doit pas dépasser le capital de la corporation multiplié par dix; prévoyant le paiement des services d'administration par prélèvement sur les fonds affectés à cette fin par le Parlement; prévoyant, de la manière prescrite, l'embauchage du personnel de la corporation, l'établissement d'un fonds de pension pour ce personnel et la nomination de vérificateurs; prévoyant l'abrogation de la Loi sur la Banque d'expansion industrielle et le versement à la Banque du Canada, par prélèvement sur le Fonds du revenu consolidé, d'une somme égale à la valeur au pair des actions en circulation de la Banque d'expansion industrielle; et prévoyant, de la manière prescrite, d'autres dispositions résultantes et transitoires.

L'avis de motion qui suit est appelé, reporté aux Ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen dans la prochaine séance de la Chambre, conformément à l'article 21(2) du Règlement:

Que le Livre Vert intitulé «Les membres du Parlement et les conflits d'intérêts» soit déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.—*Le président du Conseil privé.*

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, la question suivante est transformée en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 283—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de la Défense nationale a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/283).

M. Foster, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération de la motion des voies et moyens concernant le Tarif des douanes (document parlementaire n° 292-1/311), dont avis a été déposé sur la Table le vendredi 1^{er} mars 1974.

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Chrétien, propose,—Que cette motion soit maintenant agréée.

Cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conformité des dispositions du paragraphe (11) de l'article 60 du Règlement, sur motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. MacEachen, le Bill C-21, Loi modifiant le Tarif des douanes, est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Il est donné lecture de l'ordre relatif à l'étude, à l'étape du Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada, rapporté sans amendement par le Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo), appuyé par M. Marceau, propose,—Qu'on modifie le Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada,

a) en remplaçant le chiffre 9.2 par 9.1, de l'article 1 du bill, à la ligne 13, de la page 1,

b) en retranchant l'article 2 du bill, aux pages 1 et 2 et en y substituant ce qui suit:

«2. Ladite loi est en outre modifiée par l'insertion, immédiatement après l'article 9, de l'article suivant:

L'effectif du Conseil peut être modifié

«9.1 Le commissaire en conseil peut rendre les ordonnances augmentant ou diminuant le nombre de membres du Conseil, mais le nombre de membres ne doit pas être inférieur à douze ni supérieur à vingt.»

Cette motion, mise aux voix, est agréée.

Sur motion de M. Chrétien, appuyé par M. MacEachen, ce bill, tel que modifié, est agréé à l'étape du rapport, et du consentement unanime, lu une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi à un Comité plénier du Bill C-18, Loi imposant

des redevances sur les exportations de pétrole brut et de certains produits pétroliers, prévoyant une indemnité au titre de certains coûts d'importation du pétrole et réglementant le prix du pétrole brut canadien dans le commerce interprovincial et le commerce d'exportation.

M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. MacEachen, propose.—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

M. Carter, appuyé par M. McKinley, propose.—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité de réduire le tarif des voitures et le tarif-marchandises actuellement en vigueur sur le traversier reliant North Sydney (N.-É.) à Port-aux-Basques et Argentic (Terre-Neuve), afin que ces tarifs puissent mieux se comparer à ce qu'il en coûte de franchir une distance similaire sur la route Transcanadienne, afin de relier ainsi plus économiquement la province de Terre-Neuve et le continent.—(Avis de motion n° 4).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. MacEachen.—Que le Bill C-18, Loi imposant des redevances sur les exportations de pétrole brut et de certains produits pétroliers, prévoyant une indemnité au titre de certains coûts d'importation du pétrole et réglementant le prix du pétrole brut canadien dans le commerce interprovincial et le commerce d'exportation, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Brewin en remplacement de M. Blackburn sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. La Salle en remplacement de M. McCain sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Blenkarn, Stewart (Marquette) et Ellis en remplacement de MM. Reynolds, Stevens et Hollands sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. Andre et Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) en remplacement de MM. Reilly et Hales sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Langlois en remplacement de M. Trudel sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Breau et Rompkey en remplacement de M. Roy (Timmins) et M^{me} Morin sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Mitges en remplacement de M. Thomas (Moncton) sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. Harney en remplacement de M. Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Grier en remplacement de M. Neale (Vancouver-Est) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Gilbert et Rodriguez en remplacement de MM. Brewin et Neale (Vancouver-Est) sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M. De Bané en remplacement de M. Danson sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) de la Société pour l'expansion des exportations, pour l'année civile 1973, ainsi que l'état financier, conformément à l'article 75(3) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/289).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) du Tribunal anti-dumping pour l'année civile 1973, conformément à l'article 32 de la Loi antidumping, chapitre A-15, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/282).

A 10 h. 29 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 30

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 9 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fairweather, du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Votre Comité recommande que son quorum soit fixé à sept (7) membres, à condition que les deux Chambres soient représentées, chaque fois que doit se tenir un vote, s'adopter une résolution ou se prendre une autre décision et que les coprésidents soient autorisés à tenir des réunions et recevoir des témoignages, pourvu que, cinq (5) membres soient présents, à condition que les deux Chambres soient représentées.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages afférents (*fascicule n° 1*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 7 aux Journaux.)

M. Fairweather, du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présente le deuxième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi permanent relatif à l'étude et à l'examen des instruments statutaires, votre Comité n'ignore pas qu'il existe en Grande-Bretagne un comité semblable et il est d'avis qu'il serait d'un grand intérêt de se rendre dans ce pays pour étudier l'activité du comité en question et en rencontrer les membres et le personnel. Toutefois, votre Comité trouve inutile qu'il aille au complet à Westminster.

Votre Comité recommande donc que les coprésidents, après les consultations habituelles, soient autorisés à désigner un membre représentant chaque Chambre et le personnel qui se rendront à Londres, Angleterre, pour étudier et faire rapport à votre Comité de la procédure et des méthodes de travail utilisées par le comité similaire de Westminster.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages pertinents (*fascicule n° 1*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 8 aux Journaux.)

M. Railton, au nom de M. Isabelle, du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, présente le deuxième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 1^{er} mars 1974, le Comité a étudié les crédits 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 50 et 55 ayant trait au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et est convenu d'en faire rapport à la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1 à 7 inclusivement*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 9 aux Journaux.*)

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Un document, en date du 9 avril 1974, intitulé «Étude des mesures fiscales—Répondants et non-répondants au sondage». (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-4/67A).

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un rapport intitulé «Les filiales canadiennes de Sociétés étrangères 1964-1971». (Document parlementaire n° 292-7/1B).

M. Gillespie, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, des modalités concernant l'exemption des capitaux spéculatifs relatives à la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. (Document parlementaire n° 292-7/1C).

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à l'assentiment de la Chambre:

Bill S-3, Loi concernant l'emploi de marques nationales de sécurité pour les pneus de véhicule automobile et prévoyant l'établissement de normes de sécurité pour certains pneus de véhicule automobile importés au Canada ou exportés du Canada ou expédiés ou transportés d'une province à une autre.—*M. Marchand (Lan-gelier)*.

M. McKinley, appuyé par M. Bell, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-277, Loi concernant la révision des limites des circonscriptions électorales, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable député de Vancouver-Sud (M. Fraser), de son siège à la Chambre, demande la permission de

proposer, en conformité des dispositions de l'article 26 du Règlement, l'ajournement de la Chambre en vue de la discussion d'une affaire déterminée et importante dont l'étude s'impose d'urgence, savoir, la grève illégale des pompiers dans la province de la Colombie-Britannique.

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: L'honorable député de Vancouver-Sud (M. Fraser) m'a signifié de la façon habituelle et appropriée son intention de proposer l'ajournement de la Chambre en vertu de l'article 26 du Règlement, afin de débattre ce qu'il appelle «la grève illégale des pompiers en Colombie-Britannique.» L'honorable député a eu l'obligeance de fournir des renseignements de base que la présidence a trouvés fort utiles. Plusieurs aspects du problème préoccupent vivement la présidence.

Il faut d'abord se demander s'il faut permettre à la législation ouvrière appropriée d'être appliquée maintenant sans intervention de la Chambre. Une autre difficulté a trait à la situation et à l'effet de l'injonction émise par la cour fédérale dans ce litige. Ces éléments, à mon avis, me font douter de l'opportunité de permettre maintenant un débat d'urgence.

D'autre part, la présidence est tenue par le Règlement d'examiner s'il y aura sous peu une autre occasion favorable d'organiser un débat sur cette question importante et de nature urgente. Je dois tenir compte de l'avis de motion qui prévoit un ajournement de la Chambre jusqu'au 22 avril. Dans ce cas-là, la Chambre sera peut-être d'avis qu'il y aurait lieu de tenir un débat quelconque avant l'ajournement. Cette proposition doit être conciliée avec la nécessité de terminer en temps utile l'étude d'un important projet de loi dont la Chambre est saisie et qui doit être mis en discussion plus tard aujourd'hui à l'appel des ordres inscrits au nom du gouvernement. Dans l'espoir de résoudre cette difficulté, la présidence aimerait réserver sa décision, afin d'avoir des consultations pour s'assurer si un débat doit avoir lieu et, le cas échéant, s'il peut avoir lieu à une heure convenable sous réserve de restrictions acceptables. Je demande donc aux honorables députés de bien vouloir permettre à la présidence de différer sa décision sur la motion de l'honorable député de Vancouver-Sud jusqu'à plus tard cet après-midi à la suite de consultations avec les divers leaders à la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-18, Loi imposant des redevances sur les exportations de pétrole brut et de certains produits pétroliers, prévoyant une indemnité au titre de certains coûts d'importation du pétrole et réglant le prix du pétrole brut canadien dans le commerce interprovincial et le commerce d'exportation, soit maintenant lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déferé au Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

Le débat se poursuit;

DECLARATION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: Plus tôt aujourd'hui, l'honorable député de Vancouver-Sud (M. Fraser) a proposé l'ajournement de la Chambre aux termes de l'article 26 du Règlement, pour que les honorables députés puissent discuter de l'arrêt de travail à l'aéroport de Vancouver. J'ai indiqué à ce moment-là que je doutais fort de l'opportunité de saisir la Chambre de cette motion. Je précise que normalement, j'aurais déclaré que la motion ne satisfaisait pas aux exigences rigoureuses de l'article 26 du Règlement. Toutefois, la présidence devait tenir compte du fait que si la motion d'ajournement de la Chambre pour le congé de Pâque était adoptée, elle éliminerait en fait toute possibilité de débat sur cette affaire importante et urgente d'ici le 22 avril. Après avoir consulté les leaders à la Chambre, je suis venu à la conclusion que, tout compte fait, il serait sage de saisir la Chambre de la motion ce soir à 9 heures.

D'après les entretiens que j'ai eus avec les divers leaders, on s'entendrait pour suspendre l'application de l'article 40 du Règlement, pour adopter d'office la motion aux termes de l'article 26 au plus tard à 11 heures ce soir et pour limiter le temps de parole à 10 minutes, sauf pour le motionnaire et le porte-parole du gouvernement qui auraient chacun 15 minutes.

La Chambre approuve-t-elle la proposition à l'unanimité?

En conséquence, la permission ayant été accordée de débattre cette question, M. l'Orateur, en conformité des dispositions du paragraphe (9) de l'article 26 du Règlement, ordonne que cette question reste en suspens jusqu'à neuf heures ce soir.

Du consentement unanime, il est ordonné,—Que les discours sur cette motion, en conformité des dispositions de l'article 26 du Règlement, soient limités à dix minutes, sauf dans le cas du proposeur et du porte-parole du gouvernement qui disposeront de quinze minutes chacun;

Que la motion d'ajournement présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement soit suspendue; et

Que les délibérations se terminent à onze heures au plus tard.

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales du Bill C-108, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada (cotisations et prestations des ménagères).

M. Saltsman, appuyé par M^{me} MacInnis, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-18, Loi imposant des redevances sur les exportations de pétrole brut et de certains produits pétroliers, prévoyant une indemnité au titre de certains coûts d'importation du pétrole et réglant le prix du pétrole brut canadien dans le commerce interprovincial et le commerce d'exportation, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

A neuf heures du soir, en conformité des dispositions de l'article 26 du Règlement, M. Fraser, appuyé par M. Oberle, propose,—Que la Chambre s'ajourne maintenant.

Après débat, M. l'Orateur déclare la motion adoptée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. McCain et Hurlburt en remplacement de MM. Hamilton (Swift Current-Maple Creek) et Whittaker sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Macquarrie, Higson, Marshall, Mitges et Oberle en remplacement de M. Yewchuk, M^{lle} MacDonald (Kingston et les Îles), MM. Hueglin, Stewart (Marquette) et Grafftey sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Nesdoly en remplacement de M. Harding sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Stackhouse et Mitges en remplacement de MM. Mitges et Darling sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

M^{lle} Bégin, MM. Blouin, Nielsen et Dinsdale en remplacement de MM. Demers, Caccia, Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) et Morgan sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Blenkarn et Atkey en remplacement de MM. Morgan et McKenzie sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. MacKay et Epp en remplacement de MM. Epp et MacKay sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Kempling, Darling et Stewart (Marquette) en remplacement de MM. Dick, Nielsen et Munro (Esquimalt-Saanich) sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

MM. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo), Guilbault et Stollery en remplacement de MM. Clark (Rocky Mountain), Stollery et Blaker sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Loïselle en remplacement de M. Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Trudeau, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) du Conseil de fiducie du Fonds canadien de recherches de la Reine Élisabeth II sur les maladies de l'enfance, y compris les états financiers du Conseil et le rapport de l'auditeur général, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 15 de la Loi sur le Fonds canadien de recherches de la Reine Élisabeth II, chapitre Q-1, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/224).

Par M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) aux termes de la Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers, Partie I—Corporations, pour l'année civile 1971, conformément au paragraphe 18(1) de cette Loi, chapitre C-31, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/115).

A onze heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 31

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 10 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'une déclaration, en date du 10 avril 1974, au sujet du projet d'une association entre le Canada et les Îles Turks et Caicos. (Document parlementaire n° 292-7/5).

M. Lalonde, appuyé par M. Faulkner, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre:

Bill S-3, Loi concernant l'emploi de marques nationales de sécurité pour les pneus de véhicule automobile et prévoyant l'établissement de normes de sécurité pour certains pneus de véhicule automobile importés au Canada ou exportés du Canada ou expédiés ou transportés d'une province à une autre. *M. Marchand* (Langelier).

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les six questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 2—*M. Nielsen*

1. Outre l'accusation récemment portée contre M. John C. Doyle et autres, a-t-on porté une accusation contre M. Oliver L. Vardy et, dans l'affirmative, quels sont individuellement les chefs d'accusation?

2. A-t-on émis un mandat d'arrêt à l'égard de M. Oliver L. Vardy?

3. M. Vardy a-t-il été arrêté et, dans la négative, pourquoi?

4. Si M. Vardy n'est pas actuellement au Canada, où est-il, et quels moyens tente-t-on pour le ramener au Canada? (Document parlementaire n° 292-2/2).

N° 259—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère du Secrétariat d'État a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité

ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/259).

N° 279—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale Information Canada a-t-elle consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/279).

N° 377—*M. Firth*

1. a) Dans les Territoires du Nord-Ouest, combien de fonctionnaires sont employés à titre permanent par des ministères, des sociétés de la Couronne et des organismes de l'État, b) combien sont employés à temps partiel, c) de façon saisonnière, d) temporairement?

2. Dans chaque cas, combien de fonctionnaires appartiennent aux catégories suivantes de personnel: a) scientifique et professionnel, b) administratif et du service extérieur, c) administratif de soutien, d) technique, e) d'exploitation?

3. Dans chaque catégorie, combien d'employés sont des autochtones, des Indiens assujettis aux traités, des Indiens non assujettis aux traités, des Esquimaux et des Métis? (Document parlementaire n° 292-2/377).

N° 378—*M. Firth*

1. a) Dans le Territoire du Yukon, combien de fonctionnaires sont employés à titre permanent par des ministères, des sociétés de la Couronne et des organismes de l'État, b) combien sont employés à temps partiel, c) de façon saisonnière, d) temporairement?

2. Dans chaque cas, combien de fonctionnaires appartiennent aux catégories suivantes de personnel: a) scientifique et professionnel, b) administratif et du service extérieur, c) administratif de soutien, d) technique, e) d'exploitation?

3. Dans chaque catégorie, combien d'employés sont des autochtones, des Indiens assujettis aux traités, des Indiens non assujettis aux traités, des Esquimaux et des Métis? (Document parlementaire n° 292-2/378).

N° 511—*M. Boisvert*

1. Combien la SCHL a-t-elle consenti de prêts au Canada et en particulier dans la province de Québec en 1964, 1965, 1966 et 1967?

2. Quel est la somme totale des montants consentis en prêts au Canada et en particulier dans la province de Québec en 1964, 1965, 1966 et 1967? (Document parlementaire n° 292-2/511).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

L'avis de motion portant production de documents n° 1 ainsi conçu:

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie d'un accord conclu entre le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et les gouvernements antillais, relatif à l'embauchage de travailleurs antillais pour certaines récoltes canadiennes,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 8 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tout document résultant de la première réunion de l'équipe de gestionnaires supérieurs de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants, convoquée par le directeur général de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants, à Ottawa, du 26 au 29 mars, comme il suit, a) plans opérationnels pour les périodes qui précèdent et suivent la date limite du 31 mars 1974 pour les nouvelles demandes de prêts, b) utilisation plus poussée de la gestion par objectif en tant que style de gestion pour l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 9 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de documents ou rapports préparés par des représentants de SCHL à la suite d'une enquête faite le 22 janvier 1973 sur certaines maisons situées à Place de la Promenade à Neufchatel,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 10 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tous les contrats signés par le Conseil des ports nationaux à Vancouver avec les entreprises suivantes: a) *Empire Stevedoring Co. Ltd.*, b) *Canadian Stevedoring Co. Ltd.*, c) le Canadien National relativement à l'utilisation des quais Ballantyne, Lapointe et Centennial pour les années 1973 et 1974,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 12 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie d'un exemplaire du dernier rapport d'estimation du Programme de mobilité de la main-d'œuvre du Canada,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 14 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie des exposés financiers annuels présentés par la société *Evergreen Development Ltd.*, Winnipeg (Manitoba) au gouvernement ou à l'un de ses ministères ou agences, relativement à des contrats,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

Il est ordonné,—Qu'il soit déposé à la Chambre copie du rapport complet rédigé à la suite de l'enquête ordonnée par le ministre des Transports au sujet de l'explosion d'un avion à réaction DC8 d'Air Canada à l'aéroport international de Toronto vers le 21 juin 1973 ou à cette date. (*Avis de motion portant production de documents n° 15—M. Mazankowski*).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques du Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Dubé, propose—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déferé à un Comité plénier.

Il s'élève un débat;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada.

Bill C-2, Loi modifiant la Loi sur le développement de la pêche.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

le 10 AVRIL 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Louis-Philippe Pigeon, Juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 10 avril, à 5 h. 45 de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à certains projets de loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire administratif du Gouverneur général,
ANDRÉ GARNEAU

L'honorable

Le Président de la Chambre des communes

Un message est reçu de l'honorable Louis-Philippe Pigeon, juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Bill C-9, Loi modifiant la Loi sur le Yukon, la Loi sur les territoires du Nord-Ouest et la Loi électorale du Canada.—Chapitre n° 5.

Bill C-2, Loi modifiant la Loi sur le développement de la pêche.—Chapitre n° 4.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres de comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Symes, Beaudoin et Cullen en remplacement de MM. Nesdoly, Allard et Breau sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Caccia en remplacement de M. Rompkey sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Orlikow en remplacement de M. Saltsman sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies d'un accord entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Westlock (Alberta), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970.

(Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/266D).

Par M. Lang, membre du Conseil privé de la Reine,— Rapport (en français et en anglais) de la Commission canadienne du blé, pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1973, ainsi que le rapport des vérificateurs, conformément à l'article 7(2) de la Loi sur la Commission canadienne du blé, chapitre C-12, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/259).

Par M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais)

d'une proclamation prolongeant jusqu'au 31 mars 1979, la période d'application de la Loi dérogatoire sur les conférences maritimes, conformément à l'article 14(2) de cette Loi, chapitre 39 (1^{er} supplément), S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/367A).

A 6 h. 04 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 32

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 11 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Trudel, du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du lundi 1^{er} avril 1974, le Comité recommande qu'il lui soit permis de retenir les services d'un avocat ainsi que de sténographes et du personnel de soutien dont il pourrait avoir besoin au cours de l'étude du Bill C-7, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et la Loi sur les banques et abrogeant la Loi ayant pour objet la modification de la Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions et le Code criminel.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages (fascicule n° 6) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 10 aux Journaux.)

M. O'Connor, appuyé par M. Bell, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-278, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Marchand (Kamloops-Cariboo), appuyé par M. Cullen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-279, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (examen d'une décision d'orientation du CRTC par le gouverneur en conseil), qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Dubé,—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Le débat se poursuit;

Du consentement unanime, la Chambre revient à l'appel des *Motions*.

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, de Précisions sur le Système canadien de préférences tarifaires en faveur des pays en voie de développement. (Document parlementaire n° 292-7/6).

Le débat reprend sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Dubé,—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en Comité.

A cinq heures de l'après-midi, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions (documents))

M. Marshall, appuyé par M. Lambert (Edmonton-Ouest), propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tout document résultant de la première réunion de l'équipe de gestionnaires supérieurs de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants, convoquée par le directeur général de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants, à Ottawa, du 26 au 29 mars, comme il suit: a) plans opérationnels pour les périodes qui précèdent et suivent la date limite du 31 mars 1974 pour les nouvelles demandes de prêts, b) utilisation plus poussée de la gestion par objectif en tant que style de gestion pour l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants.—*(Avis de motion portant production de documents n° 8)*

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés, est expirée.

La Chambre reprend l'étude en Comité plénier du Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche qui est rapporté sans amendement, agréé à l'étape du rapport et la troisième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Jamieson, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Loi sur les subventions au développement régional pour le mois de février 1974, conformément à l'article 16 de cette Loi, chapitre R-3, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/323).

Par M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais) des états financiers d'Air Canada pour l'année civile 1973, conformément à l'article 27 de la Loi constituant Air Canada, chapitre A-11, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/54).

Par M. Marchand (Langelier),—Copies (en français et en anglais) des états financiers intérimaires des Chemins de fer nationaux, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 40 de la Loi sur les Chemins de fer nationaux du Canada, chapitre C-10, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/96).

Par M. Whelan, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies (en français et en anglais) du rapport de l'Office canadien de commercialisation des œufs, ainsi que les états financiers, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 31 de la Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, chapitre 65, S.C., 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/433).

A 10 h. 35 du soir, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (3) de l'article 2 du Règlement.

N° 33

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 15 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Lang, appuyé par M. Allmand, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-23, Loi prévoyant la codification et la revision permanentes des lois et des règlements du Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Whelan, appuyé par M. Turner (Ottawa-Carleton), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-24, Loi modifiant la Loi relative aux aliments du bétail, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Lang, appuyé par M. Marchand (Langelier), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-25, Loi modifiant la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des prairies de façon à porter de six mille dollars à quinze mille dollars le maximum qu'il est possible de verser à un producteur à titre de paiements anticipés à l'égard du grain à livrer en vertu d'un livret de permis; et, suivant les modalités prescrites, de façon à porter ce montant maximum à trente mille dollars lorsque l'unité de production est composée de deux actionnaires et, à quarante-cinq mille dollars lorsque l'unité de production est composée de trois actionnaires ou plus.

M. Whelan, appuyé par M. Turner (Ottawa-Carleton), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-26, Loi modifiant la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles de façon à permettre au gouverneur en conseil de fixer un paiement initial aux producteurs primaires pour les produits auxquels s'applique la loi, dont le montant est calculé d'après une estimation des prix de gros pratiqués sur le marché et des frais de vente du produit au cours de l'année de production à laquelle se rapporte ce paiement.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 6—*M. Rowland*

Dans le cadre du Programme de recherche industrielle pour la défense du Conseil de recherche pour la défense au cours de l'année financière 1972-1973, a) quelles entreprises ont bénéficié d'une aide financière, b) quelle est la désignation du projet de recherche en cause, c) quelles sont les affectations attribuées au projet par le Conseil de recherche? (Document parlementaire n° 292-2/6).

N° 280—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de la Justice a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjudés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/280).

N° 357—*M. Rowland*

1. Combien de personnes ont été déportées aux termes de l'article 28.(1) de la Loi sur l'immigration de 1967, modifiée le 6 novembre 1972 par le décret du Conseil privé n° 1972-2502, qui rejette les demandes d'admission à titre d'immigrants aux personnes qui ne possèdent pas de visa approuvé?

2. a) De quels pays ces personnes provenaient-elles, b) pour chacun de ces pays, combien y a-t-il eu de déportations?

3. Parmi les déportés, combien ont affirmé ne venir qu'en visiteurs? (Document parlementaire n° 292-2/357).

N° 423—*M. Schumacher*

1. a) Quel accord le Canada a-t-il signé avec la Chine au sujet de la réunion des Chinois du Continent avec leurs familles au Canada, b) quand et par qui cet accord a-t-il été signé, c) quelles en sont les modalités?

2. Combien de Chinois du Continent a) se sont déjà prévalus de ce Programme, b) ont soumis des demandes qui sont à l'étude en vertu de ce Programme, c) ont demandé des renseignements préliminaires sur ce Programme?

3. Par ville et par province, a) où ces personnes se trouvent-elles maintenant au Canada, b) où prévoient se rendre, à leur entrée au Canada, celles dont les demandes sont à l'étude?

4. Quelles enquêtes effectuées pour s'assurer a) des possibilités d'emploi, b) de la solvabilité, c) de la bonne santé, d) de l'indépendance sociale et de l'adaptabilité de ces personnes?

5. Quel est au total, le nombre prévu d'immigrants a) par sexe, b) par âge, pour chaque année de 1973 à 1980?

6. La durée du Programme est-elle indéfinie?

7. Quelles enquêtes fait-on sur les familles au Canada qui cherchent à faire venir leurs parents de la Chine continentale?

8. Quels sont les critères pour s'assurer que des liens familiaux existent vraiment entre les Chinois du Canada et ceux du Continent, et vice-versa? (Document parlementaire n° 292-2/423).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant troisième lecture du Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Marchand (Langelier), propose,—Que ce bill soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Il s'élève un débat;

M. Howard, appuyé par M. Barnett, propose l'amendement suivant,—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais soit renvoyé à un Comité plénier aux fins de reconsidérer les articles 2, 7 et 9.

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

M. Marshall, appuyé par M. Carter, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité de faire adopter une loi traduisant la responsabilité constitutionnelle, l'obligation et la garantie qui lui incombent d'assurer entre Terre-Neuve et le continent un service permanent pour le transport des personnes, des marchandises et des véhicules.—(Avis de motion n° 5).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Marchand (Langelier),—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Et sur la proposition d'amendement de M. Howard, appuyé par M. Barnett,—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais soit renvoyé à un Comité plénier aux fins de reconsidérer les articles 2, 7 et 9.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

A 10 h. 20 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 34

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 16 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Marchand (Langelier),—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, soit maintenant lu une troisième fois et adopté.

Et sur la proposition d'amendement de M. Howard, appuyé par M. Barnett,—Que le Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais soit renvoyé à un Comité plénier aux fins de reconsidérer les articles 2, 7 et 9.

Après plus ample débat, cette proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée par le vote suivant:

(Vote n° 6)

POUR

Messieurs

Barnett
Benjamin
Blackburn
Gilbert
Harding

Howard
Knowles
(Winnipeg
Nord-Centre)
Korchinski

Nystrom—9.

CONTRE

Messieurs

Alexander
Alkenbrack
Allard
Allmand
Andre
Arrol
Baker
Baldwin
Basford
Beattie
(Hamilton
Mountain)
Beaudoin
Bécharde
Bell
Blais
Blaker
Boulanger
Breau
Caccia
Cafik
Campbell
Caron
Clark
(Rocky Mountain)
Clermont
Comtois
Corbin
Côté
Cullen
Darling
Davis
De Bané
Demers

Dionne
Dupont
Dupras
Duquet
Ellis
Epp
Ethier
Faulkner
Fleming
Fortin
Foster
Fox
Frank
Fraser
Gauthier
(Ottawa-Vanier)
Gillies
Godin
Goyer
Grafty
Guay
(Saint-Boniface)
Guay (Lévis)
Guilbault
Hees
Herbert
Higson
Holmes
Hopkins
Howie
Hurlburt
Jarvis
Jelinek
Kempling

Knowles
(Norfolk-
Haldimand)
Lachance
Laffamme
Lajoie
Lalonde
Lambert
(Edmonton-Ouest)
Langlois
Laniel
Laprise
La Salle
Lawrence
Leblanc
(Laurier)
LeBlanc
(Westmorland-
Kent)
Lefebvre
Lessard
L'Heureux
Loiselle
MacDonald
MacDonald
(Cardigan)
MacDonald
(Egmont)
Macdonald
(Rosdale)
MacDonald (M¹¹)
(Kingston et
les îles)

Messieurs

MasEachen	Oberle	Stewart
MacGuigan	O'Connor	(Okanagan-
MacInnis	Olivier	Kootenay)
(Cape Breton-	O'Sullivan	Stewart
East Richmond)	Ouellet	(Cochrane)
Mackasey	Paproski	Stollery
MacKay	Patterson	Thomas
Macquarrie	Pelletier	(Maisonneuve-
Madill	(Hochelaga)	Rosemont)
Marceau	Pelletier	Thomas
Marchand	(Sherbrooke)	(Moncton)
(Langelier)	Portelance	Towers
Marchand	Poulin	Trudel
(Kamloops-	Prud'homme	Turner
Cariboo)	Railton	(London-Est)
Marshall	Richardson	Turner
Masniuk	Ritchie	(Ottawa-
Matte	Rompkey	Carlton)
Mazankowski	Rooney	Wagner
McGrath	Roy	Walker
McKenzie	(Laval)	Watson
McKinley	Schumaker	Whelan
McKinnon	Scott	Whicher
McRae	Sharp	Wise
Mitges	Smith	Woolliams
Muir	(Saint-Jean)	Yewchuk—150.
Munro	Stackhouse	
(Esquimalt-	Stanbury	
Saanich)	Stanfield	
Neil	Stevens	
(Moose Jaw)		

La motion principale, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une troisième fois et adopté.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales du Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada.

M. Lalonde, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être et des affaires sociales.

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des

questions juridiques du Bill C-118, Loi modifiant l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867 (abolition du Sénat).

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Harding, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Woolliams en remplacement de M. Balfour sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

A 10 h. 22 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 35

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 17 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

Sur motion de M. Trudel, appuyé par M. Dupras, le premier rapport du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, présenté à la Chambre le jeudi 11 avril 1974, est agréé.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les deux questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 85—*M. Cossitt*

Quels sont ceux qui, en qualité de candidats officiels du Parti Libéral, ont contesté les élections générales du 30 octobre 1972 et, depuis cette date, quels sont ceux qui ont reçu du gouvernement une nomination ou un emploi quelconque et quels sont, dans chaque cas, la nature de cette nomination ou de cet emploi, le montant exact du traitement ou de la rémunération et les raisons qui ont motivé la nomination ou l'emploi de chacun? (Document parlementaire n° 292-2/85).

N° 257—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère de l'Expan-

sion économique régionale a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/257).

M. Foster, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Rompkey et Harding en remplacement de MM. Caccia et Douglas sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Danson en remplacement de M. De Bané sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Clark (Rocky Mountain) en remplacement de M. O'Sullivan sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Bawden en remplacement de M. Jarvis sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Breau, Baldwin, Côté, Cullen et Allard en remplacement de MM. Cullen, Ellis, Hopkins, Gendron et Beaudoin sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand membre du Conseil privé de la Reine,—Copies d'accords entre le gouvernement du Canada

et les districts de Lynn Lake et Pinawa, les municipalités de Stonewall et The Pas et la ville de Thompson (Manitoba), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/270C).

Par M. Allmand,—Copies d'un accord entre le gouvernement du Canada et la municipalité de Wilkie (Saskatchewan), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/274C).

Par M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine,—Copies (en français et en anglais) du budget d'établissement révisé de l'Énergie atomique du Canada, Limitée, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970, et de l'arrêté en conseil C.P. 1974-731, en date du 28 mars 1974, approuvant ce budget. (Document parlementaire n° 292-1/63A).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport actuariel de l'application et de l'état de compte du Régime de pensions du Canada, au 31 décembre 1973, conformément à l'article 116(3) de la Loi sur le Régime de pensions du Canada, chapitre C-5, S.R.C., 1970. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/83).

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 36

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 18 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), appuyé par M. Cafik, il est résolu,—Que, la Chambre appuie toute mesure d'urgence qui peut être prise afin d'assurer qu'il n'y ait pas d'interruption dans la livraison des chèques d'allocations familiales, d'assistance sociale, de prestations d'assurance-chômage et de pensions.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions (documents))

M. Orlikow, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné

en vue de la production de copie d'un exemplaire du dernier rapport d'estimation du Programme de mobilité de la main-d'œuvre du Canada.—(Avis de motion portant production de documents n° 12).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la santé, du bien-

être social et des affaires sociales du Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada.

M. Lalonde, appuyé par M. Haidasz, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Il s'élève un débat;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. McGrath, Clarke (Vancouver Quadra), Frank, Jarvis et Whittaker en remplacement de MM. Ritchie, Hellyer, Lambert (Edmonton-Ouest), Gillies et Blenkarn sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement, savoir:

Par M. Davis, membre du Conseil privé de la Reine,—Copies, en français et en anglais, du rapport annuel sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 41 de cette Loi, chapitre 47, Statuts du Canada, 1970-1971-1972. (Document parlementaire n° 292-1/15).

A 10 h. 28 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 37

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 19 AVRIL 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Reynolds, appuyé par M. Bell, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-280, Loi modifiant la Loi établissant des jours fériés, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. Haidasz,—Que le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

Du consentement unanime, il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité

permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts du Bill C-112, Loi modifiant la Loi sur la radiodiffusion (annonces publicitaires au cours de programmes destinés aux enfants).

M. McGrath, appuyé par M^{lle} MacDonald (Kingston et les Îles), propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

Après débat, du consentement unanime, le bill est retiré et l'ordre révoqué.

A 4 h. 52 de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 38

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 22 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Frank, appuyé par M. Bell, dépose avec la permission de la Chambre, le Bill C-281, Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Marchand (Langlélier), appuyé par M. Basford, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans les zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux

croisements de chemin de fer; prévoyant le paiement, par prélèvement sur les fonds votés par le Parlement, d'au plus cinquante pour cent du coût d'établissement de plans d'aménagement urbain et de plans de transport relatifs à une zone d'étude des transports; prévoyant l'achat ou l'expropriation de terrains de compagnies de chemin de fer situés dans une zone d'étude des transports; prévoyant le versement, par prélèvement sur les fonds votés par le Parlement, d'une subvention de déplacement de lignes destinée à couvrir une partie des frais de réalisation d'un plan de transport et ne devant pas dépasser cinquante pour cent des frais nets de déplacement de lignes de chemin de fer; prévoyant la nomination d'évaluateurs fonciers compétents; prévoyant, suivant les modalités prescrites, l'aide de la Caisse des passages à niveau de chemin de fer au cours de la réalisation d'un plan de transport; prévoyant, pour la construction d'un croisement étagé dont le coût se situe entre \$1,250,000 et \$5,000,000, le versement, par prélèvement sur les fonds votés par le Parlement, d'une subvention spéciale de \$3,250,000 et, lorsque le coût dépasse \$5,000,000, le versement d'une subvention spéciale de \$3,250,000 plus 40% de la partie qui dépasse \$5,000,000; prévoyant, pour la reconstruction d'un croisement étagé dont le coût se situe entre \$1,250,000 et \$5,000,000, le versement d'une subvention spéciale de \$625,000 plus une somme n'excédant pas 37½% de la partie qui dépasse \$1,250,000 et, lorsque le coût dépasse \$5,000,000, le versement d'une subvention

spéciale de \$2,031,000 plus une somme n'excédant pas 25% de la partie qui dépasse \$5,000,000; **prévoyant**, suivant les modalités prescrites, le versement, par prélèvement sur les fonds votés par le Parlement, d'une subvention spéciale ne devant pas dépasser 50% du coût de construction d'un croisement étagé de chemin de fer lorsque cette construction est nécessaire dans une province à la suite d'une proposition de construction d'une route ou voie publique nouvelle en vue de modifier l'itinéraire de la circulation routière; **prévoyant** que tous montants affectés par le Parlement pour des travaux effectifs de construction en vue de la protection, de la sécurité et de la commodité du public à des croisements de chemin de fer doivent être débités au Fonds du revenu consolidé et portés au crédit de la Caisse des passages à niveau de chemin de fer, et que le solde de cette affectation qui n'a pas été dépensé ne tombe pas en annulation mais reste au crédit de la Caisse au titre d'années financières qui suivent; **prévoyant**, de la façon prescrite, la manière d'affecter les fonds de la Caisse; **prévoyant** que les montants affectés, par prélèvement sur la Caisse, au coût des signaux sur des voitures ou des wagons de chemin de fer ou sur des locomotives ne doit pas dépasser 80% de leur coût que fixe la Commission canadienne des transports, **prévoyant** que le coût de travaux effectivement exécutés relativement à tout passage à niveau de chemin de fer ne doit pas dépasser le total obtenu en additionnant 80% du coût de ces travaux, que fixe la Commission, ou \$1,000,000, selon le plus faible de ces deux chiffres, et 80% du coût de tout déplacement d'installations d'un service public qui fait partie de ces travaux; **prévoyant** que le coût de travaux effectivement exécutés relativement à la reconstruction ou l'amélioration d'un croisement étagé ne doit pas dépasser le total obtenu en additionnant 50% du coût de ces travaux ou \$625,000, selon le plus faible de ces deux chiffres, et 50% du coût de tout déplacement d'installations d'un service public qui fait partie de ces travaux; **prévoyant** l'affectation par la Commission de toute contribution provinciale à la Caisse; et **prévoyant**, de la façon prescrite, des dispositions transitoires relatives à la Caisse.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les deux questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 268—M. Nystrom

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale l'Énergie atomique du Canada Limitée, a-t-elle consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/268).

N° 273—M. Nystrom

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de

l'Énergie, des Mines et des Ressources a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/273).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. Haidasz,—Que le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

Du consentement unanime, il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de la justice et des questions juridiques du Bill C-220, Loi modifiant la Loi sur l'identification des criminels.

M. Blais, appuyé par M. Fleming, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. Haidasz,—Que le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, ladite motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Roy (Laval), Demers et Caccia en remplacement de M. Loiselle, M^{lle} Bégin et M. Blouin sur la liste des

membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Blaker en remplacement de M. Herbert sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Roche en remplacement de M. Baker sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Jamieson, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) de la Société de développement du Cap-Breton pour l'année civile 1973, y compris les états financiers, conformément à l'article 33(1) de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, chapitre C-13, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/106).

Par M. Lalonde, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) concernant l'application de la Loi sur les soins médicaux, pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 9 de cette Loi, chapitre M-8, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/298).

A 10 h. 30 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 39

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 23 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Lambert (Edmonton-Ouest), du Comité permanent de la procédure et de l'organisation, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 1^{er} mars 1974, le Comité a étudié le crédit 1 ayant trait au Sénat; le crédit 5 ayant trait à la Chambre des communes; et le crédit 10 ayant trait à la Bibliothèque du Parlement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, et est convenu d'en faire rapport à la Chambre.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1 à 4 inclusivement*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 11 aux Journaux.*)

Sur motion de M. Fairweather, appuyé par M. Bell, le premier rapport du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présenté à la Chambre le mardi 9 avril 1974, est agréé.

Sur motion de M. Fairweather, appuyé par M. Bell, le deuxième rapport du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présenté à la Chambre le mardi 9 avril 1974, est agréé.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Lalonde, appuyé par M. Haidasz,—Que le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

(Vote n° 7)

POUR

Messieurs

Allard
Allmand
Andras
Barnett
Basford
Béchar
Bégin (M¹¹⁰)

Benjamin
Blackburn
Blais
Blaker
Blouin
Boulangier
Breau

Broadbent
Buchanan
Caccia
Cafik
Caouette
(Témiscamingue)
Caron

Messieurs

Chrétien
Clermont
Corbin
Corriveau
Côté
Cullen
Danson
Davis
De Bané
Douglas
Drury
Dubé
Dupont
Dupras
Duquet
Ethier
Faulkner
Fleming
Foster
Fox
Gauthier
(Ottawa-Vanier)
Gendron
Gilbert
Goyer
Gray
Guay
(Saint-Boniface)
Guay (Lévis)
Guilbault
Haidasz
Harding
Herbert
Hopkins
Howard
Isabelle
Jamieson
Jerome
Knight

Knowles
(Winnipeg-
Nord-Centre)
Lachance
Laflamme
Lajoie
Lalonde
Lambert
(Bellechasse)
Langlois
Laniel
Laprise
Leblanc
(Laurier)
LeBlanc
(Westmorland-
Kent)
Lefebvre
Leggatt
Lessard
Lewis
L'Heureux
Loiselle
MacDonald
(Cardigan)
Macdonald
(Rosedale)
MacEachen
MacGuigan
MacInnis (M^{me})
Mackasey
Marceau
Marchand
(Kamloops-
Cariboo)
McRae
Morin (M^{me})
Munro
(Hamilton-Est)
Nelsson

CONTRE

Messieurs

Alexander
Alkenbrack
Arrol
Atkey
Baker
Baldwin
Bawden
Beatty
(Wellington-Grey-
Dufferin-Waterloo)
Bell
Elenkarn
Boisvert
Brewin
Caouette
(Charlevoix)
Carter
Clark
(Rocky Mountain)
Clarke
(Vancouver
Quadra)
Coates
Cossitt
Darling
Dick
Dinsdale
Ellis
Fairweather
Forrestall
Fortin
Frank

Fraser
Gillies
Godin
Grafftey
Grier
Hales
Hailburton
Hamilton
(Qu'appelle-
Moose Mountain)
Hamilton
(Swift Current-
Maple Creek)
Hargrave
Harney
Hees
Hellyer
Higson
Holmes
Horner
(Crowfoot)
Horner
(Battleford-
Kindersley)
Howie
Hueglin
Hurlburt
Jarvis
Jelinek
Kemping
Knowles
(Norfolk-
Haldimand)

Nystrom
Olivier
Orlikow
Ouellet
Paproski
Penner
Peters
Portelance
Poulin
Railton
Reid
Richardson
Roche
Rompkey
Rooney
Roy
(Laval)
Saltsman
Sauvé (M^{me})
Sharp
Smith
(Northumberland-
Miramichi)
Smith
(Saint-Jean)
Stanbury
Stollery
Symes
Thomas
(Maisonneuve-
Rosemont)
Trudeau
Trudel
Turner
(London-Est)
Turner
(Ottawa-
Carleton)
Watson
Whelan
Whicher—118.

Korchinski
Lambert
(Edmonton-Ouest)
La Salle
Lawrence
MacDonald (M^{lle})
(Kingston et
les îles)
MacInnis
(Cape Breton-
East Richmond)
MacKay
Madill
Marshall
Masniuk
Matte
Mazankowski
McCain
McGrath
McKenzie
McKinley
McKinnon
Mitges
Muir
Munro
(Esquimalt-
Saainich)
Neil
(Moose Jaw)
O'Connor
O'Sullivan
Patterson

Messieurs

Reilly
Ritchie
Rondeau
Schellenberger
Schumacher
Scott
Skoreyko

Stackhouse
Stanfield
Stevens
Stewart
(Marquette)
Thomas
(Moncton)

Towers
Wagner
Whittaker
Wise
Wooliams
Yewchuk—92.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques du Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

M. Andras, au nom de M. Gillespie, appuyé par M. Davis, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il s'élève un débat;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des transports et des communications du Bill C-109, Loi prévoyant l'établissement d'une Commission fédérale d'enquête sur les transports (enquêtes impartiales en matière d'accidents de transport).

M. Forrestall, appuyé par M. McKinley, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des transports et des communications.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Andras, au nom de M. Gillespie, appuyé par M. Davis,—Que le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, ladite motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Orlikow et Towers en remplacement de MM. Nelson et Darling sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

MM. Gilbert et Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) en remplacement de MM. Knight et Nielsen sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Douglas, Gendron, M^{me} Morin, MM. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain), McRae et Côté en remplacement de MM. Symes, Côté, McRae, McKenzie, Rompkey et M^{me} Morin sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Haliburton en remplacement de M. MacLean sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

M. Haliburton en remplacement de M. MacLean sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Lawrence et Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) en remplacement de MM. Morgan et Barnett sur la liste des membres du Comité permanent de la procédure et de l'organisation.

MM. Whittaker, Hamilton (Swift Current-Maple Creek), Frank et La Salle en remplacement de MM. McCain, Wise, La Salle et Korchinski sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

MM. Blouin et Roy (Timmins) en remplacement de MM. Caccia et Roy (Laval) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Reilly et Whittaker en remplacement de MM. Macquarrie et Mitges sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Leggatt et Grier en remplacement de MM. Nystrom et Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) en remplacement de M. Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Clark (Rocky Mountain) en remplacement de M. Stackhouse sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Darling et Herbert en remplacement de M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) et M^{lle} Bégin sur

la liste des membres du Comité permanent de la radio-diffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Biais en remplacement de M. Duquet sur la liste des membres du Comité permanent des privilèges et élections.

M. Fraser en remplacement de M. Howie sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M^{me} Morin en remplacement de M. Cullen sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. De Bané, Fox, Jerome et Leblanc (Laurier) en remplacement de MM. Comtois, Guay (Lévis), Buchanan et Breau sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine,—Copie d'un accord entre le gouvernement du Canada et la Corporation de Labrador City (Terre-Neuve), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Texte anglais). (Document parlementaire n° 292-1/276).

Par M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 18 mars 1974, (Question n° 218), demandant: 1. Depuis la mise en œuvre des projets fédéraux à forte proportion de main-d'œuvre (FLIP), pour chaque année d'exploitation, y compris l'année financière 1973-1974, quelle a été la répartition des fonds a) par ministère fédéral participant, b) par province, c) par projet financé, d) par année?

2. Au sein de chaque ministère et pour chaque projet combien d'emplois ont été créés ou maintenus par ce Programme?

3. Quels sont les critères généraux d'acceptation des projets, ceux-ci différent-ils d'un ministère à l'autre et, dans l'affirmative, à quels égards?

4. Quelle a été la date limite de présentation des projets et au cours de chaque année, quelles ont été les dates de début et de fin du Programme? (Document parlementaire n° 292-2/218A).

A 10 h. 10 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 40

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 24 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 104—*M. Cossitt*

1. Quels sont le nom et l'adresse de chacune des agences de publicité dont s'est servi le ministère du Travail depuis l'entrée en fonction du ministre actuel?

2. a) Quels montants en contrats de publicité ont été accordés à de tels organismes pendant ce laps de temps, à quelles dates ces contrats ont-ils été accordés et dans chaque cas, a-t-on procédé par soumission ou par toute autre forme d'adjudication et, dans la négative, qui a autorisé dans chaque cas la dépense des deniers publics sans soumission ni adjudication, b) dans chaque cas, quel était l'objet général du contrat de publicité?

3. Quels sont le nom et l'adresse de chacune des agences de publicité dont s'est servi le ministère du Travail pendant le mandat du prédécesseur du ministre actuel et, si une de ces agences n'a pas été utilisée depuis le changement de ministres, pourquoi et qui en a décidé ainsi? (Document parlementaire n° 292-2/104).

N° 251—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère du Travail a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/251).

N° 341—*M. Clark (Rocky Mountain)*

Combien de fonctionnaires participent régulièrement à la rédaction des discours du a) Premier ministre, b) Leader du gouvernement au Sénat, c) Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, d) Président du Conseil privé, e) Président du Conseil du Trésor, f) ministre des Transports, g) ministre des Finances, h) ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, i) ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, j) ministre du Travail, k) ministre des Communications, l) ministre de l'Environnement et ministre des Pêches, m) ministre des Travaux publics, n) ministre d'État chargé des Affaires urbaines, o) ministre de l'Expansion économique régionale, p) ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, q) ministre de la Défense nationale, r) ministre de la Justice et Procureur général du Canada, s) ministre de la Consommation et des Corporations, t) ministre du Revenu national, u) ministre des Approvisionnements et Services, v)

ministre de l'Industrie et du Commerce, *w*) ministre d'État, *x*) ministre de l'Agriculture, *y*) Solliciteur général du Canada, *z*) Secrétaire d'État du Canada, *aa*) ministre des Postes, *bb*) ministre des Affaires des anciens combattants, *cc*) ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, *dd*) ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie? (Document parlementaire n° 292-2/341).

N° 595—*M. Fortin*

1. Combien y a-t-il eu de faillites, par province, pour chacune des années depuis 1970?

2. Quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour prévenir les faillites frauduleuses? (Document parlementaire n° 292-2/595).

M. Foster, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

L'avis de motion portant production de documents n° 3 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par *New Canada—Toronto* relativement à la subvention de \$18,000 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 4 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par le *Cross-Cultural Communication Centre—Toronto* relativement à la subvention de \$8,000 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif aux *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 5 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par le Centre chinois de Québec, Enr., Québec, relativement à la subvention de \$5,000 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif des *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

L'avis de motion portant production de documents n° 6 ainsi conçu:

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la demande présentée par le *Black Youth Television Workshop, Montreal*, relativement à la subvention de \$6,500 annoncée le 3 octobre 1973 par le ministre d'État chargé du multiculturalisme et de toute la correspondance échangée à ce sujet avec le gouvernement,

est appelé et reporté par le Greffier à l'ordre relatif des *Avis de motions (documents)*, conformément à l'article 48(1) du Règlement.

La Chambre reprend le débat sur la motion de *M. Andras*, au nom de *M. Gillespie*, appuyé par *M. Davis*,—Que le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des pêches et des forêts du Bill C-3, Loi ayant pour objet de protéger la santé et l'environnement contre le rejet de substances qui contaminent l'environnement.

M. Davis, appuyé par *M. Dubé*, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des pêches et des forêts.

Il s'élève un débat;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Roche en remplacement de *M. Whittaker* sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Darling en remplacement de *M. Towers* sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

M. Rose en remplacement de *M. Orlikow* sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

MM. Wise et McCain en remplacement de MM. Schellenberger et Whittaker sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Symes en remplacement de M. Douglas sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Douglas en remplacement de M. Harding sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Masniuk en remplacement de M. Frank sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Cullen en remplacement de M. Côté sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Hopkins en remplacement de M. Railton sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) sur les opérations découlant de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 26 de cette Loi, chapitre E-17, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/137).

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 41

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 25 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Gillespie, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, d'un communiqué des délibérations signé conjointement par Son Excellence M. Hushang Ansary, ministre de l'Économie de l'Iran et le ministre de l'Industrie et du Commerce, à l'occasion d'une mission commerciale et économique canadienne en Iran, du 18 au 23 avril 1974. (Document parlementaire n° 292-7/7).

M. Nelson, appuyé par M. Howard, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-282, Loi concernant le jour d'Héritage Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Davis, appuyé par M. Dubé,—Que le Bill C-3, Loi ayant pour objet de protéger la santé et l'environnement contre le rejet de substances qui contaminent l'environnement, soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des pêches et des forêts.

Après plus ample débat,, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des pêches et des forêts.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des transports et des communications du Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer.

M. Basford, au nom de M. Marchand (Langelier), appuyé par M. Sharp, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et, du consentement unanime, déféré à un Comité plénier.

Il s'élève un débat;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer nationaux du Canada et d'Air Canada depuis

le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada.

Du consentement unanime, l'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est suspendue.

Le débat reprend sur la motion de M. Basford, au nom de M. Marchand (Langelier), appuyé par M. Sharp, —Que le Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Le débat se poursuit;

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 25 avril 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Wishart F. Spence, O.B.E., juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de Député du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 25 avril, à 5 h. 45 de l'après-midi afin de donner la sanction royale à un projet de loi.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire administratif du Gouverneur général,
ANDRÉ GARNEAU

L'honorable

Le Président de la Chambre des communes

Un message est reçu de l'honorable Wishart F. Spence, O.B.E., juge puîné de la Cour suprême du Canada, à titre de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de l'honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Bill C-5, Loi autorisant la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1973 jusqu'au 30 juin 1974, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada.—Chapitre n° 6.

Le débat reprend sur la motion de M. Basford, au nom de M. Marchand (Langelier), appuyé par M. Sharp, —Que le Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé à un Comité plénier.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois, étudié en Comité plénier et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le Comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Roy (Laval), Blais et Holmes en remplacement de MM. Roy (Timmins), Blouin et Clarke (Vancouver Quadra) sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Stackhouse en remplacement de M. Morgan sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Lajoie, Epp, Masniuk, Schellenberger, Oberle et Stewart (Marquette) en remplacement de MM. MacGuigan, Nielsen, M^{lle} MacDonald (Kingston et les îles), MM. Clark (Rocky Mountain), Darling et Frank sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Langlois, Howie, Stevens, Railton et Haliburton en remplacement de MM. Railton, Fraser, Haliburton, Trudel et Stevens sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Towers en remplacement de M. Mitges sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

M. Nelson en remplacement de M. Orlikow sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

MM. Orlikow et Nystrom en remplacement de MM. Grier et Leggatt sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Carter en remplacement de M. McKenzie sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Grier en remplacement de M. Nystrom sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Reynolds en remplacement de M. Patterson sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Schumacher, Blaker, Ritchie, McCain et Masniuk en remplacement de MM. Ellis, Loiselle, McKay, Schellenberger et Schumacher sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir;

Par M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) de l'Office national de l'énergie, pour l'année civile 1973, conformément à l'article 91 de la Loi sur l'Office national de l'énergie, chapitre N-6, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/188).

Par M. Munro (Hamilton-Est), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) sur les mesures prises en vertu du Code canadien du travail—Partie V (Relations industrielles), pour l'année financière terminée le 31 mars 1974, conformément à l'article 170 de cette Loi, chapitre L-1, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/406).

A 10 h. 22 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 42

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 26 AVRIL 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Dubé, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, de l'arrêté en conseil n° 1974-963, en date du 25 avril 1974, concernant la Commission consultative des locaux du Parlement (L'honorable Douglas C. Abbott, C.P., président). (Document parlementaire n° 292-4/170).

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques du Bill C-20, Loi établissant la Banque fédérale de développement.

M. Gray, au nom de M. Gillespie, appuyé par M. Lang, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il s'élève un débat;

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Bills publics)

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration du Bill C-110, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté canadienne (citoyen canadien de naissance).

M^{me} MacInnis, appuyée par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déféré au Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M. Reilly en remplacement de M. Holmes sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Whelan, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) sur les accords conclus en vertu de la Loi sur la vente coopérative des produits agricoles, pour l'année se terminant le 31 mars 1974, conformément à l'article 7 de cette Loi, chapitre A-6, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/53).

A cinq heures de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 43

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 29 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

Une pétition introductive de bills privés est présentée, suivant les dispositions de l'article 67(1) du Règlement.

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un document intitulé «Compte rendu de la situation économique», avril 1974. (Document parlementaire n° 292-1/315).

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-28, Loi autorisant les compagnies fiduciaires et les compagnies de prêt fédérales à augmenter leur pouvoir d'emprunter et à émettre des billets subalternes, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

M. Gray, appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-29, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en ce qui a trait aux pratiques abusives, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en ce qui a trait aux pratiques abusives de façon à porter de quatre à sept le nombre de membres permanents de la Commission constituée en vertu de la Loi et de façon à prévoir la nomination et le traitement d'au plus cinq membres temporaires.

M. MacEachen, au nom de M. Lang, appuyé par M. Chrétien, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-30, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi

sur la Commission canadienne du blé de façon à prévoir que les paiements finals relatifs aux livraisons faites au cours d'une période de livraison en commun ne pourront être effectués qu'à compter du 1^{er} janvier de l'année civile suivant la fin de cette période.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 272—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de la Consommation et des Corporations a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/272).

N° 316—*M. Broadbent*

1. Quel est le nom des sociétés qui ont reçu des subventions aux termes du Programme de subventions pour la construction de navires (SCSP) au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 jusqu'à présent et à combien se chiffre chaque subvention?

2. Quel est le nom des propriétaires de navires et d'autres bateaux construits aux termes du programme au cours des années mentionnées ci-dessus?

3. Quel est le nom des propriétaires de navires établis à l'étranger qui ont commandé des navires et d'autres bateaux aux termes du Programme de subventions pour la construction de navires (SCSP) ou du Programme temporaire d'aide à la construction des navires qui ont obtenu une subvention du gouvernement, et à combien se chiffre la subvention dans chaque cas pour chacune desdites années financières?

4. Quels sont les objectifs du Programme temporaire d'aide à la construction des navires?

5. A quelle date le ministère a-t-il procédé à la dernière évaluation du Programme de subventions pour la construction de navires (SCSP) et du Programme temporaire d'aide à la construction des navires (STAP)? (Document parlementaire n° 292-2/316).

N° 353—*M. Clark (Rocky Mountain)*

Quel est le nom de chaque particulier ou société qui a obtenu une licence d'importation du bétail de l'Europe continentale entre la date de la mise en vigueur des licences d'importation et le mois de septembre 1969? (Document parlementaire n° 292-2/353).

N° 386—*M. Knight*

1. Quel était le nom des employés du personnel ministériel (y compris le Cabinet du Premier ministre) qui, au cours de l'exercice financier 1972-1973, ont touché une rémunération pour surtemps dépassant \$1,000?

2. Quel a été le montant des rémunérations pour surtemps versées chaque mois dans chaque cas et quelle était l'échelle de salaire de chacun de ces employés? (Document parlementaire n° 292-2/386).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Le Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, est étudié de nouveau en Comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en Comité;

A cinq heures de l'après-midi, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions)

M. O'Sullivan, appuyé par M. Baker, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement, en collaboration avec les gouvernements provinciaux et les organismes compétents, devrait mettre sur pied immédiatement une campagne nationale de sécurité au volant dans tout le Canada en vue de diminuer les pertes de vie et d'encourager la courtoisie au volant.—*(Avis de motion n° 7)*.

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude en Comité plénier du Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, et, après avoir fait rapport de l'état de la question, le Comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Baldwin et Fairweather en remplacement de MM. Reilly et Nielsen sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Blackburn en remplacement de M. Rodriguez sur la liste des membres du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration.

MM. Reid et Orlikow en remplacement de MM. Langlois et Harney sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Basford, membre du Conseil privé de la Reine, —Budget d'établissement de la Commission de la Capitale nationale, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970, tel qu'approuvé par l'arrêté en conseil 1974-891, en date du 17 avril 1974. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/182).

A 10 h. 34 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 44

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 30 AVRIL 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Fairweather, du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présente le troisième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

En étudiant ses attributions permanentes relatives à l'étude et à la vérification des textes réglementaires, le Comité a remarqué le grand nombre des textes qui ont été publiés après l'entrée en vigueur de la Loi sur les textes réglementaires et qui feront l'objet de recherches approfondies.

C'est pourquoi le Comité recommande que l'autorité lui soit donnée de s'assurer des services supplémentaires d'un personnel de recherche juridique et de bureau, y compris l'affectation ou la mise en disponibilité de personnes ou de services, dont le Comité peut avoir besoin pour remplir son mandat, selon les tarifs et les modalités établis par les coprésidents.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicule n° 2*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 12 aux Journaux).

M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Avis de motion des voies et moyens concernant l'exportation du pétrole du Canada. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/310A).

M. Atkey, appuyé par M. Bell, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-283, Loi modifiant la Loi sur les prisons et les maisons de correction, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, est étudié de nouveau en Comité plénier.

La Chambre poursuit sa séance en Comité;

A cinq heures de l'après-midi, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

(Appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

Du consentement unanime, la Chambre procède à l'étude des *Avis de motions émanant des députés*.

M. Nesdoly, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait songer à présenter un projet de loi visant à instituer un Office national de commercialisation du bétail qui fonctionnerait de concert avec l'Office de commercialisation du bétail établi par la province.— (*Avis de motion n° 6*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

La Chambre reprend l'étude en Comité plénier du Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer, qui est rapporté avec des amendements, agréé, tel que modifié, à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

(*Délibérations sur la motion d'ajournement*)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

M^{lle} MacDonald (Kingston et les Îles) en remplacement de M. Oberle sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

MM. Nelson et Harney en remplacement de MM. Douglas et Grier sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

M. Loisselle en remplacement de M. Stewart (Cochrane) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Mitges en remplacement de M. Crouse sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

MM. Schellenberger et Whittaker en remplacement de MM. Hargrave et Hamilton (Swift Current-Maple Creek) sur la liste des membres du Comité permanent de l'agriculture.

M. Buchanan en remplacement de M^{me} Morin sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Macquarrie et Patterson en remplacement de MM. Higson et Oberle sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Guay (Lévis) en remplacement de M. Herbert sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Ritchie et Olivier en remplacement de MM. Reynolds et Cafik sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Schumacher en remplacement de M. Clark (Rocky Mountain) sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Troisième rapport du greffier des pétitions, conformément à l'article 67(7) du Règlement, ainsi qu'il suit:

Le greffier des pétitions a l'honneur de faire connaître que la pétition du requérant dont le nom suit, déposée le lundi 29 avril 1974, est conforme aux prescriptions de l'article 67 du Règlement. Toutefois, cette pétition a été déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement.

Maurice Babeux, de la ville de Boucherville (Québec), demandant l'adoption d'une loi considérant l'avis de dissolution de Alliance Sécurité et Investigation Limitée et, en anglais, *Alliance Security and Investigation Limited* comme n'ayant jamais eu d'effet.—M. Woolliams.

A 10 h. 39 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 45

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 1^{er} MAI 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Portelance, du Comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, présente le deuxième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du vendredi 1^{er} mars 1974, le Comité a étudié le crédit 15 sous la rubrique Main-d'œuvre et Immigration du Budget des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975 et a convenu d'en faire rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 4, 5 et 6*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 13 aux Journaux.*)

M. Isabelle, du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, présente le troisième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du jeudi 18 avril 1974, le Comité a étudié le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, et est convenu d'en faire rapport avec la modification suivante:

Article 33

Retrancher la ligne 3 de la version anglaise, à la page 32, et la remplacer par ce qui suit:

"Minister is satisfied that"

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce Bill (*fascicules n° 9 et 10*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 14 aux Journaux.*)

Du consentement unanime, sur motion de M. Duquet, appuyé par M. L'Heureux, il est ordonné,—Que la pétition de l'Alliance Sécurité et Investigation Limitée/*Alliance Security and Investigation Limited*, déposée après le délai spécifié à l'article 90 du Règlement, soit déferée au Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, avec le troisième rapport du greffier des pétitions, présenté à la Chambre le mardi 30 avril 1974, afin que le Comité soit en mesure de faire les recommandations qu'il jugera à propos.

M. Lalonde, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un document de travail intitulé «Nouvelle perspective de la santé des Canadiens». (Document parlementaire n° 292-4/68).

M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, de la troisième partie de l'Étude des transports publics de la région centre-ouest de l'Ontario—comté de Bruce par la Commission canadienne des transports en date de février 1974. (Document parlementaire n° 292-4/65A).

M. Chrétien, appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-31, Loi modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien de façon à porter de trois à cinq le nombre des membres de la Commission et à pourvoir à leurs frais; et de façon à apporter, de la façon suivante, des modifications à l'administration financière et aux pratiques bancaires de la Commission.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 158—*M. Forrestall*

A l'heure actuelle, combien de femmes sont employées en vertu de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique à un salaire supérieur à \$25,999 par année et, a) quel est leur nom, b) quel poste occupent-elles? (Document parlementaire n° 292-2/158).

N° 248—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/248).

N° 278—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de

l'Industrie et du Commerce a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/278).

*N° 457—*M. Rynard*

1. Combien de médecins, par province, au 1^{er} janvier 1974, pratiquaient effectivement la médecine au Canada a) à plein temps, b) à temps partiel?

2. Quel est, par province, le nombre de spécialistes et d'omnipraticiens au Canada?

3. Combien de médecins font de la recherche a) à plein temps, b) à temps partiel?

4. Combien de médecins enseignent la médecine dans les facultés a) à temps partiel, b) à plein temps?

5. Combien de médecins occupent, dans chaque province, des postes administratifs a) au gouvernement fédéral, b) aux gouvernements provinciaux?

6. Combien de médecins occupent, dans chaque province, des postes administratifs a) dans l'industrie, b) dans des compagnies d'assurance? (Document parlementaire n° 292-2/457).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité de la justice et des questions juridiques du Bill C-29, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en ce qui a trait aux pratiques abusives.

M. Gray, appuyé par M. MacEachen, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. McKinnon et Reynolds en remplacement de MM. Fraser et Munro (Esquimalt-Saanich) sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. MacInnis (Cape Breton-East Richmond) et Muir en remplacement de MM. Kempling et Neil (Moose Jaw) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Barnett en remplacement de M. Nelson sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Lambert (Edmonton-Ouest) et Hellyer en remplacement de MM. Atkey et Clarke (Vancouver Quadra) sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Jamieson, membre du Conseil privé de la Reine,—Budgets d'investissement de la Société de développement du Cap-Breton, pour la période de trois mois terminée le 31 mars 1974, conformément aux articles 21 et 26 de la Loi sur la Société de développement du Cap-

Breton, chapitre C-13, S.R.C., 1970 et copie de l'arrêté en conseil 1974-653, en date du 21 mars 1974, approuvant ces budgets. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/107).

Par M. Jamieson,—Budgets d'investissement de la Société de développement du Cap-Breton, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1975, conformément aux articles 21 et 26 de la Loi sur la Société de développement du Cap-Breton, chapitre C-13, S.R.C., 1970 et copie de l'arrêté en conseil 1974-654, en date du 21 mars 1974, approuvant ces budgets. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/107A).

A six heures du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 46

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE JEUDI 2 MAI 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Macdonald (Rosedale), appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-32, Loi créant une société nationale des pétroles, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure créant une société nationale des pétroles à titre de société de la Couronne et prévoyant ses objets et ses pouvoirs; prévoyant la nomination d'un conseil d'administration composé d'au plus quinze personnes, la rémunération du président de la Corporation, le traitement du président du Conseil, le paiement d'honoraires et d'indemnités aux administrateurs et l'emploi de personnel pour la Corporation; prévoyant que la Loi sur la pension de la Fonction publique s'applique au personnel et que la Loi concernant l'indemnisation des employés de l'État et les règlements établis en application de l'article 7 de la Loi sur l'aéronautique s'appliquent au personnel, au président du Conseil et au président de la Corporation; prévoyant que le capital autorisé est de \$500,000,000 composé de cent actions ordinaires valant chacune au pair \$5,000,000 et que le ministre des Fi-

nances souscrit ces actions ordinaires par prélèvements sur le Fonds du revenu consolidé; prévoyant qu'il peut être consenti à la Corporation des avances, sur le Fonds du revenu consolidé, par voie d'emprunts, ou par l'acquisition d'actions privilégiées qui augmente le capital autorisé de la Corporation à raison du montant desdites actions, et que la Couronne peut garantir les valeurs mobilières émises par la Corporation sous réserve que le total de ces emprunts, de ces valeurs mobilières garanties et de ces actions privilégiées ne doit pas dépasser \$1,000,000,000; prévoyant la vente à la Corporation de la totalité ou d'une partie du capital-actions de la *Panarctic Oils Ltd.* que détient la Couronne dont le prix peut consister en espèces, en actions et en valeurs mobilières de la Corporation; prévoyant, de la manière prescrite, que la Corporation reçoit et administre les affectations de crédits faites par le Parlement; et prévoyant la nomination de vérificateurs.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-29, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en ce qui a trait aux pratiques abusives, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la Justice et des questions juridiques.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

(Avis de motions (documents))

M. Neale (Vancouver-Est), appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose,—Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de tous les contrats signés par le Conseil des ports nationaux à Vancouver avec les entreprises suivantes: a) *Empire Stevedoring Co. Ltd.*, b) *Canadian Stevedoring Co. Ltd.*, c) le Canadien National relativement à l'utilisation des quais Ballantyne, Lapointe et Centennial pour les années 1973 et 1974.—(Avis de motion portant production de documents n° 10).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Le débat reprend sur la motion de M. Gray, appuyé par M. MacEachen,—Que le Bill C-29, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en ce qui a trait aux pratiques abusives, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Higson, Broadbent, Herbert et Blenkarn en remplacement de MM. Whittaker, Orlikow, Jerome et Higson sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Rose, Benjamin et Cafik en remplacement de M^{me} MacInnis, MM. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) et Olivier sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Rodriguez, Coates, Lundrigan, LeBlanc (Westmorland-Kent), Reid, MacKay et La Salle en remplacement de MM. Knight, Hamilton (Swift Current-Maple Creek), Epp, Pelletier (Sherbrooke), Dupont, La Salle et MacKay sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Harney, Madill et Kempling en remplacement de MM. Orlikow, Baldwin et Darling sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Crouse en remplacement de M. Frank sur la liste des membres du Comité permanent des comptes publics.

MM. McKenzie, Ellis et Dinsdale en remplacement de MM. Andre, Baldwin et Woolliams sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Clark (Rocky Mountain), Marshall et Yewchuk en remplacement de MM. Epp, Masniuk et Schellenberger sur la liste des membres du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

M. MacKay en remplacement de M. Ritchie sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Munro (Esquimalt-Saanich) en remplacement de M. Reynolds sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Poulin et Dupras en remplacement de MM. Cafik et Corbin sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Breau et Beaudoin en remplacement de MM. Smith (Saint-Jean) et Gauthier (Roberval) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Neale (Vancouver-Est) en remplacement de M. Rose sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Clarke (Vancouver Quadra) en remplacement de M. Masniuk sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

MM. Ritchie, Demers et Leblanc (Laurier) en remplacement de MM. Jarvis, Leblanc (Laurier) et De Bané sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Blais et Smith (Saint-Jean) en remplacement de MM. Reid et Breau sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Reynolds, Alkenbrack, Korchinski, Marshall et Stewart (Marquette) en remplacement de MM. McCain, Carter, Blenkarn, Stewart (Marquette) et Marshall sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

M. Clarke (Vancouver Quadra) en remplacement de M. Hellyer sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Baldwin et Darling en remplacement de MM. Madill et Kempling sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

MM. Marchand (Kamloops-Cariboo), Watson, Rose et Benjamin en remplacement de MM. McRae, Guay (Saint-Boniface), Blackburn et Neale (Vancouver-Est) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Davis, membre du Conseil privé de la Reine,—Budget d'établissement de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce, pour la période de douze mois se terminant le 30 avril 1975, ainsi que l'arrêté en conseil 1974-960, en date du 25 avril 1974, approuvant ce budget, conformément à l'article 70(2) de la Loi sur l'administration financière, chapitre F-10, S.R.C., 1970. (Textes

français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/295).

Par M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) sur l'application de la Partie II de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, pour l'année financière terminée le 31 mars 1974, conformément à l'article 27 de cette Loi, chapitre 105, S.R.C., 1952. (Document parlementaire n° 292-1/139).

A 10 h. 28 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à onze heures du matin, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 47

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE VENDREDI 3 MAI 1974

Onze heures du matin

PRIÈRE

M. Trudel, du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, présente le deuxième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du mercredi 24 avril 1974, le Comité a étudié le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et a convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce Bill (*fascicule n° 10*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 15 aux Journaux.)

DÉCLARATION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: Lorsque l'honorable député de Fundy-Royal (M. Fairweather) a proposé hier de présenter cette motion, la présidence a attiré l'attention des honorables députés sur une difficulté relative à la forme du 3e rapport du comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

Je crois devoir insister sur le fait que ce n'est pas le fond du rapport qui préoccupe la présidence, mais plutôt sa forme. Comme je l'ai dit hier, il existe une procédure établie par la Chambre des communes et la loi des subsides pour le recrutement et l'embauche du personnel des comités. La méthode recommandée dans le cas présent semble à la présidence incompatible avec celle qui a eu cours par le passé. Je suis toutefois au courant que des dispositions ont été prises à l'autre endroit pour contourner la difficulté, et je pense qu'étant donné les circonstances il serait dans les règles de mettre la motion aux voix.

Je pourrais ajouter également, comme l'a fait remarquer hier l'honorable député de Fundy-Royal, qu'il y a eu à ce sujet des consultations dont je n'étais pas au courant. Voilà qui donne à la situation un caractère différent, et je dois présumer que cette motion est présentée avec le consentement unanime, de sorte qu'elle ne constituera pas un précédent. Ceci dit, je suis persuadé que les honorables députés s'attendent à ce que la présidence mette la motion aux voix.

Du consentement unanime, sur motion de M. Fairweather, appuyé par M. Bell, le troisième rapport du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires, présenté à la Chambre le mardi 30 avril 1974, est agréé.

M. Lang, appuyé par M. Munro (Hamilton-Est), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-33, Loi prévoyant des versements au titre du blé produit et vendu au Canada pour la consommation humaine au Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure prévoyant, de la manière prescrite, pendant la période commençant le 12 septembre 1973 et se terminant le 31 juillet 1980, des paiements dont le montant est déterminé en vertu de la mesure pour chaque boisseau de blé durum et pour chaque boisseau de blé, autre que le blé durum, produits et vendus pour la consommation humaine au Canada; et prévoyant, de la manière prescrite, le versement d'un intérêt relativement aux paiements pour la période comprise entre le 12 septembre 1973 et l'adoption de la mesure.

M. Lang, au nom de M. Basford, appuyé par M. Munro (Hamilton-Est), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-34, Loi modifiant la Loi nationale sur l'habitation, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi nationale sur l'habitation de façon à élargir, de la manière prescrite, l'aide que le gouvernement fédéral accorde actuellement à l'aménagement par les municipalités d'installations de traitement des eaux d'égout et, suivant les modalités prescrites, à rendre les réseaux de collecteurs d'égouts pluviaux admissibles, jusqu'au 31 décembre 1978, à obtenir une aide en vertu de la Partie VIII; de façon à prévoir la conclusion entre la Société et les provinces d'accords aux termes desquels seraient consentis des prêts prévus par cette Partie; de façon à prévoir, de la manière prescrite, le versement de subventions pour des projets financés par d'autres moyens et des subventions pour des projets de traitement des eaux d'égout dont le coût dépasse les sommes prescrites; et de façon à prévoir, suivant les modalités prescrites, le versement de contributions pour l'élaboration de plans régionaux d'aménagement d'installations d'égout.

M. Munro (Hamilton-Est), appuyé par M. Dubé, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-35, Loi modifiant certaines lois en vue d'assurer dans leur application l'égalité de statut aux personnes de sexe masculin et féminin, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général, imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant certaines lois en vue d'assurer dans leur application l'égalité de statut aux personnes de sexe masculin et féminin; a) modifiant la Loi sur l'assurance-chômage de façon à prévoir, de la manière prescrite, une période plus flexible pendant laquelle il y a lieu au paiement de prestations de maternité; b) modifiant la Loi sur les pensions de façon à créer un droit nouveau à une pension pour un veuf d'un membre des forces; prévoyant, de la manière prescrite, des modifications à la fixation des pensions payables relativement à des membres des forces mariés l'un à l'autre; supprimant une différence entre les âges de façon à permettre le versement de pensions à tous les enfants éligibles, aux frères et aux soeurs de membres des forces jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de dix-sept ans; portant de 21 à 25 ans l'âge maximum jusque auquel peut être payée une pension à un enfant qui poursuit des études approuvées; supprimant un pouvoir discrétionnaire et prévoyant le paiement de certaines prestations de pension aux membres de sexe féminin des forces et à leurs enfants ou relativement à ces membres et à leurs enfants; considérant que certaines personnes sont mariées aux fins d'éligibilité à des prestations de pension; c) modifiant la Loi sur la défense nationale de façon à permettre aux jeunes filles d'appartenir à des organisations de cadets.

Il est donné lecture de l'ordre relatif, à l'étude, à l'étape du rapport du Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, rapporté avec un amendement par le Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Horner (Crowfoot), appuyé par M. Schumacher, propose,—Qu'on modifie le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, en retranchant l'article 7 et en renumérotant les autres articles en conséquence.

Il s'élève un débat;

M. Schumacher, appuyé par M. Horner (Battleford-Kindersley), propose,—Que ce débat soit maintenant ajourné.

Cette motion, mise aux voix, est rejetée sur division.

Le débat reprend sur la motion de M. Horner (Crowfoot), appuyé par M. Schumacher,—Qu'on modifie le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, en retranchant l'article 7 et en renumérotant les autres articles en conséquence.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est rejetée sur division.

La motion numéro (2) inscrite au nom de l'honorable député de Palliser (M. Schumacher) ayant été appelée, ainsi qu'il suit:

Qu'on modifie le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, à l'article 7, en ajoutant immé-

diatement à la suite de la ligne 13, à la page 6, ce qui suit:

«(7) Le conjoint d'un cotisant peut choisir de contribuer conformément au présent article sur la base de son propre revenu gagné ou de celui de l'autre conjoint, le revenu le plus élevé étant à retenir.»

DÉCISION DE M. L'ORATEUR SUPPLÉANT

M. L'ORATEUR SUPPLÉANT (M. Laniel): J'aimerais remercier les deux honorables députés qui se sont exprimés sur la recevabilité de la motion dont la Chambre est actuellement saisie. J'espère qu'ils comprendront que la présidence n'est pas ici pour se prononcer sur le mérite, la valeur ou la sincérité de l'amendement ou de la motion de l'honorable député de Palliser (M. Schumacher) ou sur l'avis ou les vues du ministre. Elle doit s'en tenir au Règlement qui établit des limites pour assurer la bonne marche des travaux du Parlement.

Peut-être pourrais-je ici renvoyer les députés à la quatrième édition de Beauchesne sur la question de la pertinence, plus précisément au paragraphe (1) du commentaire 203 qui stipule en partie:

«Est impérative la règle qui exige que toute proposition d'amendement se rattache à la question qui fait l'objet de l'amendement.»

J'aimerais de plus citer le commentaire 406 du même auteur, à la page 292, qui dresse la liste des raisons de rejet des amendements. On y lit en partie:

«Un amendement est irrégulier s'il

a) ne se rapporte pas au bill, ou s'il en dépasse la portée, ou s'il est inspiré par des amendements déjà rejetés ou s'il en dépend;»

Il y a un autre point sur lequel j'aimerais attirer l'attention des honorables députés et c'est une des citations que nous connaissons bien tirée de la Dix-huitième Édition d'Erskine May, à la page 508, qui dit:

«Un amendement qui est irrecevable, pour n'importe laquelle des raisons suivantes ne peut être proposé par la présidence:

(1) Un amendement est irrecevable s'il est étranger à la question en cause, s'il dépasse la portée du bill, ...»

Si les honorables députés veulent bien tourner à la page 512 de May, ils remarqueront au paragraphe (12):

«Les amendements ou les nouveaux articles qui créent des charges publiques ne peuvent être proposés si une résolution de finances ou si une résolution du budget n'a pas été adoptée, ou si l'amendement ou l'article en question n'est pas visé par les termes de la résolution.»

Voici les deux principaux points que je désire signaler à l'attention du motionnaire. En fait, sa motion va au-delà du bill. Elle tend à modifier les dispositions de la loi principale qui ne sont pas contenues dans le bill à l'étude. L'honorable député essaie, au moyen de cet amendement, de modifier la loi elle-même, non pas en ajoutant un paragraphe à l'article 7, mais en essayant de modifier la

loi, alors que nous ne l'étudions pas pour le moment. Deuxièmement, cet amendement n'est pas conforme à la recommandation financière à l'égard du bill comme il ne l'était pas non plus à l'égard du Bill C-190 lors de la session précédente et on peut donc lui faire les mêmes reproches. C'est avec regret que je dois dire que cette motion n'est pas recevable sous cette forme.

M. Horner (Crowfoot), appuyé par M. Schumacher, propose,—Qu'on modifie le Bill C-19, Loi modifiant le Régime de pensions du Canada, en retranchant le mot «prescrit» de la ligne 27 du paragraphe (2) de l'article 15, à la page 14 et en le remplaçant par les mots «de 7%»

Il s'élève un débat;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux;

Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche;

Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer.

(A quatre heures de l'après-midi, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(4) du Règlement)

Du consentement unanime, sur motion de M. McKinley, appuyé par M. Dinsdale, le Bill C-277, Loi concernant la révision des limites des circonscriptions électorales, est lu une deuxième fois, étudié en Comité plénier, rapporté sans amendement et agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

Du consentement unanime, sur motion de M. McKinley, au nom de M. Frank, appuyé par M. Crouse, le Bill C-281, Loi concernant la révision des limites des circonscriptions électorales, est lu une deuxième fois, étudié en Comité plénier, rapporté sans amendement et agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

(Avis de motions)

M. Thomas (Moncton), appuyé par M. Patterson, propose,—Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait étudier l'opportunité de nommer sans tarder un commissaire indépendant chargé d'évaluer l'ensemble du

système de financement et de prestations du fonds de pension du Canadien National et de faire des recommandations tant sur le régime des prestations aux employés, y compris les retraités que sur leur mode de financement.—(*Avis de motion n° 11*).

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b)

du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Guay (Saint-Boniface) et McRae en remplacement de MM. Watson et Marchand (Kamloops-Cariboo) sur la liste des membres du Comité permanent des transports et des communications.

A cinq heures de l'après-midi, la Chambre s'ajourne à lundi, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 48

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE LUNDI 6 MAI 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Lang, appuyé par M. Faulkner, propose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-36, Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême et modifiant en conséquence la Loi sur la Cour fédérale, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les dix questions suivantes sont transformées en ordre de dépôt de documents, savoir:

N° 45—*M. Cossitt*

1. Quels sont le nom et l'adresse des entrepreneurs, maisons, sociétés ou particuliers engagés par le gouvernement pour exécuter des travaux de rénovation ou de construction à la résidence d'été officielle du Premier ministre à Harrington Lake depuis le 20 avril 1968 et quelles sont les sommes en cause dans chaque cas?

2. Dans quels cas a-t-on lancé des appels d'offres, qui étaient les soumissionnaires et quel était le montant des offres?

3. Dans les cas où on n'a pas lancé d'appels d'offres, pour quelle raison ne l'a-t-on pas fait?

4. Dans chaque cas, quelle est la nature précise des travaux exécutés ou du service rendu? (Document parlementaire n° 292-2/45).

N° 54—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province de la Colombie-Britannique dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2272 de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/54).

N° 58—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province de Québec dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2276 de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/58).

N° 61—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province de la Nouvelle-Écosse dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2279 de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/61).

N° 62—*M. Cossitt*

Quelle somme totale a été versée entre avril 1972 et le 31 mars 1973 à chaque avocat de la province de l'Ontario dont le nom figure dans la réponse à la question n° 2280

de la première session du 29^e Parlement? (Document parlementaire n° 292-2/62).

N° 86—*M. Cossitt*

En ce qui a trait à la réponse à la question n° 2601 de la première session du 29^e Parlement, quels sont les articles précis et les frais dans chaque cas qui donnent les totaux figurant à la page IV, représentant les sommes dépensées certaines années par le ministère des Travaux publics à l'égard de la résidence officielle du Premier ministre à Ottawa? (Document parlementaire n° 292-2/86).

N° 87—*M. Cossitt*

1. Quels sont le nom et l'adresse des entrepreneurs, maisons, sociétés ou particuliers engagés par le gouvernement pour exécuter des travaux de rénovation ou de construction à la résidence officielle du Premier ministre à Ottawa depuis le 20 avril 1968 et quelles sont les sommes en cause dans chaque cas?

2. Dans quels cas a-t-on lancé des appels d'offres, qui étaient les soumissionnaires et quel était le montant des offres?

3. Dans les cas où on n'a pas lancé d'appels d'offres, pour quelle raison ne l'a-t-on pas fait?

4. Dans chaque cas, quelle est la nature précise des travaux exécutés ou du service rendu? (Document parlementaire n° 292-2/87).

*N° 162—*M. Forrestall*

1. Combien de contrats ont été conclus par le gouvernement, ou à la connaissance de ce dernier, en vue de transporter du pétrole de l'Ouest canadien vers les provinces de l'Atlantique et le Québec en passant par le canal de Panama?

2. Quelles étaient les sociétés en cause?

3. Quelle est la nature des contrats en ce qui a trait à leur durée, au coût de transport par baril et aux autres conditions a) à l'arrivée à Montréal par le pipe-line Portland-Montréal, b) à quai en Colombie-Britannique?

4. Dans chaque cas, quels sont le nom du navire transporteur, le pays d'enregistrement de chacun et le nom du propriétaire de chaque navire utilisé à ces fins?

5. Tous les navires en question ont-ils à leur bord des officiers et des équipages canadiens et sinon, dans quels cas précis des équipages ou des marins étrangers sont-ils employés et pour quelles raisons?

6. a) Quand ces contrats ont-ils été conclus, b) en prévoit-on d'autres, c) quels sont les ministères ou les organismes du gouvernement qui sont en cause dans ce transport, d'après la déclaration que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a faite le 26 novembre 1973, (page 8138 des *Débats*), et dont voici un extrait: «nous préparons le transport de plus de 50,000 barils additionnels par jour de brut de l'Ouest, en utilisant le pipe-line Trans-Mountain jusqu'à Vancouver et, de là, par bateau en empruntant le canal de Panama?

7. Quelle quantité de pétrole prévoit-on transporter en vertu des contrats actuels? (Document parlementaire n° 292-2/162).

N° 284—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de la

Santé nationale et du Bien-être social a-t-il consacré annuellement à des contrats adjudgés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/284).

N° 675—*M. Lambert* (Bellechasse)

Le gouvernement a-t-il fourni de l'argent à la Société d'habitation du Québec, au cours des années 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974, par l'intermédiaire de la Société centrale d'hypothèques et de logement et, dans l'affirmative, a) s'agit-il de prêts, b) à quel taux d'intérêt, c) de quel montant s'agit-il pour chacune des années précitées, d) quelles sont les conditions de remboursement? (Document parlementaire n° 292-2/675).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté le bill suivant, qu'il soumet à son assentiment:

Bill S-2, Loi modifiant la Loi sur les épizooties.—*M. Whelan*.

Le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, rapporté sans amendement par le Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, est agréé à l'étape du rapport, lu une troisième fois et adopté.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Gillespie, appuyé par M. Lang,—Que le Bill C-20, Loi établissant la Banque fédérale de développement, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Après plus ample débat, cette motion, mise aux voix, est agréée.

En conséquence, ce bill est lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité permanent de l'agriculture du Bill C-25, Loi modifiant la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies.

M. Lang, appuyé par M. Stanbury, propose,—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de l'agriculture.

Il s'élève un débat;

Du consentement unanime, l'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est suspendue.

Le débat reprend sur la motion de M. Lang, appuyé par M. Stanbury,—Que le Bill C-25, Loi modifiant la Loi sur les paiements anticipés pour le grain des Prairies, soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de l'agriculture.

Après plus ample débat, sur motion de M. Towers, appuyé par M. Bell, ce débat est ajourné.

A huit heures du soir, il est donné lecture de l'ordre portant prise en considération d'une motion des voies et moyens;

M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Drury, propose,—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Il s'élève un débat;

Il est ordonné,—Que des tableaux supplémentaires relatifs au Budget soient imprimés en appendice aux *Débats* de ce jour. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/312).

M. Turner (Ottawa-Carleton), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—(1) Avis de motion des voies et moyens visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/308);

(2) Avis de motion des voies et moyens visant à modifier les Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/309);

(3) Avis de motion des voies et moyens visant à modifier le chapitre 17 des Statuts du Canada de 1960-1961. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/313);

(4) Avis de motion des voies et moyens relatif à la Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/310B);

(5) Avis de motion des voies et moyens relatif au Tarif des douanes. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 292-1/311A).

Le débat se poursuit et sur motion de M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. Bell, ce débat est ajourné.

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, les bills suivants:

Bill C-277, Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales;

Bill C-281, Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres de comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Harding et Fraser en remplacement de MM. Olausson et McKinnon sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. Buchanan, Knight et Gleave en remplacement de MM. Demers, Grier et Broadbent sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M^{me} Morin en remplacement de M. Buchanan sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

M. Pelletier (Sherbrooke) en remplacement de M. LeBlanc (Westmorland-Kent) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

MM. Horner (Battleford-Kindersley), Hamilton (Swift Current-Maple Creek), Murta et Neil (Moose Jaw) en remplacement de MM. Kempling, McGrath, Lambert (Edmonton-Ouest) et Blenkarn sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

MM. Jelinek, Epp, Atkey, Reynolds, Caccia, Olivier et Higson en remplacement de MM. Reilly, Patterson, Rynard, Ritchie, Roy (Laval), Gauthier (Ottawa-Vanier) et Marshall sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Ritchie et Gauthier (Ottawa-Vanier) en remplacement de MM. Atkey et Dupras sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Côté en remplacement de M. Walker sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) et McKenzie en remplacement de MM. Fairweather et Balfour sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Gray, membre du Conseil privé de la Reine,—Rapport (en français et en anglais) du Commissaire des brevets pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 27 de la Loi sur les brevets, chapitre P-4, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/302).

A 9 h. 43 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 49

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MARDI 7 MAI 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

M. Foster, au nom de M. MacEachen, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table,—Copies, en français et en anglais, de la troisième partie d'un rapport, par M. J. Finkelman, C.R., président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, intitulé «Employeur—Employés—Relations de travail dans la Fonction publique du Canada—Propositions de modification législative». (Document parlementaire n° 292-4/66B).

M. O'Sullivan, appuyé par M. Hees, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-284, Loi modifiant la Loi électorale du Canada, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Drury,—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Le débat se poursuit;

M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. Bell, propose l'amendement suivant,—Que tous les mots après «Que» soient rayés et remplacés par les suivants:

«cette Chambre retire sa confiance au gouvernement parce qu'il n'a pas su proposer de mesures budgétaires efficaces pour contrer et réduire l'inflation.»

Il s'élève un débat;

M. Lewis, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), propose le sous-amendement suivant,—Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«ni proposer de mesures visant à venir en aide aux pensionnés et aux autres Canadiens à revenus faibles et à revenus fixes, à régler la crise du logement ou à supprimer les injustices flagrantes du régime fiscal.»

Il s'élève un débat;

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre que voici:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

le 7 mai 1974

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que le très honorable Bora Laskin, C.P., Juge en chef du Canada, en sa qualité

de Député du Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat aujourd'hui, le 7 mai, à 5 h. 45 de l'après-midi afin de donner la sanction royale à certains projets de loi.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire administratif du Gouverneur général,
ANDRÉ GARNEAU

L'honorable

Le Président de la Chambre des communes

Le débat reprend la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Drury,—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. Bell,—Que tous les mots après «Que» soient rayés et remplacés par les suivants:

«cette Chambre retire sa confiance au gouvernement parce qu'il n'a pas su proposer de mesures budgétaires efficaces pour contrer et réduire l'inflation.»

Et sur la proposition de sous-amendement de M. Lewis, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),—Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«ni proposer de mesures visant à venir en aide aux pensionnés et aux autres Canadiens à revenus faibles et à revenus fixes, à régler la crise du logement ou à supprimer les injustices flagrantes du régime fiscal.»

Le débat se poursuit;

Le Sénat transmet un message à cette Chambre pour l'informer qu'il a adopté, sans amendement, le Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.

Un message est reçu du Très honorable Bora Laskin, C.P., juge en Chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend au Sénat.

Au retour,

M. l'Orateur fait savoir que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès du Très honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans la salle des séances du Sénat, Son Honneur a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Bill C-277, Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.—Chapitre n° 7.

Bill C-281, Loi concernant la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales.—Chapitre n° 8.

Bill C-4, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation.—Chapitre n° 9.

Bill C-14, Loi modifiant la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, la Loi sur les prêts aux petites entreprises et la Loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche.—Chapitre n° 10.

Bill C-6, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux.—Chapitre n° 11.

Bill C-27, Loi visant à faciliter le déplacement des lignes de chemin de fer ou l'itinéraire du trafic ferroviaire dans des zones urbaines et à fournir une aide financière en vue de l'exécution de travaux pour la protection, la sécurité et la commodité du public aux croisements de chemin de fer.—Chapitre n° 12.

Le débat reprend sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Drury,—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. Bell,—Que tous les mots après «Que» soient rayés et remplacés par les suivants:

«cette Chambre retire sa confiance au gouvernement parce qu'il n'a pas su proposer de mesures budgétaires efficaces pour contrer et réduire l'inflation.»

Et sur la proposition de sous-amendement de M. Lewis, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),—Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«ni proposer de mesures visant à venir en aide aux pensionnés et aux autres Canadiens à revenus faibles et à revenus fixes, à régler la crise du logement ou à supprimer les injustices flagrantes du régime fiscal.»

Le débat se poursuit;

(Délibérations sur la motion d'ajournement)

A dix heures du soir, la motion «Que la Chambre s'ajourne maintenant» est réputée présentée en conformité de l'article 40(1) du Règlement.

Après débat, cette motion est réputée agréée.

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4)b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Baldwin, Andre, Woolliams et Cyr en remplacement de MM. McKenzie, Dinsdale, Ellis et Hopkins sur la liste des membres du Comité permanent des ressources nationales et des travaux publics.

MM. Langlois et Ellis en remplacement de MM. Reid et Baldwin sur la liste des membres du Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

M. Hargrave en remplacement de M. Lundrigan sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Carter en remplacement de M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo) sur la liste des membres du Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

MM. Walker, Dupras, Reilly et Atkey en remplacement de MM. Poulin, Côté, Higson et Holmes sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

M. Rose en remplacement de M. Knight sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Dupont en remplacement de M. Olivier sur la liste des membres du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales.

MM. McKinnon, Hargrave et Hellyer en remplacement de MM. McGrath, Hellyer et Clark (Rocky Mountain)

sur la liste des membres du Comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Nelson en remplacement de M. Harney sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

MM. Fraser et Douglas en remplacement de MM. Hees et Nelson sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Allmand, membre du Conseil privé de la Reine, —Copies d'accords entre le gouvernement du Canada et les municipalités de Abbotsford, Burnaby, Campbell River, Chilliwack City, Chilliwack Township, Cranbrook, Fort St. John, Kamloops, Kelowna, Kitimat, Maple Ridge, Mission, Nanaimo, North Cowichan, Langley, Penticton, Port Alberni, Powell River, Prince George, Prince Rupert, Squamish, Surrey, Terrace et White Rock (Colombic-Britannique), conformément à l'article 20(3) de la Loi sur la Gendarmerie royale du Canada, chapitre R-9, S.R.C., 1970. (Textes anglais). (Document parlementaire n° 292-1/276).

A 10 h. 30 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.

N° 50

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

OTTAWA, LE MERCREDI 8 MAI 1974

Deux heures de l'après-midi

PRIÈRE

L'honorable député de Greenwood (M. Brewin) sou-
lève une question de privilège.

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. L'ORATEUR: L'honorable député de Greenwood (M. Brewin) a posé la question de privilège parce qu'on n'a pas produit un certain document au Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Il a signifié à la présidence que si elle établissait que l'objection paraît fondée au premier abord, il présenterait une motion tendant au renvoi de l'affaire au Comité permanent des privilèges et élections. La présidence a jugé à maintes reprises dans le passé, se fondant sur bien des précédents, qu'il serait malvenu que la Chambre décide de soumettre les délibérations d'un comité à l'examen d'un autre comité, considération dont l'honorable député voudra certes tenir compte. L'honorable député prétend également qu'il y a lieu de présenter une motion, mais je me demande si tel est le désir des honorables députés que nous consacrerions l'après-midi à un débat sur la motion qui pourrait se poursuivre pendant plusieurs jours étant donné qu'il s'agit d'une question de privilège.

J'ai eu quelques instants pour examiner le problème, et il semble à prime abord que la question soulevée par l'honorable député de Greenwood comporte au moins trois aspects. Il s'agit d'abord de savoir s'il est acceptable

du point de vue de la procédure d'invoquer à la Chambre, sous couvert d'une question de privilège, les délibérations d'un comité permanent. Je soutiens que cela ne peut se faire que lorsque la Chambre est saisie de ces délibérations au moyen d'un rapport faisant état, s'il y a lieu, du témoignage en question.

A mon avis, il n'est pas possible d'amorcer un débat à la Chambre sur le seul témoignage fait devant le comité à moins que la Chambre ne soit saisie d'un rapport officiel. J'entends par là que le rapport doit faire précisément état de la question et être présenté à la Chambre au moyen d'une motion particulière tendant à son adoption.

Deuxièmement, la question de privilège comporte au moins une allusion à la conduite d'un témoin entendu devant le comité. Là encore, il me semble, et j'estime que les précédents corroboreront mon opinion, que la conduite d'un témoin ne peut être examinée par la Chambre que sur la présentation d'un rapport d'un comité et, comme je l'ai dit il y a un instant, qu'au moment de l'examen d'une motion tendant à l'adoption du rapport inscrite comme il se doit à 48 heures d'avis.

Enfin, il y est question de l'étendue du pouvoir qu'a un comité d'exiger la production de documents. Les honorables députés connaissent bien sûr l'article du Règlement invoqué par l'honorable député ainsi que les pratiques

de la Chambre. Ils savent qu'un comité a le pouvoir de convoquer des personnes et d'exiger la production de documents et de dossiers. La question fondamentale qui se pose est de savoir si un comité, sans s'en remettre à la Chambre, est autorisé à exercer ce pouvoir dans tous les cas.

L'honorable député de Greenwood dans sa question de privilège suggère que la Chambre devrait étudier immédiatement le problème posé par le refus du président de l'Agence canadienne de développement international de soumettre un certain document au comité.

Le comité peut-il par lui-même, sans rapport formel à la Chambre, prendre quelque action coercitive contre le témoin? Le comité peut-il de son propre chef, conclure en jugement: Gérin-Lajoie au poteau? Il faudra que la présidence y songe sérieusement.

Pour l'instant, j'imagine que la Chambre serait d'accord pour donner à la présidence le temps de réfléchir à la question en tenant compte des instances de l'honorable député et des précédents, pour ensuite rendre une décision plus tard, plutôt que de se lancer dans un débat prolongé sur la question de privilège soulevée par le député de Greenwood.

M. Lachance, du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, présente le premier rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Le Comité fait rapport d'un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages du mardi 30 avril 1974 et du mardi 7 mai 1974, (*fascicules n^{os} 13 et 16*).

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n^o 16 aux Journaux.*)

M. Isabelle, du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, présente le quatrième rapport de ce Comité, dont voici le texte:

Conformément à son Ordre de renvoi du mardi 23 avril 1974, le Comité a étudié le Bill C-22, Loi concernant le football professionnel au Canada et est convenu d'en faire rapport avec les amendements suivants:

Article 4

Retrancher dans la version française à la page 3 la ligne 26 et la remplacer par ce qui suit:

«diene doit veiller à ce que, pendant toute la durée»

Retrancher dans la version française à la page 3 la ligne 39 et la remplacer par ce qui suit:

«diene doit veiller à ce que, pendant toute la durée»

Le Comité a ordonné la réimpression du Bill C-22 tel qu'il a été modifié pour l'usage de la Chambre des communes à l'étape du rapport.

Un exemplaire des procès-verbaux et des témoignages relatifs à ce bill (*fascicules n^{os} 11 et 12*) est déposé.

(*Les procès-verbaux et les témoignages joints à ce rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n^o 17 aux Journaux.*)

En conformité des dispositions de l'article 43 du Règlement, sur motion de M. Herbert, appuyé par M. Foster, il est résolu,—Que la Chambre exprime le désir que les propositions d'augmentations des allocations aux anciens combattants soient approuvées sans délai.

M. Blackburn, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre), dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-285, Loi modifiant la Loi sur l'identification des criminels, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu une première fois et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre:

Bill S-2, Loi modifiant la Loi sur les épizooties.—*M. Whelan.*

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les sept questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N^o 18—*M. Mazankowski*

Pour chaque ministère, quelles ont été les dépenses de taxi des messagers et autres personnel dans la région d'Ottawa-Hull pour les mois de juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1973 et janvier 1974? (Document parlementaire n^o 292-2/18).

N^o 267—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de l'Agriculture a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjudgés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n^o 292-2/267).

N° 269—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale l'Agence canadienne de développement international a-t-elle consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/269).

N° 285—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère du Revenu national a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/285).

N° 292—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère du Solliciteur général a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/292).

N° 293—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale Statistique Canada a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/293).

N° 754—*M. Fleming*

Quelles sont les dernières statistiques publiées relativement aux poursuites entraînées par la publicité trompeuse, a) quel est le nom des sociétés en cause, b) combien de fois ces sociétés ont-elles été accusées et condamnées? (Document parlementaire n° 292-2/754).

M. Foster, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

La Chambre reprend le débat sur la motion de M. Turner (Ottawa-Carleton), appuyé par M. Drury,—Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Sur la proposition d'amendement de M. Lambert (Edmonton-Ouest), appuyé par M. Bell,—Que tous les mots après «Que» soient rayés et remplacés par les suivants:

«cette Chambre retire sa confiance au gouvernement parce qu'il n'a pas su proposer de mesures budgétaires efficaces pour contrer et réduire l'inflation.»

Et sur la proposition de sous-amendement de M. Lewis, appuyé par M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre),—Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:

«ni proposer de mesures visant à venir en aide aux pensionnés et aux autres Canadiens à revenus faibles et à revenus fixes, à régler la crise du logement ou à supprimer les injustices flagrantes du régime fiscal.»

Le débat se poursuit;

A 5 h. 45 de l'après-midi, M. l'Orateur interrompt les délibérations suivant les dispositions du paragraphe (6) de l'article 60 du Règlement.

Cette proposition de sous-amendement, mise aux voix, est agréée par le vote suivant:

(Vote n° 8)

POUR

Messieurs

Alexander	Dinsdale	Howard
Alkenbrack	Douglas	Howie
Andre	Ellis	Hueglin
Arrol	Epp	Hurlburt
Atkey	Fairweather	Jarvis
Baker	Firth	Jelinek
Baldwin	Forrestall	Kempling
Balfour	Frank	Knight
Barnett	Fraser	Knowles
Bawden	Gilbert	(Winnipeg
Beattie	Gillies	Nord-Centre)
(Hamilton	Gleave	Knowles
Mountain)	Grafftey	(Norfolk-
Beatty	Grier	Haldimand)
(Wellington-Grey-	Hales	Korchinski
Dufferin-Waterloo)	Haliburton	Lambert
Bell	Hamilton	(Edmonton-Ouest)
Benjamin	(Qu'Appelle-	La Salle
Blackburn	Moose Mountain)	Lawrence
Blenkarn	Hamilton	Leggatt
Brewin	(Swift Current-	Lewis
Broadbent	Maple Creek)	Lundrigan
Carter	Harding	MacDonald
Clark	Hargrave	(Egmont)
(Rocky Mountain)	Harney	MacDonald (M ¹¹⁰)
Clarke	Hees	(Kingston et
(Vancouver	Hellyer	les Iles)
Quadra)	Higson	MacInnis
Coates	Hollands	Cape Breton-
Cossitt	Holmes	East Richmond)
Crouse	Horner	MacInnis (M ^{me})
Danforth	(Crowfoot)	(Vancouver
Darling	Horner	Kingsway)
Dick	(Battleford-	MacKay
Diefenbaker	Kindersley)	MacLean
		Macquarrie

Messieurs

Madill
 Marshall
 Masniuk
 Mather
 Mazankowski
 McCain
 McCleave
 McGrath
 McKenzie
 McKinley
 McKinnon
 Mitges
 Morgan
 Muir
 Munro
 (Esquimalt-
 Saanich)
 Murta
 Neale
 (Vancouver-Est)

Neil
 (Moose Jaw)
 Nelson
 Nesdoly
 Nielsen
 Nowlan
 Nystrom
 Oberle
 O'Connor
 O'Connell
 Olausson
 Orlikow
 O'Sullivan
 Papproski
 Patterson
 Peters
 Reilly
 Reynolds
 Ritchie
 Roche
 Rodriguez
 Rose

CONTRE

Messieurs

Allard
 Allmand
 Andras
 Basford
 Beaudoin
 Bécharde
 Bégin (M^{11e})
 Blais
 Blaker
 Blouin
 Boisvert
 Boulanger
 Breau
 Buchanan
 Caccia
 Cafik
 Campbell
 Caouette
 (Charlevoix)
 Caouette
 (Témiscamingue)
 Caron
 Chrétien
 Clermont
 Comtois
 Corbin
 Corriveau
 Côté
 Cullen
 Cyr
 Danson
 Davis
 De Bané
 Demers
 Dionne
 Drury
 Dubé

Dupont
 Dupras
 Duquet
 Ethier
 Faulkner
 Fleming
 Fortin
 Foster
 Fox
 Gauthier
 (Roberval)
 Gauthier
 (Ottawa-Vanier)
 Gendron
 Gillespie
 Godin
 Goyer
 Gray
 Guay
 (Saint-Boniface)
 Guay (Lévis)
 Guilbault
 Haidasz
 Herbert
 Hopkins
 Isabelle
 Jamieson
 Jerome
 Lachance
 Laflamme
 Lajoie
 Lalonde
 Lambert
 (Bellechasse)
 Lang
 Langlois
 Laniel

Rowland
 Rynard
 Saltsman
 Schellenberger
 Schumacher
 Scott
 Skoreyko
 Stackhouse
 Stanfield
 Stevens
 Stewart
 (Marquette)
 Symes
 Taylor
 Thomas
 (Moncton)
 Towers
 Wagner
 Whittaker
 Wise
 Woolliams
 Yewchuk—137.

Laprise
 Latulippe
 Leblanc
 (Laurier)
 LeBlanc
 (Westmorland-
 Kent)
 Lefebvre
 Lessard
 L'Heureux
 Loiselle
 MacDonald
 (Cardigan)
 Macdonald
 (Rosedale)
 MacEachen
 MacGuigan
 Mackasey
 Marceau
 Marchand
 (Langelier)
 Marchand
 (Kamloops-
 Cariboo)
 Matte
 McRae
 Morin (M^{me})
 Munro
 (Hamilton-Est)
 Olivier
 Ouellet
 Pelletier
 (Hochelaga)
 Pelletier
 (Sherbrooke)
 Penner
 Portelance

Messieurs

Poulin
 Prud'homme
 Railton
 Reid
 Richardson
 Rompkey
 Rondeau
 Rooney
 Roy
 (Timmins)
 Roy
 (Laval)
 Sauvé (M^{me})
 Sharp

Smith
 (Northumberland-
 Miramichi)
 Smith
 (Saint-Jean)
 Stanbury
 Stewart
 (Okanagan-
 Kootenay)
 Stewart
 (Cochrane)
 Stollery
 Tétrault
 Thomas
 (Maisonneuve-
 Rosemont)
 Trudeau
 Trudel
 Turner
 (London-Est)
 Turner
 (Ottawa-
 Carleton)
 Walker
 Watson
 Whelan
 Whicher
 Yanakis—123

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. Kempling, Blenkarn, Hellyer, Lambert (Edmonton-Ouest) et Bawden en remplacement de MM. Frank, Horner (Battleford-Kindersley), Hamilton (Swift Current-Maple Creek), Murta et Neil (Moose Jaw) sur la liste des membres du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

États et rapports déposés auprès du Greffier de la Chambre

Le document suivant, remis au Greffier de la Chambre, est déposé sur la Table, conformément à l'article 41(1) du Règlement savoir:

Par M. Lalonde, membre du Conseil privé de la Reine, —Rapport (en français et en anglais) de la Direction de la santé et du sport amateur pour l'année financière terminée le 31 mars 1973, conformément à l'article 13 de la Loi sur la santé et le sport amateur, chapitre F-25, S.R.C., 1970. (Document parlementaire n° 292-1/150).

A 6 h. 28 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.



JULES LÉGER
[L.S.]
CANADA

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

A Nos Très-aimés et Fidèles SÉNATEURS du Canada et aux MEMBRES élus pour servir à la Chambre des communes du Canada, ainsi qu'à tous les intéressés, *Salut:*

PROCLAMATION

Le sous-procureur général } **A**TTENDU que Nous avons jugé à propos, sur
du Canada } l'avis de Notre Premier Ministre du Canada, de
D. S. THORSON } DISSOUDRE la présente législature du Canada.

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et DISSOLVONS par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Jules Léger, Chancelier et Compagnon principal de Notre Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de Notre Ordre du Mérite militaire à qui Nous avons décerné Notre Décoration des Forces canadiennes, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

A NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre ville d'Ottawa, ce neuvième jour de mai en l'an de grâce mil neuf cent soixante-quatorze, le vingt-troisième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-registraire général du Canada
P. M. PITFIELD

DIEU SAUVE LA REINE

LISTE DES APPENDICES AUX JOURNAUX – SESSION DE 1974

No 1 – Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant), Bill C-11: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 2*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent de la justice et des questions juridiques, 59.

No 2 – Synode de l'Est du Canada de l'Eglise Luthérienne d'Amérique, Bill C-264: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 1*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent des bills privés en général et du Règlement, 69.

No 3 – Budget des dépenses du Directeur général des élections: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 1 et 2*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent des privilèges et élections, 93.

No 4 – Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant), Bill C-9: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 2, 6 et 7*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, 101.

No 5 – Budget des dépenses du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration pour 1974-1975: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 1, 2 et 3*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 101.

No 6 – Budget des dépenses du Conseil de recherches médicales pour 1974-1975: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 1 à 6*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 103.

No 7 – Régie interne: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 1*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent mixte des règlements et autres textes réglementaires, 107.

No 8 – Permission de se rendre à Londres: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 1*) imprimés et déposés avec le deuxième rapport du Comité permanent mixte des règlements et autres textes réglementaires, 107.

No 9 – Budget des dépenses du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour 1974-1975: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 1 à 7*) imprimés et déposés avec le deuxième rapport du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 108.

No 10 – Enquêtes sur les coalitions, Loi, Bill C-7: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 6*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, 115.

No 11 – Budget des dépenses de 1974-1975 de la Bibliothèque du Parlement, de la Chambre des communes et du Sénat: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 1 à 4*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent de la procédure et de l'organisation, 133.

No 12 – Etude et vérification des textes réglementaires: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 2*) imprimés et déposés avec le troisième rapport du Comité permanent des règlements et autres textes réglementaires, 151.

No 13 – Budget des dépenses de 1974-1975 du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 4, 5 et 6*) imprimés et déposés avec le deuxième rapport du Comité permanent du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 153.

No 14 – Régime de pensions du Canada (Loi modifiant), Bill C-19: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 9 et 10*) imprimés et déposés avec le troisième rapport du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 153.

LISTE DES APPENDICES AUX JOURNAUX – SESSION DE 1974 – Fin

No 15 – Exportation et importation, licences, Loi (Loi modifiant), Bill C-4: procès-verbaux et témoignages (*fascicule no 10*) imprimés et déposés avec le deuxième rapport du Comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, 161.

No 16 – Exemplaires des procès-verbaux et témoignages: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 13 et 16*) imprimés et déposés avec le premier rapport du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, 174.

No 17 – Football professionnel au Canada, Loi, Bill C-22: procès-verbaux et témoignages (*fascicules nos 11 et 12*) imprimés et déposés avec le quatrième rapport du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, avec modifications, 174.

PROCÈS-VERBAUX ET TÉMOIGNAGES DES COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX NON RAPPORTÉS OU RÉPUTÉS RAPPORTÉS À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Affaires des anciens combattants:

Fascicules nos 1, 2, 3 et 4 – Affaires des anciens combattants (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Affaires extérieures et défense nationale:

Fascicules nos 1, 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12 et 15 – Affaires extérieures (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicules nos 3, 8 et 14 – Agence canadienne de développement international, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicules nos 6 et 7 – Défense nationale (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicule no 8 – Commission mixte internationale, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Affaires indiennes et développement du Nord canadien:

Fascicule no 1 – Réunion d'organisation (*non rapporté*).

Fascicules nos 3, 4, 5, 8, 9 et 10 – Affaires indiennes et Nord canadien (Ministère) budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Agriculture:

Fascicules nos 2, 4, 5, 6, 7, 9, 12 et 13 – Agriculture (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicule no 3 – Commission canadienne du lait, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Fascicules nos 1, 10 et 11 – Office canadien des provenances, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicule no 8 – Société de crédit agricole, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Comptes publics:

Fascicules nos 1, 2 et 3 – Comptes publics pour 1971-1972, 1972-1973, les rapports de l'Auditeur général y afférents ainsi que des témoignages recueillis par le Comité lors de la dernière session (*non rapportés*).

Expansion économique régionale:

Fascicules nos 1, 2, 3 et 5 – Expansion économique régionale (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicule no 4 – Société de développement du Cap-Breton, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Finances, commerce et questions économiques:

Fascicule no 1 – Département des assurances, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Fascicules nos 2, 3 et 4 – Industrie et Commerce (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicules nos 5 et 12 – Finances (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicules nos 7, 8, 9 et 11 – Enquêtes sur les coalitions, Loi, Bill C-7 (*non rapportés*).

Justice et questions juridiques:

Fascicules nos 1 et 3 – Justice (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicules nos 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 – Solliciteur général (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Fascicules nos 5 et 6 – Gendarmerie royale du Canada, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Pêches et forêts:

Fascicules nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 – Environnement (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

**PROCÈS-VERBAUX ET TÉMOIGNAGES DES COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX
NON RAPPORTÉS OU RÉPUTÉS RAPPORTÉS À LA CHAMBRE DES COMMUNES (Fin)**

Prévisions budgétaires en général:

- Fascicules nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 – Budget supplémentaire (B) de 1973-1974 (*réputés rapportés*).
- Fascicule no 9 – Auditeur général, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).
- Fascicule no 13 – Gouverneur général et Lieutenants-gouverneurs, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).
- Fascicules nos 11 et 15 – Conseil privé, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 12 et 14 – Science et Technologie, département d'Etat, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 10 et 17 – Approvisionnements et Services (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 8 et 16 – Conseil du Trésor, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicule no 16 – Conseil national de recherche du Canada, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Privilèges et élections:

- Fascicules nos 3 et 4 – La question du mode de rajustement de la représentation à la Chambre des communes (*non rapportés*).

Radiodiffusion, films et assistance aux arts:

- Fascicules nos 1, 2 et 3 – Conseil des Arts du Canada, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 3 et 4 – Information Canada, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 5 et 6 – Conseil de la Radio-Télévision canadienne, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicule no 7 – Corporation du Centre national des Arts, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).
- Fascicule no 8 – Musées nationaux du Canada, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).
- Fascicules nos 9 et 10 – Office national du film, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).

Ressources nationales et travaux publics:

- Fascicules nos 1, 2 et 14 – Travaux publics (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 3, 5, 6, 7 et 9 – Energie, Mines et Ressources (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicule no 4 – Office national de l'énergie, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).
- Fascicule no 8 – Commission de contrôle de l'énergie atomique et Energie atomique du Canada, Limitée, budgets des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).
- Fascicules nos 10, 11, 12, 13 et 15 – Pétrole, administration, Loi, Bill C-18 (*non rapportés*).

Santé, bien-être social et affaires sociales:

- Fascicule no 8 – Santé nationale et Bien-être social (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

Transports et communications:

- Fascicules nos 1 et 2 – Commission canadienne des transports, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicules nos 3, 4 et 5 – Transports (Ministère), budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapportés*).
- Fascicule no 6 – Conseil des ports nationaux, budget des dépenses pour 1974-1975 (*non rapporté*).

MEMBRES DU CABINET DU
TRÈS HON. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU

(par ordre de préséance)

et

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

Ministres et portefeuille

Secrétaires parlementaires

LE TRÈS HON. PIERRE ELLIOTT TRUDEAU ..	Premier ministre	
L'HON. PAUL JOSEPH JAMES MARTIN	Leader du gouvernement au Sénat	
L'HON. MITCHELL SHARP	Secrétaire d'État aux Affaires extérieures	
L'HON. ALLAN JOSEPH MACÉACHEN	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada	M. JOHN REID M. MAURICE B. FOSTER
L'HON. CHARLES MILLS DRURY	Président du Conseil du Trésor	
L'HON. JEAN MARCHAND	Ministre des Transports	M. JOSEPH-PHILIPPE GUAY
L'HON. JOHN NAPIER TURNER	Ministre des Finances	M. J.-ROLAND COMTOIS
L'HON. JEAN CHRÉTIEN	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	M. LEN MARCHAND
L'HON. DONALD STOVEL MACDONALD	Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources	M. HERB BREAU M. CHARLES TURNER
L'HON. JOHN CARR MUNRO	Ministre du Travail	
L'HON. GÉRARD PELLETIER	Ministre des Communications	
L'HON. JACK DAVIS	Ministre de l'Environnement et ministre des Pêches	M. WILLIAM ROMPKEY
L'HON. JEAN-EUDES DUBÉ	Ministre des Travaux publics	
L'HON. RONALD BASFORD	Ministre d'État chargé des Affaires urbaines	M. IAN WATSON
L'HON. DONALD CAMPBELL JAMIESON	Ministre de l'Expansion économique régionale	M. MARCEL PRUD'HOMME
L'HON. ROBERT KNIGHT ANDRAS	Ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration	M. MARK MACGUIGAN M. LEONARD HOPKINS
L'HON. JAMES ARMSTRONG RICHARDSON ..	Ministre de la Défense nationale	
L'HON. OTTO EMIL LANG	Ministre de la Justice et Procureur général du Canada	M. GILLES MARCEAU
L'HON. HERB GRAY	Ministre de la Consommation et des Corporations	M. PIERRE DE BANÉ
L'HON. ROBERT DOUGLAS G. STANBURY ...	Ministre du Revenu national	
L'HON. JEAN-PIERRE GOYER	Ministre des Approvisionnements et Services	M. RAYNALD GUAY
L'HON. ALASTAIR WILLIAM GILLESPIE	Ministre de l'Industrie et du Commerce	
L'HON. STANLEY HAIASZ	Ministre d'État	
L'HON. EUGENE F. WHELAN	Ministre de l'Agriculture	M. LÉOPOLD CORRIVEAU
L'HON. WARREN ALLMAND	Solliciteur général du Canada	
L'HON. JAMES HUGH FAULKNER	Secrétaire d'État du Canada	
L'HON. ANDRÉ OUELLET	Ministre des Postes	
L'HON. DANIEL J. MACDONALD	Ministre des Affaires des anciens combattants	
L'HON. MARC LALONDE	Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social	M. NORMAN CAFIK
L'HON. JEANNE SAUVÉ	Ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie	

CHAMBRE DES COMMUNES

Orateur	L'HON. LUCIEN LAMOUREUX
Orateur suppléant et président des comités pléniers	M. ROBERT MCCLEAVE
Président suppléant des comités pléniers	M. GÉRALD LANIEL
Vice-président adjoint des comités pléniers	M. PROSPER BOULANGER

Greffier de la Chambre des communes	M. ALISTAIR FRASER, B.A., LL.B.
Greffier adjoint	M. J. GORDON DUBROY
Greffier adjoint (affaires juridiques)	M. MARCEL R. PELLETIER, B.A., B.PH., LL.L., D.E.S.D.
Légiste et conseiller parlementaire	M. JOSEPH MAINGOT, B.COMM., LL.B.
Second greffier adjoint	M. ALEXANDER SMALL

Sergent d'armes	LIEUTENANT-COL. DAVID V. CURRIE, V.C.
Sergent d'armes adjoint	M. JEAN-LOUIS LACROIX

Journaux	
Section française	
Chef	M. M. GUITARD
Chef adjoint	M. C. DES ROSIERS
Section anglaise	
Chef	M. J. E. O'CONNOR
Chef adjoint	M. R. E. THOMAS

Index et Références	
Section française	
Chef	M ^{lle} J. THIBAULT ¹
Chef adjoint	M ^{lle} M. BISSONNETTE
Section anglaise	
Chef	M. J. W. MACLEOD
Chef adjoint	M ^{lle} P. WETZEL

Comités et Législation privée	
Chef	M. R. L. BOIVIN
Chef adjoint	M. R. V. VIRR

Comptes rendus des comités	
Chef	M. F. J. BELZILE
Chef adjoint	M. K. SHAW

¹⁾ Démission le 30 avril 1974.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES COMITÉS PERMANENTS, SPÉCIAUX ET MIXTES

(au dernier jour de la session)

Comité	Président	Vice-président
Affaires des anciens combattants	M. MAURICE DUPRAS	M. HAROLD T. HERBERT
Affaires extérieures et défense nationale	M. GEORGES LACHANCE	M. BARNEY DANSON
Affaires indiennes et développement du Nord canadien	M. JUDD BUCHANAN	M. ALEXANDRE CYR
Agriculture.....	M. ROSS WHICHER	M. WALTER SMITH
Bibliothèque du Parlement	M. L'ORATEUR (coprésident)	
Bills privés en général et Règlement	M. GÉRARD DUQUET	M. PETER STOLLERY
Comptes publics	M. A. D. HALES	M. MAURICE DUPRAS
Expansion économique régionale	M. KEITH PENNER	M. MARCEL LESSARD
Finances, commerce et questions économiques.....	M. JACQUES-L. TRUDEL	M. HAROLD T. HERBERT
Impressions	M. L'ORATEUR (coprésident)	
Justice et questions juridiques	M. JAMES JEROME	M ^{me} ALBANIE MORIN
Pêches et forêts	M. ALBERT BÉCHARD	M. PERCY SMITH
Prévisions budgétaires en général	M. FERNAND LEBLANC	
Privilèges et élections	M. OVIDE LAFLAMME	M. ROD BLAKER
Procédure et organisation	L'HON. MARCEL LAMBERT	M. JAMES E. WALKER
Radiodiffusion, films et assistance aux arts	M. RALPH STEWART	M. JAMES FLEMING
Règlements et autres textes réglementaires.....	M. GORDON FAIRWEATHER (coprésident)	
Ressources nationales et travaux publics	M. DENIS ÉTHIER	M. JEAN-JACQUES BLAIS
Restaurant du Parlement.....	M. L'ORATEUR (coprésident)	
Santé, bien-être social et affaires sociales	M. GASTON ISABELLE	M. VICTOR RAILTON
Comité de sélection	L'HON. ALLAN MACÉACHEN	
Transports et communications	M. JACK H. HORNER	M. LES BENJAMIN
Travail, main-d'œuvre et immigration	M. ARTHUR PORTELANCE	M. PETER STOLLERY

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
DÉPUTÉS À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Indiquant leur circonscription et leur affiliation politique

Deuxième session de la vingt-neuvième législature

Orateur: L'HON. LUCIEN LAMOUREUX

ALEXANDER, LINCOLN—Hamilton-Ouest—CP	COMTOIS, J.-ROLAND—Terrebonne—L
ALKENBRACK, DOUGLAS—Frontenac-Lennox et Addington—CP	CORBIN, EYMARD—Madawaska-Victoria—L
ALLARD, EUDORE—Rimouski—CS	CORRIVEAU, LÉOPOLD—Frontenac—L
ALLMAND, L'HON. WARREN W.—Notre-Dame-de-Grâce—L	COSSITT, TOM—Leeds—CP
ANDRAS, L'HON. ROBERT K.—Port Arthur—L	CÔTÉ, FLORIAN—Richelieu—L
ANDRE, HARVIE—Calgary-Centre—CP	CROUSE, LLOYD R.—South Shore—CP
ARROL, IAN—York-Est—CP	CULLEN, JACK—Sarnia-Lambton—L
ATKEY, RONALD—St. Paul's—CP	CYR, ALEXANDRE—Gaspé—L
BAKER, WALTER—Grenville-Carleton—CP	DANFORTH, HAROLD W.—Kent-Essex—CP
BALDWIN, GERALD W.—Peace River—CP	DANSON, BARNETT—York-Nord—L
BALFOUR, JIM—Regina-Est—CP	DARLING, STANLEY—Parry Sound-Muskoka—CP
BARNETT, THOMAS—Comox-Alberni—NPD	DAVIS, L'HON. JACK—Capilano—L
BASFORD, L'HON. RONALD—Vancouver-Centre—L	DE BANÉ, PIERRE—Matane—L
BAWDEN, PETER—Calgary-Sud—CP	DEMERS, YVES—Duvernay—L
BEATTIE, DUNCAN M.—Hamilton-Mountain—CP	DICK, PAUL—Lanark-Renfrew-Carleton—CP
BEATTY, PERRIN—Wellington-Grey-Dufferin- Waterloo—CP	DIEFENBAKER, LE TRÈS HON. JOHN G.—Prince-Albert—CP
BEAUDOIN, LÉONEL—Richmond—CS	DINSDALE, L'HON. WALTER—Brandon-Souris—CP
BÉCHARD, ALBERT—Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine—L	DIONNE, CHARLES-EUGÈNE—Kamouraska—CS
BÉGIN, M ^{lle} MONIQUE—Saint-Michel—L	DOUGLAS, T. C.—Nanaïmo-Cowichan-Les Îles—NPD
BELL, THOMAS M.—Saint-Jean-Lancaster—CP	DRURY, L'HON. CHARLES M.—Westmount—L
BENJAMIN, LES—Regina-Lake Centre—NPD	DUBÉ, L'HON. JEAN-EUDES—Restigouche—L
BLACKBURN, DEREK—Brant—NPD	DUPONT, RAYMOND—Sainte-Marie—L
BLAIS, J.-J.—Nipissing—L	DUPRAS, MAURICE—Labelle—L
BLAKER, ROD—Lachine-Bord-du-Lac—L	DUQUET, GÉRARD—Québec-Est—L
BLENKARN, DON—Mississauga—CP	ELLIS, JACK—Hastings—CP
BLOUIN, GUSTAVE—Manicouagan—L	EPP, JAKE—Provencher—CP
BOISVERT, JEAN-MARIE—Drummond—CS	ÉTHIER, DENIS—Glengarry-Prescott-Russell—L
BOULANGER, PROSPER—Mercier—L	FAIRWEATHER, GORDON L.—Fundy-Royal—CP
BREAU, HERBERT—Gloucester—L	FAULKNER, L'HON. HUGH—Peterborough—L
BREWIN, ANDREW—Greenwood—NPD	FIRTH, WALLY—Territoires du Nord-Ouest—NPD
BROADBENT, EDWARD—Oshawa-Whitby—NPD	FLEMING, JIM—York-Ouest—L
BUCHANAN, JUDD—London-Ouest—L	FORRESTALL, J. MICHAEL—Dartmouth-Halifax-Est—CP
CACCIA, CHARLES L.—Davenport—L	FORTIN, ANDRÉ—Lotbinière—CS
CAFIK, NORMAN—Ontario—L	FOSTER, MAURICE—Algoma—L
CAMPBELL, JOHN—LaSalle-Émard-Côte Saint-Paul—L	FOX, FRANCIS—Argenteuil-Deux-Montagnes—L
CAOUCETTE, GILLES—Charlevoix—CS	FRANK, WILLIAM C.—Middlesex-London-Lambton—CP
CAOUCETTE, RÉAL—Témiscamingue—CS	FRASER, JOHN—Vancouver-Sud—CP
CARON, YVES—Beauce—L	GAUTHIER, CHARLES-A.—Roberval—CS
CARTER, WALTER—Saint-Jean-Ouest—CP	GAUTHIER, JEAN-ROBERT—Ottawa-Vanier—L
CHRÉTIEN, L'HON. JEAN—Saint-Maurice—L	GENDRON, ROSAIRE—Rivière-du-Loup-Témiscouata—L
CLARK, JOE—Rocky Mountain—CP	GILBERT, JOHN—Broadview—NPD
CLARKE, WILLIAM—Vancouver Quadra—CP	GILLESPIE, L'HON. ALASTAIR—Etobicoke—L
CLERMONT, GASTON—Gatineau—L	GILLIES, JAMES—Don Valley—CP
COATES, ROBERT C.—Cumberland-Colchester- Nord—CP	GLEAVE, A. P.—Saskatoon-Biggar—NPD
	GODIN, ROLAND—Portneuf—CS
	GOYER, L'HON. JEAN-PIERRE—Dollard—L

NOTA: Affiliation politique: L — libéral; CP — conservateur progressiste; LT — libéral travailliste; NPD — Nouveau parti démocratique; CS — Le Parti Crédit Social du Canada; Ind — indépendant.

- GRAFFTEY, W. H.—Brome-Missisquoi—CP
 GRAY, L'HON. HERBERT E.—Windsor-Ouest—L
 GRIER, TERRY—Toronto-Lakeshore—NPD
 GUAY, JOSEPH-PHILIPPE—Saint-Boniface—L
 GUAY, RAYNALD—Lévis—L
 GUILBAULT, JACQUES—Saint-Jacques—L
- HAIDASZ, L'HON. STANLEY—Parkdale—L
 HALES, A. D.—Wellington—CP
 HALIBURTON, CHARLES E.—South Western Nova—CP
 HAMILTON, L'HON. ALVIN—Qu'Appelle-Moose
 Mountain—CP
 HAMILTON, FRANK—Swift Current-Maple Creek—CP
 HARDING, RANDOLPH—Kootenay-Ouest—NPD
 HARGRAVE, BERT—Medicine Hat—CP
 HARNEY, JOHN—Scarborough-Ouest—NPD
 HEES, L'HON. GEORGE—Prince Edward-Hastings—CP
 HELLYER, L'HON. PAUL—Trinity—CP
 HERBERT, HAL—Vaudreuil—L
 HIGSON, KENNETH—Lincoln—CP
 HOLLANDS, DAN—Pembina—CP
 HOLMES, J. ROBERT—Lambton-Kent—CP
 HOPKINS, LEONARD—Renfrew-Nord-Nipissing-Est—L
 HORNER, J. H.—Crowfoot—CP
 HORNER, NORVAL—Battleford-Kindersley—CP
 HOWARD, FRANK—Skeena—NPD
 HOWIE, J. ROBERT—York-Sunbury—CP
 HUEGLIN, J. F.—Niagara Falls—CP
 HURLBURT, KEN—Lethbridge—CP
 HYMMEN, KIETH—Kitchener—L
- ISABELLE, GASTON—Hull—L
- JAMIESON, L'HON. DONALD—Burin-Burgeo—L
 JARVIS, BILL—Perth-Wilmot—CP
 JELINEK, OTTO—High Park-Humber Valley—CP
 JEROME, JAMES A.—Sudbury—L
- KEMPLING, BILL—Halton-Wentworth—CP
 KNIGHT, WILLIAM—Assiniboia—NPD
 KNOWLES, STANLEY—Winnipeg-Nord-Centre—NPD
 KNOWLES, WILLIAM—Norfolk-Haldimand—CP
 KORCHINSKI, STANLEY—Mackenzie—CP
- LACHANCE, GEORGES-C.—Lafontaine—L
 LAFLAMME, OVIDE—Montmorency—L
 LAJOIE, CLAUDE-G.—Trois-Rivières-Métropolitain—L
 LALONDE, L'HON. MARC—Outremont—L
 LAMBERT, ADRIEN—Bellechasse—CS
 LAMBERT, L'HON. MARCEL—Edmonton-Ouest—CP
 LAMOUREUX, L'HON. LUCIEN—Stormont-Dundas—Ind
 LANG, L'HON. OTTO—Saskatoon-Humboldt—L
 LANGLOIS, PAUL—Chicoutimi—L
 LANIEL, GÉRALD—Beauharnois-Salaberry—L
 LAPRISE, GÉRARD—Abitibi—CS
 LA SALLE, ROCH—Joliette—CP
 LATULIPPE, HENRY—Compton—CS
 LAWRENCE, ALLAN—Northumberland-Durham—CP
 LEBLANC, FERNAND-E.—Laurier—L
 LEBLANC, ROMÉO—Westmorland-Kent—L
 LEFEBVRE, THOMAS—Pontiac—L
 LEGGATT, STUART—New Westminster—NPD
 LESSARD, MARCEL—Lac-Saint-Jean—L
- LEWIS, DAVID—York-Sud—NPD
 L'HEUREUX, YVON—Chambly—L
 LOISELLE, GÉRARD—Saint-Henri—L
 LUNDRIGAN, JOHN—Gander-Twillingate—CP
- MACDONALD, L'HON. DANIEL—Cardigan—L
 MACDONALD, DAVID—Egmont—CP
 MACDONALD, L'HON. DONALD S.—Rosedale—L
 MACDONALD, M^{lle} FLORA—Kingston et les Îles—CP
 MACÉACHEN, L'HON. ALLAN J.—Cape Breton Highlands-
 Canso—L
 MACGUIGAN, MARK—Windsor-Walkerville—L
 MACINNIS, DONALD—Cape Breton-East Richmond—CP
 MACINNIS, M^{me} GRACE—Vancouver-Kingsway—NPD
 MACKASEY, L'HON. BRYCE STUART—Verdun—L
 MACKAY, ELMER—Central Nova—CP
 MACLEAN, L'HON. J. ANGUS—Malpèque—CP
 MACQUARRIE, HEATH—Hillsborough—CP
 MADILL, ELLWOOD—Peel-Dufferin-Simcoe—CP
 MARCEAU, GILLES—Lapointe—L
 MARCHAND, L'HON. JEAN—Langelier—L
 MARCHAND, LEN—Kamloops-Cariboo—L
 MARSHALL, JACK—Humber-Saint-Georges-Sainte-
 Barbe—CP
 MASNIUK, PETER—Portage—CP
 MATHER, BARRY—Surrey-White Rock—NPD
 MATTE, RENÉ—Champlain—CS
 MAZANKOWSKI, DON—Vegreville—CP
 MCCAIN, FRED A.—Carleton-Charlotte—CP
 MCCLEAVE, ROBERT—Halifax-East Hants—CP
 MCGRATH, JAMES A.—Saint-Jean-Est—CP
 MCKENZIE, DAN—Winnipeg-Sud-Centre—CP
 MCKINLEY, ROBERT E.—Huron-Middlesex—CP
 MCKINNON, ALLAN B.—Victoria—CP
 MCRAE, PAUL—Fort William—L
 MITGES, GUS—Grey-Simcoe—CP
 MORGAN, J. TREVOR—St. Catharines—CP
 MORIN, M^{me} ALBANIE—Louis-Hébert—L
 MUIR, ROBERT—Cape Breton-The Sydneys—CP
 MUNRO, DONALD W.—Esquimalt-Saanich—CP
 MUNRO, L'HON. JOHN C.—Hamilton-Est—L
 MURTA, JACK—Lisgar—CP
- NEALE, PADDY—Vancouver-Est—NPD
 NEIL, DOUGLAS—Moose Jaw—CP
 NELSON, ED—Burnaby-Seymour—NPD
 NESDOLY, ELIAS—Meadow-Lake—NPD
 NIELSEN, ERIK—Yukon—CP
 NOWLAN, J. PATRICK—Annapolis Valley—CP
 NYSTROM, LORNE—Yorkton-Melville—NPD
- OBERLE, FRANK—Prince George-Peace River—CP
 O'CONNOR, TERRY—Halton—CP
 OLAUSSEN, HARRY—Coast Chilcotin—NPD
 OLIVIER, JACQUES—Longueuil—L
 ORLIKOW, DAVID—Winnipeg-Nord—NPD
 O'SULLIVAN, SEAN—Hamilton-Wentworth—CP
 OUELLET, L'HON. ANDRÉ—Papineau—L
- PAPROSKI, STEVEN—Edmonton-Centre—CP
 PATTERSON, ALEX—Fraser-Valley-Est—CP
 PELLETIER, L'HON. GÉRARD—Hochelaga—L
 PELLETIER, IRENÉE—Sherbrooke—L

PENNER, KEITH—Thunder Bay—L
 PETERS, ARNOLD—Timiskaming—NPD
 PORTELANCE, ARTHUR—Gamelin—L
 POULIN, HUGH—Ottawa-Centre—L
 PRUD'HOMME, MARCEL—Saint-Denis—L

 RAILTON, VICTOR—Welland—L
 REID, JOHN—Kenora-Rainy River—LT
 REILLY, PETER—Ottawa-Ouest—CP
 REYNOLDS, JOHN—Burnaby-Richmond-Delta—CP
 RICHARDSON, L'HON. JAMES A.—Winnipeg-Sud—L
 RITCHIE, GORDON—Dauphin—CP
 ROCHE, DOUGLAS—Edmonton-Strathcona—CP
 RODRIGUEZ, JOHN—Nickel Belt—NPD
 ROMPKEY, WILLIAM—Grand Falls-White Bay-
 Labrador—L
 RONDEAU, GILBERT—Shefford—CS
 ROONEY, DAVID—Bonavista-Trinity-Conception—L
 ROSE, MARK—Fraser-Valley-Ouest—NPD
 ROWLAND, DOUGLAS—Selkirk—NPD
 ROY, JEAN-R.—Timmins—L
 ROY, MARCEL—Laval—L
 RYNARD, P. B.—Simcoe-Nord—CP

 SALTSMAN, MAX—Waterloo-Cambridge—NPD
 SAUVÉ, L'HON. JEANNE—Ahuntsic—L
 SCHELLENBERGER, STAN—Wetaskiwin—CP
 SCHUMACHER, STAN—Palliser—CP
 SCOTT, WILLIAM C.—Victoria-Haliburton—CP
 SHARP, L'HON. MITCHELL—Eglinton—L
 SKOREYKO, WILLIAM—Edmonton-Est—CP
 SMITH, PERCY—Northumberland-Miramichi—L

 SMITH, WALTER—Saint-Jean—L
 STACKHOUSE, REG—Scarborough-Est—CP
 STANBURY, L'HON. ROBERT—York-Scarborough—L
 STANFIELD, L'HON. ROBERT L.—Halifax—CP
 STEVENS, SINCLAIR—York-Simcoe—CP
 STEWART, CRAIG—Marquette—CP
 STEWART, DOUGLAS—Okanagan Kootenay—L
 STEWART, RALPH—Cochrane—L
 STOLLERY, PETER—Spadina—L
 SYMES, CYRIL—Sault-Sainte-Marie—NPD

 TAYLOR, KEITH—Churchill—CP
 TÉTRAULT, OZA—Villeneuve—CS
 THOMAS, ANTONIO—Maisonneuve-Rosemont—L
 THOMAS, CHARLES H.—Moncton—CP
 TOWERS, GORDON—Red Deer—CP
 TRUDEAU, LE TRÈS HON. PIERRE ELLIOTT—Mont-Royal—L
 TRUDEL, JACQUES-L.—Montréal-Bourassa—L
 TURNER, CHARLES—London-Est—L
 TURNER, L'HON. JOHN N.—Ottawa-Carleton—L

 WAGNER, CLAUDE—Saint-Hyacinthe—CP
 WALKER, JAMES E.—York-Centre—L
 WATSON, IAN—Laprairie—L
 WHELAN, L'HON. EUGENE F.—Essex-Windsor—L
 WHICHER, ROSS—Bruce—L
 WHITTAKER, GEORGE H.—Okanagan Boundary—CP
 WISE, JOHN—Elgin—CP
 WOOLLIAMS, ELDON—Calgary-Nord—CP

 YANAKIS, ANTONIO—Berthier—L
 YEWCHUK, PAUL—Athabasca—CP

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES REPRÉSENTÉES À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Indiquant le nom des députés et leur affiliation politique

Deuxième session de la vingt-neuvième législature

ABITIBI—Laprise, Gérard—CS	DOLLARD—Goyer, l'hon. Jean-Pierre—L
AHUNTSIC—Sauvé, l'hon. Jeanne—L	DON VALLEY—Gillies, James—CP
ALGOMA—Foster, Maurice—L	DRUMMOND—Boisvert, Jean-Marie—CS
ANNAPOLIS VALLEY—Nowlan, J. Patrick—CP	DUVERNAY—Demers, Yves—L
ARGENTEUIL-DEUX-MONTAGNES—Fox, Francis—L	
ASSINIBOIA—Knight, William—NPD	EDMONTON-CENTRE—Paproski, Steven—CP
ATHABASCA—Yewchuk, Paul—CP	EDMONTON-EST—Skoreyko, William—CP
	EDMONTON-OUEST—Lambert, l'hon. Marcel—CP
BATTLE RIVER—	EDMONTON-STRATHCONA—Roche, Douglas—CP
BATTLEFORD-KINDERSLEY—Horner, Norval—CP	EGLINTON—Sharp, l'hon. Mitchell—L
BEAUCE—Caron, Yves—L	EGMONT—MacDonald, David—CP
BEAUHARNOIS-SALABERRY—Laniel, Gérald—L	ELGIN—Wise, John—CP
BELLECHASSE—Lambert, Adrien—CS	ESQUIMALT-SAANICH—Munro, Donald W.—CP
BERTHIER—Yanakis, Antonio—L	ESSEX-WINDSOR—Whelan, l'hon. Eugene F.—L
BONAVENTURE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE—Béchar, Albert—L	ETOBICOKE—Gillespie, l'hon. Alastair—L
BONAVISTA-TRINITY-CONCEPTION—Rooney, David—L	
BRANDON-SOURIS—Dinsdale, l'hon. Walter—CP	FORT WILLIAM—McRae, Paul—L
BRANT—Blackburn, Derek—NPD	FRASER-VALLEY-EST—Patterson, Alex—CP
BROADVIEW—Gilbert, John—NPD	FRASER-VALLEY-OUEST—Rose, Mark—NPD
BROME-MISSISQUOI—Graffey, W. H.—CP	FRONTENAC—Corriveau, Léopold—L
BRUCE—Whicher, Ross—L	FRONTENAC-LENNOX ET ADDINGTON—Alkenbrack, Douglas—CP
BURIN-BURGEO—Jamieson, l'hon. Donald—L	FUNDY-ROYAL—Fairweather, Gordon L.—CP
BURNABY-RICHMOND-DELTA—Reynolds, John—CP	
BURNABY-SEYMOUR—Nelson, Ed.—NPD	
	GAMELIN—Portelance, Arthur—L
CALGARY-CENTRE—Andre, Harvie—CP	GANDER-TWILLINGATE—Lundrigan, John—CP
CALGARY-NORD—Woolliams, Eldon—CP	GASPÉ—Cyr, Alexandre—L
CALGARY-SUD—Bawden, Peter—CP	GATINEAU—Clermont, Gaston—L
CAPE BRETON-EAST RICHMOND—MacInnis, Donald—CP	GLENGARRY-PRESCOTT-RUSSELL—Éthier, Denis—L
CAPE BRETON HIGHLANDS-CANSO—MacEachen, l'hon. Allan J.—L	GLOUCESTER—Breau, Herbert—L
CAPE BRETON-THE SYDNEYS—Muir, Robert—CP	GRAND FALLS-WHITE BAY-LABRADOR—Rompkey, William—L
CAPILANO—Davis, l'hon. Jack—L	GREENWOOD—Brewin, Andrew—NPD
CARDIGAN—MacDonald, l'hon. Daniel J.—L	GRENVILLE-CARLETON—Baker, Walter—CP
CARLETON-CHARLOTTE—McCain, Fred A.—CP	GREY-SIMCOE—Mitges, Gus—CP
CENTRAL NOVA—MacKay, Elmer—CP	
CHAMBLY—L'Heureux, Yvon—L	HALIFAX—Stanfield, l'hon. Robert L.—CP
CHAMPLAIN—Matte, René—CS	HALIFAX-EAST HANTS—McCleave, Robert—CP
CHARLEVOIX—Caouette, Gilles—CS	HALTON—O'Connor, Terry—CP
CHICOUTIMI—Langlois, Paul—L	HALTON-WENTWORTH—Kempling, Bill—CP
CHURCHILL—Taylor, Keith—CP	HAMILTON-EST—Munro, l'hon. John C.—L
COAST CHILCOTIN—Olaussen, Harry—NPD	HAMILTON MOUNTAIN—Beattie, Duncan M.—CP
COCHRANE—Stewart, Ralph—L	HAMILTON-OUEST—Alexander, Lincoln—CP
COMOX-ALBERNI—Barnett, Thomas—NPD	HAMILTON-WENTWORTH—O'Sullivan, Sean—CP
COMPTON—Latulippe, Henry—CS	HASTINGS—Ellis, Jack—CP
CROWFOOT—Horner, J. H.—CP	HIGH PARK-HUMBER VALLEY—Jelinek, Otto—CP
CUMBERLAND-COLCHESTER-NORD—Coates, Robert C.—CP	HILLSBOROUGH—Macquarrie, Heath—CP
	HOCHELAGA—Pelletier, l'hon. Gérard—L
DARTMOUTH-HALIFAX-EST—Forrestall, J. Michael—CP	HULL—Isabelle, Gaston—L
DAUPHIN—Ritchie, Gordon—CP	
DAVENPORT—Caccia, Charles L.—L	

- HUMBER-SAINT-GEORGES-SAINTE-BARBE—Marshall, Jack—CP
 HURON-MIDDLESEX—McKinley, Robert E.—CP
 JOLIETTE—La Salle, Roch—CP
 KAMLOOPS-CARIBOO—Marchand, Len—L
 KAMOURASKA—Dionne, Charles-Eugène—CS
 KENORA-RAINY RIVER—Reid, John—LT
 KENT-ESSEX—Danforth, Harold W.—CP
 KINGSTON ET LES ÎLES—MacDonald, M^{lle} Flora—CP
 KITCHENER—Hymmen, Kieth—L
 KOOTENAY-OUEST—Harding, Randolph—NPD
 LABELLE—Dupras, Maurice—L
 LACHINE-BORD-DU-LAC—Blaker, Rod—L
 LAC-SAINT-JEAN—Lessard, Marcel—L
 LAFONTAINE—Lachance, Georges-C.—L
 LAMBTON-KENT—Holmes, J. Robert—CP
 LANARK-RENFREW-CARLETON—Dick, Paul—CP
 LANGELIER—Marchand, l'hon. Jean—L
 LAPOINTE—Marceau, Gilles—L
 LAPRAIRIE—Watson, Ian—L
 LASALLE-ÉMARD-CÔTE SAINT-PAUL—Campbell, John—L
 LAURIER—Leblanc, Fernand-E.—L
 LAVAL—Roy, Marcel—L
 LEEDS—Cossitt, Tom—CP
 LETHBRIDGE—Hurlburt, Ken—CP
 LÉVIS—Guay, Raynald—L
 LINCOLN—Higson, Kenneth—CP
 LISGAR—Murta, Jack—CP
 LONDON-EST—Turner, Charles—L
 LONDON-OUEST—Buchanan, J. Judd—L
 LONGUEUIL—Olivier, Jacques—L
 LOTBINIÈRE—Fortin, André—CS
 LOUIS-HÉBERT—Morin, M^{me} Albanie—L
 MACKENZIE—Korchinski, Stanley—CP
 MADAWASKA-VICTORIA—Corbin, Eymard—L
 MAISONNEUVE-ROSEMONT—Thomas, Antonio—L
 MALPÈQUE—MacLean, l'hon. J. Angus—CP
 MANICOUAGAN—Blouin, Gustave—L
 MARQUETTE—Stewart, Craig—CP
 MATANE—De Bané, Pierre—L
 MEADOW-LAKE—Nesdoly, Elias—NPD
 MEDICINE-HAT—Hargrave, Bert—CP
 MERCIER—Boulangier, Prosper—L
 MIDDLESEX-LONDON-LAMBTON—Frank, William C.—CP
 MISSISSAUGA—Blenkarn, Don—CP
 MONCTON—Thomas, Charles H.—CP
 MONTMORENCY—Laflamme, Ovide—L
 MONTRÉAL-BOURASSA—Trudel, Jacques-L.—L
 MONT-ROYAL—Trudeau, le très hon. Pierre Elliott—L
 MOOSE JAW—Neil, Douglas—CP
 NANAÏMO-COWICHAN-LES ÎLES—Douglas, T. C.—NPD
 NEW WESTMINSTER—Leggatt, Stuart—NPD
 NIAGARA FALLS—Hueglin, J. P.—CP
 NICKEL BELT—Rodriguez, John—NPD
 NIPISSING—Blais, J.-J.—L
 NORFOLK-HALDIMAND—Knowles, William—CP
 NORTHUMBERLAND-DURHAM—Lawrence, Allan—CP
 NORTHUMBERLAND-MIRAMICHI—Smith, Percy—L
 NOTRE-DAME-DE-GRÂCE—Allmand, l'hon. Warren W.—L
 OKANAGAN BOUNDARY—Whittaker, George H.—CP
 OKANAGAN KOOTENAY—Stewart, Douglas—L
 ONTARIO—Cafik, Norman—L
 OSHAWA-WHITBY—Broadbent, Edward—NPD
 OTTAWA-CARLETON—Turner, l'hon. John N.—L
 OTTAWA-CENTRE—Poulin, Hugh—L
 OTTAWA-VANIER—Gauthier, Jean-Robert—L
 OTTAWA-OUEST—Reilly, Peter—CP
 OUTREMONT—Lalonde, l'hon. Marc—L
 OXFORD—
 PALLISER—Schumacher, Stan—CP
 PAPINEAU—Ouellet, l'hon. André—L
 PARKDALE—Haidasz, l'hon. Stanley—L
 PARRY SOUND-MUSKOKA—Darling, Stanley—CP
 PEACE RIVER—Baldwin, Gerald W.—CP
 PEEL-DUFFERIN-SIMCOE—Madill, Ellwood—CP
 PEMBINA—Hollands, Dan—CP
 PERTH-WILMOT—Jarvis, Bill—CP
 PETERBOROUGH—Faulkner, l'hon. Hugh—L
 PONTIAC—Lefebvre, Thomas—L
 PORTAGE—Masniuk, Peter—CP
 PORT-ARTHUR—Andras, l'hon. Robert K.—L
 PORTNEUF—Godin, Roland—CS
 PRINCE-ALBERT—Diefenbaker, le très hon. John G.—CP
 PRINCE EDWARD-HASTINGS—Hees, l'hon. George—CP
 PRINCE GEORGE-PEACE RIVER—Oberle, Frank—CP
 PROVENCHER—Epp, Jake—CP
 QU'APPELLE-MOOSE MOUNTAIN—Hamilton, l'hon. Alvin—CP
 QUÉBEC-EST—Duquet, Gérard—L
 RED DEER—Towers, Gordon—CP
 REGINA-EST—Balfour, Jim—CP
 REGINA-LAKE CENTRE—Benjamin, Les—NPD
 RENFREW-NORD-NIPISSING-EST—Hopkins, Leonard—L
 RESTIGOUCHE—Dubé, l'hon. Jean-Eudes—L
 RICHELIEU—Côté, Florian—L
 RICHMOND—Beaudoin, Léonel—CS
 RIMOUSKI—Allard, Eudore—CS
 RIVIÈRE-DU-LOUP-TÉMISCOUATA—Gendron, Rosaire—L
 ROBerval—Gauthier, Charles-A.—CS
 ROCKY MOUNTAIN—Clark, Joe—CP
 ROSEDALE—Macdonald, l'hon. Donald S.—L
 SAINT-BONIFACE—Guay, Joseph-Philippe—L
 ST. CATHARINES—Morgan, J. Trevor—CP
 SAINT-DENIS—Prud'homme, Marcel—L
 SAINT-HENRI—Loiselle, Gérard—L
 SAINT-HYACINTHE—Wagner, Claude—CP
 SAINT-JACQUES—Guilbault, Jacques—L
 SAINT-JEAN—Smith, Walter—L
 SAINT-JEAN-EST—McGrath, James A.—CP
 SAINT-JEAN-LANCASTER—Bell, Thomas M.—CP
 SAINT-JEAN-OUEST—Carter, Walter—CP
 SAINTE-MARIE—Dupont, Raymond—L
 SAINT-MAURICE—Chrétien, l'hon. Jean—L
 SAINT-MICHEL—Bégin, M^{lle} Monique—L
 ST. PAUL'S—Atkey, Ronald—CP
 SARNIA-LAMBTON—Cullen, Jack—L
 SASKATOON-BIGGAR—Gleave, A. P.—NPD
 SASKATOON-HUMBOLDT—Lang, l'hon. Otto—L
 SAULT-SAINTE-MARIE—Symes, Cyril—NPD
 SCARBOROUGH-EST—Stackhouse, Reg—CP

- SCARBOROUGH-OUEST—Harney, John—NPD
SELKIRK—Rowland, Douglas—NPD
SHEFFORD—Rondeau, Gilbert—CS
SHERBROOKE—Pelletier, Irénée—L
SIMCOE-NORD—Rynard, P. B.—CP
SKEENA—Howard, Frank—NPD
SOUTH SHORE—Crouse, Lloyd R.—CP
SOUTH WESTERN NOVA—Haliburton, Charles E.—CP
SPADINA—Stollery, Peter—L
STORMONT-DUNDAS—Lamoureux, l'hon. Lucien—Ind
SUDBURY—Jerome, James A.—L
SURREY-WHITE ROCK—Mather, Barry—NPD
SWIFT CURRENT-MAPLE CREEK—Hamilton, Frank—CP
- TÉMISCAMINGUE—Caouette, Réal—CS
TERREBONNE—Comtois, J.-Roland—L
TERRITOIRES DU NORD-OUEST—Firth, Wally—NPD
THUNDER BAY—Penner, Keith—L
TIMISKAMING—Peters, Arnold—NPD
TIMMINS—Roy, Jean-R.—L
TORONTO-LAKESHORE—Grier, Terry—NPD
TRINITY—Hellyer, l'hon. Paul—CP
TROIS-RIVIÈRES-MÉTROPOLITAIN—Lajoie, Claude-G.—L
- VANCOUVER-CENTRE—Basford, l'hon. Ronald—L
VANCOUVER-EST—Neale, Paddy—NPD
VANCOUVER KINGSWAY—MacInnis, M^{me} Grace—NPD
VANCOUVER QUADRA—Clarke, William—CP
VANCOUVER-SUD—Fraser, John—CP
VAUDREUIL—Herbert, Hal—L
- VEGREVILLE—Mazankowski, Don—CP
VERDUN—Mackasey, l'hon. Bryce Stuart—L
VICTORIA—McKinnon, Allan B.—CP
VICTORIA-HALIBURTON—Scott, William C.—CP
VILLENEUVE—Tétrault, Oza—CS
- WATERLOO-CAMBRIDGE—Saltsman, Max—NPD
WELLAND—Railton, Victor—L
WELLINGTON—Hales, A. D.—CP
WELLINGTON-GREY-DUFFERIN-WATERLOO—Beatty,
Perrin—CP
WESTMORLAND-KENT—LeBlanc, Roméo—L
WESTMOUNT—Drury, l'hon. Charles M.—L
WETASKIWIN—Schellenberger, Stan—CP
WINDSOR-OUEST—Gray, l'hon. Herbert E.—L
WINDSOR-WALKERVILLE—MacGuigan, Mark—L
WINNIPEG-NORD—Orlikow, David—NPD
WINNIPEG-NORD-CENTRE—Knowles, Stanley—NPD
WINNIPEG-SUD—Richardson, l'hon. James A.—L
WINNIPEG-SUD-CENTRE—McKenzie, Dan—CP
- YORK-CENTRE—Walker, James E.—L
YORK-EST—Arrol, Ian—CP
YORK-NORD—Danson, Barnett—L
YORK-OUEST—Fleming, Jim—L
York-Scarborough—Stanbury, l'hon. Robert—L
YORK-SIMCOE—Stevens, Sinclair—CP
YORK-SUD—Lewis, David—NPD
YORK-SUNBURY—Howie, J. Robert—CP
YORKTON-MELVILLE—Nystrom, Lorne—NPD
YUKON—Nielsen, Erik—CP

INDEX
DES
JOURNAUX
DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES
DU CANADA

Depuis le mercredi 27 février 1974
jusqu'au mercredi 8 mai 1974, inclusivement,
durant la
vingt-troisième année du règne
de Notre Souveraine Dame la Reine Élisabeth II

1974

Deuxième session du vingt-neuvième Parlement

A

Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.:

1. Protocole concernant les matières grasses laitières, Genève, 2 avril 1973, 60. Document parlementaire no 292-6/11A.
2. Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, en vigueur pour le Canada le 23 mars 1973, 59. Document parlementaire no 292-6/20.
3. Convention sur l'égalité des mains-d'oeuvres masculines et féminines, en vigueur pour le Canada le 16 novembre 1973, 59. Document parlementaire no 292-6/20A.
4. Accord modifiant l'article 56 de l'accord complétant la Convention entre les Etats Parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le Statut de leurs Forces, en ce qui concerne les Forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne, 60. Document parlementaire no 292-6/21.
5. Protocole portant un amendement à la Convention relative à l'Aviation civile internationale, 60. Document parlementaire no 292-6/41.
6. Echange de lettres avec l'Australie constituant un accord modifiant l'accord de commerce, 61. Document parlementaire no 292-6/72.
7. Echange de notes avec l'Islande constituant un accord réciproque sur l'exploitation de radio-amateurs, 61. Document parlementaire no 292-6/73.
8. Accord de commerce avec la Bulgarie, 60. Document parlementaire no 292-6/81.
9. Echange de notes avec la Chine réglant et soldant les prêts contractés par la *Chinese Ming Sung Industrial Co. Ltd.*, avec les banques canadiennes, 61. Document parlementaire no 292-6/84.
10. Chine: accord relatif aux transports aériens civils, Ottawa, 11 juin 1973, 61. Document parlementaire no 292-6/84A.
11. Echange de notes avec la Chine constituant un accord concernant le dépôt réciproque des marques de commerce, 61. Document parlementaire no 292-6/84B.
12. Accord de commerce avec la Chine, 61. Document parlementaire no 292-6/84C.
13. Accord avec la Tchécoslovaquie concernant le règlement de questions financières, 60. Document parlementaire no 292-6/87.
14. Echange de notes avec la République fédérale d'Allemagne constituant un accord concernant l'utilisation du polygone de recherche Churchill, 61. Document parlementaire no 292-6/88.
15. Accord général de coopération avec la République d'Haïti, 61. Document parlementaire no 292-6/89.
16. Accord avec l'Iran concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, 60. Document parlementaire no 292-6/93.
17. Echange de notes avec le Guatemala concernant les stations de radio-amateur, 60. Document parlementaire no 292-6/114.
18. Echange de notes avec la Nouvelle-Zélande constituant un accord sur les tarifs et les marges de préférence, 61. Document parlementaire no 292-6/121.
19. Accord à long terme sur les céréales avec la Pologne, 61. Document parlementaire no 292-6/123.
20. Accord avec les Etats-Unis sur des privilèges réciproques de pêche dans certaines régions sises au large de leurs côtes, 61. Document parlementaire no 292-6/132.
21. Echange de notes avec les Etats-Unis prolongeant l'accord du 12 mai 1958 relatif à l'organisation et au fonctionnement du NORAD, 61. Document parlementaire no 292-6/139.
22. Echange de notes avec les Etats-Unis constituant un accord concernant l'utilisation du polygone de recherche Churchill, 61. Document parlementaire no 292-6/141.
23. Echange de notes avec les Etats-Unis régissant l'utilisation des installations de l'aéroport de Goose Bay par les Etats-Unis, 61. Document parlementaire no 292-6/141A.
24. Echange de notes avec les Etats-Unis constituant un accord concernant l'administration au Canada de l'impôt sur le revenu des employés américains au Canada, 61. Document parlementaire no 292-6/141B.
25. Echange de notes avec l'URSS modifiant l'accord du transport aérien entre les deux pays, 60. Document parlementaire no 292-6/144.
26. Accord avec l'URSS sur la coopération en matière de pêches dans le Pacifique, 60. Document parlementaire no 292-6/147.
27. Accord avec l'URSS sur les règles provisoires de navigation et de sécurité des pêches dans le Pacifique, 60. Document parlementaire no 292-6/147A.
28. Echange de notes avec l'URSS sur la coopération en matière de pêches entre les deux pays, 60. Document parlementaire no 292-6/147B.

Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc. – (Fin)

29. Protocole sur l'accord commercial avec l'URSS, 60. Document parlementaire no 292-6/148.
30. Echange de notes avec l'Indonésie sur les investissements canadiens en Indonésie, 60. Document parlementaire no 292-6/158.
31. Protocole sur l'Accord relatif au commerce international des textiles de coton, en vigueur pour le Canada le 1er octobre 1967, 59. Document parlementaire no 292-6/168.
32. Protocole concernant l'Accord relatif au Commerce international des textiles de coton, en vigueur pour le Canada le 8 octobre 1970, 60. Document parlementaire no 292-6/168A.
33. Protocole de la Convention internationale pour les pêcheries de l'Atlantique Nord-Ouest sur la représentation dans les Sous-Commissions et les mesures de réglementation, en vigueur pour le Canada le 15 décembre 1971, 59. Document parlementaire no 292-6/169.
34. Arrangements sur les produits laitiers, en vigueur pour le Canada le 14 mai 1970, 59-60. Document parlementaire no 292-6/170.
35. Echange de notes avec le Secrétaire général des Nations Unies constituant un accord relatif sur les droits de pension entre le Canada et la caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, 60. Document parlementaire no 292-6/171.
36. Organisation des télécommunications du Commonwealth, accord financier, Londres, 30 mars 1973, 60. Document parlementaire no 292-6/172.
37. Accord mettant fin aux accords relatifs aux services télégraphiques du Commonwealth, Londres, 30 mars 1973, 60. Document parlementaire no 292-6/172A.

Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) (Loi modifiant):

1. Bill C-118, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Abolition du Sénat). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 122.
2. Bill C-122, M. Isabelle (Capitale nationale du Canada). 1re lecture, 32.
3. Bill C-267, M. McKinnon (Nomination des sénateurs). 1re lecture, 65.
4. Bill C-268, M. McKinnon (Durée du mandat des sénateurs). 1re lecture, 65.

Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant):

1. Bill C-152, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Quorum de la Chambre des communes). 1re lecture, 33.
2. Bill C-199, M. Nielsen (Représentation du Yukon et des territoires du Nord-Ouest au Sénat). 1re lecture, 34.
3. Bill C-224, M. Rowland (Durée du mandat de la Chambre des communes). 1re lecture, 34.
4. Bill C-240, Mme MacInnis (Durée du mandat de la Chambre des communes). 1re lecture, 34.
5. Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-11, Président du Conseil privé (Représentation du Yukon et des territoires du Nord-Ouest au Sénat). 1re lecture, 39. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, débat, adoption et renvoi au Comité de la justice et des questions juridiques, 50-1. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 1 aux Journaux), 59.

Administration de la voie maritime du Saint-Laurent:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Administration de pilotage de l'Atlantique:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Administration de pilotage des Laurentides:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Administration de pilotage du Pacifique:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Administration du passage de Terre-Neuve, Loi:

Bill C-247, M. Marshall. 1re lecture, 35.

Administration financière, Loi (Loi modifiant):

Bill C-168, M. Reynolds. 1re lecture, 33.

Administration nationale de transport urbain, création, Loi:

Bill C-262, M. Stevens. 1re lecture, 35.

Adresse en réponse au discours du trône, débat:

Rapport du discours du trône, M. l'Orateur, 1. Motion (M. Trudeau): Etude du discours du trône, plus tard, ce jour, présentation et adoption, 5. Motion (M. Stollery) tendant à l'adoption de l'Adresse, présentation et ajournement du débat sur motion, 5-6. Reprise du débat (1er jour désigné); amendement (M. Stanfield): Le gouvernement n'a pas la confiance de la Chambre, présentation, débat et sous-amendement (M. Fortin): Négligence du gouvernement à prévoir des mesures efficaces pour enrayer la hausse du coût de la vie, présentation et interruption du débat, 7-8. Ordre du consentement unanime,—Tenue du vote pour disposer du sous-amendement à 2h.45 cet après-midi. Reprise du débat (2e jour désigné) et rejet du sous-amendement sur vote par appel nominal, 11-12. Reprise et interruption du débat, 12. Reprise du débat (3e jour désigné) et interruption du débat, 16. Reprise du débat (4e jour désigné) et rejet de l'amendement sur vote par appel nominal, 17-18. Reprise du débat (5e jour désigné) et interruption du débat, 21. Reprise du débat (6e jour désigné) et interruption du débat, 23. Reprise du débat (7e jour désigné) et interruption du débat, 25. Reprise du débat (8e jour désigné) et adoption de la motion principale sur division, 28. Motion tendant à faire grossoyer l'Adresse et à la transmettre au Gouverneur général, 28. (*Lettre de remerciement non reçue*).

Aéroports:

Voir **Ajournement de la Chambre en vue de discuter d'une affaire déterminée et importante; Comités consultatifs d'aménagement d'aéroports ruraux, création, Loi.**

Affaires des anciens combattants, Comité:

1. Composition, 13, 16, 28, 46, 57, 62, 100.
2. Ordre,—Renvoi du budget 1974-1975 du ministère des Affaires des anciens combattants, 11.

Affaires des anciens combattants, Ministère:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires des anciens combattants, 11.

Affaires extérieures:

Conventions d'ententes et traités internationaux signés et ratifiés au Parlement depuis 1919: M. Mazankowski—Dépôt immédiat de la réponse, 74. Document parlementaire no 292-2/416.

Affaires extérieures et Défense nationale, Comité:

1. Composition, 12, 13, 16, 18, 22, 28, 37, 46, 51, 67, 72, 79, 82, 85, 90, 102, 135, 143, 152, 154, 171.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères des Affaires extérieures et de la Défense nationale, de l'Agence canadienne de développement international, de la Commission mixte internationale et de la Construction de défense (1951) Limitée, 9.
3. Rapports: Premier (Exemplaires des procès-verbaux et des témoignages) (Appendice no 16 aux *Journaux*), 174.

Affaires extérieures, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, 9.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataire: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 73. Document parlementaire no 292-2/275.

Affaires indiennes:

Somme d'argent affecté à la construction d'une école sur la réserve des Indiens Tobiques: Mlle MacDonald—Dépôt immédiat de la réponse, 74. Document parlementaire no 292-2/361.

Affaires indiennes et Développement du Nord canadien, Comité:

1. Composition, 12, 16, 22, 24, 28, 53, 57-8, 62, 72, 79, 90, 94, 100, 102, 142, 152, 158.
2. Bills déferés: Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant), Bill C-9, 50.
3. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de la Commission d'énergie du Nord canadien, 10.
4. Rapports: Premier (Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant), Bill C-9) (Appendice no 4 aux *Journaux*), 101.

Affaires indiennes et Nord canadien, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, 10.
2. Somme consacrée à des contrats de publicité depuis 1972: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 154. Document parlementaire no 292-2/248.
3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 56. Document parlementaire no 292-2/277.

Affaires urbaines:

Voir **Subsides en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions.**

Affaires urbaines, département d'Etat:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10.

Agence canadienne de développement international:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, 9.
2. Services d'experts-conseils, noms, adresses et sommes versées: M. Stevens—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/224.
3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 175. Document parlementaire no 292-2/269.

Agriculture, Comité:

1. Composition, 12, 16, 18, 28, 29, 36, 46, 62, 67, 71, 75, 79, 90, 100, 105, 109, 135, 139, 152.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du ministère de l'Agriculture, de la Commission canadienne du lait, de l'Office canadien des provendes et de la Société du crédit agricole, 9.

Agriculture, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de l'agriculture, 9.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 174. Document parlementaire no 292-2/267.

Air Canada:

Copie des états financiers pour 1973, 116. Document parlementaire no 292-1/54.

Ajournement de la Chambre en vertu de l'article 40(1) du Règlement:

Motion: "Que cette Chambre s'ajourne maintenant" est considérée comme ayant été proposée et, après discussion, adoptée, 16, 46, 51, 53, 62, 67, 79, 85, 90, 99, 105, 116, 119, 122, 126, 130, 134, 142, 148, 152, 158, 171.

Ajournement de la Chambre en vue de discuter d'une affaire déterminée et importante:

Motion (M. Fraser): Etude de la grève illégale des pompiers des aéroports de la province de la Colombie-Britannique, présentation, motion déclarée recevable et débat reporté à 9h. ce soir, 108-9. M. Fraser propose: Que cette Chambre s'ajourne maintenant, présentation et après débat, adoption de la motion, 109.

Aliments et drogues, Loi (Loi modifiant):

Bill C-164, M. Mather (Vente des produits du tabac). 1re lecture, 33.

Alliance Sécurité et Investigation Limitée:

Réception d'une pétition (en retard) visant à annuler l'avis de dissolution, 147. Rapport du greffier des pétitions, 152. Ordre.—Renvoi de la pétition et du troisième rapport du greffier des pétitions au Comité des bills privés en général et du Règlement, 153.

Allocations de retraite des membres du Parlement, Loi:

Rapport sur l'application de la Loi pour 1972-1973, 51. Document parlementaire no 292-1/173.

Amendements:*Adresse, débat:*

1. Amendement (1er et 4e jours désignés) de M. Stanfield (chef de l'Opposition): Le gouvernement n'a pas la confiance de la Chambre, présentation, 8. Rejet sur vote par appel nominal, 17-8.
2. Sous-amendement (1er et 2e jours désignés) de M. Fortin: Négligence du gouvernement à prévoir des mesures efficaces pour enrayer la hausse du coût de la vie, présentation, 8. Rejet sur vote par appel nominal, 11-12.

Bills d'initiative ministérielle — Etape du rapport:

3. Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie), Loi de 1973, Bill C-5, 84-5, 87-90.
4. Parcs nationaux (Loi modifiant), Bill C-6, 97-9.
5. Régime de pensions du Canada (Loi modifiant), Bill C-19, 162-3.
6. Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant), Bill C-9, 104.

Bills d'initiative ministérielle — 3e lecture:

7. Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi (Loi modifiant), Bill C-14: Renvoi au Comité plénier afin de reconsidérer les articles 2, 7 et 9, présentation, 118. Rejet sur vote par appel nominal, 121-2.

Budget, débat:

8. Amendement (1er et 4e jours désignés) de M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le gouvernement n'a plus la confiance de la Chambre à cause de son incapacité à réduire l'inflation, présentation, 169.
9. Sous-amendement (1er et 2e jours désignés) de M. Lewis: Et à cause de son incapacité à aider les personnes à faible revenu, présentation, 169. Adoption sur vote par appel nominal, 175-6.

Anciens combattants:

1. Etude des cas de CACF/AACF, coût, employés et normes par province: M. Marshall—Dépôt immédiat de la réponse, 50. Document parlementaire no 292-2/147.
2. Modification de la Loi sur la sécurité de la vieillesse afin de compter les années de service outre-mer: Motion (M. Whittaker), présentation et interruption du débat, 85.
3. Ordre,—Copie de documents résultant de la première réunion de l'équipe de gestionnaires supérieurs de l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants: M. Marshall: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 112. Présentation, débat et interruption du débat, 116.

Animaux dangereux, importation, Loi:

Bill C-141. M. Stackhouse. 1re lecture, 32.

Animaux domestiques, protection pendant le transport, Loi:

Bill C-134, M. O'Sullivan. 1re lecture, 32.

Animaux exotiques, commerce, Loi:

Bill C-129, M. Watson. 1re lecture, 32.

Antidumping, Loi:

Rapport du Tribunal antidumping pour 1973, 105. Document parlementaire no 292-1/182.

Appendices aux Procès-verbaux:

1. Avis de motion des voies et moyens concernant l'exportation du pétrole du Canada, le 28 mars 1974.
2. Avis de motion des voies et moyens concernant l'exportation du pétrole du Canada, le 30 avril 1974.
3. Avis de motion des voies et moyens relatif au Tarif des douanes, le 1er mars 1973.

Approvisionnement et Services, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Montant des commandes placées en Colombie-Britannique: M. Mather—Dépôt immédiat de la réponse, 56. Document parlementaire no 292-2/35.
3. Somme consacrée à des contrats de publicité depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 84. Document parlementaire no 292-2/261.
4. Valeur totale des contrats accordés aux sociétés mentionnées: M. Grier—Dépôt immédiat de la réponse, 56. Document parlementaire no 292-2/318.

Archives publiques:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.

Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi (Loi modifiant):

Bill C-227, M. Baldwin. 1re lecture, 34.

Arsenaux canadiens Limitée:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Assistance aux non-fumeurs, Loi:

Bill C-248, M. Mather. 1re lecture, 35.

Assurance-chômage, Commission:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 10.

Assurance-chômage, Loi de 1971 (Loi modifiant):

Bill C-161, M. Oberle. 1re lecture, 33.

Assurance-chômage, Loi (Loi modifiant):

Bill C-187, M. Thomas (Moncton). 1re lecture, 33.

Assurance-dépôts du Canada, Société:

Rapport ainsi que les comptes et états financiers pour 1973, 82. Document parlementaire no 292-1/78.

Assurance des crédits à l'exportation, Loi:

Rapport sur l'application de la Partie II de la Loi pour 1973-1974, 159. Document parlementaire no 292-1/139.

Assurances, surintendant:

1. Renvoi du budget de 1974-1975 du Département des assurances au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.
2. Rapport, Volume III — Etats annuels relatifs aux compagnies d'assurance-vie et aux sociétés de secours mutuels pour 1972, 72. Document parlementaire no 292-1/167.

Auditeur général:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Aviation royale canadienne:

Résolution en vertu de l'article 43 du Règlement en vue de présenter les félicitations de la Chambre aux membres à l'occasion du 50e anniversaire, 83.

Avocats:

1. Sommes versées par le gouvernement à des avocats de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick entre avril 1972 et mars 1973: M. Cossitt—Dépôt immédiat des réponses, 40. Documents parlementaires nos 292-2/55, 292-2/56 et 292-2/60.
2. Sommes versées par le gouvernement à des avocats du Québec, de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique: M. Cossitt—Dépôt immédiat des réponses, 165-6. Documents parlementaires nos 292-2/54, 292-2/58, 292-2/61 et 292-2/62.

Avocats – (Fin)

3. Nom et adresse des avocats employés par la Société centrale d'hypothèques et de logement à Terre-Neuve, Nouvelle-Ecosse, Québec, Ontario, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique: M. Cossitt—Dépôt immédiat des réponses, 40. Documents parlementaires nos 292-2/91, 292-2/93, 292-2/94, 292-2/95, 292-2/96, 292-2/97 et 292-2/98.

Avortement:

Voir **Code criminel (Loi modifiant)** (bills C-123, C-212, C-244, C-256); **Plébiscite sur l'avortement, Loi**.

B**Banque du Canada:**

Rapport du Gouverneur et relevé des comptes pour 1973, 58. Document parlementaire no 292-1/65.

Banque du Canada, constitution en corporation, Loi (Loi modifiant):

Bill C-214, M. Caouette (Témiscamingue). 1re lecture, 34.

Banque fédérale de développement, établissement, Loi:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-20, ministre de l'Industrie et du Commerce. 1re lecture, 103. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 145. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 166.

Banques, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-13, Ministre des Finances (Constitution par lettres patentes). 1re lecture, 49.
2. Bill C-181, M. Saltsman (Réglementation de l'excédent du taux d'intérêt sur les prêts). 1re lecture, 33.

Bateaux, sécurité, Loi:

Bill C-233, M. Mather. 1re lecture, 34.

Bétail:

Présentation d'un projet de loi visant à instituer un Office national de commercialisation du bétail: Motion (M. Nездoly), présentation et interruption du débat, 152.

Voir aussi **Exportations et importations**.

Bétail, aliments, Loi (Loi modifiant):

Bill C-24, ministre de l'Agriculture. 1re lecture, 117.

Bibliothèque du Parlement:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la procédure et de l'organisation, 11. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 11 aux *Journaux*), 133.
2. Rapport du Bibliothécaire parlementaire, 6. Document parlementaire no 292-1/3.

Bibliothèque du Parlement, Comité (mixte):

Représentation du Sénat, 57.

Bibliothèque nationale:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.

Bills d'intérêt privé et pétitions:

Voir aussi les titres des divers bills. (Pour la liste des bills par ordre numérique, voir **Bills d'intérêt privé** dans l'*Index des Débats*).

Synode de l'Est du Canada de l'Eglise Luthérienne d'Amérique—(Bill C-264)—M. Railton—(chapitre 13, S.C. 1974).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire:

Voir aussi les titres des divers bills; **Orateur, M. l', Décisions et déclarations; Procédure et Règlement de la Chambre.** (Pour la liste des bills par ordre numérique, voir **Bills d'intérêt public** dans l'*Index des Débats*).

1. Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) (Loi modifiant) (Abolition du Sénat)—(Bill C-118)—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)—(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture restée en plan au *Feuilleton*).
2. Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) (Loi modifiant) (Capitale nationale du Canada)—(Bill C-122)—*M. Isabelle*—(restée en plan au *Feuilleton*).
3. Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) (Loi modifiant) (Durée du mandat des sénateurs)—(Bill C-268)—*M. McKinnon*—(restée en plan au *Feuilleton*).
4. Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) (Loi modifiant) (Nomination des sénateurs)—(Bill C-267)—*M. McKinnon*—(restée en plan au *Feuilleton*).
5. Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant) (Durée du mandat de la Chambre des communes)—(Bill C-224)—*M. Rowland*—(restée en plan au *Feuilleton*).
6. Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant) (Durée du mandat de la Chambre des communes)—(Bill C-240)—*Mme MacInnis*—(restée en plan au *Feuilleton*).
7. Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant) (Quorum de la Chambre des communes)—(Bill C-152)—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)—(restée en plan au *Feuilleton*).
8. Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant) (Représentation du Yukon et des territoires du Nord-Ouest au Sénat)—(Bill C-11)—*Président du Conseil privé*—(examen du sujet par le Comité de la justice et des questions juridiques qui en fait rapport, sans plus).
9. Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant) (Représentation du Yukon et des territoires du Nord-Ouest au Sénat)—(Bill C-199)—*M. Nielsen*—(restée en plan au *Feuilleton*).
10. Administration du passage de Terre-Neuve, Loi—(Bill C-247)—*M. Marshall*—(restée en plan au *Feuilleton*).
11. Administration financière, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-168)—*M. Reynolds*—(restée en plan au *Feuilleton*).
12. Administration nationale de transport urbain, création, Loi—(Bill C-262)—*M. Stevens*—(restée en plan au *Feuilleton*).
13. Aliments et drogues, Loi (Loi modifiant) (Vente des produits du tabac)—(Bill C-164)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
14. Animaux dangereux, importation, Loi—(Bill C-141)—*M. Stackhouse*—(restée en plan au *Feuilleton*).
15. Animaux domestiques, protection pendant le transport, Loi—(Bill C-134)—*M. O'Sullivan*—(restée en plan au *Feuilleton*).
16. Animaux exotiques, commerce, Loi—(Bill C-129)—*M. Watson*—(restée en plan au *Feuilleton*).
17. Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-227)—*M. Baldwin*—(restée en plan au *Feuilleton*).
18. Assistance aux non-fumeurs, Loi—(Bill C-248)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

19. Assurance-chômage, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-187)–*M. Thomas* (Moncton)–(restée en plan au *Feuilleton*).
20. Assurance-chômage, Loi de 1971 (Loi modifiant)–(Bill C-161)–*M. Oberle*–(restée en plan au *Feuilleton*).
21. Banque du Canada, constitution en corporation, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-214)–*M. Caouette* (Témiscamisque)–(restée en plan au *Feuilleton*).
22. Banque fédérale de développement, établissement, Loi–(Bill C-20)–*Ministre de l'Industrie et du Commerce*–(restée en plan au Comité des finances, du commerce et des questions économiques).
23. Banques, Loi (Loi modifiant) (Constitution par lettres patentes)–(Bill C-13)–*Ministre des Finances*–(restée en plan au *Feuilleton*).
24. Banques, Loi (Loi modifiant) (Réglementation de l'excédent du taux d'intérêt sur les prêts)–(Bill C-181)–*M. Saltsman*–(restée en plan au *Feuilleton*).
25. Bateaux, sécurité, Loi–(Bill C-233)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
26. Bétail, aliments, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-24)–*Ministre de l'Agriculture*–(restée en plan au *Feuilleton*).
27. Blé, double prix, Loi–(Bill C-33)–*Ministre de la Justice*–(restée en plan au *Feuilleton*).
28. Bruits, Code national, établissement, Loi–(Bill C-140)–*M. Grier*–(restée en plan au *Feuilleton*).
29. Bruits industriels, Loi–(Bill C-143)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
30. Casier judiciaire, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-261)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).
31. Casier judiciaire, Loi (Loi modifiant) (Demande de pardon)–(Bill C-117)–*M. Rynard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
32. Chemins de fer, déplacement des lignes et croisements, Loi–(Bill C-27)–*Ministre des Transports*–(chapitre 12, S.C. 1974).
33. Chemins de fer, Loi (Loi modifiant) (Billets demi-tarif pour les personnes âgées)–(Bill C-269)–*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)–(restée en plan au *Feuilleton*).
34. Chemins de fer, Loi (Loi modifiant) (Clôtures en bordure des voies ferrées)–(Bill C-193)–*M. Schumacher*–(restée en plan au *Feuilleton*).
35. Chemins de fer, Loi (Loi modifiant) (Déviations, changements et déplacements)–(Bill C-137)–*M. Knight*–(restée en plan au *Feuilleton*).
36. Chemins de fer, Loi (Loi modifiant) (Services de trains de banlieue)–(Bill C-125)–*M. Hales*–(restée en plan au *Feuilleton*).
37. Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie), Loi de 1973–(Bill C-5)–*Ministre des Finances*–(chapitre 6, S.C. 1974).
38. Cimetières d'Indiens ou d'Inuits, creusement, Loi–(Bill C-218)–*M. Harney*–(restée en plan au *Feuilleton*).
39. Circonscriptions électorales, limites, revision, Loi (Loi modifiant) (Modification du nom de la circonscription de Huron à Huron-Middlesex)–(Bill C-277)–*M. McKinley*–(chapitre 7, S.C. 1974).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

40. Circonscriptions électorales, limites, revision, Loi (Loi modifiant) (Modification du nom de la circonscription de Middlesex à Middlesex-London-Lambton)–(Bill C-281)–*M. Frank*–(chapitre 8, S.C. 1974).
41. Circonscriptions électorales, limites, revision, Loi (Loi modifiant) (Motifs des recommandations de la Commission de délimitation)–(Bill C-121)–*M. Lambert* (Edmonton-Ouest)–(restée en plan au *Feuilleton*).
42. Circonscriptions électorales, limites, revision, Loi (Loi modifiant) (Règles)–(Bill C-222)–*M. Reid*–(restée en plan au *Feuilleton*).
43. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté)–(Bill C-204)–*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)–(restée en plan au *Feuilleton*).
44. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Citoyen canadien de naissance)–(Bill C-110)–*Mme MacInnis*–(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
45. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Demande de citoyenneté à dix-huit ans)–(Bill C-221)–*M. Jarvis*–(restée en plan au *Feuilleton*).
46. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Enfant de parents canadiens né hors du Canada)–(Bill C-253)–*M. Fairweather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
47. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Enfants de parents canadien né hors du Canada)–(Bill C-124)–*M. Andre*–(restée en plan au *Feuilleton*).
48. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Exigence minimum de résidence)–(Bill C-131)–*M. Prud'homme*–(restée en plan au *Feuilleton*).
49. Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant) (Même exigences de résidence appliquées aux aubains conjoints de Canadiens)–(Bill C-173)–*Mme MacInnis*–(restée en plan au *Feuilleton*).
50. Code canadien du travail (Loi modifiant) (Activités syndicales)–(Bill C-104)–*M. Oberle*–(restée en plan au *Feuilleton*).
51. Code canadien du travail (Loi modifiant) (Augmentation du salaire horaire minimum)–(Bill C-166)–*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)–(restée en plan au *Feuilleton*).
52. Code canadien du travail (Loi modifiant) (Disposition créant dix jours fériés payés)–(Bill C-259)–*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)–(restée en plan au *Feuilleton*).
53. Code canadien du travail (Loi modifiant) (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe)–(Bill C-147)–*M. Forrestall*–(restée en plan au *Feuilleton*).
54. Code canadien du travail (Loi modifiant) (Pêcheur, entrepreneur dépendant)–(Bill C-165)–*M. Barnett*–(restée en plan au *Feuilleton*).
55. Code canadien du travail (Loi modifiant) (Vacances annuelles de trois semaines après trois ans)–(Bill C-229)–*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)–(restée en plan au *Feuilleton*).
56. Code criminel (Loi modifiant) (Avertissement sur les contenants de boissons alcooliques)–(Bill C-251)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
57. Code criminel (Loi modifiant) (Avortement)–(Bill C-123)–*M. Stevens*–(restée en plan au *Feuilleton*).
58. Code criminel (Loi modifiant) (Avortement)–(Bill C-212)–*M. Blenkarn*–(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

59. Code criminel (Loi modifiant) (Avortement)—(Bill C-244)—*Mme MacInnis*—(restée en plan au *Feuilleton*).
60. Code criminel (Loi modifiant) (Avortement)—(Bill C-256)—*M. Cafik*—(restée en plan au *Feuilleton*).
61. Code criminel (Loi modifiant) (Communications téléphoniques harcelantes)—(Bill C-167)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
62. Code criminel (Loi modifiant) (Conduite dangereuse)—(Bill C-260)—*M. Ellis*—(restée en plan au *Feuilleton*).
63. Code criminel (Loi modifiant) (Cruauté envers les animaux)—(Bill C-207)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
64. Code criminel (Loi modifiant) (Détention préventive)—(Bill C-162)—*M. Orlikow*—(restée en plan au *Feuilleton*).
65. Code criminel (Loi modifiant) (Enlèvement et piraterie aérienne)—(Bill C-192)—*M. Woolliams*—(restée en plan au *Feuilleton*).
66. Code criminel (Loi modifiant) (Jeunes contrevenants)—(Bill C-209)—*M. Woolliams*—(restée en plan au *Feuilleton*).
67. Code criminel (Loi modifiant) (Manifestation au Parlement)—(Bill C-113)—*M. Stewart* (Cochrane)—(restée en plan au *Feuilleton*).
68. Code criminel (Loi modifiant) (Peine pour vol de bestiaux)—(Bill C-252)—*M. Marchand* (Kamloops-Cariboo)—(restée en plan au *Feuilleton*).
69. Code criminel (Loi modifiant) (Photographie illégale)—(Bill C-208)—*M. Stackhouse*—(restée en plan au *Feuilleton*).
70. Code criminel (Loi modifiant) (Sécurité des pneumatiques)—(Bill C-186)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
71. Code criminel (Loi modifiant) (Suppression des numéros de série des véhicules à moteur)—(Bill C-219)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
72. Comités consultatifs d'aménagement d'aéroports ruraux, création, Loi—(Bill C-102)—*M. Howard*—(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
73. Commerce, réglementation, Loi—(Bill C-191)—*M. Saltsman*—(restée en plan au *Feuilleton*).
74. Commissaire parlementaire, création du poste, Loi—(Bill C-151)—*M. Reynolds*—(restée en plan au *Feuilleton*).
75. Commission canadienne du blé, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-30)—*Ministre de la Justice*—(restée en plan au *Feuilleton*).
76. Commission d'énergie du Nord canadien, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-31)—*Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien*—(restée en plan au *Feuilleton*).
77. Commission fédérale d'enquête sur les transports, établissement, Loi—(Bill C-109)—*M. Forrestall*—(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
78. Commissions de port, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-254)—*M. Reynolds*—(restée en plan au *Feuilleton*).
79. Compagnies fiduciaires, Loi—(Bill C-28)—*Ministre des Finances*—(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

80. Conseil canadien de la main-d'oeuvre et de l'immigration, établissement, Loi—(Bill C-12)—*Ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration*—(restée en plan au *Feuilleton*).
81. Consommation et Corporations, ministère, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-160)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
82. Corporations de la Couronne, Loi (Non mandataires de Sa Majesté)—(Bill C-119)—*M. Fortin*—(restée en plan au *Feuilleton*).
83. Cour suprême et Cour fédérale, Lois (Loi modifiant)—(Bill C-36)—*Ministre de la Justice*—(restée en plan au *Feuilleton*).
84. Cour suprême, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-230)—*M. Morgan*—(restée en plan au *Feuilleton*).
85. Criminels, identification, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-220)—*M. Blais*—(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
86. Criminels, identification, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-285)—*M. Blackburn*—(restée en plan au *Feuilleton*).
87. Déclaration canadienne des droits (Loi modifiant)—(Bill C-223)—*M. Stevens*—(restée en plan au *Feuilleton*).
88. Démarcheurs parlementaires, activités, réglementation, Loi—(Bill C-115)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
89. Denrées périssables emballées, Loi—(Bill C-210)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
90. Développement de la pêche, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-2)—*Ministre des Pêches*—(chapitre 4, S.C. 1974).
91. Développement régional, subventions, Loi (Loi modifiant) (Efficacité des déboursés)—(Bill C-275)—*M. Knight*—(restée en plan au *Feuilleton*).
92. Développement régional, subventions, Loi (Loi modifiant) (Renseignements fournis par les requérants)—(Bill C-274)—*M. Knight*—(restée en plan au *Feuilleton*).
93. Divulgence des intérêts, Loi—(Bill C-158)—*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)—(restée en plan au *Feuilleton*).
94. Dossiers de solvabilité, divulgation, Loi—(Bill C-196)—*M. McGrath*—(restée en plan au *Feuilleton*).
95. Dossiers des entreprises canadiennes, protection, Loi—(Bill C-189)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
96. Douanes, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-8)—*Ministre du Revenu national*—(restée en plan au *Feuilleton*).
97. Drapeaux du Canada, déploiement dans les deux Chambres du Parlement, Loi—(Bill C-238)—*M. Schumacher*—(restée en plan au *Feuilleton*).
98. Droit à l'information, Loi—(Bill C-258)—*M. Baldwin*—(restée en plan au *Feuilleton*).
99. Droit du libre accès aux documents et renseignements publics, Loi—(Bill C-185)—*M. Mather*—(restée en plan au *Feuilleton*).
100. Eaux navigables, protection, Loi—(Bill C-215)—*M. Barnett*—(restée en plan au *Feuilleton*).
101. Emblème national du Canada, Loi—(Bill C-242)—*M. Darling*—(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

102. Emploi dans la Fonction publique, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-234)–*M. Forrestall*–(restée en plan au *Feuilleton*).
103. Enquêtes, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-200)–*M. Alexander*–(restée en plan au *Feuilleton*).
104. Enquêtes sur les coalitions, Loi–(Bill C-7)–*Ministre de la Consommation et des Corporations*–(examen du sujet par le Comité des finances, du commerce et des questions économiques qui en fait rapport, sans plus).
105. Enquêtes sur les coalitions, Loi (Loi modifiant) (Fixation des prix)–(Bill C-195)–*M. Howard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
106. Enquêtes sur les coalitions, Loi (Loi modifiant) (Pratiques abusives)–(Bill C-29)–*Ministre de la Consommation et des Corporations*–(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
107. Environnement, contaminants, Loi–(Bill C-3)–*Ministre de l'Environnement*–(restée en plan au Comité des pêches et forêts).
108. Environnement, Ministère, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-232)–*M. McGrath*–(restée en plan au *Feuilleton*).
109. Epizooties, Loi (Loi modifiant)–(Bill S-2)–*Ministre de l'Agriculture*–(reçu du Sénat, restée en plan au *Feuilleton*).
110. Etiquetage des textiles, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-183)–*Mme MacInnis*–(restée en plan au *Feuilleton*).
111. Expansion des exportations, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-10)–*Ministre de l'Industrie et du Commerce*–(restée en plan au *Feuilleton*).
112. Exportation et importation, licences, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-4)–*Ministre de l'Industrie et du Commerce*–(chapitre 9, S.C. 1974).
113. Football professionnel au Canada, Loi–(Bill C-22)–*Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social*–(examen du sujet par le Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales qui en fait rapport, sans plus).
114. Football professionnel international, contrôle, Loi–(Bill C-272)–*M. Rose*–(restée en plan au *Feuilleton*).
115. Gouvernement du Canada, emplois, Loi–(Bill C-146)–*M. Orlikow*–(restée en plan au *Feuilleton*).
116. Grain des Prairies, paiements anticipés, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-25)–*Ministre de la Justice*–(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture, resté en plan au *Feuilleton*).
117. Habitation, Loi nationale (Loi modifiant) (Aménagement d'installations de traitement des eaux d'égout)–(Bill C-34)–*Ministre d'Etat chargé des Affaires urbaines*–(restée en plan au *Feuilleton*).
118. Habitation, Loi nationale (Loi modifiant) (Bail de deux ans sans hausse des loyers)–(Bill C-142)–*M. Fleming*–(restée en plan au *Feuilleton*).
119. Habitation, Loi nationale (Loi modifiant) (Logements destinés à des personnes à faible revenu)–(Bill C-127)–*M. Carter*–(restée en plan au *Feuilleton*).
120. Habitation, Loi nationale (Loi modifiant) (Projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols)–(Bill C-101)–*M. Alexander*–(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire - (Suite)

121. Handicapés, semaine nationale d'embauchage, Loi-(Bill C-132)-*M. Atkey*-(restée en plan au *Feuilleton*).
122. Iles Turks et Caïcos, union avec le Canada, Loi-(Bill C-174)-*M. Saltsman*-(restée en plan au *Feuilleton*).
123. Immigration, Loi (Loi modifiant) (Arriération mentale)-(Bill C-216)-*M. Mather*-(restée en plan au *Feuilleton*).
124. Immigration, Loi (Loi modifiant) (Personnes atteintes d'épilepsie)-(Bill C-179)-*M. Benjamin*-(restée en plan au *Feuilleton*).
125. Importation de produits de l'Union sud-africaine, interdiction, Loi-(Bill C-266)-*M. Reynolds*-(restée en plan au *Feuilleton*).
126. Impôt sur le revenu, Loi (Loi modifiant) (Article 239)-(Bill C-154)-*M. Lambert* (Edmonton-Ouest)-(restée en plan au *Feuilleton*).
127. Indiens, Loi (Loi modifiant) (Age ouvrant droit au vote)-(Bill C-249)-*M. Foster*-(restée en plan au *Feuilleton*).
128. Indiens, Loi (Loi modifiant) (Femmes indiennes mariées à des non-Indiens)-(Bill C-263)-*Mme Morin*-(restée en plan au *Feuilleton*).
129. Intérêt, Loi (Loi modifiant)-(Bill C-271)-*M. Rose*-(restée en plan au *Feuilleton*).
130. Jeunesse, semaine nationale, Loi-(Bill C-116)-*M. Reynolds*-(restée en plan au *Feuilleton*).
131. Jour d'Héritage Canada, Loi-(Bill C-282)-*M. Nelson*-(restée en plan au *Feuilleton*).
132. Jours fériés, établissement, Loi (Loi modifiant)-(Bill C-280)-*M. Reynolds*-(restée en plan au *Feuilleton*).
133. Justice, ministère, Loi (Loi modifiant)-(Bill C-175)-*M. Fortin*-(restée en plan au *Feuilleton*).
134. Législation (Statut de la femme), modification, Loi de 1974-(Bill C-35)-*Ministre du Travail*-(restée en plan au *Feuilleton*).
135. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Congé)-(Bill C-105)-*M. Stackhouse*-(resté en plan au Comité des privilèges et élections).
136. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Forme du bulletin de vote)-(Bill C-133)-*M. Rowland*-(restée en plan au *Feuilleton*).
137. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Forme du bulletin de vote)-(Bill C-182)-*M. Howard*-(restée en plan au *Feuilleton*).
138. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Liste d'électeurs des Forces canadiennes et de la Fonction publique)-(Bill C-250)-*M. Nesdoly*-(restée en plan au *Feuilleton*).
139. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Liste des électeurs militaires)-(Bill C-284)-*M. O'Sullivan*-(restée en plan au *Feuilleton*).
140. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Liste électorale permanente)-(Bill C-111)-*M. Fleming*-(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

141. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Liste électorale permanente)—(Bill C-265)—*M. Buchanan*—(restée en plan au *Feuilleton*).
142. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Négociations pour le temps d'émission)—(Bill C-278)—*M. O'Connor*—(restée en plan au *Feuilleton*).
143. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Personne dont le nom ne figure pas sur la liste électorale)—(Bill C-145)—*M. Howard*—(restée en plan au *Feuilleton*).
144. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Poste de commissaire)—(Bill C-107)—*M. Clark*—(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
145. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Publication de résultats de sondages électoraux)—(Bill C-156)—*M. Coates*—(restée en plan au *Feuilleton*).
146. Loi électorale du Canada (Loi modifiant) (Vote par procuration)—(Bill C-243)—*M. Horner* (Crowfoot)—(restée en plan au *Feuilleton*).
147. Lois, revision, Loi—(Bill C-23)—*Ministre de la Justice*—(restée en plan au *Feuilleton*).
148. Macdonald, sir John A., fête, Loi—(Bill C-239)—*M. Macquarrie*—(restée en plan au *Feuilleton*).
149. Main-d'oeuvre et Immigration, ministère, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-236)—*M. Atkey*—(restée en plan au *Feuilleton*).
150. Major's Hill, désignation du Parc, Loi—(Bill C-144)—*M. Stewart* (Cochrane)—(restée en plan au *Feuilleton*).
151. Marine marchande du Canada, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-136)—*M. Neale*—(restée en plan au *Feuilleton*).
152. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-120)—*M. Leggatt*—(restée en plan au *Feuilleton*).
153. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-170)—*M. Neale*—(restée en plan au *Feuilleton*).
154. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-176)—*M. Barnett*—(restée en plan au *Feuilleton*).
155. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-190)—*M. Douglas*—(restée en plan au *Feuilleton*).
156. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-198)—*M. Howard*—(restée en plan au *Feuilleton*).
157. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-202)—*M. Olausson*—(restée en plan au *Feuilleton*).
158. Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant) (Plateau continental)—(Bill C-241)—*M. Nelson*—(restée en plan au *Feuilleton*).
159. Normes des prestations de pension, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-139)—*M. Guay* (Saint-Boniface)—(restée en plan au *Feuilleton*).
160. Office national de l'énergie, Loi (Loi modifiant)—(Bill C-237)—*M. Andre*—(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

161. Ombudsman, création du poste, Loi–(Bill C-106)–*M. Reid*–(restée en plan au *Feuilleton*).
162. Orateur de la Chambre des communes, Loi–(Bill C-153)–*M. Knowles* (Winnipeg-Nord-Centre)–(restée en plan au *Feuilleton*).
163. Ordonnances de pension alimentaire, exécution, Loi fédérale-provinciale–(Bill C-273)–*M. Danson*–(restée en plan au *Feuilleton*).
164. Ottawa, aéroport international, Loi–(Bill C-159)–*M. Isabelle*–(restée en plan au *Feuilleton*).
165. Ours polaires, protection, Loi–(Bill C-228)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).
166. Parcs nationaux (Loi modifiant)–(Bill C-6)–*Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien*–(chapitre 6, S.C. 1974).
167. Passeports délivrés aux femmes mariées, Loi–(Bill C-177)–*Mme MacInnis*–(restée en plan au *Feuilleton*).
168. Pêcheries, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-126)–*M. Barnett*–(restée en plan au *Feuilleton*).
169. Petits prêts, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-257)–*M. Rowland*–(restée en plan au *Feuilleton*).
170. Pétrole, administration, Loi–(Bill C-18)–*Ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources*–(restée en plan au Comité des ressources nationales et des travaux publics).
171. Pièces pyrotechniques, vente aux mineurs, Loi–(Bill C-217)–*M. Stackhouse*–(restée en plan au *Feuilleton*).
172. Plateau continental, Loi–(Bill C-155)–*M. McGrath*–(restée en plan au *Feuilleton*).
173. Plébiscite sur l'abolition de la peine capitale, Loi–(Bill C-246)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).
174. Plébiscite sur l'avortement, Loi–(Bill C-231)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).
175. Pollution des eaux arctiques, prévention, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-171)–*M. Howard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
176. Postes, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-245)–*M. Clarke*–(restée en plan au *Feuilleton*).
177. Prêts aidant aux opérations de la pêche, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-197)–*M. Howard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
178. Prêts aux petites entreprises, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-194)–*M. Howard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
179. Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-14)–*Ministre des Finances*–(chapitre 10, S.C. 1974).
180. Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi (Loi modifiant) (Taux d'intérêt)–(Bill C-226)–*M. Howard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
181. Preuve au Canada, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-163)–*M. Orlikow*–(restée en plan au *Feuilleton*).
182. Prisons et maisons de correction, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-283)–*M. Atkey*–(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Suite)

183. Produits agricoles, vente coopérative, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-26)–*Ministre de l'Agriculture*–(restée en plan au *Feuilleton*).
184. Produits domestiques dangereux, étiquetage, Loi–(Bill C-149)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
185. Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant) (Annonces publicitaires au cours de programmes destinés aux enfants)–(Bill C-112)–*M. McGrath*–(annulation de l'ordre tendant à la 2e lecture et retrait du bill).
186. Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant) (Examen d'une décision d'orientation du CRTC par le gouverneur en conseil)–(Bill C-279)–*M. Marchand* (Kamloops-Cariboo)–(restée en plan au *Feuilleton*).
187. Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant) (Matériel éducatif à la disposition des commissions scolaires)–(Bill C-138)–*M. McKenzie*–(restée en plan au *Feuilleton*).
188. Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant) (Temps de diffusion égal aux partis de l'opposition)–(Bill C-114)–*M. Orlikow*–(restée en plan au *Feuilleton*).
189. Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant) (Temps gratuit aux candidats)–(Bill C-255)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
190. Recherche et développement scientifiques, Loi–(Bill C-276)–*M. Knight*–(restée en plan au *Feuilleton*).
191. Régime de pensions du Canada (Loi modifiant)–(Bill C-19)–*Ministre de la Santé nationale et du Bien-être social*–(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape du rapport, resté en plan au *Feuilleton*).
192. Régime de pensions du Canada (Loi modifiant) (Appel à la Commission d'appel)–(Bill C-128)–*M. Coates*–(restée en plan au *Feuilleton*).
193. Régime de pensions du Canada (Loi modifiant) (Cotisations et prestations des ménagères)–(Bill C-108)–*M. Saltsman*–(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
194. Régime de pensions du Canada (Loi modifiant) (Exemption pour motif religieux)–(Bill C-148)–*M. Saltsman*–(restée en plan au *Feuilleton*).
195. Relations de travail dans la Fonction publique, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-184)–*M. Orlikow*–(restée en plan au *Feuilleton*).
196. Relations de travail dans la Fonction publique, Loi (Loi modifiant) (Décisions arbitrales)–(Bill C-270)–*M. Reilly*–(restée en plan au *Feuilleton*).
197. Renseignements confidentiels, banques de données, Loi–(Bill C-211)–*M. Knight*–(restée en plan au *Feuilleton*).
198. Route Alaska-Yukon, établissement de l'Administration, Loi (Route de l'Alaska)–(Bill C-150)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).
199. Route Alaska-Yukon, établissement de l'administration, Loi (Route de l'Alaska)–(Bill C-188)–*M. Oberle*–(restée en plan au *Feuilleton*).
200. Sécurité de la vieillesse, Loi (Loi modifiant) (Admissibilité)–(Bill C-130)–*M. Whittaker*–(restée en plan au *Feuilleton*).
201. Sécurité de la vieillesse, Loi (Loi modifiant) (Paiement aux personnes dont le conjoint a 65 ans)–(Bill C-178)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).

Bills d'intérêt public et d'initiative ministérielle ou parlementaire – (Fin)

202. Sénat et Chambre des communes, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-204)–*M. Stewart*–(restée en plan au *Feuilleton*).
203. Sements d'office (pro forma)–(Bill C-1)–*Premier ministre*.
204. Société centrale d'hypothèques et de logement, Loi–(Bill C-203)–*M. Fleming*–(restée en plan au *Feuilleton*).
205. Société Pétro-Canada, Loi–(Bill C-32)–*Ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources*–(restée en plan au *Feuilleton*).
206. Stupéfiants, Loi (Loi modifiant)–(Bill C-205)–*M. Poulin*–(restée en plan au *Feuilleton*).
207. Stupéfiants, Loi (Loi modifiant) (Peines)–(Bill C-172)–*M. Reynolds*–(restée en plan au *Feuilleton*).
208. Subsidés (1re loi principale de la session fondée sur le budget supplémentaire (B) de 1973-1974)–(Bill C-15)–*Président du Conseil du Trésor*–(chapitre 1, S.C. 1974).
209. Subsidés (1re loi provisoire de la session fondée sur le budget principal de 1974-1975)–(Bill C-16)–*Président du Conseil du Trésor*–(chapitre 2, S.C. 1974).
210. Tabac, restriction de l'usage, Loi–(Bill C-235)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
211. Tarif des douanes (Loi modifiant)–(Bill C-21)–*Ministre des Finances*–(restée en plan au *Feuilleton*).
212. Téléphone, numéro universel en cas d'urgence, Loi–(Bill C-169)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
213. Terres des Indiens en Colombie-Britannique, Loi–(Bill C-157)–*M. Howard*–(restée en plan au *Feuilleton*).
214. Terres destinées aux anciens combattants, Loi (Loi modifiant) (Abrogation de l'article 31)–(Bill C-225)–*M. Marshall*–(restée en plan au *Feuilleton*).
215. Terres destinées aux anciens combattants, Loi (Loi modifiant) (Date limite des demandes en vertu des Parties I, II et III de la Loi)–(Bill C-17)–*Ministre des Affaires des anciens combattants*–(chapitre 3, S.C. 1974).
216. Territoires du Nord-Ouest, représentation, Loi–(Bill C-135)–*M. Firth*–(restée en plan au *Feuilleton*).
217. Transports, Loi nationale (Loi modifiant)–(Bill C-180)–*M. Knight*–(restée en plan au *Feuilleton*).
218. Véhicules automobiles et instruments agricoles, pièces, Loi–(Bill C-103)–*M. Nesdoly*–(ordre tendant à la reprise du débat à l'étape de la 2e lecture resté en plan au *Feuilleton*).
219. Véhicules automobiles, pneus, marques nationales de sécurité, Loi (Loi modifiant)–(Bill S-3)–*Ministre des Transports*–(émanant du Sénat, restée en plan au *Feuilleton*).
220. Véhicules automobiles, sécurité, Loi (Loi modifiant) (Ceintures de sécurité)–(Bill C-213)–*M. Mather*–(restée en plan au *Feuilleton*).
221. Véhicules automobiles, sécurité, Loi (Loi modifiant) (Tracteurs de ferme)–(Bill C-206)–*M. Rowland*–(restée en plan au *Feuilleton*).
222. Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant)–(Bill C-9)–*Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien*–(chapitre 5, S.C. 1974).

Bills privés en général et Règlement, Comité:

1. Composition, 28, 58, 67.
2. Bills et pétitions déferés: Synode de l'Est du Canada de l'Eglise Luthérienne d'Amérique (Bill C-264), 45.
3. Bills et pétitions (en retard) déferés: Alliance Sécurité et Investigation Limitée, 153.
4. Rapports: Premier (Synode de l'Est du Canada de l'Eglise Luthérienne d'Amérique, Bill C-264) (Appendice no 2 aux *Journaux*), 69.

Blé, double prix, Loi:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-33, Ministre de la Justice. 1re lecture, 162.

Boulanger, M. Prosper, député:

Nomination à titre de vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre, 5.

Bretton Woods, accords, Loi:

Rapport sur les opérations pour 1973, 80. Document parlementaire no 292-1/74.

Brevets, Loi:

Rapport du Commissaire pour 1972-1973, 167. Document parlementaire no 292-1/302.

Bruits, Code national, établissement, Loi:

Bill C-140, M. Grier. 1re lecture, 32.

Bruits industriels, Loi:

Bill C-143, M. Mather. 1re lecture, 32.

Budget des dépenses:

1. Budget principal des dépenses pour 1974-1975, dépôt, 7. Document parlementaire no 292-1/132.
 2. Budget supplémentaire (B) 1973-1974, dépôt, 23. Document parlementaire no 292-1/132A.
 3. Renvoi du budget des dépenses aux comités, 9-11, 23.
- Voir aussi **Voies et moyens (Budget)**.

C**Canadien National, chemin de fer:**

Voir à l'opportunité de nommer un commissaire chargé d'évaluer le système du fonds de pension du Canadien National: Motion (M. Thomas) (Moncton), présentation et interruption du débat, 163-4.

Canadien Pacifique:

Voir **Subsides en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions**.

Capitale nationale, Commission:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10.
2. Budget d'établissement pour 1973-1974 et copie du décret approuvant ledit budget, 148. Document parlementaire no 292-1/182.

Casier judiciaire, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-117, M. Rynard (Demande de pardon). 1re lecture, 32.
2. Bill C-261, M. Reynolds. 1re lecture, 35.

Centre national des Arts, Corporation:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.
2. Rapport pour 1972-1973, 16. Document parlementaire no 292-1/179.

Céréales:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Chambre des communes:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la procédure et de l'organisation, 11. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 11 aux *Journaux*), 133.
2. Copies d'un extrait du procès-verbal d'une réunion des commissaires de l'Economie interne, 87. Document parlementaire no 292-1/1.
3. Compte rendu des délibérations des commissaires de l'Economie interne pour la période du 5 au 8 janvier 1974, 37. Document parlementaire no 292-1/2.
4. Programme législatif mentionné dans le discours du trône, 5. Document parlementaire no 292-1/371. (*Imprimé en appendice aux Débats du 27 février 1974*).
5. Nomination des commissaires de l'Economie interne, 5.

Chambre des communes, représentation, modification:

Motion (M. MacEachen): Renvoi au Comité des privilèges et des élections de la question du mode de rajustement de la représentation à la Chambre des communes: appel de l'avis de motion qui est reporté aux Ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen à la prochaine séance de la Chambre, 27-8. Présentation et adoption, 57.

Chemins de fer, déplacement des lignes et croisements, Loi:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-27, ministre des Transports. 1re lecture, 129-30. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 141. Reprise et interruption du débat, 142. Reprise du débat, 2e lecture, renvoi à un Comité plénier du consentement unanime et étude en Comité plénier, 142, 148, 151. Reprise de l'étude en Comité plénier, rapport avec amendements, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 152. Adoption par le Sénat, 163. Sanction royale, 170. 23 Elizabeth II, chapitre 12, S.C. 1974.

Chemins de fer, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-125, M. Hales (Services de trains de banlieue). 1re lecture, 32.
2. Bill C-137, M. Knight (Déviations, changements et déplacements). 1re lecture, 32.
3. Bill C-193, M. Schumacher (Clôtures en bordure des voies ferrées). 1re lecture, 33.
4. Bill C-269, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Billets demi-tarif pour les personnes âgées). 1re lecture, 81.

Chemins de fer Nationaux du Canada:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.
2. Copie des états financiers intérimaires pour 1973, 116. Document parlementaire no 292-1/96.
3. Copies de l'état financier concernant la construction d'une ligne ferroviaire de Grimshaw, Alberta jusqu'au Grand Lac des Esclaves, 95. Document parlementaire no 292-1/99.

Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie), Loi de 1973:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-5, ministre des Finances. Ordre, –Report et maintien du statut atteint à la dernière session, 25-6. Ordre relatif à l'étude à l'étape du rapport, 84. Etape du rapport, motions, 84-5, 87-90. Motions rejetées sur division, 88, 89. Motions déclarées irrecevables, 89, 90. Adoption à l'étape du rapport, 90. Motion tendant à la 3e lecture, présentation et interruption du débat, 90. Reprise du débat et 3e lecture sur division, 94. Adoption par le Sénat, 141. Sanction royale, 142. 23 Elizabeth II, chapitre 6, S.C. 1974.

Chine:

Accord au sujet de la réunion des Chinois du Continent avec leurs familles: M. Schumacher—Dépôt immédiat de la réponse, 118. Document parlementaire no 292-2/423.
Voir aussi **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Cimetières d'Indiens ou d'Inuits, creusement, Loi:

Bill C-218, M. Harney. 1re lecture, 34.

Circonscriptions électorales, limites, revision, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-121, M. Lambert (Edmonton-Ouest) (Motifs des recommandations de la Commission de délimitation). 1re lecture, 32.
2. Bill C-222, M. Reid (Règles). 1re lecture, 34.
3. Bill C-277, M. McKinley (Modification du nom de la circonscription de Huron à Huron-Middlesex). 1re lecture, 108. Du consentement unanime, 2e lecture, étude en Comité plénier, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 163. Adoption par le Sénat, 167. Sanction royale, 170. 23 Elizabeth II, chapitre 7, S.C. 1974.
4. Bill C-281, M. Frank (Modification du nom de la circonscription de Middlesex à Middlesex-London-Lambton). 1re lecture, 129. Du consentement unanime, 2e lecture, étude en Comité plénier, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 163. Adoption par le Sénat, 167. Sanction royale, 170. 23 Elizabeth II, chapitre 8, S.C. 1974.

Citoyenneté canadienne, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-110, Mme MacInnis (Citoyen canadien de naissance). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 145.
2. Bill C-124, M. Andre (Enfants de parents canadiens nés hors du Canada). 1re lecture, 32.
3. Bill C-131, M. Prud'homme (Exigence minimum de résidence). 1re lecture, 32.
4. Bill C-173, Mme MacInnis (Même exigences de résidence appliquées aux aubains conjoints de Canadiens). 1re lecture, 33.
5. Bill C-204, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Autorisation d'absence sans perte de salaire pour comparution devant le tribunal de la citoyenneté). 1re lecture, 34.
6. Bill C-221, M. Jarvis (Demande de citoyenneté à dix-huit ans). 1re lecture, 34.
7. Bill C-253, M. Fairweather (Enfant de parents canadiens, né hors du Canada). 1re lecture, 35

Coalitions:

Voir **Enquêtes sur les coalitions, Loi** (bills C-7, C-29, C-195).

Code canadien du travail:

Rapport – Partie V (Relations industrielles) pour 1973-1974, 143. Document parlementaire no 292-1/406.

Code canadien du travail (Loi modifiant):

1. Bill C-104, M. Oberle (Activités syndicales). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 45.
2. Bill C-147, M. Forrestall (Distinction injuste en matière d'âge ou de sexe), 1re lecture, 33.
3. Bill C-165, M. Barnett (Pêcheur, entrepreneur dépendant). 1re lecture, 33.
4. Bill C-166, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Augmentation du salaire horaire minimum). 1re lecture, 33.
5. Bill C-229, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Vacances annuelles de trois semaines après trois ans). 1re lecture, 34.
6. Bill C-259, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre) (Disposition créant dix jours fériés payés). 1re lecture, 35.

Code criminel (Loi modifiant):

1. Bill C-113, M. Stewart (Cochrane) (Manifestation au Parlement). 1re lecture, 32.
2. Bill C-123, M. Stevens (Avortement). 1re lecture, 32.
3. Bill C-162, M. Orlikow (Détenue préventive). 1re lecture, 33.
4. Bill C-167, M. Mather (Communications téléphoniques harcelantes). 1re lecture, 33.
5. Bill C-186, M. Mather (Sécurité des pneumatiques). 1re lecture, 33.
6. Bill C-192, M. Woolliams (Enlèvement et piraterie aérienne). 1re lecture, 33.
7. Bill C-207, M. Mather (Cruauté envers les animaux). 1re lecture, 34.
8. Bill C-208, M. Stackhouse (Photographie illégale). 1re lecture, 34.
9. Bill C-209, M. Woolliams (Jeunes contrevenants). 1re lecture, 33.
10. Bill C-212, M. Blenkam (Avortement). 1re lecture, 34.
11. Bill C-219, M. Mather (Suppression des numéros de série des véhicules à moteur). 1re lecture, 34.
12. Bill C-244, Mme MacInnis (Avortement). 1re lecture, 34.
13. Bill C-251, M. Mather (Avertissement sur les contenants de boissons alcooliques). 1re lecture, 35.
14. Bill C-252, M. Marchand (Kamloops-Cariboo) (Peine pour vol de bestiaux). 1re lecture, 35.

Code criminel (Loi modifiant) – (Fin)

15. Bill C-256, M. Cafik (Avortement). 1re lecture, 35.
16. Bill C-260, M. Ellis (Conduite dangereuse). 1re lecture, 35.

Columbia, traité:

Copie du rapport annuel de la Commission permanente d'ingénieurs aux gouvernements des Etats-Unis et du Canada pour la période du 1er octobre 1972 au 30 septembre 1973, 8. Document parlementaire no 292-1/264.

Comités consultatifs d'aménagement d'aéroports ruraux, création, Loi:

Bill C-102, M. Howard. 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 78.

Comités pléniers de la Chambre:

1. Nomination, sur motion (M. Trudeau) de M. Gérald Laniel, député, à titre de vice-président des Comités pléniers de la Chambre, 5.
2. Nomination, sur motion (M. Trudeau), de M. Prosper Boulanger, député, à titre de vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre, 5.

Commerce:

1. Copies d'un accord général sur les tarifs douaniers et le commerce – Arrangement concernant le commerce international des textiles en date du 20 décembre 1973, 55. Document parlementaire no 292-6/11.
 2. Copies d'un communiqué conjoint à la suite de la visite en Iran d'une mission commerciale et économique, 141. Document parlementaire no 292-7/7.
- Voir aussi **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Commerce, réglementation, Loi:

Bill C-191, M. Saltsman. 1re lecture, 33.

Commissaire aux langues officielles:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Rapport pour 1972-1973, 59. Document parlementaire no 292-1/301.

Commissaire parlementaire, création du poste, Loi:

Bill C-151, M. Reynolds. 1re lecture, 32.

Commission canadienne des grains:

Rapport pour 1972, 13. Document parlementaire no 292-1/153.

Commission canadienne des transports:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.
2. Rapport pour 1973, 75. Document parlementaire no 292-1/105.
3. Ordre, — Copie du rapport présenté au gouverneur en Conseil, le 30 avril 1971: M. Mazankowski, 42. Document parlementaire no 292-3/17.
4. Etude des transports publics de la région centre-ouest de l'Ontario, en date de décembre 1973, 21. Document parlementaire no 292-4/65.
5. Etude des transports publics de la région centre-ouest de l'Ontario en date de février 1974, 154. Document parlementaire no 292-4/65A.

Commission canadienne du blé:

Rapport pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1973 ainsi que le rapport des vérificateurs, 114. Document parlementaire no 292-1/259.

Commission canadienne du blé, Loi (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-30, ministre de la Justice. 1re lecture, 147.

Commission canadienne du lait:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de l'agriculture, 9.
2. Rapport pour 1972-1973, 13. Document parlementaire no 292-1/90.

Commission consultative des locaux du Parlement:

Copie d'un décret en date du 25 avril 1974, 145. Document parlementaire no 292-4/170.

Commission d'appel de l'immigration:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 10.

Commission d'énergie du Nord canadien:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, 10.
2. Budget d'établissement pour 1974-1975 ainsi que copie du décret approuvant ledit budget, 79-80. Document parlementaire no 292-1/198.

Commission d'énergie du Nord canadien, Loi (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-31, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1re lecture, 154.

Commission de conservation des forêts Rocheuses orientales:

Rapport pour 1972-1973, 6. Document parlementaire no 292-1/124.

Commission de contrôle de l'énergie atomique:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des ressources nationales et des travaux publics, 10.

Commission de la Fonction publique:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Sommes consacrées à des contrats aux fins de recherche pour 1972-1974, adjudicataires: M. Nystrom— Dépôt immédiat de la réponse, 41. Document parlementaire no 292-2/287.

Voir aussi **Fonction publique**.

Commission de révision de l'impôt:

Rapport annuel pour 1973, 67. Document parlementaire no 292-1/297.

Commission de surveillance des prix des produits alimentaires:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10.

Commission des relations de travail dans la Fonction publique:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Rapport annuel pour 1972-1973, 95. Document parlementaire no 292-1/219.
3. Copies de la première partie d'un rapport intitulé "Employeur – Employés – Relations de travail dans la Fonction publique du Canada – Propositions de modification législative", 45. Document parlementaire no 292-4/66.
4. Copies de la 2e partie d'un rapport intitulé "Employeur – Employés – Relations de travail dans la Fonction publique – Propositions de modification législative", 93. Document parlementaire no 292-4/66A.
5. Copies de la 3e partie d'un rapport intitulé "Employeur – Employés – Relations de travail dans la Fonction publique – Propositions de modification législative", 169. Document parlementaire no 292-4/66B.

Commission du système métrique:

Rapport pour la période de juin 1971 à mars 1973, 15. Document parlementaire no 292-1/303.

Commission du tarif:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.

Commission fédérale d'enquête sur les transports, établissement, Loi:

Bill C-109, M. Forrestall. 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 134.

Commission mixte internationale:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, 9.

Commissions de port, Loi (Loi modifiant):

Bill C-254, M. Reynolds. 1re lecture, 35

Commonwealth:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Communications, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.
2. Rapport pour 1972-1973, 16. Document parlementaire no 292-1/22.
3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 56. Document parlementaire no 292-2/271.

Compagnie des jeunes Canadiens:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.

Compagnies fiduciaires, Loi:

Bill C-28, ministre des Finances. 1re lecture, 147.

Comptes publics, Comité:

1. Composition, 13, 28, 135, 138, 143, 152, 158.
2. Délégué: Comptes publics du Canada pour 1972-1973, les rapports de l'Auditeur général y afférents ainsi que les témoignages recueillis lors de la dernière session, 56-7.

Comptes publics du Canada:

Renvoi des comptes publics pour 1972-1973, des rapports de l'Auditeur général y afférents ainsi que des témoignages recueillis lors de la dernière session au Comité des comptes publics: appel de l'avis de motion qui est reporté aux Ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen à la prochaine séance de la Chambre, 27. Présentation et adoption, 56-7.

Conférences maritimes, Loi dérogatoire:

Proclamation prolongeant la période d'application, 114. Document parlementaire no 292-1/367A.

Conflits d'intérêts:

Motion (M. MacEachen): Renvoi du Livre vert intitulé "Les membres du Parlement et les conflits d'intérêts" au Comité de la justice et des questions juridiques: Appel de l'avis de motion qui est reporté aux Ordres inscrits au nom du gouvernement et fait l'objet d'un ordre d'examen à la prochaine séance de la Chambre, 104.

Conseil canadien de la main-d'oeuvre et de l'immigration, établissement, Loi:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-12, ministre de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration. 1re lecture, 47.

Conseil canadien des normes:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.

Conseil canadien des relations du travail:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 10.

Conseil de la Radio-Télévision canadienne:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.

Conseil de recherche pour la défense:

Aide accordée dans le cadre du Programme de recherche industrielle pour la défense, bénéficiaires, projets concernés: M. Rowland—Dépôt immédiat de la réponse, 118. Document parlementaire no 292-2/6.

Conseil de recherches médicales:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 6 aux *Journaux*), 103.

Conseil des Arts du Canada:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.
2. Sommes consacrées à des contrats de publicité ou d'information, adjudicataires pour 1972-1974: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 41. Document parlementaire no 292-2/242.
3. Bourses, récipiendaires, statut d'immigrant reçu, etc.: M. Clark—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/349.

Conseil des ports nationaux:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.
2. Ordre,—Copie de contrats signés à Vancouver, C.-B.: M. Neale: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 112. Présentation et interruption du débat, 158.

Conseil des Sciences du Canada:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Conseil du Trésor:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/297.

Conseil économique du Canada:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.
2. Ordre,—Liste des invités à la conférence économique nationale, liste des Comités ayant fait rapport, etc.: M. Orlikow, 42. Dépôt de la réponse, 42. Document parlementaire no 292-3/11.

Conseil national de recherches du Canada:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Bourses, récipiendaires, statut d'immigrant reçu, etc.: M. Clark—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/349.

Conseil privé:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Consommation et Corporations, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10.
2. Rapport pour 1972-1973, 46. Document parlementaire no 292-1/7.
3. Montants accordés en contrats de publicité, adjudicataires, etc.: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 84. Document parlementaire no 292-2/100.
4. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 148. Document parlementaire no 292-2/272.

Consommation et Corporations, Ministère, Loi (Loi modifiant):

Bill C-160, M. Mather. 1re lecture, 33.

Construction de défense (1951) Limitée:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, 9.

Corporation commerciale canadienne:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Corporations:

1. Bénéfices et dividendes versés par les sociétés canadiennes aux sociétés mères et filiales étrangères de 1965 à 1972 et subventions reçues par ces mêmes sociétés: M. Olausen—Dépôt immédiat de la réponse, 93. Document parlementaire no 292-2/236.
2. Statistiques publiées relativement aux poursuites entraînées par la publicité trompeuse: M. Fleming—Dépôt immédiat de la réponse, 175. Document parlementaire no 292-2/754.
3. Rapport provisoire sur les mesures fiscales relatives aux sociétés, par le Comité d'études des mesures fiscales, en date de mars 1974, 81. Document parlementaire no 292-4/67.
4. Copies du Règlement concernant l'acquisition d'entreprises commerciales canadiennes, 23. Document parlementaire no 292-7/1.
5. Copies d'un rapport intitulé "Les filiales canadiennes de Sociétés étrangères 1964-1971", 108. Document parlementaire no 292-7/1B.

Corporations de la Couronne, Loi:

Bill C-119, M. Fortin (Non mandataires de Sa Majesté). 1re lecture, 32.

Corporations et syndicats ouvriers, déclarations (Loi):

Rapport, Partie I — Corporations pour 1971, 110. Document parlementaire no 292-1/115.

Cour fédérale:

1. Copies de l'Ordonnance modificatrice no 3 rendue le 12 février 1973 concernant les règles de la Cour fédérale ainsi que du décret approuvant ladite ordonnance, 24. Document parlementaire no 292-1/404.
2. Copies de l'Ordonnance modificatrice no 4 rendue le 9 avril 1973 concernant les règles de la Cour fédérale et copie du décret approuvant ladite ordonnance, 24. Document parlementaire no 292-1/404A.
3. Copies de l'Ordonnance modificatrice no 5 rendue le 1er février 1974 concernant les règles de la Cour fédérale et copie du décret approuvant ladite ordonnance, 24. Document parlementaire no 292-1/404B.

Cour suprême et Cour fédérale, Lois (Loi modifiant):

Bill C-36, ministre de la Justice. 1re lecture, 165.

Cour suprême, Loi (Loi modifiant):

Bill C-230, M. Morgan. 1re lecture, 34.

Crédit agricole, Société:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de l'agriculture, 9.

Criminels, identification, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-220, M. Blais. 1re lecture, 34. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 130.
2. Bill C-285, M. Blackburn. 1re lecture, 174.

Crises et situations d'urgence:

Copies du rapport du groupe d'étude du temps de crise en date du 15 octobre 1972 et intitulé "Le renforcement du dispositif d'intervention en cas de crise au sein de l'administration fédérale du Canada", 31. Document parlementaire no 292-7/2.

D

Déclaration canadienne des droits (Loi modifiant):

Bill C-223, M. Stevens. 1re lecture, 34.

Décrets du Conseil:

Sommaire des décrets adoptés de juillet 1973 à mai 1974, 16, 100. Documents parlementaires nos 292-1/357, 292-1/358.

Défense, équipement et armement:

1. Destroyers porte-hélicoptères DDH 280, frais et coûts: M. McKinnon—Dépôt immédiat de la réponse, 40-1. Document parlementaire no 292-2/117.
2. Navire *Bonaventure*, vente, garanties de mise au rebut: M. Forrestall—Dépôt immédiat de la réponse, 41. Document parlementaire no 292-2/161.

Défense nationale, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des affaires extérieures et de la défense nationale, 9.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherches depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 104. Document parlementaire no 292-2/283.

Démarcheurs parlementaires, activités, réglementation, Loi:

Bill C-115, M. Mather. 1re lecture, 32.

Denrées périssables emballées, Loi:

Bill C-210, M. Mather. 1re lecture, 34.

Développement de la pêche, Loi (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-2, ministre des Pêches. 1re lecture, 15. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, 2e lecture après débat, renvoi à un Comité plénier, du consentement unanime, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 102. Adoption par le Sénat et sanction royale, 113. 23 Elizabeth II, chapitre 4, S.C. 1974.

Développement régional, subventions (Loi):

1. Rapport sur l'application de la Loi pour janvier 1974, 86. Document parlementaire no 292-1/322.
2. Rapport sur l'application de la Loi pour février 1974, 116. Document parlementaire no 292-1/323.
3. Rapport sur l'application de la Loi pour décembre 1973, 22. Document parlementaire no 292-1/332.

Développement régional, subventions, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-274, M. Knight (Renseignements fournis par les requérants). 1re lecture, 103.
2. Bill C-275, M. Knight (Efficacité des déboursés). 1re lecture, 103.

Directeur général des élections:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des privilèges et élections, 10. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 3 aux *Journaux*), 93.

Direction de la santé et du sport amateur:

Rapport pour 1972-1973, 176. Document parlementaire no 292-1/150.

Direction des rentes sur l'Etat:

Rapport pour 1972-1973, 72. Document parlementaire no 292-1/57.

Discours du trône, débat:

Voir *Adresse en réponse au discours du trône, débat; Procédure et Règlement de la Chambre.*

Divulgarion des intérêts, Loi:

Bill C-158, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre). 1re lecture, 33.

Dossiers de solvabilité, divulgation, Loi:

Bill C-196, M. McGrath. 1re lecture, 34.

Dossiers des entreprises canadiennes, protection, Loi:

Bill C-189, M. Mather. 1re lecture, 33.

Douanes, Loi (Loi modifiant):

Bill C-8, ministre du Revenu national. 1re lecture, 27.

Drapeaux du Canada, déploiement dans les deux Chambres du Parlement, Loi:

Bill C-238, M. Schumacher. 1re lecture, 34.

Droit à l'information, Loi:

Bill C-258, M. Baldwin. 1re lecture, 35.

Droit du libre accès aux documents et renseignements publics, Loi:

Bill C-185, M. Mather. 1re lecture, 33.

E**Eaux navigables, protection, Loi:**

Bill C-215, M. Barnett. 1re lecture, 34.

Economie interne:

Voir **Chambre des communes**.

Elections:

1. Copies du décret en date du 29 juin 1973 modifiant le Tarif des honoraires des élections fédérales, 24. Document parlementaire no 292-1/402.
 2. Décret en date du 29 juin 1973 modifiant le Tarif des honoraires des élections aux conseils des Territoires, 24. Document parlementaire no 292-1/402A.
 3. Candidats défaits aux élections d'octobre 1972, nommés à un poste du gouvernement, etc.: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 123. Document parlementaire no 292-2/85.
- Voir aussi **Loi électorale du Canada (Loi modifiant); Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant)** (bills C-114, C-255).

Emblème national du Canada, Loi:

Bill C-242, M. Darling. 1re lecture, 34.

Emploi dans la Fonction publique, Loi (Loi modifiant):

Bill C-234, M. Forrestall. 1re lecture, 34.

Energie atomique du Canada, Limitée:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des ressources nationales et des travaux publics, 10.
2. Budget d'établissement pour 1974-1975 et copie du décret approuvant ledit budget, 80. Document parlementaire no 292-1/63.
3. Budget d'établissement révisé pour 1973-1974 et copie du décret approuvant ledit budget, 124. Document parlementaire no 292-1/63A.
4. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 130. Document parlementaire no 292-2/268.

Energie, Mines et Ressources, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des ressources nationales et des travaux publics, 10.
2. Rapport pour 1972-1973, 75. Document parlementaire no 292-1/9.
3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 130. Document parlementaire no 292-2/273.

Enquêtes, Loi (Loi modifiant):

Bill C-200, M. Alexander. 1re lecture, 34.

Enquêtes sur les coalitions, Loi:

Bill C-7, ministre de la Consommation et des Corporations. 1re lecture, 27. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 42. Reprise et interruption du débat, 45, 46, 57, 81. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 84. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 10 aux *Journaux*), 115.

Enquêtes sur les coalitions, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-195, M. Howard (Fixation des prix). 1re lecture, 34.
2. Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-29, ministre de la Consommation et des Corporations (Pratiques abusives). 1re lecture, 147. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 154. Reprise et interruption du débat, 157, 158.

Environnement, contaminants, Loi:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-3, ministre de l'Environnement. 1re lecture, 15. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 138. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au Comité des pêches et des forêts, 141.

Environnement, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des pêches et des forêts, 10.
2. Rapport pour 1973-1974, 6. Document parlementaire no 292-1/14.
3. Somme consacrée à des contrats de publicité ou d'information pour 1972-1974, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 41. Document parlementaire no 292-2/287.

Environnement, Ministère, Loi (Loi modifiant):

Bill C-232, M. McGrath. 1re lecture, 34.

Epizooties, Loi (Loi modifiant):

Bill S-2, ministre de l'Agriculture. Reçu du Sénat, 174.

Etats-Unis:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Etiquetage des textiles, Loi (Loi modifiant):

Bill C-183, Mme MacInnis. 1re lecture, 33.

Evergreen Development Ltd., Winnipeg, Man.:

1. Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 décembre 1973, demandant copie des contrats conclus avec la société *Evergreen Development Ltd.* de Winnipeg, 6. Document parlementaire no 292-3/266.
2. Ordre.—Copie des exposés financiers annuels présentés au gouvernement: M. Rowland: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 113.

Examen de l'investissement étranger, Loi:

Copies des Principes directeurs concernant les entreprises immobilières, 63. Document parlementaire no 292-7/1A.

Expansion des exportations, Loi (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-10, ministre de l'Industrie et du Commerce. 1^{re} lecture, 35.

Expansion économique régionale, Comité:

1. Composition, 13, 16, 18, 36, 37, 79, 100, 109, 154, 158, 167, 171.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du ministère de l'Expansion économique régionale et de la Société de développement du Cap-Breton, 10.

Expansion économique régionale, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de l'expansion économique régionale, 10.
2. Rapport pour 1972-1973, 48. Document parlementaire no 292-1/28.
3. Sommes versées à des journaux: M. Stevens—Dépôt immédiat de la réponse, 73. Document parlementaire no 292-2/223.
4. Somme consacrée à des contrats de publicité depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 123. Document parlementaire no 292-2/257.
5. Dépenses depuis 1971 et effectif au 31 mars 1973: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 74. Document parlementaire no 292-2/366.

Exportation et importation, licences, Loi:

1. Rapport sur les opérations pour 1973, 139. Document parlementaire no 292-1/137.
2. Copie d'un document relatif à l'adjonction du cacao à la liste de contrôle des importations, 6. Document parlementaire no 292-1/175.

Exportation et importation, licences, Loi (Loi modifiant):

Bill C-4, ministre de l'Industrie et du Commerce. 1^{re} lecture, 15. Motion tendant à la 2^e lecture, présentation et interruption du débat, 134. Reprise du débat, 2^e lecture et renvoi au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 138. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 15 aux *Journaux*), 161. Adoption à l'étape du rapport et 3^e lecture, 166. Adoption par le Sénat, 170. Sanction royale, 170. 23 Elizabeth II, chapitre 9, S.C. 1974.

Exportations et importations:

Licences d'importation de bétail accordées, adjudicataires: M. Clark—Dépôt immédiat de la réponse, 148. Document parlementaire no 292-2/353.

Exportations, expansion, Société:

Rapport ainsi que l'état financier pour 1973, 105. Document parlementaire no 292-1/189.

F**Faillites:**

Nombre depuis 1970 et mesures pour prévenir les faillites frauduleuses: M. Fortin—Dépôt immédiat de la réponse, 138. Document parlementaire no 292-2/595.

Finances, Commerce et Questions économiques, Comité:

1. Composition, 12, 13, 22, 36, 48, 62, 72, 79, 85, 105, 109, 113, 124, 126, 135, 143, 152, 155, 158, 167, 171, 176.
2. Bills déferés: Enquêtes sur les coalitions, Loi, Bill C-7, 84. Exportation et importation, licences, Loi (Loi modifiant), Bill C-4, 138. Banque fédérale de développement, établissement, Loi, Bill C-20, 166.
3. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères des Finances, de l'Industrie et du Commerce et du Revenu national, du Département des assurances, de la Commission du Tarif, du Conseil canadien des normes, de Statistique Canada et du Conseil économique du Canada, 10.
4. Rapports: Premier (Enquêtes sur les coalitions, Loi, Bill C-7) (Appendice no 10 aux *Journaux*), 115: Deuxième (Exportation et importation, licences, Loi (Loi modifiant), Bill C-4), 161.
5. Adoption des rapports: Premier, sur motion, 123.

Finances, Ministère:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.

Fonction publique:

1. Liste des commissions délivrées pour 1973, 75. Document parlementaire no 292-1/413.
2. Femmes employées à un salaire supérieur à \$25,999 par année: M. Forrestall—Dépôt immédiat de la réponse, 154. Document parlementaire no 292-2/158.
3. Sommes versées au Compte de pension de retraite depuis 1965, placements effectués: M. Forrestall—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/207.
4. Membres, réunions, études et recommandations du Groupe consultatif de la rémunération du personnel de direction: M. Orlikow—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/375.

Fonds canadien de recherches de la Reine Elizabeth II:

Rapport du Conseil de fiducie pour 1972-1973, 110. Document parlementaire no 292-1/224.

Football professionnel au Canada, Loi:

Bill C-22, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. 1re lecture, 111. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 125-6. Reprise et interruption du débat, 127, 130. Reprise du débat, 2e lecture sur vote par appel nominal et renvoi au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 134. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 17 aux *Journaux*), 174.

Football professionnel international, contrôle, Loi:

Bill C-272, M. Rose. 1re lecture, 97.

Forces armées du Canada:

Nombre de prestations de retraites payées depuis 1959, prestations interrompues et nombre des membres ayant contribué depuis 1946: M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Dépôt immédiat de la réponse, 84. Document parlementaire no 292-2/29.

G**Gendarmerie royale du Canada:**

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la justice et des questions juridiques, 10.
2. Copie d'accords avec certaines municipalités d'Alberta, 8. Document parlementaire no 292-1/266 (Texte anglais).
3. Copies d'accords avec certaines municipalités d'Alberta, 24. Document parlementaire no 292-1/266A.
4. Accord avec la municipalité de Olds, Alberta, 58. Document parlementaire no 292-1/266B (Texte anglais).
5. Copies d'un accord avec la municipalité de Lac La Biche, Alberta, 79. Document parlementaire no 292-1/266C (Texte anglais).
6. Copies d'un accord avec la municipalité de Westlock, Alberta, 114. Document parlementaire no 292-1/266D.
7. Copie d'un accord avec la municipalité de Leaf Rapids, Manitoba, 19. Document parlementaire no 292-1/270 (Texte anglais).
8. Accords avec certaines municipalités du Manitoba, 37. Document parlementaire no 292-1/270A (Texte anglais).
9. Copies d'accords avec certaines municipalités du Manitoba, 79. Document parlementaire no 292-1/270B.
10. Copies d'accords avec les districts de Lynn Lake et Pinawa, les municipalités de Stonewall, The Pas et Thompson, Manitoba, 124. Document parlementaire no 292-1/270C (Texte anglais).
11. Copie d'accords avec certaines municipalités de la Saskatchewan, 8. Document parlementaire no 292-1/274 (Texte anglais).
12. Copies d'accords avec certaines municipalités de la Saskatchewan, 24. Document parlementaire no 292-1/274A.

Gendarmerie royale du Canada – (Fin)

13. Copies d'un accord avec la municipalité de Wilkie, Saskatchewan, 124. Document parlementaire no 292-1/274C (Texte anglais).
14. Copie de l'accord avec la municipalité de Liverpool, Nouvelle-Ecosse, 51. Document parlementaire no 292-1/275.
15. Copie d'un accord avec la Corporation de Labrador City, Terre-Neuve, 135. Document parlementaire no 292-1/276 (Texte anglais), 135.
16. Copies d'accords avec certaines municipalités de la Colombie-Britannique, 171. Document parlementaire no 292-1/276 (Texte anglais).
17. Copies d'accords avec la *Uranium City & District*, Saskatchewan, 51. Document parlementaire no 292-1/2748 (Texte anglais).
18. Bénéficiaires de pension par province, nombre, montant: M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre)—Dépôt immédiat de la réponse, 83. Document parlementaire no 292-2/25.

Gouvernement, contrats, achats, propriétés, etc.:

Contrats pour le ravitaillement des vols d'Air Canada et des aéroports du ministère des Transports: M. Clark—Dépôt immédiat de la réponse, 50. Document parlementaire no 292-2/342.

Gouvernement du Canada, emplois, Loi:

Bill C-146, M. Orlikow. 1re lecture, 33.

Gouverneur général et Lieutenants-gouverneurs:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Grain des Prairies, paiements anticipés, Loi (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-25, ministre de la Justice. 1re lecture, 117. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 166. Reprise du débat, et ajournement du débat sur motion, 167.

Greffier des pétitions:

1. Rapport sur des pétitions d'ordre public, 21.
 2. Rapports sur des pétitions relatives à des bills d'intérêt privé, 43, 152.
- Voir aussi **Bills d'intérêt privé et pétitions; Bills privés en général et Règlement, Comité** – et les rubriques propres aux divers bills d'intérêt privé.

H**Habitation:**

Ordre,—Copie de documents préparés par la SCHL à la suite d'une enquête sur des maisons à Place de la Promenade à Neufchatel, Québec: M. Godin: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 112.

Habitation, Loi nationale (Loi modifiant):

1. Bill C-101, M. Alexander (Projets municipaux contre la pollution des eaux et des sols). 1re lecture, 32.
2. Bill C-127, M. Carter (Logements destinés à des personnes à faible revenu). 1re lecture, 32.
3. Bill C-142, M. Fleming (Bail de deux ans sans hausse des loyers). 1re lecture, 32.
4. Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-34, ministre d'Etat chargé des Affaires urbaines (Aménagement d'installations de traitement des eaux d'égout). 1re lecture, 162.

Handicapés, semaine nationale d'embauchage, Loi:

Bill C-132, M. Atkey. 1re lecture, 32.

Hôpitaux pour anciens combattants:

Pétitions des citoyens de Bumaby, C.-B., ayant trait à la rétrocession des terrains de l'hôpital George Derby à la province, présentation (M. Leggatt), 17. Rapport du greffier des pétitions, 21.

I

Iles Turks et Caïcos, union avec le Canada:

Déclaration du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures en date du 10 avril 1974, 111. Document parlementaire no 292-7/5.

Iles Turks et Caïcos, union avec le Canada, Loi:

Bill C-174, M. Saltsman. 1re lecture, 33.

Immigrants:

Karl K. Ring, entrée au Canada, pays d'origine, déportation, etc.: M. Hellyer—Dépôt immédiat de la réponse, 40. Document parlementaire no 292-2/40.

Immigration, Loi:

1. Rapport des permis délivrés pour 1973, 86. Document parlementaire no 292-1/158.
2. Nombre de personnes déportées, pays d'origine, etc.: M. Rowland—Dépôt immédiat de la réponse, 118. Document parlementaire no 292-2/357.

Immigration, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-179, M. Benjamin (Personnes atteintes d'épilepsie). 1re lecture, 33.
2. Bill C-216, M. Mather (Arriération mentale). 1re lecture, 34.

Importation de produits de l'Union sud-africaine, interdiction, Loi:

Bill C-266, M. Reynolds. 1re lecture, 65.

Impôt sur le revenu:

1. Document intitulé "Etude des mesures fiscales — Répondants et non-répondants au sondage", 108. Document parlementaire no 292-4/67A.
2. Déduction équivalant au montant payé en hypothèques et en taxe: Motion (M. Godin), présentation et interruption du débat, 81.

Voir aussi **Corporations; Voies et moyens.**

Impôt sur le revenu, Loi (Loi modifiant):

Bill C-154, M. Lambert (Edmonton-Ouest) (Article 239). 1re lecture, 33.

Impressions, Comité (mixte):

1. Composition, 28.
2. Représentation du Sénat, 57.

Indiens:

Voir **Affaires indiennes.**

Indiens, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-249, M. Foster (Age ouvrant droit au vote). 1re lecture, 35.
2. Bill C-263, Mme Morin (Femmes indiennes mariées à des non-Indiens). 1re lecture, 35.

Industrie et Commerce, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.
2. Rapport pour 1972-1973, 6. Document parlementaire no 292-1/12.
3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 154. Document parlementaire no 292-2/278.

Information Canada:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 112. Document parlementaire no 292-2/279.

Initiatives locales, programme:

Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 21 novembre 1973, demandant le nombre des demandes reçues, approuvées, emplois créés et le coût, 6. Document parlementaire no 292-2/1979A.

Institut de Recherche de l'Hydro-Québec:

Copie d'une convention avec le gouvernement du Québec et la Commission hydroélectrique de Québec, 7. Document parlementaire no 292-1/155.

Intérêt, Loi (Loi modifiant):

Bill C-271, M. Rose. 1re lecture, 93.

Investissement:

1. Copies d'un rapport intitulé "Investissements privés et publics au Canada", 83. Document parlementaire no 292-1/213.
 2. Copies des modalités concernant l'exemption des capitaux spéculatifs relatives à la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, 108. Document parlementaire no 292-7/1C.
- Voir aussi **Examen de l'investissement étranger, Loi.**

J

Jackson, M. A. Y., décès:

Résolution en vertu de l'article 43 du Règlement visant à exprimer les condoléances des Canadiens à la famille de l'artiste, 101.

Jeunesse, semaine nationale, Loi:

Bill C-116, M. Reynolds. 1re lecture, 32.

Jour d'Héritage Canada, Loi:

Bill C-282, M. Nelson. 1re lecture, 141.

Jours fériés, établissement (Loi modifiant):

Bill C-280, M. Reynolds. 1re lecture, 127.

Justice, administration:

Accusations portées contre MM. John C. Doyle et Oliver L. Vardy: M. Nielsen—Dépôt immédiat de la réponse, 111. Document parlementaire no 292-2/2.

Justice et Questions juridiques, Comité:

1. Composition, 12, 16, 24, 28, 53-4, 57, 67, 72, 75, 79, 94, 100, 102, 135, 142, 152, 171.
2. Bills déferés: Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant), Bill C-11, 51.
3. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères de la Justice et du Solliciteur général, des Services correctionnels et de la Gendarmerie royale du Canada, 10.
4. Rapports: Premier (Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant), Bill C-11) (Appendice no 1 aux *Journaux*), 59.

Justice, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la justice et des questions juridiques, 10.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 118. Document parlementaire no 292-2/280.
3. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1973, demandant l'identité des avocats attachés au ministère en Colombie-Britannique, 6. Document parlementaire no 292-1/2272A.
4. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1973, demandant l'identité des avocats attachés au ministère en Ontario, 6. Document parlementaire no 292-2/2280A.
5. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 15 octobre 1973, demandant l'identité des avocats attachés au ministère dans la province de Québec, 6. Document parlementaire no 292-2/2676A.

Justice, Ministère, Loi (Loi modifiant):

Bill C-175, M. Fortin. 1re lecture, 33.

L

Laniel, M. Gérald, député:

Nomination à titre de vice-président des Comités plénières de la Chambre, 5.

Législation (Statut de la femme), modification, Loi de 1974:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-35, ministre du Travail. 1re lecture, 162.

Loi dérogatoire sur les conférences maritimes:

Rapport sur l'application de la Loi pour 1973, 80. Document parlementaire no 292-1/367.

Loi électorale du Canada (Loi modifiant):

1. Bill C-105, M. Stackhouse (Congé). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, débat, 2e lecture et renvoi au Comité des privilèges et élections, 98-9.
2. Bill C-107, M. Clark (Poste de commissaire). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 102.
3. Bill C-111, M. Fleming (Liste électorale permanente). 1re lecture, 32.
4. Bill C-133, M. Rowland (Forme du bulletin de vote). 1re lecture, 32.
5. Bill C-145, M. Howard (Personne dont le nom ne figure pas sur la liste électorale). 1re lecture, 32.
6. Bill C-156, M. Coates (Publication de résultats de sondages électoraux). 1re lecture, 33.
7. Bill C-182, M. Howard (Forme du bulletin de vote). 1re lecture, 33.
8. Bill C-243, M. Horner (Crowfoot) (Vote par procuration). 1re lecture, 34.
9. Bill C-250, M. Neddoly (Liste d'électeurs des Forces canadiennes et de la Fonction publique). 1re lecture, 35.
10. Bill C-265, M. Buchanan (Liste électorale permanente). 1re lecture, 61.
11. Bill C-278, M. O'Connor (Négociations pour le temps d'émission). 1re lecture, 115.
12. Bill C-284, M. O'Sullivan (Liste des électeurs militaires). 1re lecture, 169.

Voir aussi Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant).

Lois, revision, Loi:

Bill C-23, ministre de la Justice. 1re lecture, 117.

M

Macdonald, sir John A., fête, Loi:

Bill C-239, M. Macquarrie. 1re lecture, 34.

Main-d'oeuvre:

1. Répartition des fonds pour les projets fédéraux à forte proportion de main-d'oeuvre, projets, critères, etc.: M. Forrestall—Dépôt immédiat de la réponse, 50. Document parlementaire no 292-2/218. Dépôt d'une réponse supplémentaire no 292-2/218A.

Main-d'oeuvre – (Fin)

2. Adresse, – Copie d'un accord conclu avec les Antilles relatif à l'embauchage de travailleurs antillais pour les récoltes canadiennes: M. Lambert (Bellechasse): Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 112.
3. Ordre, – Copie du dernier rapport d'estimation du Programme de mobilité de la main-d'oeuvre: M. Orlikow: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 112-3. Présentation et interruption du débat, 125.

Main-d'oeuvre et Immigration, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 10. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 5 aux *Journaux*), 101. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 13 aux *Journaux*), 153.
2. Rapport pour 1972-1973, 19. Document parlementaire no 292-1/17.

Main-d'oeuvre et Immigration, Ministère, Loi (Loi modifiant):

Bill C-236, M. Atkey. 1re lecture, 34.

Major's Hill, désignation du parc, Loi:

Bill C-144, M. Stewart (Cochrane). 1re lecture, 32.

Marine marchande du Canada, Loi:

1. Rapport sur les exemptions autorisées dans les cas où l'on a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés pour 1973, 80. Document parlementaire no 292-1/239.
2. Rapport supplémentaire concernant les exemptions autorisées dans les cas où l'on a pu obtenir les services d'un capitaine ou d'un officier possédant le certificat et l'expérience exigés pour 1973, 91. Document parlementaire no 292-1/239A.

Marine marchande du Canada, Loi (Loi modifiant):

Bill C-136, M. Neale (Cabotage). 1re lecture, 32.

Médecins:

Nombre de médecins pratiquant, enseignant, fonctionnaires, administrateurs, etc.: M. Rynard – Dépôt immédiat de la réponse, 154. Document parlementaire no 292-2/457.

Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-120, M. Leggatt (Plateau continental). 1re lecture, 32.
2. Bill C-170, M. Neale (Plateau continental). 1re lecture, 33.
3. Bill C-176, M. Barnett (Plateau continental). 1re lecture, 33.
4. Bill C-190, M. Douglas (Plateau continental). 1re lecture, 33.
5. Bill C-198, M. Howard (Plateau continental). 1re lecture, 34.
6. Bill C-202, M. Olausson (Plateau continental). 1re lecture, 34.
7. Bill C-241, M. Nelson (Plateau continental). 1re lecture, 34.

Ministères:

1. Dépenses de taxi dans la région d'Ottawa-Hull de juillet à décembre 1973: M. Mazankowski – Dépôt immédiat de la réponse, 174. Document parlementaire no 292-2/18.
2. Fonctionnaires employés dans les ministères mentionnés: M. Forrestall – Dépôt immédiat de la réponse, 65. Document parlementaire no 292-2/181.

Ministres du Cabinet:

1. Fonctionnaires participant à la rédaction des discours: M. Clark – Dépôt immédiat de la réponse, 137-8. Document parlementaire no 292-2/341.
2. Personnel, surtemps payé pour 1972-1973: M. Knight – Dépôt immédiat de la réponse, 148. Document parlementaire no 292-2/386.

Motions d'initiative parlementaire:

1. Anciens combattants, modification de la Loi sur la sécurité de la vieillesse afin de compter les années de service outre-mer, présentation et interruption du débat, 85.
2. Bétail, présentation d'un projet de loi visant à instituer un Office national de commercialisation du bétail, présentation et interruption du débat, 152.
3. Canadien National, voir à l'opportunité de nommer un commissaire chargé d'évaluer le système du fonds de pension, présentation et interruption du débat, 163-4.
4. Collège Rochdale, Toronto, gestion de l'immeuble par le gouvernement et négociation de l'utilisation constructive au point de vue social, présentation et interruption du débat, 50.
5. Impôt sur le revenu, déduction équivalant au montant payé en intérêt et en taxe, présentation et interruption du débat, 81.
6. Routes, sécurité, mise sur pied d'une campagne nationale de sécurité au volant, présentation et interruption du débat, 148.
7. Transport, étude de l'opportunité d'adopter une loi traduisant la responsabilité constitutionnelle d'assurer un service de transport entre Terre-Neuve et le continent, présentation et interruption du débat, 118.
8. Transport, étude de l'opportunité de réduire le tarif des voitures et le tarif-marchandises sur le traversier reliant North Sydney, N.-E. à Terre-Neuve, présentation et interruption du débat, 105.

Multiculturalisme:

1. Ordre,—Copie de la demande de subvention de la part du Centre chinois de Québec, Enr., et copie de la correspondance échangée: M. Hellyer: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 138.
2. Ordre,—Copie de la demande de subvention de la part du *Cross-Cultural Communication Centre-Toronto* et copie de la correspondance échangée: M. Hellyer: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 138.
3. Ordre,—Copie d'une demande de subvention de la part du *New Canada - Toronto* et copie de la correspondance échangée: M. Hellyer: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 138.
4. Ordre,—Copie de la demande de subvention par le *Black Youth Television Workshop, Montreal*, et copie de la correspondance échangée: M. Hellyer: Appel de l'avis de motion qui est reporté à l'ordre relatif aux "Avis de motions (Documents)", 138.

Musées nationaux du Canada:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.

N**Navires, construction:**

Subventions accordées depuis 1972, bénéficiaires, évaluation du Programme, etc.: M. Broadbent—Dépôt immédiat de la réponse, 148. Document parlementaire no 292-2/316.

Normes des prestations de pension, Loi (Loi modifiant):

Bill C-139, M. Guay (Saint-Boniface). 1re lecture, 32.

Nouveaux-Horizons, Programme:

Projets présentés, acceptés, refusés, etc., pour la circonscription d'Abitibi, 73. Document parlementaire no 292-2/134.

O

Office canadien de commercialisation des oeufs:

Rapport et états financiers pour 1973, 116. Document parlementaire no 292-1/433.

Office canadien des provendes:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de l'agriculture, 9.
2. Rapport pour la campagne agricole terminée le 31 juillet 1973, y compris les comptes et états financiers, 86. Document parlementaire no 292-1/94.

Office canadien du poisson salé:

Copies du budget des immobilisations pour 1974-1975 et copie du décret approuvant ledit budget, 86. Document parlementaire no 292-1/368A.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce:

1. Rapport pour 1972-1973, 54. Document parlementaire no 292-1/294.
2. Budget d'établissement pour 1974-1975 et copie du décret approuvant ledit budget, 159. Document parlementaire no 292-1/295.

Office national de l'énergie:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des ressources nationales et des travaux publics, 10.
2. Rapport pour 1973, 143. Document parlementaire no 292-1/188.

Office national de l'énergie, Loi (Loi modifiant):

Bill C-237, M. Andre. 1re lecture, 34.

Office national du film:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.
2. Budget annuel depuis 1960, recettes, employés, etc.: M. McKinnon—Dépôt immédiat de la réponse, 84. Document parlementaire no 292-2/110.

Ombudsman, création du poste, Loi:

Bill C-106, M. Reid. 1re lecture, 32.

Orateur de la Chambre des communes, Loi:

Bill C-153, M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre). 1re lecture, 33.

Orateur, Monsieur l':

1. Donne lecture d'un message nommant les commissaires de la régie intérieure, 5.
2. Fait part de la lettre du Chef du Cabinet du Gouverneur général au sujet de l'ouverture du Parlement, 1.
3. Fait part de lettres au sujet de la sanction royale, 78, 94, 113, 142, 169.
4. Fait savoir que le discours du trône a été prononcé, 1.
5. Présente le rapport du Bibliothécaire parlementaire, 6.

Orateur, Monsieur l', Décisions et déclarations:

Bills d'intérêt public et inscrits au nom des députés — Dépôt ou 1re lecture:

Le 10e jour de séance de la session, lors de la publication dans le *Feuilleton* de la première liste des bills d'intérêt public et inscrits au nom des députés, M. l'Orateur déclare que tous les bills devront être étudiés, afin d'y dépister des erreurs avant l'étape de la 2e lecture, car la Présidence n'est pas en mesure de se prononcer sur leur admissibilité aux termes du Règlement. Il souligne le cas du premier bill de la liste inscrit au nom de M. Alexander et qui fût déclaré irrecevable l'an dernier. Il ajoute que la numérotation des bills publics émanant des députés commencera à C-101 et ceux émanant du gouvernement à C-2 jusqu'à C-100. Afin d'épargner du temps M. l'Orateur demande le consentement unanime pour déclarer que tous les bills sont réputés avoir été présentés et avoir franchi l'étape de la 1re lecture, 31-2.

Orateur, Monsieur l', Décisions et déclarations – (Fin)*Bills d'intérêt public et inscrits au nom des députés – Dépôt ou Ire lecture – (Fin)*

Lors de l'appel de l'avis de dépôt de bill inscrit au nom de M. Reynolds demandant à présenter le bill intitulé "Loi modifiant la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants", M. l'Orateur déclare que l'adoption de ce bill entraînerait pour le Trésor une nouvelle dépense directe. Sur l'argument du député voulant que des crédits soient déjà disponibles en vertu de cette loi, M. l'Orateur déclare qu'une proposition financière ne peut s'appuyer sur une recommandation présentée dix ans plus tôt, 55-6.

Bills inscrits au nom du gouvernement – Dépôt ou Ire lecture:

Au sujet d'un bill qui figure à l'avis de dépôt de bills, la Présidence est d'avis qu'il contient une disposition qui nécessite l'obtention d'une nouvelle recommandation du Gouverneur général. Entre-temps, l'avis de dépôt est réservé jusqu'au lendemain, 97.

Bills inscrits au nom du gouvernement – Motions – Etape du rapport:

M. MacKay présente une motion visant à modifier le Bill C-5 (Chemins de fer Nationaux (Financement et garantie), Loi de 1973) à l'étape du rapport en tentant de remplacer dans le texte "1973" par "1972". M. l'Orateur adjoint déclare la motion irrecevable parce qu'elle équivaut à une négation du bill tel qu'adopté en 2e lecture, 90.

M. MacKay présente deux motions visant à modifier le Bill C-5 (Chemins de fer Nationaux du Canada (Financement et garantie), Loi de 1973), à l'étape du rapport. M. l'Orateur adjoint déclare les motions irrecevables parce qu'elles sont non pertinentes à l'intention du bill et en dépassent ainsi la portée, 89.

M. Schumacher présente un amendement visant à modifier le Bill C-19 (Régime de pensions du Canada Loi (Loi modifiant)) à l'étape du rapport afin de permettre au conjoint d'y participer. M. l'Orateur suppléant déclare que la motion dépasse les cadres du bill, n'est pas conforme à la recommandation financière de ce bill et, par conséquent, est irrecevable, 163.

Bills inscrits au nom du gouvernement – Recommandation de la Couronne:

Voir la décision sous la rubrique *Bills inscrits au nom du gouvernement – Dépôt ou Ire lecture*.

Budget des dépenses:

M. Nielsen invoque le Règlement relativement à l'à-propos d'obtenir le consentement unanime pour inclure le crédit 25b concernant la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires dans le Budget supplémentaire (B) de 1973-1974. M. l'Orateur déclare qu'il ne s'agit pas d'un crédit législatif et ne peut soumettre la question à la Chambre, 70-1.

Comités – Séances:

Voir décision sous la rubrique *Questions de privilège*.

Comités mixtes permanents – Rapports:

M. Fairweather présente une motion tendant à l'adoption du troisième rapport du Comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires portant sur l'embauche de personnel pour le Comité. M. l'Orateur déclare la forme du rapport irrecevable mais vu que la motion est présentée du consentement unanime, elle est mise aux voix, 161.

Motion d'ajournement en vertu de l'article 26 du Règlement:

M. Fraser propose l'ajournement de la Chambre en vue de tenir un débat sur la grève des pompiers en Colombie-Britannique. M. l'Orateur réserve sa décision, 108. M. l'Orateur déclare que faute d'occasion de débattre cette importante question à une date ultérieure, il déclare la motion recevable et accorde la tenue d'un débat à 9h. ce soir, 109.

Question de privilège:

M. Brewin soulève une question de privilège parce qu'un témoin a refusé de produire un document à une séance de Comité. M. l'Orateur déclare qu'il serait malvenu de soumettre des délibérations d'un Comité à un autre Comité de la Chambre. De plus, il ajoute que l'on ne peut invoquer à la Chambre des délibérations d'un Comité autrement que par une motion d'adoption portant sur le rapport de ce Comité. La Présidence met en doute le pouvoir d'un Comité d'exiger la production de documents par quelque action coercitive, 173-4.

Ordonnances de pension alimentaire, exécution, Loi fédérale-provinciale:

Bill C-273, M. Danson. 1re lecture, 97.

Ordres de dépôt de documents (Ordres demeurés sans réponse à la fin de la session):

Voir aussi, dans l'index, les rubriques correspondant aux divers sujets.

Avis de motions portant production de documents

Transport, copie du rapport de l'enquête au sujet de l'explosion d'un avion DC8 à l'aéroport international de Toronto: M. Mazankowski (Motion documents no 15), 113.

Organisation des Nations Unies:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Otan:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

Ottawa, aéroport international, Loi:

Bill C-159, M. Isabelle. 1re lecture, 33.

Ours polaires, protection, Loi:

Bill C-228, M. Reynolds. 1re lecture, 34.

Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux (Loi):

Rapport sur les opérations pour 1973, 6. Document parlementaire no 292-1/168.

P**Parcs nationaux:**

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 décembre 1973, demandant copie des études sur le coût de restauration du *Cave and Basin* de Banff, 6. Document parlementaire no 292-3/260.

Parcs nationaux (Loi modifiant):

Bill C-6, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Ordre,—Report et maintien du statut atteint à la dernière session, 25. Ordre relatif à l'étude à l'étape du rapport, 97. Etape du rapport, motions, 97-9. Motions adoptées sur division, 97-9. Motion adoptée sur vote par appel nominal, 98. Motions réputées rejetées, 99. Motions retirées, 98. Adoption à l'étape du rapport, 99. 3e lecture, 99. Adoption par le Sénat, 163. Sanction royale, 170. 23 Elizabeth II, chapitre 11, S.C. 1974.

Passeports délivrés aux femmes mariées, Loi:

Bill C-177, Mme MacInnis. 1re lecture, 33.

Pays en voie de développement:

Voir **Tarif des douanes.**

Pêcheries:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**; **Code canadien du travail (Loi modifiant)** (bill C-165); **Développement de la pêche, Loi (Loi modifiant)**; **Mer territoriale et zones de pêche, Loi (Loi modifiant)**; **Prêts aidant aux opérations de pêche, Loi (Loi modifiant)**.

Pêcheries, Loi (Loi modifiant):

Bill C-126, M. Barnett. 1re lecture, 32.

Pêches et Forêts, Comité:

1. Composition, 12, 24, 28, 57, 62, 72, 79, 82, 85, 135, 154, 158, 167.
2. Bills déferés: Environnement, contaminants, Loi, Bill C-3, 141.
3. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du ministère de l'Environnement, 10.

Peine capitale:

Voir **Plébiscite sur l'abolition de la peine capitale.**

Pension du service public, Loi:

Rapport sur l'application de la Loi pour 1972-1973, 80. Document parlementaire no 292-1/220.

Pensions:

Voir **Régime de pensions du Canada.**

Pétitions:

Voir **Greffier des pétitions.**

Petits prêts, Loi (Loi modifiant):

Bill C-257, M. Rowland. 1re lecture, 35.

Pétrole, administration, Loi :

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-18, ministre de l'Energie des Mines et des Ressources. 1re lecture, 87. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 104-5, 108. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au Comité des ressources nationales et des travaux publics, 109.

Pétrole et gaz:

1. Contrats de transport de pétrole de l'Ouest à l'Est du Canada en passant par le canal de Panama: M. Forrestall—Dépôt immédiat de la réponse, 166. Document parlementaire no 292-2/162.
2. Copie d'une note du Canada au Etats-Unis au sujet de la circulation des pétroliers au large de la côte ouest, 102. Document parlementaire no 292-6/133.
3. Copies d'un télex à l'industrie pétrolière, relativement au prix du pétrole canadien, en date du 28 mars 1974, 77. Document parlementaire no 292-7/4.
4. Copie d'un télégramme à la *Canadian Fuel Marketers Ltd.* au sujet de l'achat de pétrole de la Roumanie, 102. Document parlementaire no 292-7/4A.

Voir aussi **Voies et moyens.**

Pièces pyrotechniques, vente aux mineurs, Loi:

Bill C-217, M. Stackhouse. 1re lecture, 34.

Plateau continental, Loi:

Bill C-155, M. McGrath. 1re lecture, 33.

Plébiscite sur l'abolition de la peine capitale, Loi:

Bill C-246, M. Reynolds. 1re lecture, 35.

Plébiscite sur l'avortement, Loi:

Bill C-231, M. Reynolds. 1re lecture, 34.

Pollution atmosphérique, lutte, Loi:

Copie du rapport annuel sur les opérations pour 1972-1973, 126. Document parlementaire no 292-1/15.

Pollution des eaux arctiques, prévention, Loi (Loi modifiant):

Bill C-171, M. Howard. 1re lecture, 33.

Postes, Loi (Loi modifiant):

Bill C-245, M. Clarke. 1re lecture, 34.

Postes, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 84. Document parlementaire no 292-2/286.
3. Il est résolu en vertu de l'article 43 du Règlement,—Que la Chambre appuie toute mesure afin d'assurer la livraison des chèques du gouvernement, 125.

Premier ministre:

1. Contrats pour travaux de rénovation à la résidence d'été du Premier ministre à Harrington Lake, appels d'offres, adjudicataires, coût, etc.: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 165. Document parlementaire no 292-2/45.
2. Prix de la Cadillac du Premier ministre, millage et essence consommée: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 73. Document parlementaire no 292-2/81.
3. Sommes dépensées à la résidence du Premier ministre à Ottawa: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 166. Document parlementaire no 292-2/86.
4. Contrats pour travaux de rénovation à la résidence du Premier ministre à Ottawa, appels d'offres, adjudicataires, coût, etc.: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 166. Document parlementaire no 292-2/87.

Prestations de retraite supplémentaires, Loi:

Rapport sur l'application de la Loi pour 1972-1973, 80. Document parlementaire no 292-1/366.

Prêts aidant aux opérations de la pêche, Loi (Loi modifiant):

Bill C-197, M. Howard. 1re lecture, 34.

Prêts aux petites entreprises, Loi (Loi modifiant):

Bill C-194, M. Howard. 1re lecture, 34.

Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-226, M. Howard (Taux d'intérêt). 1re lecture, 34.
2. Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-14, ministre des Finances. 1re lecture, 49. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 113. Reprise et interruption du débat, 115. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi à un Comité plénier, 116. Etude en Comité plénier, rapport sans amendement et adoption à l'étape du rapport, 116. Motion tendant à la 3e lecture, présentation, débat et amendement (M. Howard): Remise de la 3e lecture à plus tard et renvoi au Comité plénier, présentation, débat et interruption du débat, 118. Reprise et interruption du débat, 119. Reprise du débat et rejet de l'amendement sur vote par appel nominal, 121-2. 3e lecture, 122. Adoption par le Sénat, 163. Sanction royale, 170. 23 Elizabeth II, chapitre 10, S.C. 1974.

Preuve au Canada, Loi (Loi modifiant):

Bill C-163, M. Orlikow. 1re lecture, 33

Prévisions budgétaires en général, Comité:

1. Composition, 13, 18, 21, 22, 28, 29, 36, 37, 42, 46, 48, 51, 53-4, 57-8, 62, 67, 72, 75, 79, 85-6, 90, 94, 100, 105, 109-110, 131, 135, 142, 146, 149, 158, 167, 171.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du ministère des Approvisionnements et Services, du Gouverneur général et Lieutenants-gouverneurs, du Conseil privé, du Commissaire aux langues officielles, de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique, du département d'Etat chargé de la Science et de la Technologie, du Conseil des Sciences du Canada, de la Commission de la Fonction publique, des Arsenaux canadiens Limitée, de l'Auditeur général, de la Corporation commerciale canadienne, du Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes, du Conseil du Trésor et du Conseil national de recherches du Canada, 11.

Prisons et maisons de correction, Loi (Loi modifiant):

Bill C-283, M. Atkey. 1re lecture, 151.

Privilèges et Elections, Comité:

1. Composition, 13, 28, 36, 72, 85, 90, 110, 135.
2. Bills déferés: Loi électorale du Canada (Loi modifiant), Bill C-105, 99.
3. Déféré: La question du mode de rajustement de la représentation à la Chambre des communes, 57.
4. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du Directeur général des élections, 10.
5. Rapports: Premier (Budget des dépenses du Directeur général des élections pour 1974-1975) (Appendice no 3 aux *Journaux*), 93.

Procédure et organisation, Comité:

1. Composition, 13, 28, 62, 79, 131, 135.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du Sénat, de la Chambre des communes et de la Bibliothèque du Parlement, 11.
3. Rapports: Premier (Budget des dépenses de la Bibliothèque du Parlement, de la Chambre des communes et du Sénat pour 1974-1975) (Appendice no 11 aux *Journaux*), 133.

Procédure et Règlement de la Chambre:*Adresse, débat:*

Ordre,—Tenue du vote pour disposer du sous-amendement à 2h.45 cet après-midi, 11.

Ajournement de la Chambre en vertu de l'article 40(1) du Règlement:

Motion suspendue, 109.

Ajournement, heures:

Après l'heure réglementaire, 110, 176.

Sur motion, avant l'heure réglementaire, 6.

Bills d'intérêt public et inscrits au nom des députés — Dépôt ou 1re lecture:

Dépôt ou 1re lecture en bloc, 32-5.

Bills d'intérêt public et inscrits au nom des députés — 2e lecture:

2e lecture et toutes les autres étapes franchies le même jour, 163.

Du consentement unanime, révocation de l'ordre et retrait du bill, 127.

Renvoi à un Comité plénier, 163.

Bills inscrits au nom du gouvernement — Dépôt:

Présentation, et étude à toutes les étapes le même jour, 77-9.

Bills inscrits au nom du gouvernement — Dépôt ou 1re lecture:

Report et maintien du statut atteint à la dernière session d'un bill émanant du Sénat, 25.

Report et maintien du statut atteint à la dernière session de deux bills inscrits au nom du gouvernement, 25.

Bills inscrits au nom du gouvernement — 2e lecture:

Bill de finance, renvoi à un Comité permanent plutôt qu'à un Comité plénier, 108.

Débat ajourné sur motion, 167.

2e lecture, étude en Comité plénier, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture le même jour, 102.

Renvoi à un autre Comité, 51, 102, 108, 113, 141.

Renvoi à un Comité plénier, 77, 102, 113, 142.

Bills inscrits au nom du gouvernement — Réimpression:

Bill rapporté avec amendements du Comité et ordre de réimpression tel que modifié, 174.

Bills inscrits au nom du gouvernement — Etape du rapport:

Rejet, sur division, d'une motion tendant à ajourner le débat, 162.

Procédure et Règlement de la Chambre – (Fin)*Bills inscrits au nom du gouvernement – 3e lecture:*

Adoption d'un bill rapporté avec amendements à l'étape du rapport et 3e lecture le même jour, 78-9, 99, 104, 152.

Budget:

Sous-amendement à la motion tendant à l'adoption adopté sur vote par appel nominal, 175-6.

Comités – Ordres de renvoi:

Témoignages de la dernière session déferés, 56-7.

Comités permanents – Ordres de renvoi:

Séances du comité à divers endroits:

Autorisation, 133.

Demandes des comités, 107.

Discours:

Limite de temps, 109.

Heure réservée à l'étude des Affaires inscrites au nom des députés:

Différée ou suspendue, 142, 167.

Motions:

Adoptées en vertu de l'article 43 du Règlement, 83, 101, 125, 174.

Séances de la Chambre:

Suspension de la séance de 12h.05 à 2h. de l'après-midi, le mercredi 27 février 1974, 5.

Voies et moyens:

Etude de motions, jours désignés, 78, 101.

Voir aussi sous la rubrique *Bills inscrits au nom du gouvernement – 2e lecture*.

Votes par appel nominal:

Voir aussi sous la rubrique *Adresse, débat*.

Procès-verbaux et témoignages des Comités permanents et spéciaux non rapportés à la Chambre des communes:

Voir page 181.

Produits agricoles, vente coopérative, Loi:

Rapport sur les accords conclus pour 1973-1974, 146. Document parlementaire no 292-1/53.

Produits agricoles, vente coopérative, Loi (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-26, ministre de l'Agriculture. 1re lecture, 117-8.

Produits domestiques dangereux, étiquetage, Loi:

Bill C-149, M. Mather. 1re lecture, 33.

Produits laitiers:

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.; Subsidés en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions.**

Publicité:

Voir **Corporations; Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant) (Bill C-112).**

R

Radio-Canada, Société:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.

Radiodiffusion, Films et Assistance aux Arts, Comité:

1. Composition, 12, 16, 22, 24, 28, 42, 51, 53, 57, 62, 85, 90, 94, 110, 124, 131, 135, 138, 171.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 du Secrétariat d'Etat, du Conseil des Arts du Canada, de la Société Radio-Canada, d'Information Canada, de la Compagnie des jeunes Canadiens, de la Corporation du Centre national des Arts, de l'Office national du film, de la Bibliothèque nationale, des Musées nationaux du Canada, des Archives publiques et du Conseil de la Radio-Télévision canadienne, 9.

Radiodiffusion, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-112, M. McGrath (Annonces publicitaires au cours de programmes destinés aux enfants). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, débat et du consentement unanime, annulation de l'ordre et retrait du bill, 127.
2. Bill C-114, M. Orlikow (Temps de diffusion égal aux partis de l'opposition). 1re lecture, 32.
3. Bill C-138, M. McKenzie (Matériel éducatif à la disposition des commissions scolaires). 1re lecture, 32.
4. Bill C-255, M. Mather (Temps gratuit aux candidats). 1re lecture, 35.
5. Bill C-279, M. Marchand (Kamloops-Cariboo) (Examen d'une décision d'orientation du CRTC par le gouverneur en conseil). 1re lecture, 115.

Recherche et développement scientifiques, Loi:

Bill C-276, M. Knight. 1re lecture, 103.

Régime de pensions du Canada:

Rapport actuariel de l'application et de l'état de compte du Régime pour 1973, 124. Document parlementaire no 292-1/83.

Régime de pensions du Canada (Loi modifiant):

1. Bill C-108, M. Saltsman (Cotisations et prestations des ménagères). 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 109.
2. Bill C-128, M. Coates (Appel à la Commission d'appel). 1re lecture, 32.
3. Bill C-148, M. Saltsman (Exemption pour motif religieux). 1re lecture, 33.
4. Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-19, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. 1re lecture, 102. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 122. Reprise et interruption du débat, 122, 123, 125. Reprise du débat, 2e lecture et renvoi au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 125. Rapport (Procès-verbaux et témoignages — Voir Appendice no 14 aux *Journaux*), 153. Etape du rapport, motions, 162-3. Motion visant à ajourner le débat, rejet sur division, 162. Motion rejetée sur division, 162. Motion déclarée irrecevable, 163.

Registrai re général:

1. Rapport sur les opérations aux termes de la Loi sur les syndicats ouvriers, 46. Document parlementaire no 292-1/411.
2. Copies de l'Etat détaillé des cautionnements enregistrés au Bureau pour la période du 1er avril 1973 au 26 février 1974, 46. Document parlementaire no 292-1/412.

Règlements et textes réglementaires, Comité (mixte):

1. Composition, 28, 100.
2. Représentation du Sénat, 57.
3. Rapports: Premier (Régie interne) (Appendice no 7 aux *Journaux*), 107; Deuxième (Permission de se rendre à Londres) (Appendice no 8 aux *Journaux*), 107; Troisième (Etude et vérification des textes réglementaires) (Appendice no 12 aux *Journaux*), 151.
4. Adoption des rapports: Premier et deuxième, sur motion, 133. Troisième, du consentement unanime, 165.

Relations de travail dans la Fonction publique, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-184, M. Orlikow. 1re lecture, 33.
2. Bill C-270, M. Reilly (Décisions arbitrales). 1re lecture, 93.

Renseignements confidentiels, banques de données, Loi:

Bill C-211, M. Knight. 1re lecture, 34.

Ressources nationales et Travaux publics, Comité:

1. Composition, 13, 16, 18, 26, 28, 36, 51, 53-4, 57-8, 62, 72, 79, 90, 105, 109, 113, 122, 124, 135, 139, 152, 158, 167, 171.
2. Bills déferés: Pétrole, administration, Loi, Bill C-18, 109.
3. Ordre.—Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères de l'Énergie, des Mines et des Ressources et des Travaux publics, de la Commission de contrôle de l'énergie atomique, de l'Énergie atomique du Canada, Limitée et de l'Office national de l'énergie, 10.

Restaurant du Parlement, Comité (mixte):

Représentation du Sénat, 57.

Revenu annuel garanti:

Voir **Subsides en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions.**

Revenu national, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 175. Document parlementaire no 292-2/285.

Rochdale, Collège:

Gestion de l'immeuble par le gouvernement et négociation de l'utilisation constructive au point de vue social: Motion (M. Stackhouse), présentation et interruption du débat, 50.

Route Alaska-Yukon, établissement de l'Administration, Loi:

1. Bill C-150, M. Reynolds (Route de l'Alaska). 1re lecture, 33.
2. Bill C-188, M. Oberle (Route de l'Alaska). 1re lecture, 33.

Routes, sécurité:

Mise sur pied d'une campagne nationale de sécurité au volant: Motion (M. O'Sullivan) présentation et interruption du débat, 148.

Roy, M. et Mme André:

Emploi au gouvernement, fonctions, salaires, participation aux activités terroristes: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 40. Document parlementaire no 292-2/43.

S

Saint-Laurent, voie maritime:

Voir **Administration de la voie maritime du Saint-Laurent.**

Sanction royale:

1. Bills ayant reçu la sanction royale, 78, 94, 113, 142, 170.
2. Lettres émanant de la résidence du Gouverneur général, 78, 94, 113, 142, 169.

Santé:

Copies d'un document intitulé "Nouvelle perspective de la santé des Canadiens", 154. Document parlementaire no 292-4/68.

Santé, Bien-être social et Affaires sociales, Comité:

1. Composition, 12, 13, 21, 24, 26, 28, 37, 42, 46, 51, 58, 62, 72, 79, 90, 109, 135, 138, 143, 152, 158, 171.
2. Bills déferés: Régime de pensions du Canada (Loi modifiant), Bill C-19, 125. Football professionnel au Canada, Loi, Bill C-22, 134.
3. Ordre, -Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères de la Consommation et des Corporations et de la Santé nationale et du Bien-être social, du Conseil de recherches médicales, du département d'Etat chargé des Affaires urbaines, de la Société centrale d'hypothèques et de logement, de la Commission de la Capitale nationale et de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, 10.
4. Rapports: Premier (Budget des dépenses du Conseil de recherches médicales pour 1974-1975) (Appendice no 6 aux *Journaux*), 103; Deuxième (Budget des dépenses du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour 1974-1975) (Appendice no 9 aux *Journaux*), 108; Troisième (Régime de pensions du Canada (Loi modifiant)) (Appendice no 14 aux *Journaux*), 153; Quatrième (Football professionnel au Canada, Loi, Bill C-22) (Appendice no 17 aux *Journaux*), 174.

Santé nationale et Bien-être social, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10. Rapport (Procès-verbaux et témoignages - Voir Appendice no 9 aux *Journaux*), 108.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom-Dépôt immédiat de la réponse, 166. Document parlementaire no 292-2/284.

Science et Technologie, département d'Etat:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.
2. Rapport pour 1972-1973, 13. Document parlementaire no 292-1/30.

Secrétariat d'Etat, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, 9.
2. Sommes consacrées à des contrats de publicité depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom-Dépôt immédiat de la réponse, 111. Document parlementaire no 292-2/259.
3. Sommes consacrées à des contrats aux fins de recherche pour 1972-1974, adjudicataires: M. Nystrom-Dépôt immédiat de la réponse, 41. Document parlementaire no 292-2/291.

Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des prévisions budgétaires en général, 11.

Sécurité de la vieillesse, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-130, M. Whittaker (Admissibilité). 1re lecture, 32.
2. Bill C-178, M. Reynolds (Paiement aux personnes dont le conjoint a 65 ans). 1re lecture, 33.

Sénat:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la procédure et de l'organisation, 11. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 11 aux *Journaux*), 133.

Voir aussi **Acte de l'Amérique du Nord britannique (Loi modifiant)** (bills C-11, C-118, C-199, C-267 et C-268).

Sénat et Chambre des communes, Loi (Loi modifiant):

Bill C-201, M. Stewart (Cochrane). 1re lecture, 34.

Séquestre des biens ennemis:

Rapport pour 1973, 75. Document parlementaire no 292-1/118.

Serments d'office (pro forma):

Bill C-1, premier ministre (Loi concernant la prestation des serments d'office). 1re lecture, 1.

Services correctionnels:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la justice et des questions juridiques, 10.

Situation économique:

Copies d'un document intitulé "Compte rendu de la situation économique", 147. Document parlementaire no 292-1/315.

Skagit, vallée:

Copies d'un document intitulé "L'Inondation envisagée de la vallée de la Skagit", 47. Document parlementaire no 292-7/3.

Société canadienne de télécommunications transmarines:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Société centrale d'hypothèques et de logement:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, 10.

2. Rapport pour 1973, 67. Document parlementaire no 292-1/108.

3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 50. Document parlementaire no 292-2/270.

4. *Granville Island*, Vancouver, C.-B., acquisition, coût, projets d'utilisation, etc.: M. Clarke—Dépôt immédiat de la réponse, 41-2. Document parlementaire no 292-2/372.

5. Prêts consentis au Québec et au Canada de 1964 à 1967: M. Boisvert—Dépôt immédiat de la réponse, 112. Document parlementaire no 292-2/511.

6. Prêts à la Société d'habitation du Québec, depuis 1968, taux d'intérêt, conditions, etc.: M. Lambert (Bellechasse)—Dépôt immédiat de la réponse, 166. Document parlementaire no 292-2/675.

Voir aussi **Avocats; Habitation.**

Société centrale d'hypothèques et de logement, Loi:

Bill C-203, M. Fleming. 1re lecture, 34.

Société de développement du Cap-Breton:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de l'expansion économique régionale, 10.

2. Rapport y compris les états financiers pour 1973, 131. Document parlementaire no 292-1/106.

3. Budgets d'établissement pour la période de trois mois terminée le 31 mars 1974 et copie du décret approuvant ledit budget, 155. Document parlementaire no 292-1/107.

4. Budgets d'établissements pour 1974-1975 et copie du décret approuvant ledit budget, 155. Document parlementaire no 292-1/107A.

Société des Transports du Nord Limitée:

Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.

Société Pétro-Canada:

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-32, ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. 1re lecture, 157.

Soins médicaux, Loi:

Rapport sur l'application de la Loi pour 1972-1973, 131. Document parlementaire no 292-1/298.

Solliciteur général, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité de la justice et des questions juridiques, 10.
2. Rapport pour 1972-1973, 16. Document parlementaire no 292-1/25.
3. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 175. Document parlementaire no 292-2/292.

Sports:

Voir **Football professionnel au Canada, Loi; Football professionnel international, contrôle, Loi.**

Statistique Canada:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des finances, du commerce et des questions économiques, 10.
2. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 175. Document parlementaire no 292-2/293.

Stupéfiants, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-172, M. Reynolds (Peines). 1re lecture, 33.
2. Bill C-205, M. Poulin. 1re lecture, 34.

Subsides:

1. Ordre relatif à la prise en considération des travaux des subsides, 35, 47, 53, 61, 63, 66, 69.
2. (a) Budget des dépenses, 1973-1974:
Supplémentaire (B), présentation et renvoi, 23. Document parlementaire no 292-1/132A.
(b) Budget des dépenses, 1974-1975:
Principal, présentation, 7, renvoi, 9-11. Document parlementaire no 292-1/132.
3. Résolutions adoptées (Budget des dépenses par ministère):
(a) Budget supplémentaire (B) de 1973-1974, 71.
(b) Budget principal de 1974-1975, crédits provisoires, 71.

Subsides en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions:

1. Motion (M. Marshall): Prise de mesures immédiates en vue de reporter la date limite prévue par la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, présentation, débat et rejet de la motion sur vote par appel nominal, 35-6.
2. Motion (M. Grier): Présentation de mesures législatives contrôlant le prix des produits essentiels et donnant à la Commission de surveillance des prix le pouvoir d'empêcher les augmentations de prix, présentation et interruption du débat, 47. Reprise du débat et fin des délibérations, 47-8.
3. Motion (M. Matte): Instauration d'un système de revenu minimum annuel garanti, présentation, débat et fin des délibérations, 53.
4. Motion (M. Lewis): Intégration des moyens de transport nationaux dans un service d'utilité public, acquisition du Canadien Pacifique et nomination d'un contrôleur des transports, présentation, débat et fin des délibérations, 61-2.
5. Motion (M. La Salle): Présentation d'une politique en matière de produits laitiers et hausse du prix du lait, présentation, débat et fin des délibérations, 63.
6. Motion (M. Woolliams): Examen par la Chambre des programmes du département d'État chargé des Affaires urbaines, présentation, débat et fin des délibérations, 66.
7. Motion (M. Woolliams): Rejet par la Chambre du Programme de projets témoins urbains de \$100 millions, présentation, débat et rejet de la motion sur vote par appel nominal, 69-70.

Subsides (Loi):

1. Adoption d'une motion de subsides (1re tranche des crédits provisoires fondée sur le budget principal de 1974-1975), 71. Bill C-16 (Loi des subsides no 2 de 1974), président du Conseil du Trésor. Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1975. 1re lecture, 2e lecture, étude en Comité plénier, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 71. Adoption par le Sénat, 78. Sanction royale, 78. 23 Elizabeth II, chapitre 2, S.C. 1974.
2. Adoption du budget supplémentaire (B) de 1973-1974 (étudié par le Comité des prévisions budgétaires en général, 71. Bill C-15 (Loi des subsides no 1 de 1974), président du Conseil du Trésor, Loi accordant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1974. 1re lecture, 2e lecture, étude en Comité plénier, rapport sans amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 71. Adoption par le Sénat et sanction royale, 78. 23 Elizabeth II, chapitre 1, S.C. 1974.

Synode de l'Est du Canada de l'Eglise Luthérienne d'Amérique:

Réception d'une pétition visant à modifier la loi la constituant en société, 31. Rapport du greffier des pétitions, 39. Bill C-264, M. Railton. 1re lecture, 39. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, débat, 2e lecture et renvoi au Comité des bills privés en général et du Règlement, 45. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 2 aux *Journaux*), 69. Adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 78. Adoption par le Sénat, 94. Sanction royale, 94. 23 Elizabeth II, chapitre 13, S.C. 1974.

T

Tabac et cigarette:

Voir **Aliments et drogues, Loi (Loi modifiant)** (bill C-164); **Assistance aux non-fumeurs, Loi.**

Tabac, restriction de l'usage, Loi:

Bill C-235, M. Mather. 1re lecture, 34.

Tarif des douanes:

Précisions sur le système canadien de préférences tarifaires en faveur des pays en voie de développement, 115. Document parlementaire no 292-7/6.

Tarif des douanes (Loi modifiant):

Avis de motion des voies et moyens, 11. Document parlementaire no 292-1/311. (*Imprimé en appendice aux Procès-verbaux du 1er mars 1974*). Présentation et adoption, 104. Bill C-21, ministre des Finances. 1re lecture, 104.

Tarif-marchandises:

Voir **Transport.**

Téléphone, numéro universel en cas d'urgence, Loi:

Bill C-169, M. Mather. 1re lecture, 33.

Terre-Neuve:

Voir **Transport.**

Terres des Indiens en Colombie-Britannique, Loi:

Bill C-157, M. Howard. 1re lecture, 33.

Terres destinées aux anciens combattants, Loi:

Voir **Subsides en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions.**

Terres destinées aux anciens combattants, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-225, M. Marshall (Abrogation de l'article 31). 1re lecture, 34.
2. Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-17, ministre des Affaires des anciens combattants (Date limite des demandes en vertu des Parties I, II et III de la Loi). 1re lecture, 77. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, débat, adoption et renvoi au Comité plénier, du consentement unanime, 77. Etude en Comité plénier, rapport avec un amendement, adoption à l'étape du rapport et 3e lecture, 77-80. Adoption par le Sénat, 94. Sanction royale, 94, 23 Elizabeth II, chapitre 3, S.C. 1974.

Territoires du Nord-Ouest et du Yukon:

Nombre de fonctionnaires de chaque catégorie, employés autochtones, etc.: M. Firth—Dépôt immédiat des réponses, 112. Documents parlementaires nos 292-2/377 et 292-2/378.

Voir aussi **Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965) (Loi modifiant)** (bills C-11, C-199); **Elections; Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant)**.

Territoires du Nord-Ouest, représentation, Loi:

Bill C-135, M. Firth. 1re lecture, 32.

Transport:

1. Subventions accordées depuis 1968, sommes en cause, objectifs, études d'appréciation, rapports: M. Broadbent—Dépôt immédiat de la réponse, 56. Document parlementaire no 292-2/312.
2. Etude de l'opportunité d'adopter une loi traduisant la responsabilité constitutionnelle d'assurer un service de transport entre Terre-Neuve et le continent; Motion (M. Marshall), présentation et interruption du débat, 118.
3. Etude de l'opportunité de réduire le tarif des voitures et le tarif-marchandises sur le traversier reliant North Sydney, N.-E. à Terre-Neuve: Motion (M. Carter), présentation et interruption du débat, 105.
4. Ordre,—Copie du rapport de l'enquête au sujet de l'explosion d'un avion DC8 à l'aéroport international de Toronto, le 21 juin 1973: M. Mazankowski, 113.

Voir aussi **Aéroports; Chemins de fer nationaux du Canada; Commission fédérale d'enquête sur les transports, établissement, Loi; Subsidés en vertu de l'article 58 du Règlement, Motions**.

Transport aérien:

Voir **Ajournement de la Chambre en vue de discuter d'une affaire déterminée et importante**.

Transports et Communications, Comité:

1. Composition, 13, 28, 36, 37, 42, 75, 79, 82, 90, 100, 105, 143, 152, 158, 164.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères des Communications, des Postes et des Transports, de la Société canadienne des télécommunications transmarines, des Administrations de pilotage, des Grands Lacs, Ltée, des Laurentides, de l'Atlantique, du Pacifique et de la voie maritime du Saint-Laurent, de la Commission canadienne des transports, du Conseil des ports nationaux, de la Société des transports du Nord Limitée et des Chemins de fer Nationaux du Canada, 10.

Transports, Loi nationale (Loi modifiant):

Bill C-180, M. Knight. 1re lecture, 33.

Transports, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des transports et des communications, 10.
2. Programme des dépenses pour 1974-1979, additif au budget de 1972, etc.: M. Forrestall—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/203.
3. Somme consacrée à des contrats de publicité depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 50. Document parlementaire no 292-2/264.

Travail, Main-d'oeuvre et Immigration, Comité:

1. Composition, 12, 13, 26, 36, 46, 75, 100, 105, 109, 149.
2. Ordre,—Renvoi du budget principal de 1974-1975 des ministères du Travail, de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, de la Commission d'assurance-chômage, de la Commission d'appel de l'immigration et du Conseil canadien des relations du travail, 10.

Travail, Main-d'oeuvre et Immigration, Comité – (Fin)

3. Rapports: Premier (Budget des dépenses du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration pour 1974-1975) (Appendice no 5 aux *Journaux*), 101; Deuxième (Budget des dépenses du ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration pour 1974-1975) (Appendice no 13 aux *Journaux*), 153.

Travail, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration, 10.
2. Contrats accordés pour publicité, adjudicataires: M. Cossitt—Dépôt immédiat de la réponse, 137. Document parlementaire no 292-2/104.
3. Somme consacrée à des contrats de publicité depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 137. Document parlementaire no 292-2/251.
4. Somme consacrée à des contrats aux fins de recherche depuis 1972, adjudicataires: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 74. Document parlementaire no 292-2/281.

Travaux publics, Ministère:

1. Renvoi du budget principal de 1974-1975 au Comité des ressources nationales et des travaux publics, 10.
2. Dépenses pour 1971-1973, personnel, effectif: M. Nystrom—Dépôt immédiat de la réponse, 41. Document parlementaire no 292-2/365.

U**URSS:**

Voir **Accords, protocoles, échanges de notes, traités, etc.**

V**Vancouver, C.-B.:**

Voir **Conseil des ports nationaux; Société centrale d'hypothèques et de logement.**

Véhicules automobiles:

Subventions accordées dans le cadre du Programme de remise des droits de douane aux fabricants de véhicules automobiles, sociétés subventionnées: M. Rodriguez—Dépôt immédiat de la réponse, 66. Document parlementaire no 292-2/374.

Véhicules automobiles et instruments agricoles, pièces, Loi:

Bill C-103, M. Nesdoly. 1re lecture, 32. Motion tendant à la 2e lecture, présentation et interruption du débat, 89.

Véhicules automobiles, pneus, marques nationales de sécurité, Loi:

Bill S-3, ministre des Transports. Reçu du Sénat, 108. 1re lecture, 111.

Véhicules automobiles, sécurité, Loi (Loi modifiant):

1. Bill C-206, M. Rowland (Tracteurs de ferme). 1re lecture, 34.
2. Bill C-213, M. Mather (Ceintures de sécurité). 1re lecture, 34.

Voies et moyens:

1. Avis de motion visant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, 167. Document parlementaire no 292-1/308.
2. Avis de motion visant à modifier les Règles de 1971 concernant l'application de l'impôt sur le revenu, 167. Document parlementaire no 292-1/309.

Voies et moyens – (Fin)

3. Avis de motion des voies et moyens concernant l'exportation du pétrole du Canada, 78. Document parlementaire no 292-1/310. (*Imprimé en appendice aux Procès-verbaux du 28 mars 1974*). Présentation et adoption, 81.
4. Avis de motion concernant l'exportation du pétrole du Canada, 151. Document parlementaire no 292-1/310A.
5. Avis de motion relatif à la Loi sur la taxe d'accise et la Loi sur l'accise, 167. Document parlementaire no 292-1/310B.
6. Avis de motion des voies et moyens relatif au Tarif des douanes, 11. Document parlementaire no 292-1/311. (*Imprimé en appendice aux Procès-verbaux du 1er mars 1974*). Présentation et adoption, 104.
7. Avis de motion relatif au Tarif des douanes, 167. Document parlementaire no 292-1/311A.
8. Avis de motion visant à modifier le chapitre 17 des Statuts du Canada de 1960-1961, 167. Document parlementaire no 292-1/313.
9. Ordre relatif à la prise en considération d'une motion des voies et moyens, 81, 104, 167.

Voies et moyens (Budget):

Motion (M. Tumer) (Ottawa-Carleton): Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement, présentation, débat et ajournement du débat sur motion de (M. Lambert) (Edmonton-Ouest), 167. Reprise du débat (1er jour désigné) et amendement (M. Lambert) (Edmonton-Ouest): Le gouvernement n'a plus la confiance de la Chambre à cause de son incapacité à réduire l'inflation, présentation, débat et sous-amendement (M. Lewis): et à cause de son incapacité d'aider les personnes à faible revenu, présentation et interruption du débat, 169. Reprise et interruption du débat, 170. Reprise du débat (2e jour désigné) et adoption du sous-amendement sur vote par appel nominal, 175-6.

Votes par appel nominal:

1. Sous-amendement (M. Fortin) à la motion tendant à l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du trône, rejet par 125 voix contre 83, 11-12.
2. Amendement (M. Stanfield) à la motion tendant à l'adoption de l'Adresse en réponse au discours du trône, rejet par 129 voix contre 109, 17-18.
3. Motion de subsides (M. Marshall), rejet par 129 voix contre 109, 35-6.
4. Motion de subsides (M. Woolliams), rejet par 140 voix contre 96, 69-70.
5. Motion (M. Chrétien) en vue d'amender à l'étape du rapport le Bill C-6 (Parcs nationaux (Loi modifiant)), adoption par 111 voix contre 86, 98.
6. Amendement (M. Howard) à la motion tendant à la 3e lecture du Bill C-14 (Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi (Loi modifiant), rejet par 150 voix contre 9, 121-2.
7. Motion (M. Lalonde) tendant à la 2e lecture du Bill C-22 (Football professionnel au Canada, Loi), adoption par 118 voix contre 92, 133-4.
8. Sous-amendement (M. Lewis) à la motion proposant que la Chambre adopte la politique budgétaire du gouvernement (Budget principal) adoption par 137 voix contre 123, 175-6.

Y

Yukon, Territoire:

Voir **Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.**

Yukon, territoires du Nord-Ouest, Lois et Loi électorale du Canada (Loi modifiant):

Message et recommandation du Gouverneur général. Bill C-9, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. 1re lecture, 27. Motion tendant à la 2e lecture, présentation, débat, adoption et renvoi au Comité des affaires indiennes et du développement du Nord canadien, 50. Rapport (Procès-verbaux et témoignages – Voir Appendice no 4 aux *Journaux*), 101. Etape du rapport, amendement, 104. Amendement adopté, 104. Motion, du consentement unanime, tendant à la 3e lecture, adoption, 104. Adoption par le Sénat et sanction royale, 113. 23 Elizabeth II, chapitre 5, S.C. 1974.